

26 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/26/446660-la-decroissance-une-fausse-solution-pour-sauver-la-planete>

La décroissance une fausse solution pour sauver la planète

Yves Montenay

Une partie des écologistes ne voit que la décroissance comme solution aux problèmes de l'environnement. Elle illustre ainsi sa méconnaissance des fondamentaux de la croissance.



Publié le 26 décembre 2022

Une partie des écologistes ne voit que la décroissance comme solution aux problèmes de l'environnement. C'est l'appel lancé dans *Le Monde* avec véhémence par **Delphine Batho**, **coordinatrice nationale de Génération écologie et ancienne ministre de l'Écologie**. Elle illustre ainsi sa méconnaissance des fondamentaux de la croissance.

Delphine Batho tient le raisonnement suivant : pour produire ce que nous consommons, il faut des matériaux et de l'énergie et il en faut encore pour les transporter et les amener jusqu'à nous.

La solution qu'elle propose est donc de moins consommer, donc de produire moins.

La face cachée de la décroissance : les limites des énergies renouvelables

J'ajoute ce qu'elle ne dit pas : les énergies renouvelables ne suffisent pas pour maintenir le niveau de vie actuel parce qu'elles sont intermittentes et ne livrent qu'une petite partie de la puissance installée.

Le solaire ne fonctionne pas la nuit et l'éolien ne fonctionne que s'il y a du vent. **On vient d'ailleurs de constater 15 jours sans vent en Allemagne** et la nuit tombe tôt en hiver, avant la pointe de la consommation électrique.

Cette intermittence nécessite donc une énorme masse de batteries pour stocker l'énergie pour faire face aux périodes improductives. Or on ne sait pas aujourd'hui produire ces batteries à des coûts raisonnables et elles requièrent elles-mêmes des matériaux rares et de l'énergie pour être fabriquées... C'est aussi le cas pour les panneaux solaires et les éoliennes.

Cette intermittence exigera également une refonte profonde des réseaux électriques qui sont aujourd'hui « en étoile » autour de centrales électriques puissantes, qu'elles soient nucléaires, au charbon, au gaz ou au pétrole...

Pour les écologistes, il faut donc une énergie 100 % renouvelable qui ne fonctionnera qu'à une faible partie de sa capacité, donc des installations gigantesques, elles-mêmes néfastes à l'environnement pour leur construction... puis leur fin de vie. C'est-à-dire des investissements colossaux.

Remarquons que dans l'esprit des écologistes, cet objectif d'énergie 100 % renouvelable exclut le nucléaire, qui pourtant n'émet pas de CO₂.

Comme la transition écologique signera la perte des investissements gigantesques fait dans les énergies fossiles, **il vaut mieux baisser au maximum les besoins en énergie et donc, d'après les écologistes, diminuer toutes les activités humaines.**

Or ce lien implicite entre activités humaines et énergie est contestable, ainsi que je vais le démontrer ci-après.

À quoi ressemblerait la décroissance ?

Diminuer les activités humaines peut se faire en fermant des entités, surtout des entreprises dans la plupart des pays et d'abord celles consommant beaucoup d'énergie. Ces fermetures d'entreprises auraient pour **conséquence une chute à la fois de l'emploi et des biens à disposition.**

Certains imaginent abstraitement que l'on pourrait freiner cette chute de l'emploi par une régression de la technologie.

Cette idée n'est pas nouvelle, illustrons-la par une petite anecdote d'Alfred Sauvy :

« Jeune conseiller, Sauvy accompagne dans une visite un ministre des Travaux Publics.

– Monsieur Sauvy, tout cela est admirable, mais imaginez le nombre d'emplois qu'on pourrait créer si au lieu de pelleteuses ces hommes avaient des pelles !

– Vous avez raison, monsieur le ministre, et si au lieu de pelles ils avaient des cuillères... »

Bref, revenir sur les technologies engendre soit une chute des salaires (il faut dix ou mille fois plus de personnes pour faire la même chose), soit une hausse vertigineuse des prix. Dans les deux cas, cela entraîne une chute du niveau de vie.

À quoi les partisans de la décroissance répondent : arrêtons de faire des chantiers et de construire ! Faisant rapidement fi des besoins en infrastructures et en logements.

Alfred Sauvy parlait de la technique de son époque.

Aujourd'hui on dirait : « fermons les ordinateurs et tous les centres de données (data centers) faisant fonctionner Internet », qui sont effectivement énergivores, sans parler de la pollution lors de leur fabrication et de leur fin de vie.

Réponse des partisans de la décroissance : « reprenons les papiers, les stylos, utilisons la poste (à pied bien sûr et avec le tri du courrier à la main) ».

Même question : combien coûtera alors le timbre ou quel montant d'impôt faudra-t-il pour sauver la poste ?

Et puis si l'on bloque tout pourquoi continuer à faire de la recherche ? « Je n'ai jamais dit qu'il fallait bloquer la recherche médicale » diront les partisans de la décroissance.

Mais la recherche, notamment médicale, et surtout la mise en place des découvertes, demande toutes sortes de matériels qui deviendront hors de prix ou inutilisables si l'énergie est rationnée.

La découverte rapide et la distribution massive des vaccins anti-covid en Occident a été réalisée grâce à des alliances entre chercheurs et entreprises industrielles.

En résumé, les partisans de la décroissance nous disent que le statu quo est catastrophique et que la décroissance le sera aussi avec comme seule différence que la planète sera sauvée dans le deuxième cas.

En fait, je pense qu'ils ont mal posé le très réel problème de l'environnement : ce n'est pas la croissance qu'il faut accuser mais ce qui pose réellement problème, comme par exemple la consommation de charbon.

Regardons ça de plus près.

La croissance est de moins en moins liée à la consommation d'énergie

La croissance, c'est en gros l'augmentation du niveau de vie. **Ce n'est pas forcément lié à une augmentation de la consommation d'énergie. Et ça l'est d'autant moins que le pays est développé.**

Pourquoi ce décrochage entre croissance et émissions de CO₂ dans les pays développés ?

Tout simplement parce que la production a d'abord été celle de la nourriture et des vêtements puis le chauffage. Tout cela demande certes de l'énergie, mais une fois le gros des besoins satisfaits la consommation plafonne ensuite dans les pays développés car nous n'avons pas deux estomacs, nous sommes suffisamment couverts et suffisamment chauffés.

Cela mène à deux autres questions :

- 1. Qu'en est-il des pays moins développés ?**
- 2. Pourquoi la croissance continue avec de moins en moins d'énergie dans les pays développés ?**

Le cas des pays en développement

Leur position, répétée une fois de plus pendant la COP 27, est la suivante :

« **Ce n'est pas nous qui avons émis la masse du CO₂ dans l'atmosphère. Or on veut bloquer notre développement pour limiter les émissions. Nous refusons.** Et notamment nous allons continuer à rechercher du gaz et du pétrole et à l'exploiter pour pouvoir nous développer. De plus, nous demandons des fonds importants pour réparer les dégâts à l'environnement qui ont été causés par les pays développés »

Or, nous l'avons vu, c'est justement pendant le développement que la croissance demande de l'énergie : remplir les estomacs, s'habiller mieux, se chauffer ou pire encore en matière énergétique, climatiser.

C'est-à-dire **concrètement que les pays pauvres revendiquent le droit de multiplier les transports d'hommes et de marchandises, de construire des voitures et des camions, de les alimenter en carburant... Bref la catastrophe pour les promoteurs de la décroissance.**

Ces derniers ont quelques arguments, mais qui sont inaudibles pour les intéressés :

« Pourquoi viser le niveau de vie des pays riches et détruire la planète ? »

« Pourquoi continuer à rechercher et à exploiter du pétrole et du gaz si l'argent correspondant va nourrir une classe politique corrompue et inefficace, sans accélérer le développement ? ».

Il y a du vrai dans ces arguments... mais en pratique **ce sont les gouvernants dont certains corrompus qui représentent les pays en développement et n'ont pas intérêt à renoncer aux flux financiers liés à l'exploitation du pétrole et du gaz dont une partie leur bénéficiera personnellement.**

Les négociations internationales se font entre gouvernants et se terminent par des compromis. Les arguments des décroissants ne seront donc pas entendus.

Tout au plus les circuits financiers peuvent être canalisés vers des choix techniques moins néfastes pour l'environnement. **Par exemple en privilégiant un financement de solutions énergétiques via le nucléaire. Mais les décroissants ne sont pas prêts à l'admettre.**

Ce n'est donc pas ce côté-là qu'il faut chercher des solutions.

Par ailleurs la démocratie est liée au développement : les pays les plus développés sont les démocraties et demander de renoncer au développement présente l'inconvénient de maintenir les peuples non seulement dans la pauvreté mais aussi dans l'autocratie.

À supposer que la décroissance globale ménage la possibilité de se développer aux pays pauvres, le corollaire pour compenser sera d'accentuer encore plus la décroissance dans les pays riches, donc la baisse encore plus forte du niveau de vie, ce qui sera démocratiquement et probablement matériellement impossible.

Bref, mettre l'accent sur la décroissance ne donne pas de solution au problème des pays pauvres. C'est une autre illustration que **le problème est mal posé.**

Analysons plutôt pourquoi la croissance des pays riches demande de moins en moins d'énergie et comment cela peut nous inspirer pour le futur développement des pays pauvres.

À mon avis, ce moindre recours à l'énergie dans les pays développés a deux raisons : la productivité et le fait que la croissance est de moins en moins physique.

Croissance et productivité

Il y a certes un gaspillage dans les domaines de l'alimentation, du vêtement et du chauffage mais le progrès technique diminue peu à peu ce gâchis. Les entreprises s'y mettent et leurs profits sont une bonne mesure de la diminution du gâchis. Je parle des entreprises normales et non pas des entreprises rentières ou proches du pouvoir.

C'est très clair dans mon ancien métier, la gestion de l'énergie dont le poste principal est le chauffage.

En simplifiant, disons que les bâtiments neufs des années 1950–70, HLM, universités, hôpitaux... de cette grande période de construction étaient beaucoup plus mal isolés que les plus anciens qui dataient d'une époque où l'on ne pouvait pas se chauffer facilement.

Ces bâtiments mal isolés étaient chauffés par d'énormes installations au charbon peu souples et **la température des appartements étaient réglées en ouvrant les fenêtres !**

Le passage au fioul puis au gaz ou à l'électricité, parallèlement au progrès de l'électronique et notamment des régulations, a permis de régler beaucoup plus finement les consommations, tandis que l'isolation a progressé.

Et je passe sur les ampoules LED, les pompes à chaleur et plus généralement la meilleure connaissance du problème.

Bref, la productivité a augmenté comme dans la plupart des métiers depuis plus de deux siècles. Sinon nous aurions encore le niveau de vie de la majorité de la population avant la révolution industrielle sous Louis XV, c'est-à-dire pas très supérieur à celui des paysans du sud que l'on plaint aujourd'hui.

Voir les [travaux de Jean Fourastié](#), célébrité mondiale mal connue en France et que je résume par la formule : **« la croissance, c'est la productivité ». Cette productivité vient du progrès technique, des progrès de l'organisation politique et économique, le tout fortement aidé par la diffusion de l'enseignement.**

Cela nous donne **une piste pour sortir du dilemme posé par les décroissants : bloquer le développement du sud ou tuer la planète.** Les pays pauvres ne suivront probablement pas le même chemin de développement que celui défriché pendant plus de deux siècles par les pays du nord.

Ils bénéficieront dès le départ d'une meilleure productivité et des connaissances en économie d'énergie. **En témoigne le bouillonnement des « jeunes pousses » (startup) africaines**, notamment dans l'usage du téléphone portable et qui sont axées sur l'économie d'énergie au sens large, par exemple en évitant les déplacements pour raisons économiques ou médicales, la meilleure gestion des récoltes qui pourrissent trop souvent sur place etc.

D'ailleurs la Chine, **un des principaux émetteurs de CO₂**, est à la fois du nord, par son niveau technique, et du sud, par sa pauvreté encore importante, et elle a multiplié les raccourcis de développement impressionnants.

Une croissance de moins en moins physique

La deuxième raison du fait que la croissance demande de moins en moins d'énergie est que **les besoins par personne en objets physiques plafonnent les uns après les autres.**

Nous n'avons pas deux estomacs, nous n'allons pas nous chauffer à 30°, les fichiers numériques remplacent le papier dont la production commence par la destruction des forêts et est particulièrement polluante et énergivore.

Ensuite nous utilisons de plus en plus de biens immatériels (ou très peu matériels par rapport à leur coût) comme les services bancaires, l'enseignement, la médecine de base...

Comme la demande d'une grande partie des biens matériels ci-dessus plafonne, ce sont ces biens immatériels plus ou moins bien regroupés par des économistes dans la rubrique « services », qui se traduisent dans les statistiques par ce qu'on appelle la croissance.

Un exemple : passer du chèque au virement. C'est un petit changement d'habitude apparemment anodin mais si les banques nous le demandent c'est qu'il déclenche un gain sensible productivité :

- côté consommateur, ça vous dispense de remplir un chèque et de le déposer ou de le poster.

- côté banque, c'est beaucoup plus important : recevoir les chèques, les traiter, les entrer manuellement en comptabilité, les classer et les garder un certain temps. Sans parler de l'impression des carnets de chèques et des bordereaux de remise.

Un autre exemple est le remplacement des feuilles de maladie par la carte vitale qui a induit massivement des avantages analogues, notamment l'économie de papier, et a permis la diminution du personnel des caisses de maladie, donc du coût de la sécurité sociale et finalement de la santé.

Rappelons que tout ce qui est production de papier est une catastrophe écologique.

Les partisans de la décroissance vous diront : « tout ça c'est bien beau, mais l'explosion démographique entraîne forcément une plus grande consommation de biens ».

Là aussi ils se trompent.

La décroissance démographique est un danger, pas une solution

Avoir moins d'enfants, c'est vingt ans plus tard un effondrement de la production faute de producteurs, pas seulement la production des biens matériels mais aussi des services.

Moins de soignants, moins d'agriculteurs, de boulangers etc. Tout le monde en pâtira mais d'abord les plus faibles. Un résumé brutal pourrait être : « encore moins d'enfants aujourd'hui, c'est tuer les vieux 30 ans plus tard. »

Mais surtout les partisans de la baisse de la population ont plusieurs décennies de retard.

La décroissance démographique est partout hors Afrique subsaharienne.

Si la fécondité continue à être aussi basse au nord, la grande migration de l'Afrique vers le nord ne sera plus une crainte mais une nécessité : on aura tellement besoin de bras qu'on ira les chercher. D'ailleurs cela a déjà commencé : les pays les plus identitaires, ceux d'Europe orientale voient leurs jeunes disparaître soit parce qu'ils ne sont pas nés, soit par ce qu'ils émigrent vers l'Allemagne qui manque cruellement de bras et de bébés depuis des décennies. Et les Allemands payent leurs immigrés bien plus chers que le pays de départ.

Partout, on s'aperçoit qu'on ne pourra pas nourrir ou soigner les vieux et qu'il sera de plus en plus difficile de donner des services de base à toute la population.

La faiblesse de la fécondité oblige partout à retarder le départ en retraite, soit juridiquement, soit de fait puisqu'on encourage par exemple les médecins retraités à retravailler.

La décroissance, une idée totalement décalée par rapport à la réalité

Au nord, la consommation de biens physiques a probablement atteint son maximum et l'augmentation de la productivité fait décroître la consommation d'énergie et de matériaux... sauf celle exigée par les écologistes notamment pour les batteries.

Au sud c'est une levée de boucliers contre l'idée de maintenir les populations dans le sous-développement et de les priver des recherches et de l'exploitation pétrolière et gazière alors que les progrès de productivité du nord permettent un développement moins énergivore.

Partout la chute de la fécondité et le vieillissement commencent à être visibles pour le grand public.

Ce n'est pas la croissance qui attaque la planète : croître avec le nucléaire est préférable à décroître avec le gaz et le charbon. Or c'est ce qui arrive en Europe suite aux pressions politiques des partis écologistes.

Cet appel à la décroissance se révèle donc d'abord comme une ignorance des évolutions fondamentales. **Il ne faut pas se tromper de combat : la décroissance n'est pas un but en soi, l'objectif c'est le climat et l'environnement.**

26 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/sncf-pourquoi-la-greve-nous-met-en-colere-25-12-2022-2502812_420.php

SNCF : pourquoi la grève nous met en colère

LES CARNETS DU DIMANCHE. Le mouvement inique des contrôleurs est un déraillement de plus à la SNCF, et **l'illustration d'un fantasme qui monte dans le pays : le gouvernement par les minorités.**

Par [Hervé Gattegno](#)

Publié le 25/12/2022 à 11h00

Noël en famille devant la cheminée ou Noël en furie à cause des cheminots ? Il aura fallu choisir, hélas, pour des milliers de Français, **pris au dépourvu (sinon « en otage », il paraît que l'expression est irrespectueuse du droit de grève)** devant un blocage de dernière heure que nul n'avait anticipé. Enfin, « choisir » n'est pas le bon mot puisqu'on ne leur a pas laissé le choix. Certes, la grève n'aura concerné « que » 200 000 personnes, mais elle en aura ulcéré bien davantage : ceux qui espéraient se retrouver le temps d'un réveillon et que l'un des leurs n'aura pas pu rejoindre faute de train ; **ceux qui ont observé, médusés et impuissants, un collectif de 3 574 contrôleurs de la SNCF perturber grandement le trafic ferroviaire français le week-end le plus crucial de l'année et immobiliser injustement tant de voyageurs.**

Cela vaut bien qu'on y revienne – même si la direction de l'entreprise a fini par lâcher assez de lest pour que le second préavis, déposé pour la Saint-Sylvestre, soit levé vendredi. La fête n'aura été gâchée qu'en partie.

Des revendications purement corporatistes

Disons-le sans tourner autour du pot : **le blocage des trains à la veille de Noël est inique, illégitime et irresponsable.** Pourquoi inique ? Parce que ses auteurs – un peu plus d'un tiers des agents commerciaux, que la SNCF dénomme « chefs de bord » – revendiquent des avantages financiers et statutaires purement corporatistes, quoique camouflés sous des appels à la défense du service public. Outre des augmentations (**ils trouvent que les 12 % accordés en 2022 sous forme de salaire et de primes ne sont pas suffisants, combien de salariés en aimeraient autant ?**), les contrôleurs veulent peu ou prou être logés à la même enseigne que les conducteurs. Pourtant, la différence de formation et de responsabilités entre les deux métiers saute aux yeux. Seulement voilà, la règle à la SNCF impose qu'un train ne puisse rouler qu'avec un contrôleur à bord – c'est donner à celui-ci le pouvoir de l'immobiliser à quai...

De fait, les conducteurs ne sont que moyennement solidaires avec les « chefs de bord ». Eux n'ont pas appelé au blocage, pas plus que les grandes confédérations. **D'où la question de la légitimité du mouvement.** Si le droit de grève est constitutionnel, la loi dispose que seuls les syndicats « représentatifs » (dont la liste est établie selon les résultats enregistrés aux élections professionnelles) peuvent déposer des préavis de grève, à condition de respecter certaines formes et de respecter un délai pour permettre à l'entreprise de s'organiser. **Tel n'est évidemment pas le cas du collectif à l'origine de cette grève-ci, né spontanément sur Facebook à la manière de Gilets jaunes du rail.**

Qui bafoue les règles du dialogue social ? Les grévistes !

Comment le blocage a-t-il donc été possible ? **Grâce à la complicité de la CGT et de SUD-Rail, qui ont déposé des préavis de grève pour le week-end de Noël... tout en s'abstenant d'appeler à l'arrêt du travail.** Les contrôleurs en colère ont fait le reste. **On nage ici en pleine hypocrisie.** Osera-t-on dire cette fois que le gouvernement bafoue les règles du dialogue social, refrain si souvent entonné par les représentants syndicaux ? La réalité est exactement inverse. Dans cette affaire, **l'usage du droit de grève aura été détourné pour permettre à un groupe d'agents ultra-minoritaires d'imposer leurs exigences au moyen du chantage.**

Pourquoi les syndicats précités ont-ils accepté de jouer le jeu ? Par peur d'être débordés par la base, ce qui prouve qu'ils le sont déjà. Début décembre, des discussions ont eu lieu entre les grandes confédérations et la direction de la SNCF. Elles ont abouti à la signature d'accords « majoritaires » qui incluaient des revalorisations et des primes. Le collectif des conducteurs énervés s'est empressé de les déchirer. Pour se dissocier de ce mouvement devenu illégitime, l'UNSA a alors retiré son préavis (la CFDT, elle, n'en avait pas déposé). La CGT et SUD, eux, ont maintenu les leurs. S'ils ne l'avaient pas fait, la grève du 23 décembre aurait été hors la loi : ses organisateurs auraient pu être sanctionnés, et il y a fort à parier que le trafic n'aurait pas été perturbé (ou très faiblement). En leur laissant la main, ils ont pris la responsabilité du blocage.

De l'abus de langage à l'abus de pouvoir

« Les syndicats sont comme les partis politiques, ils vivent dans la peur d'être coupés de la base, ce qui renforce les tentations démagogiques : pour ne pas avoir un train de retard, ils montent dans le premier qui part, qu'importe la destination », m'expliquait hier avec ironie un conseiller ministériel rompu aux négociations sociales. De ce point de vue, ce conflit de fin d'année **révèle une fois encore la crise de la représentativité qui taraude notre pays en profondeur. Le nombre de protestataires a beau être faible, c'est leur radicalité qui finit par s'imposer.**

Qu'on le veuille ou non, c'est ce que l'aventure des Gilets jaunes a imprimé dans la mémoire collective des Français. Jour après jour, c'est ainsi la tentation du gouvernement minoritaire qui prospère. Les discours de Jean-Luc Mélenchon – ou de Marine Le Pen, dans une version plus policée – pour faire croire qu'Emmanuel Macron aurait « perdu les élections » législatives parce qu'il n'y a pas obtenu la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale procède du même illusionnisme. **Si la politique du président réélu ne dispose pas de l'onction incontestable des citoyens, celles des opposants qu'il a battus l'ont encore moins, il faut bien en convenir. De l'abus de langage à l'abus de pouvoir, il n'y a qu'un pas.**

Le mythe de la loi Sarkozy

À ce propos, il est utile de revenir sur **la notion de « service public »**. Si les contrôleurs en pétard veulent en défendre la qualité dans le transport ferroviaire, la logique voudrait qu'ils acceptent le principe d'un **service minimum**. Les jours de grève, un nombre de trains serait garanti aux usagers, au titre de la continuité du service délégué par l'État à la SNCF. **Les contrôleurs aériens ou les salariés des chaînes de radio et de télévision publiques obéissent à de telles règles, fixées par la loi. Les personnels hospitaliers y ont été contraints par la jurisprudence.** Les employés de la RATP, eux, y sont astreints en vertu d'une convention signée avec l'établissement régional Île-de-France Mobilités. D'évidence, il pourrait en être de même à la SNCF. D'autant que l'État a décidé, en 2018, de reprendre une partie (35 milliards d'euros quand même) de la dette colossale de l'entreprise publique – avec l'argent des Français, donc.

Emmanuel Macron, qui a la colère facile pour se mettre du côté de la population plutôt que des décideurs (on se souvient de son coup de gueule tardif mais salubre sur la vaccination), a demandé à ses ministres de réfléchir au plus vite à un « nouveau cadre » pour le droit de grève dans les transports. Chiche ? **En 2007, Nicolas Sarkozy avait prétendu instaurer un service minimum.** « Maintenant, quand il y a une grève, plus personne ne s'en aperçoit », claironnait-il. On ne l'a pas entendu ces jours-ci. **En réalité, la loi votée sous son impulsion n'a fait qu'obliger les grévistes à se déclarer – c'est la contrainte qui était minimale, pas le service...** Espérons que cette fois, l'incantation présidentielle ne parte pas sur une voie de garage.

Mieux que le service minimum : la concurrence !

Que faire pour y parvenir ? Le modèle italien est efficace : il interdit purement et simplement les arrêts de travail les jours fériés. Encore faudrait-il que le Conseil constitutionnel ne voie pas dans une telle mesure une restriction du droit de grève – c'en est une, mais la liberté de circulation aussi est garantie par la Constitution, non ? Autre piste à explorer : **la faculté de faire circuler les trains sans contrôleur.** L'automatisation du contrôle des billets est déjà avancée, elle pourrait devenir la norme à l'entrée de tous les quais et de toutes les voitures ; **quant à la sécurité à bord, viendra forcément le temps où on envisagera de la déléguer au secteur privé – c'est déjà le cas dans beaucoup de gares et bien d'autres lieux publics.**

L'appel au privé devrait être facilité, à l'avenir, par l'ouverture progressive à la concurrence du marché ferroviaire. Peut-être le collectif des contrôleurs grévistes l'a-t-il oublié, la SNCF n'est plus seule au monde sur les voies ferrées depuis 2019 (2020 pour les lignes à grande vitesse). Leur mouvement intempestif n'aura fait qu'attirer l'attention sur cette possibilité alternative, certes encore embryonnaire mais appelée à se développer, surtout si les grèves continuent dans l'entreprise publique. **Ainsi, les voyageurs qui ont acheté un billet sur la ligne Paris-Lyon auprès de la compagnie italienne Trenitalia, rivale de la SNCF sur ce trajet, ont été entièrement épargnés par les blocages – mieux que le service minimum, la concurrence !**

Active depuis 2021, cette liaison a vu **le nombre de ses utilisateurs tripler l'année dernière. Dans le même temps, ses prix ont diminué de 8 %, et de 17 % sur le trajet Paris-Milan** – alors que ceux de la SNCF, eux, ont globalement augmenté et que la qualité du service a continué de se dégrader (retards fréquents, pannes, sécurité). **Dans toute l'Europe, la réputation des trains français est entachée par le spectre des grèves à répétition.** Hélas, ce n'est pas complètement à tort. **Ces conflits sociaux ont en outre un coût exorbitant, qui grève (c'est le cas de le dire) les comptes de la SNCF.** S'il est une nouvelle marque de dédain pour les clients-contribuables qui paient cher leurs billets et renflouent la dette de l'entreprise avec leurs impôts, le mouvement inique des conducteurs est aussi, pour la concurrence, un merveilleux cadeau de Noël.

26 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/12/24/crise-sociale-a-mayotte-on-n-est-pas-francais-ici_6155571_823448.html

Crise sociale à Mayotte : « On n'est pas français ici »

Dans ce département à la démographie la plus élevée de France, les services publics se révèlent incapables de répondre aux besoins d'une population dont la moitié vit avec moins de 160 euros par mois.

Par [Grégoire Mérot](#)(Mayotte, correspondant)

Publié le 24 décembre 2022 à 04h00



Des policiers de l'unité GAO entrent dans un bidonville, dans le village de Vahibé, près de Mamoudzou, à Mayotte, le 28 novembre 2022. GREGOIRE MEROT / AFP

Battant tous les records européens en matière de pauvreté et de démographie, Mayotte connaît des crises sociales à répétition. Un mois après [la série d'agressions très violentes commises par des bandes rivales](#), les responsables locaux comme nationaux semblent bien peu à même de sauver ce navire à la dérive. Alors que le ministre de l'intérieur et des outre-mer, Gérald Darmanin, a prévu de se rendre dans le département ultramarin, du 30 décembre au 2 janvier, afin de faire un point d'étape sur les renforts engagés par le gouvernement pour lutter contre l'insécurité, retour sur les « plaies » de Mayotte.

« Même si on a la carte d'identité, on n'est pas français ici. En France, on peut aller à l'école, étudier et trouver un travail. Ici, il n'y a rien, que la pauvreté et la violence. On est loin, on est noirs, ça ne les intéresse pas de nous aider. » Un rapide tour d'horizon suffit à illustrer les propos de De Baco [il préfère se faire appeler par son surnom connu de tous]. Le jeune homme de 17 ans passe l'essentiel de ses journées là, avec sa bande de copains, au pied d'un bidonville de Kawéni, dans la commune de **Mamoudzou, le chef-lieu du département**. Où des gamins en guenilles jouent entre immondices et carcasses de voitures calcinées. Ils ont le crâne en croûte de gale ou le ventre gonflé par la malnutrition. Le soleil d'après-pluie cuit les ordures qui s'entassent dans les ravines tandis que les bambins, encore, sautent joyeusement dans ce jus immonde retenu en piscines dans les cratères des pistes.

Une misère absolue dans la France de 2022 mais qui, à Mayotte, est généralisée, banale. A Mamoudzou, comme dans plusieurs des communes les plus peuplées, **plus de la moitié de la population vit ainsi, entassée dans les bidonvilles**. Les derniers chiffres de l'Insee, qui datent de 2018 alors que la pandémie de Covid-19 a encore paupérisé la population, renseignent un peu sur cette pauvreté endémique.

Près de la moitié des quelque 300 000 habitants de Mayotte (42 % en 2018) vivent ainsi avec moins de 160 euros par mois. Si cette extrême précarité sévit plus largement chez les ménages étrangers, l'ensemble de la population est touché par ce fléau : six foyers sur dix dont le « chef de ménage » est natif de Mayotte vivent sous le seuil de pauvreté.

Prestations sociales inopérantes

Face à cela, **les prestations sociales sont inopérantes et « ne représentent que 17 % du revenu moyen des ménages pauvres (contre 63 % en Guyane, par exemple) »,** rappelle l'Insee en 2018. Avec des critères d'éligibilité ne correspondant pas à la réalité du territoire – il faut notamment prouver quinze ans de séjour régulier sur le département –, **les étrangers sont en immense majorité écartés de ce système redistributif, et en premier lieu du revenu de solidarité active (RSA).** Lequel, faute d'alignement des droits sociaux entre le département et le reste du pays, demeure deux fois moins élevé.

Dans le même temps, **« seuls 32 % des 15-64 ans ont un emploi »** en 2021, indique encore l'Insee. **Absence d'industrie et faiblesse du secteur privé expliquent en partie cette difficulté à trouver un emploi sur l'île.** A ces difficultés s'ajoute celle du logement, quand il n'y a, pour l'heure, pas d'alternative à la case en tôle pour les ménages pauvres, et celle de la vie chère – **un pack d'eau se monnaie entre 6 et 10 euros.**

Un bien qui se révèle pourtant souvent indispensable face aux **coupures d'eau qui font le quotidien des habitants de l'île.** Le syndicat des eaux se défend de la grogne ainsi engendrée par la difficulté des infrastructures à subvenir aux besoins d'une démographie galopante. Ce qui n'est pas l'avis de la Cour des comptes, qui pointe surtout **des années de gestion lamentable,** ni du Parquet national financier, qui suspecte **des détournements de fonds publics.** Reste que **les caractéristiques démographiques sont inédites en France.**

D'abord, la moitié de la population a moins de 17 ans. Une moitié de la population est également étrangère – très majoritairement issue des Comores voisines – et reste ancrée dans des schémas familiaux traditionnels. En moyenne, **une femme née à l'étranger a six enfants à Mayotte, contre entre trois et quatre pour une mère née à Mayotte.** Avec un tel taux de natalité, on projette ainsi que la population de l'île aura doublé d'ici à trente ans pour atteindre près de 800 000 habitants alors que, déjà, à l'image de l'ensemble des services publics, **les écoles sont saturées. Elles accueillent en moyenne trois fois plus d'élèves que leur capacité et fonctionnent en rotation entre le matin et l'après-midi.**

Faible niveau scolaire

Dans ce contexte, l'école peine à remplir sa mission d'émancipation. Soixante pour cent des enseignants sont contractuels, peu ou pas formés à leur métier et aux particularités du territoire, notamment au fait que **le français n'est pas la langue maternelle de la grande majorité des élèves.** **Au faible niveau scolaire s'ajoute un contexte social violent qui empêche les élèves de suivre une scolarité régulière et sereine.** Collèges et lycées sont en effet le point de convergence de jeunes issus de **villages rivaux, qui s'y affrontent à la première occasion.**

Surtout, pour beaucoup, l'école n'est plus une porte de sortie vers l'avenir. Selon le syndicat CGT Educ'action, **40 % des élèves se retrouvent « à la rue » après le lycée, dans l'impossibilité de poursuivre leurs études faute de papiers en règle :** même pour les élèves nés à Mayotte ou ayant effectué toute leur scolarité sur le territoire, **c'est en effet à 18 ans que la première demande de titre de séjour s'effectue. Or, les démarches peuvent prendre plusieurs années.** Autant d'années « blanches » pour les plus déterminés à poursuivre leurs études et surtout d'une clandestinité forcée qui peut leur valoir une expulsion du territoire à tout moment. Des difficultés sources de **« démotivation »** chez **« un certain nombre d'élèves »,** concède Gilles Halbout, recteur de Mayotte.

« Prison à ciel ouvert »

L'île connaît une immigration importante depuis une vingtaine d'années, issue essentiellement des Comores. Les habitants de ce pays, qui figure parmi les plus pauvres du monde, sont prêts à risquer leur vie pour se rendre dans le département français, qui reste un eldorado à leurs yeux. Les flux migratoires ne faiblissent pas. Selon le bilan de la préfecture, entre janvier et septembre, cinq cent cinq kwassa-kwassa (embarcations légères à moteur) ont été détectés et cinq mille clandestins ont été interpellés en mer durant la traversée.

Pour la majorité des élus du département et les puissants « collectifs de citoyens » aux positions anticomoriennes affichées, c'est avant tout l'immigration clandestine qui est responsable de tous les maux de Mayotte. Un discours dans lequel se sont engouffrés les gouvernements successifs, qui n'auront eu pour priorité à Mayotte que d'en expulser les étrangers sans papiers. Près de 30 000 personnes sont ainsi reconduites à la frontière chaque année, soit près de 10 % de la population. Le tout presque toujours sans prendre en compte la situation familiale. Résultat, des milliers d'enfants se retrouvent en errance, sans parents et sans assistance sociale.

Facteurs aggravants : l'obtention d'un titre de séjour reste difficile à Mayotte, et ceux qui sont délivrés ne permettent pas de se rendre sur le reste du territoire. Un verrou qui fixe les personnes concernées sur les maigres **374 kilomètres carrés de ce petit bout de France**. « *Une prison à ciel ouvert* », dénonce la Cimade, qui réclame la fin de ces « *titres de séjour territorialisés* ».

Si certains chantiers sont programmés, à l'instar de la construction d'un deuxième hôpital, les difficultés sont telles à Mayotte qu'il est compliqué, pour **ses habitants, de ne pas se sentir, selon leurs mots, en « sous-France »**.

26 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/medias/emmanuel-macron-est-a-la-fois-hors-sol-et-hors-norme-20221225>

«Emmanuel Macron est à la fois hors-sol et hors norme»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 20:09, mis à jour il y a 42 minutes



Catherine Nay. *Laura Stevens pour Le Figaro Magazine*

ENTRETIEN - Catherine Nay, la journaliste, grande voix d'Europe 1, publie *Le grand théâtre du pouvoir* (Bouquins) dans lequel elle revient sur quatre décennies de vie politique française. Outre une baisse du niveau intellectuel, elle constate que la sphère privée est moins respectée aujourd'hui que dans les années 1980.

Catherine Nay est journaliste à Europe 1. Elle publie *Le Grand Théâtre du pouvoir. Quarante ans de vie politique française*, Bouquins, 1184 p., 32 €.

LE FIGARO.- *Le Grand théâtre du pouvoir* (Bouquins) réunit vos observations de 40 ans de politique française, du couple Giscard/Chirac à l'ascension de Nicolas Sarkozy. Quel est le point commun entre ces quatre monstres politiques ?

Catherine NAY.- Les présidents [Mitterrand](#), [Giscard](#) et [Sarkozy](#) ont fait de la politique leur chemin de vie. Ils savaient que ce serait une longue patience et ont conquis le pouvoir marche après marche. Il leur fallait prendre le temps de se faire connaître des Français et de sentir le pays, de l'aimer. D'apprendre le métier. Ils ont été élus, ont tenu des permanences et connu l'échec. Sous la Quatrième République, Mitterrand a été onze fois ministre, il ambitionnait d'être président du Conseil. Il n'y a pas réussi. Sa chance a été [l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir](#). Il s'est hissé au rang d'unique adversaire. Il voulait lui succéder à l'Élysée. Il y a réussi au bout de 23 ans en menant, selon le mot de Chaban-Delmas «*une vie de chien*». **Giscard était prédestiné dès la naissance. «Oh, le beau petit Napoléon!», s'était écriée sa mère.** Il serait un jour ministre, et peut-être président. Le jeune Valéry héritait du siège de son grand-père Bardoux. Qu'un conseil de famille avait pressé de céder la place au brillant jeune homme. À 19 ans, **Nicolas Sarkozy** s'inscrit à la permanence UDR de Neuilly, 130 militants au compteur. «*Si je fais de la politique, c'est pour monter haut*», disait-il à ses amis. Il a fait de ce strapontin un marchepied en forçant le destin. **Il est de tous les présidents celui qui est parti du plus bas.** Jacques Chirac est un cas un peu à part. Il n'a jamais eu d'ambition présidentielle. Mais [Marie-France Garaud](#) et Pierre Juillet, impressionnés par son dynamisme et son charisme, en ont eu pour lui. Chaque fois qu'ils ont été élus, ceux qui ont voté pour eux l'ont fait avec le sentiment que leur tour était venu.

Qu'est-ce qui change avec François Hollande ?

François Hollande s'est porté candidat, parce que Dominique Strauss-Kahn a connu le sort que l'on sait. Avait-il une ambition présidentielle ? Il a été premier secrétaire du PS pendant dix ans, mais n'a jamais manifesté l'ambition faire l'aggiornamento idéologique du parti. **Personne ne voyait en lui un futur président de la République.** À l'époque, seuls 3% des Français lui prédisaient un avenir présidentiel. Aux primaires socialistes il l'a emporté sur Martine Aubry. **Élu, il a eu du mal à endosser le costume. Il inventait la «normalitude».** Il l'avait écrit *«en démocratie un président doit ressembler à Monsieur Tout-le-monde»*. Une erreur d'analyse, un contresens, même. Il a eu du mal à incarner la fonction. Il n'a pas pu se représenter. Il était avant tout un commentateur qui avait les meilleures relations avec les journalistes. Qui le sollicitaient pour pimenter leurs papiers de ses bons mots.

Et Emmanuel Macron, comment le situez-vous dans ce paysage ?

De même que Mitterrand a profité *«de la médiocrité du personnel socialiste pour se hisser à l'Élysée»*, à l'évidence, si Emmanuel Macron avait eu le sentiment qu'il lui était supérieur, il ne se serait pas lancé en politique. **Emmanuel Macron, doté d'une grande ductilité intellectuelle, est à la fois hors-sol et hors normes.** Il a été élu sans parti et a bénéficié d'une majorité de néophytes, ce qui lui a permis d'être Jupiter. Pas de frondeurs chez En marche. Avec ce revers : sur leurs ronds-points, les «gilets jaunes» n'avaient pas d'interlocuteurs. **Ils ne connaissaient pas leurs députés.** Ils ne savaient pas à qui parler. **Le non-cumul de mandats** ayant tué ce lien entre les territoires et l'assemblée. **Les «gilets jaunes» sont montés à Paris pour tuer le roi.**

Vous dites que non-cumul des mandats a en réalité profondément changé la vie politique française...

Un écosystème a été cassé, et on en paye aujourd'hui le prix. Il manque au Parlement tous ces seconds rôles puissants qui structuraient la vie politique française. Ils étaient des tuteurs pour les jeunes élus. **En 10 ans, 95% de l'hémicycle a été renouvelé.** Quand on écoute les questions d'actualité, on se rend compte que le niveau a baissé. **Il n'y a pour l'heure que des braillards ou des technos.** Certains vont s'améliorer, mais il faudra du temps.

Et puis il y a eu l'affaire Cahuzac, et la mise en œuvre de la transparence, dont vous dites qu'elle a eu aussi des effets pervers...

Après l'affaire Cahuzac, Hollande a créé la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Qui devient l'**Autorité de la Suspicion** propre à dégoûter tous les talents de faire de la politique. Contrôles tatillons. On demande des factures vieilles d'il y a dix ans. Celui qui a du bien est forcément suspect. Tout devient prise illégale d'intérêts. **Le summum du ridicule : l'ancien premier ministre Jean Castex nommé président de la RATP n'a plus le droit pendant trois ans de parler au téléphone à ses anciens ministres et la première ministre Élisabeth Borne !** Roselyne Bachelot se voit interdire de parler de musique sur France Culture parce qu'elle a été ministre de la Culture mais peut s'exprimer sur BFM et RTL. Ridicule.

En 1984, vous publiez *Le Noir et le Rouge*, une biographie de Mitterrand qui reçoit le prix Aujourd'hui. Vous n'aviez pas révélé que Mitterrand avait une fille cachée. Vous le saviez à l'époque ?

Incroyable mais vrai. À l'époque, il y avait un consensus entre les journalistes pour préserver la vie privée des présidents. Il faut dire qu'il n'y avait pas de téléphone portable, pas de presse people, pas de réseaux sociaux. **Mitterrand est le dernier président à avoir pu mener sa vie privée et ses amours plurielles à sa guise.** C'était motus. Aujourd'hui, écrire un livre où l'on tairait cela serait considéré comme une faute professionnelle.

C'était mieux avant ?

En tout cas l'atmosphère était plus légère. **L'insouciance des années 1980 !** Il y avait encore une sphère privée. **Les rapports homme-femme, tels que je les ai vécus en tout cas, n'étaient pas pesants.** Bien sûr, nous les femmes étions sollicitées, mais c'était comme dans la chanson de Zanini

(«*Tu veux ou tu veux pas, si tu veux pas tant pis, j'en ferai pas une maladie*»). Les hommes politiques nous racontaient leurs bonnes fortunes. Il y avait une fluidité dans la conversation, parce que **le vrai «off» existait encore**. L'ambiance était plus gaie, mais j'étais plus jeune aussi.

Il y a moins de liberté d'expression aujourd'hui ?

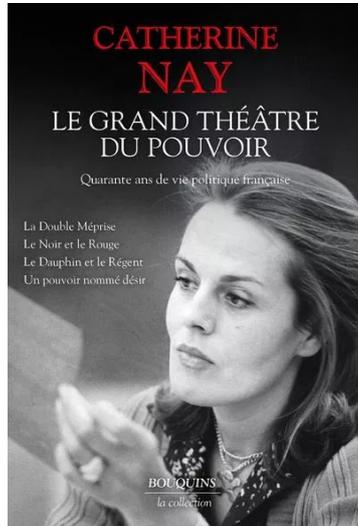
Les enragés de Mai 68 revendiquaient la liberté sexuelle, «*jouir sans entraves*», disaient-ils, **il est interdit d'interdire. Les révoltés d'aujourd'hui veulent nous interdire de débattre. Il y a une montée de l'intolérance sur les réseaux sociaux. Une libre expression de la haine qui fait peur.** Et à la fois les chaînes d'info en continu, la parole est donnée à tous. Chacun peut dire ce qu'il veut, sans filtres. Une parole en vaut une autre. Il n'y a plus de hiérarchie.

Comment avez-vous vécu, en tant que journaliste de droite, l'hégémonie médiatique de la gauche ?

Il y a toujours eu une hégémonie médiatique de la gauche. Quand on est de gauche, on est du côté de la morale, on se sent supérieur aux autres et on vous le fait comprendre. Arrivée dans un dîner où il n'y avait que des gens de gauche, on se sentait étrangers, on n'était pas de la famille. J'ai toujours été de droite. J'avais de bons rapports avec mes confrères de gauche. Mais je sentais que j'étais tolérée et que je leur étais inférieure (idéologiquement).

Vous avez été l'une des pionnières féminines du journalisme politique, à une époque où c'était encore largement un monde d'hommes. Qu'est-ce qui a changé ?

C'est qu'aujourd'hui, les femmes ont pris le pouvoir. Les grandes interviews sont toutes menées par des femmes... Léa Salamé, Caroline Roux, Laurence Ferrari, Sonia Mabrouk, Anne-Sophie Lapix et j'en passe. **Sur LCI je suis éblouie par la façon dont mes jeunes consœurs mènent les débats sur l'Ukraine. Les grands hebdomadaires sont dirigés par des femmes, *Le Point, Marianne, L'Obs, l'Express*... Mais où sont passés les hommes ? Vous avez dit parité ?**



Le Grand Théâtre du pouvoir. Quarante ans de vie politique française, de Catherine Nay, Bouquins, 1184 p., 32 €., Bouquins

25 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/die-soziale-marktwirtschaft-hat-reformbedarf-18535912.html?premium>

GESELLSCHAFTLICHE ORDNUNG:

Die soziale Marktwirtschaft hat Reformbedarf

VON [GERALD BRAUNBERGER](#)

-AKTUALISIERT AM 22.12.2022-16:18



Ein Containerschiff legt im Hamburger Hafen an. Bild: dpa

Digitale Revolution, demographischer Wandel und Geopolitik fordern die soziale Marktwirtschaft. Sie bleibt die Ordnung der Wahl – aber sie muss sich anpassen. Ein Essay.

Die größte Kraft der Veränderung in der Menschheitsgeschichte ist weder der weitausgreifende gesellschaftliche Entwurf noch mutiges politisches Handeln. Die größte Kraft der Veränderung ist der technische Fortschritt, wie zuletzt der Ökonom Oded Galor in seinem vor gut einem halben Jahr auch in deutscher Sprache erschienenen bravourösen Buch „The Journey of Humanity - Die Reise der Menschheit durch die Jahrtausende“ eindrucksvoll beschrieben hat.

Nichts hat die Geschichte der Menschheit so sehr aus ihrer Jahrtausende währenden eher ruhigen und trägen Bahn geworfen wie die erste Industrielle Revolution, die im späten 18. Jahrhundert in Großbritannien ihren Anfang genommen hat. Es war auch die Zeit, in der Denker der Aufklärung, zum Beispiel in Schottland, liberale Ideen formulierten. Zu nennen wären beispielsweise David Hume und [Adam Smith](#), der in seinem Meisterwerk „The Wealth of Nations“ über eine kritische Auseinandersetzung mit dem Merkantilismus Grundlagen der Marktwirtschaft entwickelte.

Die Industrielle Revolution brachte die erste Blüte des Liberalismus und eine sich mächtig entwickelnde Wirtschaft, die mit zivilisatorischem Fortschritt und einer erheblichen Verlängerung der Lebenserwartung einher ging. Das 19. Jahrhundert war jedoch auch das Jahrhundert der Machtentfaltung, der politischen wie der wirtschaftlichen. Diese Welt fand ihr Ende im [Ersten Weltkrieg](#), einem Morden, das in seiner bis dahin ungekannten Dimension auch nur durch den technischen Fortschritt und die industrielle Produktion von Kriegsgerät möglich geworden war.

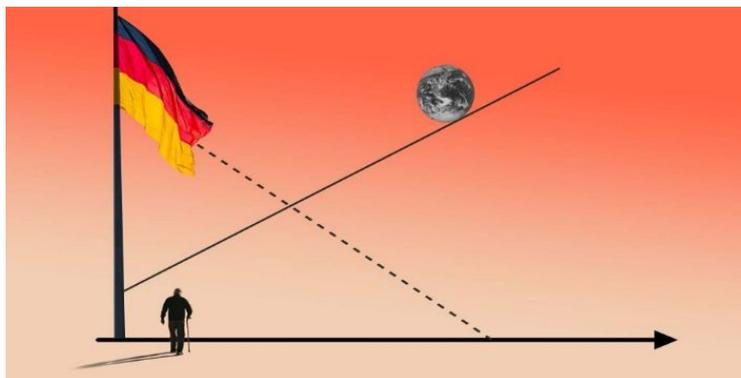
Dem Ersten Weltkrieg folgte die durch politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Unsicherheit gekennzeichnete Zwischenkriegszeit, die mit dem Zweiten Weltkrieg ein entsetzliches Ende fand. Danach wuchs nicht nur in Deutschland die schon in den Jahren bis 1945 gewachsene Überzeugung, dass der Liberalismus des 19. Jahrhunderts ebenso gescheitert war wie die auf einem starken regulierenden Einfluss des Staates beruhenden Wirtschafts- und Gesellschaftsmodelle.

Bruch mit Überzeugungen

Die Idee, eine freiheitliche Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung bedürfe einer Flankierung durch einen Regeln setzenden und garantierenden Staat, fand Resonanz. In Deutschland fand sie ihre Verwirklichung in der **Sozialen Marktwirtschaft**, die mit einigen Überzeugungen brach. So wirkt von allen Elementen der Sozialen Marktwirtschaft neben dem Plädoyer für freie Preise die Kampfansage an wirtschaftliche Macht mit Blick auf die deutsche Tradition, die ja zu einer Idealisierung von Macht neigte, im Nachhinein am bemerkenswertesten.

Die Fünfzigerjahre werden gerne als die Glanzzeit der Sozialen Marktwirtschaft bezeichnet, aber schon in den Sechzigerjahren wurde ihr Glanz matter und in den Siebzigerjahren sah sie sich mit erheblichem Gegenwind konfrontiert. Woran lag dies?

Die erste Epoche der Nachkriegszeit lässt sich ökonomisch als die Ankunft der als Fordismus bezeichneten standardisierten Massenproduktion von Konsumgütern in Europa verstehen. Zusammen mit dem Boom des Wiederaufbaus nach dem Krieg entstand ein durch nachhaltige Produktivitätszuwächse gestütztes kräftiges Wirtschaftswachstum, dessen Dynamik eine Verteilung seiner Früchte auf Unternehmen und Beschäftigte erlaubte. **Ludwig Erhards** Überzeugung, das Soziale in der Marktwirtschaft bestehe vor allem in den wachsenden Konsummöglichkeiten einer arbeitsamen Bevölkerung, sah sich in diesem Umfeld bestätigt.



Die soziale Marktwirtschaft muss von aktuellen Gesellschafts- und Wirtschaftsentwicklungen lernen. :Bild: Illustration F.A.S.

Zusammen mit einem paternalistischen Gesellschaftsverständnis in den Fünfzigerjahren entstand so die Vorstellung der Sozialen Marktwirtschaft als Ausprägung einer konservativ-liberal geprägten Ordnung. Wer jedoch Friedrich von Hayeks im Jahre 1960 erschienenen Aufsatz „Warum ich kein Konservativer bin“ gelesen hatte, konnte früh ahnen, dass der vermeintlichen Idylle kein dauerhaftes Leben beschieden sein würde. Konservative und Liberale sind keine selbstverständlichen Hausgenossen.

Die Veränderungen der Sechziger- und Siebzigerjahre hatten viel mit dem Ausbleiben revolutionären Fortschritts in der Industrie zu tun, der Fordismus hatte die tief hängenden Früchte gepflückt. Doch ausgerechnet zu einer Zeit, als sich die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen verschlechterten, änderten sich auch die Präferenzen vieler Menschen. Sie wollten nicht nur arbeiten, sondern auch das Leben genießen.

Die Auflösung traditioneller Bindungen an Institutionen – Familie, **Kirche**, Parteien, Vereine – begann damals; mittlerweile hat sie sich deutlich fortgesetzt. Produktivitätszuwächse wurden häufiger in Form von Arbeitszeitverkürzungen ausgezahlt. Mit dem nachlassenden Wirtschaftswachstum und den sich ändernden individuellen und gesellschaftlichen Präferenzen nahmen die Ansprüche und Erwartungen an einen Staat zu, dessen Gestaltungsfähigkeit nicht an seine Gestaltungswilligkeit

heranreichte. Der Staat überforderte sich. Mit den Fünfzigerjahren hatte diese Welt immer weniger zu tun.

Zeitalter der Krisen und Unsicherheiten

Heute ist längst die nächste Revolution unterwegs, die das Leben der Menschen über technischen Fortschritt ähnlich stark verändern könnte wie seinerzeit die Industrielle Revolution: Die digitale Revolution verändert nicht nur Produktionsprozesse in der Wirtschaft, wo sie tradierte Geschäftsmodelle bedroht und die Aussicht auf neue Geschäftsmodelle ermöglicht.

Die Nutzung unterschiedlichster Anwendungen erleichtert das Leben und schafft neue Freiheiten und – etwa über zusätzlichen medizinischen Fortschritt – Aussicht auf ein längeres und besseres Leben. Moderne Kommunikationsmittel erlauben den Menschen die Teilnahme am globalen öffentlichen Diskurs auf eine früher unbekannte Weise. Gleichzeitig leben die Menschen seit der Finanzkrise der Jahre 2007 bis 2009 in einem Zeitalter der Krisen und Unsicherheiten.

Die Soziale Marktwirtschaft bleibt als freiheitliche Ordnung unerreicht, aber auch sie muss sich anpassen und den öffentlichen Diskurs suchen. Appelle an die Lehren der Altmeister allein reichen nicht aus. Daher sei der Versuch unternommen, wichtige Themenfelder der kommenden Jahre zu beschreiben.

Adam Smith hat schon in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts die äußere wie die innere Sicherheit als eine Kernaufgabe des Staates bezeichnet. Speziell die Bedeutung der äußeren Sicherheit ist in Deutschland in den vergangenen Jahren verloren gegangen. Die Bundeswehr wurde von vielen Menschen als eine dem Technischen Hilfswerk ähnliche Institution wahrgenommen. Die Verweigerung des NATO-Ziels, jährlich 2 Prozent des Bruttoinlandsprodukts für Verteidigung auszugeben, führte zur Situation, dass der Generalinspekteur des Heeres zum Zeitpunkt des Kriegsausbruchs in der Ukraine das Heer wörtlich als „blank“ bezeichnete. Allein um die Munitionsvorräte aufzufüllen, bedürfte es Ausgaben von rund 20 Milliarden Euro. In einer Welt, in der auf die Dauer ein amerikanisches Engagement in Europa nicht einfach fortgeschrieben werden kann, wird Deutschland mehr Geld für sein Militär ausgeben müssen.

Äußere Sicherheit hat mehrere Facetten

Äußere Sicherheit beschränkt sich nicht auf die Ausrüstung der Streitkräfte. Sie reicht weit in Bereiche der Infrastruktur und der digitalen Wirtschaft hinein. Die Diskussionen um eine chinesische Beteiligung an einem Hamburger Hafenterminal und um die Rolle von Huawei für digitale Infrastruktur bilden aktuelle Beispiele. Wie bei allen externen Effekten stellt sich für eine Marktwirtschaft die Frage, inwieweit Einschränkungen vom Prinzip des freien Wirtschaftens durch höhere Ziele rechtfertigt werden können. Äußere Sicherheit als höheres Ziel ist weitgehend unumstritten. Aber die Frage, wie weit die Einschränkungen reichen, dürfte nicht leicht zu beantworten sein. Jede Abkehr vom Freihandel erzeugt wirtschaftliche Kosten, zum Beispiel durch die Heimholung von Produktion oder durch vergrößerte Lagerhaltung.

Besonders hoch werden die Kosten, wenn durch den Ausschluss ausländischer Wettbewerber heimische Monopole entstehen. Selbstverständlich werden Politiker den Vorwand nationaler oder europäischer Souveränität nutzen, um hoch fliegende industriepolitische Projekte voranzutreiben. Beispiele lassen sich gerade auf europäischer Ebene leicht finden.

Die richtigen Freihandelsinstrumente

Die Globalisierung gerät aber auch in einem größeren Zusammenhang in schwere See. Nicht zufällig wurde die erste Globalisierung im 19. Jahrhundert von der „Pax Britannica“ begleitet und die zweite Globalisierung nach dem **Zweiten Weltkrieg** von der „Pax Americana“. Nach der „Theorie hegemonialer Stabilität“, die unter anderem von dem Ökonomen Albert Hirschman und dem

Wirtschaftshistoriker Charles Kindleberger stammt, besteht zwischen der Organisation der internationalen politischen Ordnung und der wirtschaftlichen Ordnung ein Zusammenhang. Dank seiner wirtschaftlichen, politischen und militärischen Macht stellt ein Hegemon eine für ihn wirtschaftlich vorteilhafte globale Freihandelsordnung bereit.

Aus der Sicht anderer Länder handelt es sich um eine Art öffentliches Gut, an dem sie zu ihrem Vorteil teilnehmen können, ohne zum Aufbau dieser Ordnung beizutragen. Im Grunde verhalten sie sich wie Trittbrettfahrer. Die Situation ändert sich aber schlagartig, wenn an die Stelle des Hegemonen rivalisierende Staaten treten, zum Beispiel derzeit die Vereinigten Staaten und die Volksrepublik China. Dann vermag kein einzelner Staat eine globale Freihandelsordnung zu garantieren, an der sich kleinere Länder beteiligen. Für sie eignet sich die Rolle des Trittbrettfahrers nicht mehr. Die geopolitische Rivalität gibt Anreize, sich durch eine stärker national geprägte Außenhandelspolitik knappe Ressourcen zu Lasten anderer Länder zu verschaffen.

Eine marktwirtschaftliche Politik wird versuchen, so viel Freihandel wie möglich zu bewahren, allerdings bedarf es genauer Überlegungen zu den Instrumenten. So stellt sich die Frage nach dem Prinzip der Reziprozität in bilateralen Handelsverträgen, die an die Stelle einer multilateralen Handelsordnung treten könnten.

Die künftige Rolle des Staats

Eine komplizierte Frage betrifft die künftige Rolle des Staates in seiner Funktion als Versicherer. Aus der modernen ökonomischen Theorie ist bekannt, dass Versicherungen gesamtwirtschaftlich zwar Nutzen stiften, der Markt allerdings nicht in der Lage ist, alle nützlichen Versicherungen anzubieten. Ein aktuelles Beispiel bildet die Betriebsausfallversicherung im Falle einer Pandemie: Sie kann von keiner privaten Versicherung angeboten werden, weil in einer Pandemie alle Versicherungsnehmer gleichzeitig den Schadensfall anmelden würden.

In den Krisen seit 2007 haben sich die Zentralbanken, zum Teil flankiert von den Regierungen, als eine Art Versicherer gegen gesamtwirtschaftliche Großrisiken betätigt, unter anderem durch die Auflegung von Wertpapieranleihekaufprogrammen. Damit übernehmen die Zentralbanken die Aufgabe des „Kreditgebers der letzten Instanz“, die aus dem 19. Jahrhundert bekannt ist. Damals allerdings besaßen die Zentralbanken kein Mandat, die Preisstabilität zu sichern. Zu fragen ist nicht nur, wie diese Versicherungsfunktion der Geldpolitik mit ihrer heutigen Kernaufgabe der Sicherung der Geldwertstabilität vereinbart werden kann. Auch muss die jeder Versicherung innewohnende Gefahr eines Missbrauchs des Versicherers berücksichtigt werden („Moral Hazard“).

Da Zentralbanken schneller reagieren können als Staaten mit ihren Haushalten und viele Staatshaushalte zudem sehr angespannt sind, wird der Wunsch nach geldpolitischen Krisenhilfen auch in Zukunft erhalten bleiben. Hinweise auf eine Lösung dieses Dilemmas könnte die von dem Ökonomen Markus Brunnermeier stammende Theorie der Resilienz geben. Sie stellt nicht darauf ab, jede Krise zu vermeiden. Vielmehr will sie Volkswirtschaften so flexibel organisieren, dass sie nach kleineren Krisen von selbst wieder auf den Wachstumspfad zurückkehren. Lediglich in sehr großen Krisen müssten dann noch Geld- oder Finanzpolitik eingreifen. Wie dies am besten geschieht, bleibt ein Thema für Diskussionen.

Sachgerechter Umgang mit dem Klimawandel

Die Soziale Marktwirtschaft muss einen Weg finden, das Thema Klimawandel zu behandeln, ohne es weiter vor allem jenen Kräften zu überlassen, die es zumindest im öffentlichen Diskurs in erster Linie durch Verbote, Lenkungen und Einschränkungen behandelt sehen wollen und damit einen erheblichen wirtschaftlichen Schaden in Kauf nehmen. Mit einer weiteren Verdrängung oder Verweigerung oder einer Delegation an eine politische Diaspora schadete sich die Soziale Marktwirtschaft selbst, zumal das Thema längst in den Märkten angekommen ist.

Allein in Deutschland beläuft sich das Volumen nachhaltiger Kapitalanlagen auf rund 500 Milliarden Euro, Tendenz steigend. Viele große institutionelle Kapitalanleger – private wie staatliche – haben das Thema auf ihrer Agenda weit oben und üben wirtschaftlichen Druck auf Unternehmen aus, ihren Verbrauch von Treibhausgasen rasch zu reduzieren. Großunternehmen investieren Milliarden in Offshore-Windanlagen in der Nordsee. Am Arbeitsmarkt müssen sich Arbeitgeber darauf einstellen, in Bewerbungsgesprächen auf die CO₂-Bilanz des eigenen Unternehmens angesprochen zu werden. Währenddessen passen Millionen Menschen ihre Konsumgewohnheiten zumindest langsam an.

Eine Marktwirtschaft ist am ehesten in der Lage, mit dem Thema Klimawandel sachgerecht umzugehen. Das ökonomische Prinzip der Internalisierung externer Effekte steht seit Jahrzehnten in wohl allen Lehrbüchern. Eine vielversprechende Strategie besteht darin, auf Innovationen zu setzen, die in einem marktwirtschaftlichen Klima am ehesten gedeihen und die ihre größten Effekte erzielen können, wenn sie in jenen Ländern Anwendung finden, die derzeit die höchsten Emissionen von Treibhausgasen aufweisen. Die besten ökonomischen Instrumente, etwa Emissionszertifikate, und die besten ökonomischen globalen Strategien, zum Beispiel die Gründung von Klimaklubs, sind seit Langem bekannt.

Jede Veränderung hinterlässt auch Verlierer, und Phasen technischen Wandels bilden keine Ausnahme davon. Schon im frühen 19. Jahrhundert beschäftigte sich der britische Ökonom David Ricardo mit dem sogenannten Maschinenproblem – also der Frage, ob der technische Fortschritt Arbeitsplätze vernichtet. Wir wissen längst, dass dies per Saldo nicht der Fall ist. Technischer Fortschritt kann mit einer wachsenden Beschäftigtenzahl einhergehen. Aber unbestritten kann technischer Fortschritt in einzelnen Wirtschaftszweigen Arbeitsplätze vernichten – oder sie in Ländern mit niedrigeren Produktionskosten entstehen lassen. Insofern kennt jeder Wandel auch Verlierer – die indessen ihr Los nicht tatenlos hinnehmen müssen, weil sie ein Wahlrecht besitzen.

Auch unter liberalen Ökonomen ist die Ansicht weitverbreitet, dass Menschen, die in einem solchen Prozess ihren Arbeitsplatz verlieren, nicht nur mit Geld geholfen werden sollte, sondern dass der Staat ein Interesse haben sollte, bei der Bildung neuer beruflicher Qualifikationen zu helfen. Wenn viele Menschen dennoch nicht den Weg in den Arbeitsprozess finden, entsteht ein erhebliches Enttäuschungspotential. Gleichzeitig sollte eine Knappheit an qualifizierten heimischen Arbeitskräften Anlass für eine an den Bedürfnissen des Arbeitsmarkts ausgerichtete Einwanderungspolitik geben, die viele andere Länder seit Jahren verfolgen, die in Deutschland aber bisher nicht zielgerichtet auf der Agenda steht. Es wird erheblicher Anstrengungen bedürfen, die daraus entstehenden gesellschaftlichen Konfliktpotentiale auf eine vernünftige Weise zu managen.

Der demographische Faktor

Der demographische Wandel wird noch in anderer Hinsicht zu einer Herausforderung für die kommenden Jahrzehnte. Alternde Gesellschaften neigen zu einem strukturkonservativen Verhalten, weil sich ein wachsender Teil der Wähler in einer Altersgruppe befindet, in der eine notwendigerweise nicht genau vorhersehbare Transformation eher als Bedrohung eines vorhandenen Status denn als eine Chance für die eigene Zukunft begriffen wird. So lässt sich die in Deutschland in jüngerer Vergangenheit betriebene Politik, Sozialleistungen für ältere Menschen auszuweiten, die Modernisierung wichtiger Infrastruktur aber gleichzeitig zu vernachlässigen, als Ausdruck einer für alternde Gesellschaften typischen Präferenz verstehen. Das Ergreifen von Chancen, die jede Transformation auch bietet, gelingt am ehesten jungen, gut ausgebildeten Menschen.

Die Demographie wirkt sich noch in anderer Hinsicht aus: Bis zum Jahre 2035 werden in Deutschland rund sieben Millionen Arbeitskräfte aus demographischen Gründen verloren gehen. Gelingt es nicht, diese Lücke durch eine Kombination von technischem Fortschritt und Einwanderung zu schließen, wird sich das wirtschaftliche Wachstumspotential Deutschlands noch weiter reduzieren. Schon heute beträgt das jährliche Potentialwachstum kaum mehr als 1 Prozent – was angesichts der demographie- und klimabedingt absehbaren finanziellen Belastungen erschreckend wenig ist und eine Vorstellung von den gewaltigen Aufgaben gestattet, die auf Deutschland warten.

Diesem Beitrag liegt eine zum 75. Geburtstag der Wirtschaftspolitischen Gesellschaft von 1947 in Frankfurt gehaltene Festrede zugrunde.

25 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/soziale-marktwirtschaft-die-kraft-der-versoehnung-18555413.html?premium>

SOZIALE MARKTWIRTSCHAFT:

Die Kraft der Versöhnung

EIN KOMMENTAR VON [GERALD BRAUNBERGER](#)

-AKTUALISIERT AM 25.12.2022-10:41



Ludwig Erhard (Mitte) 1966 mit dem Fraktionsvorsitzende der CDU, Rainer Barzel (links), und Konrad Adenauer (rechts) Bild: Picture Alliance

Soziale Marktwirtschaft vermag Gegensätze zu überwinden. Daher bleibt sie modern – und ihre Integrationskraft wird gebraucht.

Nach einer alten Anekdote geht die Erfindung des Begriffs „Soziale Marktwirtschaft“ auf einen Einfall des Ökonomen Alfred Müller-Armack zurück, als dessen eigentlich an der Universität Münster gelegene Forschungsstelle im Zweiten Weltkrieg in das an der Grenze zu den Niederlanden gelegene Herz-Jesu-Kloster in Vreden-Ellewick verlegt worden war. Ob wahr oder gut erfunden: **Bezüge zum Christentum finden sich in den Schriften der Vordenker der Sozialen Marktwirtschaft und des Ordoliberalismus zuhauf.** „Ich aber könnte weder existieren noch arbeiten, wenn ich nicht wüsste, dass Gott existierte“, schrieb Walter Eucken einmal.

Müller-Armack, der nicht nur als Ökonom, sondern auch als Religionssoziologe geforscht hat, strebte für die Zeit nach dem **Zweiten Weltkrieg** eine „soziale Irenik“, also eine soziale Friedenslehre an. **Wilhelm Röpke** hielt als Verdienst der christlichen Lehre fest, dass sie im Gegensatz zur Gesellschaftsauffassung der heidnischen Antike den einzelnen Menschen mit seiner unsterblichen und nach ihrem Heil strebenden Seele in den Mittelpunkt rückt“. Inwieweit die Soziale Marktwirtschaft mit christlichen Überzeugungen wie sie sich etwa in der katholischen Soziallehre äußern, vereinbar ist, wurde seinerzeit zwar kontrovers, aber auch sehr ernsthaft diskutiert. Götz Briefs erkundete eher das Verbindende, während Oswald von Nell-Breuning skeptischer blieb.

Zwei antagonistische Denkweisen

Im jahrzehntelangen **Prozess der Säkularisierung** wie der generellen Loslösung vieler Menschen von traditionellen Institutionen ist nicht nur der **Bezug zwischen Religion und Sozialer Marktwirtschaft** verloren gegangen, **sondern auch das Verständnis, dass die Soziale Marktwirtschaft nicht als reines Wirtschaftsmodell entwickelt wurde, sondern als eine effiziente Wirtschaftsordnung, die in eine menschenwürdige Gesellschaftsordnung eingebunden bleibt.** Man mag diesen Anspruch der Altvorderen aus heutiger Sicht als überkommenes Systemdenken zurückweisen; **ebenso** muss aus liberaler Sicht der Appell an ein **Gemeinwohl** sowie **Ludwig Erhards Konzept einer „formierten Gesellschaft“** zumindest **fragwürdig** erscheinen.

Aber gerade in einer Zeit, in der die Marktwirtschaft von nicht selten ideologisch verblendeten Kritikern als eine Organisation zur rücksichtslosen, zudem unsozialen und ökologiefreundlichen Nutzenmaximierung durch einen seelenlosen „Homo oeconomicus“ fehlgedeutet wird, lohnte es sich, an eine Tradition zu erinnern, die weit über die quantitativen Aspekte des Wirtschaftens blickt.

Dieses Denken reicht weit über die ursprüngliche Konzeption der Sozialen Marktwirtschaft hinaus. Ausdruck fand diese Tradition zum Beispiel in der über Jahrzehnte laufenden Buchreihe „Die Einheit der Gesellschaftswissenschaften“ aus dem Verlag Mohr Siebeck, in der so unterschiedliche Werke wie **Karl Poppers „Logik der Forschung“**, **Mancur Olsons Doppelwerk „Die Logik des kollektiven Handelns“** und **„Aufstieg und Niedergang von Nationen“** sowie **Gebhard Kirchgässners „Homo oeconomicus“** (hier erfährt der Leser, was mit diesem Konzept in Wahrheit gemeint ist) erschienen sind.

Bevormundung und Dirigismus als unerfreuliche Alternative

Über Jahrzehnte ist der Begriff Soziale Marktwirtschaft auch populär gewesen, weil er zwei in Deutschland verbreitete, aber antagonistische Denkweisen zu verbinden scheint. Der Ökonom Joachim Zweynert hat dies einmal so beschrieben: „Das Konzept der Sozialen Marktwirtschaft berücksichtigte von Anfang an das Problem, dass die in Deutschland vorherrschenden holistischen Denkmuster ein ungünstiges Umfeld für den Kapitalismus darstellten und daher Anstrengungen nötig waren, um die Akzeptanz einer marktlichen Ordnung zu verbessern.“

Ein entscheidender Faktor seines Erfolges ist darin zu sehen, dass die ‚irenische Formel‘ Soziale Marktwirtschaft sowohl westliche als auch romantische Elemente enthält und deshalb geeignet war, **eine Brücke zwischen traditionellen, antikapitalistischen Denkmustern und der angestrebten kapitalistischen Ordnung zu schlagen.“**

Dieser Versöhnungsgedanke ist gelegentlich belächelt und von Ideologen unterschiedlicher Couleur angegriffen worden. Doch gerade in einer Zeit, in der sich zahlreiche institutionelle Bindungen im Leben der Menschen aufgelöst haben, **wird es der Integrationskraft der Sozialen Marktwirtschaft bedürfen, um den dringend notwendigen wirtschaftlichen und technischen Fortschritt mit den Anforderungen eines nachhaltigen Wirtschaftens zu verbinden. Die unerfreuliche Alternative wären Bevormundung und Dirigismus.**

25 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/warum-jesus-der-ukraine-nicht-zur-aufgabe-geraten-haette-18556032.html?premium>

INTERVIEW MIT BIBEL-HISTORIKER:

„Jesus war ein politischer Aktivist“

VON [JUSTUS BENDER](#)

-AKTUALISIERT AM 24.12.2022-18:56



Touristen mit „Jesus“ in einem christlichen Vergnügungspark in Florida. Bild: Melissa Golden/Redux/Laif

Der Messias aus Nazareth predigte gewaltlosen Widerstand gegen Rom. Hätte er der Ukraine geraten, sich zu ergeben? John Dominic Crossan sagt: Nein.

Professor Crossan, kennen Sie [Batman](#), die Comicfigur?

Ja, ich weiß, wer das ist.

Früher wollten die Menschen Batman als idealisierten Helden sehen. Mittlerweile werden Filme über ihn gedreht, die ihn als zerrissenen Menschen voller Selbstzweifel zeigen.

Ich habe diese Filme nicht gesehen, aber davon gehört. Sie haben dasselbe mit [James Bond](#) gemacht: Sie wollen aus ihm einen Normalsterblichen machen.

Das ist der Zeitgeist. Sie erforschen den historischen Jesus von [Nazareth](#) seit Jahrzehnten und beschreiben ihn als politischen Aktivist aus Galiläa, der gegen Rom und für Verteilungsgerechtigkeit kämpft. Haben Sie mal überlegt, dass das auch gut in unsere Zeit passt?

O ja! Aber es passt nicht ganz. Jemand wie Superman kommt prima ohne andere Menschen klar, er braucht die Gemeinde nur, um sie zu retten. Jesus war ganz anders, das ist mir sehr wichtig. Er hatte eine Gruppe und sagte ihr nicht: Erzählt allen von mir und sagt ihnen, sie sollen zu mir kommen. Er sagte seinen Jüngern: Tut, was ich tue. Geht los und heilt wie ich. Jesus war ein „community organizer“, ein politischer Aktivist. Ich sage manchmal: Johannes der Täufer hatte ein Monopol, Jesus hatte ein Franchise-System.

Was können Sie über diesen Jesus sagen? Was für ein Mensch war er?

Niemand sollte das Neue Testament lesen, bevor er nicht Vergil oder Homer gelesen hat. Wenn Sie das Neue Testament ohne Vorbildung lesen, denken Sie: Ein Mensch, der Gott ist! Wow! Das muss Ihnen dann vorkommen wie eine seltsame, transzendente Sprache. Wenn Sie erst Vergil lesen, erkennen Sie den damaligen Zeitgeist. In dem kann eine Person der Mensch gewordene Gott sein, wenn sie etwas tut, das einen gewaltigen Fortschritt für die Menschheit bedeutet. Zum Beispiel, wenn sie Frieden über das Imperium bringt, wie Kaiser Augustus. Die Atmosphäre der Zeit war also, dass

Anführer sich, wenn sie wichtig genug sind, als Götter offenbaren. Das Ungewöhnliche an Jesus ist nicht, dass er göttlich ist, sondern wessen Inkarnation er ist. Der römische Kaiser bringt den Menschen Frieden durch Sieg. Jesus sagte: Ich bringe Frieden durch Gerechtigkeit.

Und wie war er als Mensch?

Wenn ich mir Jesus vorstelle, ist es mir wichtig, dass er geboren wurde, als Herodes der Große starb. Das war wahrscheinlich, nach heutiger Bezeichnung, im Jahr 4 vor Christus. Damals gab es überall Aufstände, die Römer schickten ihre Legionen aus den syrischen Basen in Richtung Süden, um für Ordnung zu sorgen. Und wenn die Legionen marschierten, wollte man nicht das Dorf sein, das in ihrem Weg stand. Die Männer wurden abgeschlachtet, die Frauen vergewaltigt und die Kinder versklavt. Ich kann mir nicht vorstellen, dass Jesus aufwuchs, ohne dass alle in Nazareth von dem Tag sprachen, als die Römer kamen.



John Dominic Crossan ist emeritierter Professor und Mitbegründer des Jesus-Seminars. In den Fünfzigerjahren war er katholischer Priester. :Bild: David Lawrence

Er kannte also den Preis für den „römischen Frieden“.

Ja, das wird oft vergessen, man kann es aber bei Flavius Josephus nachlesen. Eine Legion wurde nach Osten in Richtung Sepphoris geschickt, einer Stadt nördlich von Nazareth, die Legionäre brannten sie nieder. Das war keine Präzisionskriegsführung. Sie haben alles zerstört. Irgendwann wird Maria Jesus von den Taten der Römer erzählt haben.

Jesus wurde später jemand, der Gewaltlosigkeit predigte. Verstehen wir seine Gewaltlosigkeit heute immer richtig?

Jesus ist ein Märtyrer, das ist nach der griechischen Definition des Wortes ein Zeuge. Wenn ein Individuum Gewaltlosigkeit bezeugen will und sich lieber töten lässt, als Gewalt auszuüben, dann ist das eine individuelle Entscheidung, und ich respektiere sie als Zeugnis. Aber: Ein Land kann das nicht tun. Nicht einmal eine Gruppe kann das tun, es sei denn, sie entscheiden es gemeinsam. Heute zum Beispiel: Natürlich muss sich die [Ukraine](#) wehren. Es ist absurd, zu sagen, Jesus gehe es nur um Gewaltlosigkeit.

Wie das?

Gewaltlosigkeit gab es immer schon. Jesus ging es um gewaltfreien Widerstand. Er hat diese Form des Widerstands nicht erfunden, es gab andere Gruppen zu seinen Lebzeiten, die mit gewaltfreiem Widerstand experimentierten. Jesus beginnt in Galiläa am See Genezareth gegen die

Kommerzialisierung des Fischfangs durch die Römer zu rebellieren. Als er bei der Speisung der Zehntausend den Fisch vervielfacht, ist das natürlich ein Wunder. Es ist aber auch eine zutiefst politische Tat. Die Frage war: Wer kontrolliert den Fisch im See? Dann wird Jesus eingeladen nach Jerusalem. Die Nächte verbringt er außerhalb der Stadt in Bethanien und reitet morgens auf einer Eselstute zurück. Das muss den Menschen wie eine Karikatur vorgekommen sein. Was macht ein Mann auf einer Eselstute? Warum ist er am Abend des Palmsonntags noch nicht tot?

In einem Ihrer Bücher beschreiben Sie das als Provokation gegen den Triumphalismus der Römer. Jesus reitet auf einem Esel durch das Osttor, der römische Gouverneur Pontius Pilatus kam üblicherweise auf einem Hengst von Westen her.

Wenn Sie die Bibel genau lesen, merken Sie, dass die Menschenmenge Jesus beschützt und dass die Obrigkeit ihn exekutieren will, weil sie weiß, dass das, was er tut, sehr gefährlich ist. Jesus veranstaltet Demonstrationen.

Manche nannten ihn „Sohn Gottes“, andere „König der Juden“. Waren das Titel mit politischer Bedeutung?

In dem damaligen Kontext schon. Als die Heiligen Drei Könige nach Jerusalem kommen und fragen, „Wo ist der neugeborene König der Juden?“, ist das der offizielle Titel von Herodes, der ihm von **Rom** verliehen wurde. Und wenn ein Römer damals gehört hat, Jesus sei der „Sohn Gottes“, hätte er wahrscheinlich gelacht. Ein Sohn Gottes aus Nazareth, das musste ein Witz sein. Aber nach einer Weile hätte er gemerkt, dass die Leute es mit ihrer absurden Behauptung ernst meinten. Es ist, wie wenn jemand behauptet, Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika zu sein.



Byzantinisches Fresco aus dem 15. Jahrhundert, das Jesus von Nazareth zeigt, wie er auf einem Esel nach Jerusalem reitet. :Bild: Picture Alliance

Jesus verbrachte die Nächte vorsichtshalber in Bethanien. Zeigt das, dass er um seine Sicherheit besorgt war? Dass er nicht sterben wollte?

Ich sehe, dass Jesus alles tut, um nicht getötet zu werden. Er kommt zum Pessachfest, wird von Anhängern umringt. Das Kalkül dürfte gewesen sein, einen Aufstand zu provozieren.

Wenn Jesus als friedlich beschrieben wird, denken die meisten an zwei Aussagen: dass man seinen Nächsten wie sich selbst lieben soll. Und dass man die andere Wange hinhalten soll, wenn man geschlagen wird. War das, neben der theologischen, auch eine politische Strategie?

Es wäre sehr einfach gewesen zu sagen: „Liebt alle!“ Warum hebt er die Feinde hervor? Der Prozess, seinen Feind zu lieben, ist der gewaltfreie Widerstand. Es ist der Slogan für sein Programm.

War das auch eine Möglichkeit, Widerstand zu leisten, ohne von den Römern bestraft zu werden?

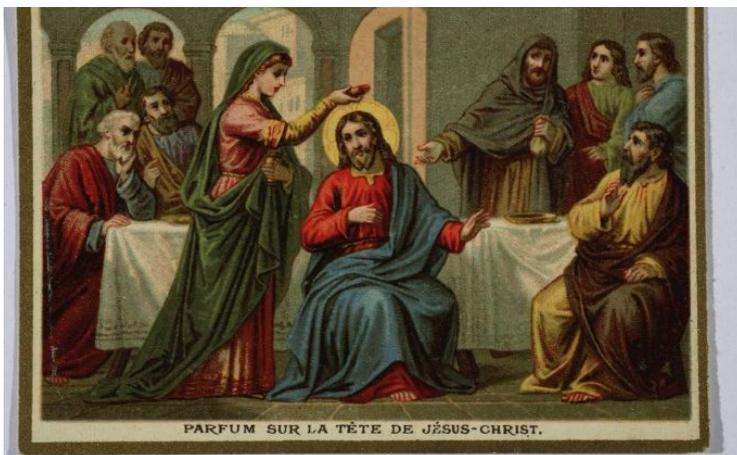
Ich bin eher überrascht, dass es bis zu seiner Hinrichtung so lange gedauert hat. Was Jesus in Galiläa gerettet hat, war wohl die Hinrichtung von Johannes dem Täufer. Herodes Antipas war ein kluger Herrscher, der mehr als vierzig Jahre lang regierte. Er hatte mit Johannes dem Täufer gerade einen populären Propheten getötet. Nun war da noch einer, Jesus. Da wartete er lieber ab. In Jerusalem fehlte Jesus dieser Schutz.

Wenn Sie Jesus als gewaltfreien Widerstandskämpfer beschreiben, kennt jeder ein Gegenbeispiel: die Tempelreinigung. Jesus randaliert, in der Bibel ist sogar davon die Rede, dass er eine Peitsche benutzt. Das klingt nicht sehr gewaltfrei.

Es ist sehr wichtig, den Text zu lesen. Im Johannesevangelium treibt er die Opfertiere mit einer Peitsche aus dem Tempel, nicht die Menschen. Was er tatsächlich tut, ist eine Demonstration. Er legt den Tempel still. Herodes hatte einen 15 Fußballfelder großen Vorplatz gebaut. Dort gab es Geldwechsler, die den Pilgern ihr heimisches Geld in tyrische Schekel wechselten, damit sie es im Tempel spenden konnten. Der Tempel war auf diese Spenden angewiesen. Wenn ich nun den Tempel stilllegen will, wie mache ich das? Ich greife die Geldquelle an.

Deshalb wirft Jesus die Tische der Geldwechsler um?

Ja. Hat er damit den Tempel stillgelegt? Natürlich nicht. Er hat die Geldwechsler verärgert, eine Stunde später waren sie wieder im Geschäft. Aber symbolisch hat er den Tempel seiner Einnahmequelle beraubt. Es geht Jesus um Aktivismus gegen Rom und gegen den Tempel, weil der mit den Römern kollaboriert.



Sammelbildchen um das Jahr 1900, das Jesus zeigt, wie er in Bethanien gesalbt wird. :Bild: Picture Alliance

Gewaltloser Widerstand funktioniert, um rechtsstaatliche Imperien vorzuführen, wie Gandhi es mit den Briten gemacht hat. Gegen Hitler oder Putin hilft es nicht. Was hätte Jesus in einer anderen Lage getan?

Lassen Sie uns spekulieren. Was wäre gewesen, wenn Rom entschieden hätte, das rebellische jüdische Volk zu vernichten und seine Religion zu verbieten? Die Römer waren nicht so, aber unterstellen wir es. Hätte Jesus gesagt: „Wir müssen uns verteidigen“? Ja! Da bin ich mir sicher. Hätte er es nicht getan, wäre das ein irrwitziger Standpunkt gewesen. Wenn jemand zu Ihnen nach Hause kommt und versucht, Sie umzubringen, dürfen Sie sich auch verteidigen. Es gibt Fälle, in denen man keine Alternative hat.

Haben Sie das Gefühl, dass die Menschen die politischen Implikationen der Bibel oft überlesen?

Sie überlesen sie nicht, sie verschleiern sie still und heimlich.

Aber warum?

Die christliche Kirche hat sich mit Kaiser Konstantin schon früh auf eine Aufgabenteilung geeinigt. Die Kirche kümmerte sich um den Himmel, der Kaiser um die Politik. Die Bischöfe durften über Barmherzigkeit reden, aber nicht über Verteilungsgerechtigkeit. Dafür wurden ihnen schöne Kirchen gebaut.

25 décembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/12/24/opinion/germany-scholz-zeitenwende.html>

GUEST ESSAY

This Was the Year Everything Changed in Germany

Dec. 24, 2022



A pro-Ukraine demonstration in Berlin this summer. Credit...John Macdougall/Agence France-Presse — Getty Images

By [Anna Sauerbrey](#)

Ms. Sauerbrey is a German journalist who writes regularly about Germany's politics, society and culture.

BERLIN — Winter is here, and Germany is ready. After worries that the country would have to resort to energy rationing, the government has managed [to fill](#) the reservoirs: Holiday season, now in full flow, is as it's always been. Offices and apartments are a little cooler, but the Christmas markets — giving off their usual reassuring aroma of cinnamon and frying fat — and city streets are brightly lit.

That was no given. In the 10 months since Vladimir Putin launched his full-scale invasion of Ukraine, Germany has scrambled to replace the [55 percent](#) of gas it used to get from Russia. The effort, alongside sanctioning Russia, supplying Ukraine with weapons and increasing military spending, was so great it earned a special term: a "[Zeitenwende](#)," a watershed moment or epochal turn, as Chancellor Olaf Scholz termed it. Such a move, of course, merits little when set alongside the heroic endurance of the Ukrainians. Even so, for a country that seemed unable to do without Russian gas, it ranks as an achievement that the Christmas lights are on.

And yet the sense of normality feels provisional, even phony. Because this year has been anything but normal. Socially, economically, politically and even morally, Germany has been questioned, its fundamental moorings subject to intense scrutiny. What these 10 months have revealed is a country reconceiving of itself, without the old certainties. The change can't be measured in the tanks, howitzers and aerial defense systems Germany has delivered to Ukraine, but in the depths of political psychology. For decades an empathetic bystander to European conflicts, Germany has acknowledged this war as its own.

The invasion came at the very time when Germany was about to forget what war means. The generation that lived through World War II, more than 75 years ago now, are in their 90s or have passed away; those born in its shadow, the baby boomers, have a dwindling hold in public life. In fact, the second postwar generation, born in the '60s and '70s, took the political reins after the end of Angela Merkel's tenure in the fall of 2021, just months before Russia invaded Ukraine. [Olaf Scholz](#), a boomer born in 1958, presides over a cabinet of mostly younger politicians, many in their

40s or early 50s. The three ruling parties — the Social Democrats, the Green Party and the Liberals — are also now led by the second postwar generation.

That matters. It's a generation that hardly remembers the Cold War and was raised after its ideological struggles had ended, free from fear of nuclear conflict. It came of age in the '90s, after the collapse of the Soviet Union, Germany's reunification and what seemed to some to be "the end of history." To this generation — my generation — war was a distant and gloomy impossibility, something that happened elsewhere, if at all. We thought that "never again," the country's postwar slogan, designed to expunge war from the national psyche, accurately described the world. We thought we grew up in peace.

In truth, the '90s and 2000s saw a lot of violence in Europe. The brutal [Balkan wars](#) started in 1991, the conflict over [Transnistria's secession](#) from Moldova in 1992. Mr. Putin's [war in Chechnya](#), announced with the horrific shelling of Grozny in 1999, lasted a decade. In 1998, war broke out in Kosovo; 10 years later, Russia attacked [Georgia](#). The war in Ukraine, of course, started [in 2014](#) when Mr. Putin annexed Crimea and fomented separatist conflict in the Donbas region.

Yet despite continued participation in the NATO mission in Kosovo, Germany attributed an "otherness" and "elsewhereness" to these wars. The Balkans? Geographically in Europe, sure, but late to the party of prosperity and stability enjoyed by the continent's Franco-German core. Mr. Putin's wars in the Caucasus and Ukraine? Some post-Soviet mess we had nothing to do with. When we Germans went to war — in Afghanistan, for example — it was out of a sense of duty or solidarity with our allies, not because it affected us.

Over the years, Germany's belief in a post-violent world turned into arrogance, and vulnerability. Germany talked reconciliation with Russia, eyes closed to the Kremlin's aggression, pocketing the money it saved from shrinking its military and putting to use cheap Russian gas. This was our state of mind when we woke up on Feb. 24 to find that the unimaginable — Russian troops marching toward Kyiv while bombs fell overhead — was real.

That changed everything. Back in December of last year, with Mr. Putin's troops already massing at Ukraine's borders in the thousands, Mr. Scholz still [defended Nord Stream 2](#), a pipeline project that would have brought even more Russian gas to Germany's shores. Weeks before the war began, Germany infamously promised [5,000 helmets](#) to Ukraine. Yet denial gave way to frantic activity after the invasion, as Germany grew bolder in its resistance to Russia and attempted to shield its citizens from the consequences.

Amid this chaos, long-held political beliefs were casually shed, not least by politicians of my generation: Growing up in post-ideological times came in handy. The head of the Social Democrats, Lars Klingbeil, announced a new "[Ostpolitik](#)," jettisoning the party's decades-long rapprochement with Russia. The economy minister and Green Party co-leader, Robert Habeck, agreed to keep [nuclear plants](#) running and get coal plants back on the grid, and even helped seal a deal with Qatar for liquid gas. The Liberals, for their part, discarded their quasi-religious belief in balanced budgets to fund military spending and ease rising energy costs.

The mental political map has shifted. Tellingly, Mr. Scholz led the efforts to accept Ukraine, Georgia and Moldova as [candidates](#) to the European Union and sought new ties to the Balkans — countries whose wars Germany had "othered" for decades. Mr. Scholz's rhetoric, too, has become more inclusive. He edged from "Putin must not win his war" in [May](#) to "We will support Ukraine for as long as it takes" in June. And then, in December, there was a "we" that includes Ukraine, Germany and Europe as adversaries of Russia. Mr. Putin was wrong, he said in his [final address](#) to parliament this year, "about the courage of Ukrainians, about Europe, about us." Ten months after Russia's invasion of Ukraine, elsewhere has become here.

Whether the mental map of German citizens has shifted the same way is hard to say. Many reacted to the initial shock with immense solidarity. Thousands have taken in Ukrainian refugees or have given to Ukraine in some other way. Overall, [about half](#) of all Germans still support the delivery of

weapons to Ukraine. Germany's government, what's more, has managed to cushion the effects of inflation and the rising cost of energy. Despite the arrest of a group of far-right [extremists](#) — radicalized by the pandemic rather than the war — conspiring to overthrow the government, the winter of discontent and mass uproar that some feared has not materialized. The country, on the whole, is adjusting to the new reality.

The historian Karl Schlögel once said that Germany in recent decades had become “überraschungsresistent,” resistant to surprise. No longer. Now Germany's normality, so long assumed, is up in the air. And yes, that's a “Zeitenwende” worthy of the name.

Anna Sauerbrey ([@annakatrein](#)) is an editor and writer at the German weekly Die Zeit.

25 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/12/20/our-country-of-the-year-for-2022-can-only-be-ukraine>

Inspiration nation

Our country of the year for 2022 can only be Ukraine

For the heroism of its people, and for standing up to a bully



Dec 20th 2022

In normal times, picking *The Economist's* country of the year is hard. Our writers and editors usually begin with a freewheeling debate in which they spar over the rival claims of half a dozen shortlisted nations. But this year, for the first time since we started naming countries of the year in 2013, the choice is obvious. It can only be Ukraine.

The honour normally goes to the country which, in our view, has improved the most in the previous 12 months. So Ukraine is in one sense an unusual choice, in that life for most Ukrainians has grown spectacularly worse since Vladimir Putin's unprovoked invasion of their country in February. Multitudes have died. Cities have been smashed and charred. Millions have fled their homes. Ukraine's economy has shrunk by about a third. Because of Russian attacks, many Ukrainians are shivering in the dark without electricity.

Yet Ukrainians have proved themselves this year. Four of their qualities stand out. The first is **heroism**. When the invasion began, most people thought Ukraine would be crushed by its much larger neighbour. Many would have understood if Ukraine's defenders had run away. Mr Putin clearly expected the Ukrainian army to fold: his troops arrived with their dress uniforms ready for a victory parade but without nearly enough food.

The Ukrainians stood and fought. President Volodymyr Zelensky, spurning Western offers to spirit him out of Kyiv, supposedly snapped that he needed "ammunition, not a ride". Ordinary Ukrainians showed similar mettle. Professors, plumbers and pop stars flocked to enlist, swapping comfortable beds for frosty foxholes and the risk of agonising death. In battle after battle they routed the Russians. In defending themselves against an aggressor who disputed their country's right to exist as an independent state, they found a new sense of nationhood.

They showed **ingenuity**, too. They spotted their enemies' weaknesses, blew up their fuel and ammunition supplies, and quickly learned how to use new Western-supplied weapons. They devolved decision-making to officers in the field, making their units more nimble and adaptable than the plodding, hierarchical Russians. They made deft use of help from friendly intelligence services, especially America's, while their enemies fought half-blind, and sometimes gave away their own positions by making phone calls on open lines.

Ukrainians have also demonstrated **resilience**. When there is no tap water at home, they melt snow. When there is no electricity, they find heat and light in cafés with diesel generators, or sleep in the offices where they work, many of which now have bomb shelters and bottled water. The horrors Mr Putin keeps inflicting on them do not seem to have dented their morale.

And with a few exceptions, they have not answered war crimes with war crimes. Russian forces have routinely bombed civilians, tortured captives and plundered villages. By contrast, Russian prisoners-of-war are startled at how well they are treated. This is largely because Ukraine is not, as Mr Putin claims, a Nazi state, but a democracy where human lives matter. It has its flaws, notably corruption, but its government and people had rejected Putinism even before the war, and now they reject it more strenuously.

By standing up to Russia's despot, Ukrainians have protected their neighbours. Had he conquered Ukraine, he might have attacked Moldova or Georgia next, or menaced the Baltic states. Ukraine has shown that [underdogs can stand up to bullies](#), even enormous ones. It has thus been an **inspiration** not only to places with predatory neighbours, such as Taiwan, but also to oppressed people everywhere. Many tyrants broadcast big lies to justify their misdeeds, and impose their will through terror. Ukrainians have shown that lies can be exposed and terror can be resisted. Their struggle is far from over. But their example in 2022 was second to none. *Slava Ukraini!*

25 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/united-states/2022/12/24/how-america-defies-expectations>

An abnormal year

How America defies expectations

In many ways the country has had an exceptional year



Dec 24th 2022

Gridlock is often the norm in **today's hyper-partisan America**. Even when the same party controls both Congress and the White House, as the Democrats have done for the past two years, the need to muster a filibuster-proof three-fifths majority in the Senate for most laws (except some budget bills) tends to bring things to a standstill. Yet in that sense **2022 was an abnormal year: the Biden administration managed to get the legislative traffic moving, with big implications for the future.**

It mustered a bipartisan majority to pass the [chips and Science Act](#), a \$280bn effort to shore up America's microchips industry, thanks to growing wariness of China. After unsuccessfully pushing a grand economic redesign of America, the administration eventually compromised enough to overcome the resistance of Joe Manchin of West Virginia, often the swing Democrat in a 50-50 Senate, to pass a more modest, **inaptly named [Inflation Reduction Act](#), promising spending of \$369bn over a decade**. Its climate spending will be the most substantial in American history (in a year when disasters from [drought in the West](#) to [Hurricane Ian](#) in the East, to a nationwide winter storm at Christmas, served as a reminder of climate perils). Together with an [infrastructure package](#) passed in November 2021, the trio of bills will make for annual spending of nearly \$100bn on industrial policy, by one reckoning. America could end up spending more, as a share of gdp, on [industrial policy](#) than unabashed champions of the practice such as France, Germany and Japan. They and other allies are already starting to fret about the protectionism that [Bidenomics](#) could bring about.

Economic initiatives were not the only ones that overcame gridlock. For the first time in three decades Congress summoned the will to pass (albeit modest) [gun-control measures](#), after the horror of a [school shooting](#) on May 24th in Uvalde, Texas, in which 21 people died, including 19 children. At the end of the year, in Congress's lame-duck session, it secured federal protection for [same-sex marriage](#), ensuring that gay unions are not dependent on the make-up of the Supreme Court.

Crucially, too, America maintained a bipartisan consensus in response to Vladimir Putin's invasion of Ukraine. In the build-up to Mr Putin's attack the administration made bold and unusually public [use of intelligence](#) to flag his plans, deploying the truth against Russian disinformation. Republicans quickly returned to their senses on Russia, shunning the right's [Putin fandom](#). Despite some misgivings, and ongoing warnings that with a Republican majority in the House of Representatives there will be no "blank cheque", Congress has approved large dollops—roughly \$100bn so far—of [aid for Ukraine](#).

None of this means that partisan divisions have become any less significant. On the contrary, in some ways the country looks ever more like the [Disunited States of America](#), with states diverging

fundamentally on policies such as abortion, immigration and environmental rules. State by state, the gap between red and blue blocs has grown wider. **On cultural matters, including the teaching of [critical race theory](#) in schools, activists on both sides have managed to turn it into a chasm.**

And then there is the Supreme Court. In 2022 it faced a growing [crisis of legitimacy](#): in June just 25% of Americans said they had confidence in the court, an all-time low. That month, in its decision on [Dobbs v Jackson Women's Health Organisation](#), it overturned the constitutional right to abortion that had been established in 1973 in *Roe v Wade*. For the first time in half a century, it no longer has a 5-4 split, with a swing vote in the middle, but a 6-3 conservative majority thanks to the three justices appointed under Donald Trump's presidency. Over the past year the consequences have proved to be dramatic—and not just for abortion. In a [radical term](#), the court weakened gun controls, eroded the separation of church and state and limited the Environmental Protection Agency's ability to regulate emissions from power plants.

The composition of the court changed in 2022, but not its conservative-liberal split. President Joe Biden successfully replaced one liberal justice with another, following the retirement of Stephen Breyer, and made history in the process. [Ketanji Brown Jackson](#) became the first black woman to serve on America's highest court.

America's divisions were on full display in the campaign for the midterm elections in November, which were the [most expensive ever](#). In the primaries Donald Trump [retained his grip](#) on the Republican Party: many of the candidates the former president endorsed, including ones for vital Senate seats in [Pennsylvania](#) and [Georgia](#), won through.

In the run-up to the general election on November 8th Republicans had plenty to campaign on. Mr Biden's [approval ratings](#) remained low. Voters were increasingly concerned about the economy, especially [resurgent inflation](#) (Mr Biden's excessive stimulus was part of the problem, but so, too, were policy [mistakes by the Fed](#)). Other potent issues included immigration and the related problems at [America's southern border](#), rising [violent crime](#) and supposedly rampant wokeness.

For their part the Democrats were energised by fears for women's [right to abortion](#), following the overturning of *Roe*, and for the very [future of democracy](#), given the Republican Party's endorsement of Mr Trump's lies about a "stolen election" in 2020. They also pushed back against their own [progressive wing](#), whose excesses had stirred successful [recall campaigns](#) in San Francisco.

It was widely expected that Republicans would comfortably take back control of the House of Representatives (where a typical midterm loss for the president's party in the modern era has been about 30 seats) and perhaps of the evenly divided Senate, too. Yet in the event the Republicans only just won the House and the Democrats even picked up a seat in the Senate, thanks to wins over flawed Trumpist candidates. For all the worries in advance, America's [democracy](#) emerged looking stronger. Voters rejected a number of prominent [Trumpist election-deniers](#). And for once the [opinion polls](#), after embarrassing misses in previous election cycles, turned out to be surprisingly accurate.

Perhaps the biggest loser was Mr Trump. His name was not on the ballot, but many of the high-profile candidates he endorsed lost their races. Mr Trump had a terrible year, and not just by proxy at the polls. Televised congressional [hearings](#) into the riots on Capitol Hill on January 6th 2021 were designed to pin the blame firmly on him—with [Liz Cheney](#), a former top Republican in the House, his main accuser. In August the FBI searched his home at [Mar-a-Lago](#), where its agents found boxes of classified documents that the former president had failed to return. In December two [Trump Organisation](#) companies were found guilty of tax fraud, and other legal woes mounted. Mr Trump's biggest problem, perhaps, was the emergence of a serious Republican rival in [Ron DeSantis](#), whose own comfortable re-election as governor of [Florida](#) contrasted starkly with the tainting of Mr Trump—in the eyes of lots of Republicans, though not of his many die-hard fans—as a loser. Towards the end of the year polls showed Republican primary voters preferring Mr DeSantis over Mr Trump.

And yet these troubles did not stop Mr Trump [declaring his candidacy for the presidency](#) in 2024, doing so early in an effort to give himself an air of inevitability (and to make legal assaults on him look like a political witch-hunt). He remains a force to be reckoned with, as America moves into what is normally a year of the “invisible” primary before the actual voting begins in 2024. Mr Trump will not be invisible. And, with Congress divided (and under [new leadership](#)), gridlock will surely be back.

25 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/25/446697-en-finir-avec-les-greves-de-la-sncf>

25 décembre 2022

En finir avec les grèves de la SNCF

Claude Goudron

C'est la SNCF qui détient en France le record en termes de jours et heures de grève, sa « pseudo » privatisation, l'Etat étant son seul actionnaire, devrait néanmoins être soumise aux lois de l'économie.

On entend souvent parler de « grève surprise » à la SCNF. Ce serait plutôt une surprise si elle ne faisait pas grève pour les fêtes de fin d'année ! En effet c'est la quinzième en 20 ans.

Une prise en otage inadmissible

Nos « égalitaristes » français devraient en effet dénoncer ces corps de métier qui, de par leur fonction, bénéficient d'un pouvoir de blocage extravagant.

Un petit nombre qui a mis dernièrement toute la France en panne de carburant.

La SNCF a également ce triste privilège : une poignée de salariés occupant des postes stratégiques peuvent priver une large population de moyen de transport pour se rendre au travail mais, encore plus cynique, pour partir en vacances ou participer à une fête de famille comme Noël et le Nouvel An.

Un grand nombre de médias parlent à juste titre de « prise d'otage ». Certes elle n'est pas physique mais toute proportion gardée elle pourrait être considérée au même niveau qu'une *ransomware* (prise d'otage numérique) qui bloque tout un système.

Un droit de grève dévoyé

Cette situation dure depuis bien trop longtemps et il est urgent d'y apporter des remèdes ; le droit constitutionnel à la grève OUI mais il ne doit pas empiéter sur d'autres droits comme celui de travailler et circuler librement.

Nos hommes politiques semblent tétanisés par ce type de mouvement. Ils sont devenus fatalistes depuis de nombreuses années et semblent dépourvus de solution alors que d'autres pays ont déjà trouvé la parade :

Le **Royaume-Uni** : le gouvernement Thatcher a tenu bon contre les grévistes, déjà dans le transport ferroviaire et a obtenu la reddition des syndicats au bout de deux années. Cette méthode n'a plus été utilisée depuis.

Les **États-Unis** : le gouvernement Reagan a licencié 11 359 salariés contrôleurs aériens pour fait de grève (en conformité avec la loi américaine de cette époque) et qu'il a remplacé provisoirement par du personnel militaire.

L'[Italie](#) : en application de l'article 40 de la Constitution qui régit le droit de grève et l'interdit pendant certaines périodes dont les fêtes de fin d'année du 17 décembre au 7 janvier.

L'[Allemagne](#) : en contrepartie de leur garantie d'emploi, les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève qui bloquerait de l'économie.

La loi existe en France

Le droit de grève des fonctionnaires fait l'objet de restrictions.

En effet elle leur est interdite en cas d'atteinte à l'ordre public, de nécessité absolue d'assurer le respect du service minimum et la sécurité.

Il suffirait donc, par simple décret, d'en définir les contours concrets qui seraient l'interdiction, dans le cadre du service minimum, des grèves en période de grands départs en mettant également en avant un problème de sécurité.

Il ne manque donc plus que le courage de notre président.

Une épidémie de grèves

C'est la SNCF qui détient en France le record en termes de jours et heures de grève.

L'État étant son seul actionnaire, sa pseudo privatisation devrait néanmoins être soumise aux lois de la concurrence.

La société est percluse de dette à hauteur d'une cinquantaine de milliards. C'est l'État, c'est-à-dire les contribuables français qui régissent la note. Chaque année, ils versent [17 milliards d'euros de subventions](#) à la SNCF. Elle devrait être mise en redressement judiciaire, les syndicats devraient en être écartés et des réformes drastiques retardées depuis des décennies devraient être réalisées. Si ce n'est pas le cas la SNCF devra être déclarée en faillite et cesser son activité qui sera transférée au secteur privé.

Il faut bien l'expliquer à nos grévistes professionnels et les mettre face à leur responsabilité !

Conclusion

Donner de tels pouvoirs de nuisance à une poignée d'individus, quels que soit leurs bien-fondés, devient dangereux pour le pays, d'autant plus que la SNCF n'est malheureusement pas la seule dans cette situation.

Le FMI nous guette et ce n'est peut-être pas la plus mauvaise solution lorsque nous constatons, dans de nombreux domaines économiques, la lâcheté de nos gouvernants qui préfèrent mettre la tête dans

le sable en attendant la fin de leur mandat pour refiler le bébé au gouvernement suivant et ainsi de suite.

25 décembre (Le Monde)

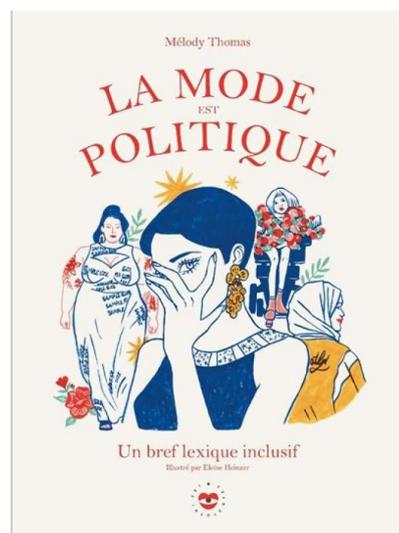
https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/12/21/dans-la-mode-l-appropriation-culturelle-renforce-les-stereotypes-notamment-raciaux_6155246_4401467.html

« Dans la mode, l'appropriation culturelle renforce les stéréotypes, notamment raciaux »

Dans son essai, intitulé « La mode est politique », Mélody Thomas analyse et retrace l'histoire des actes d'appropriation culturelle dans la mode occidentale.

Par [Margherita Nasi](#)

Publié le 21 décembre 2022 à 07h00, mis à jour le 23 décembre 2022 à 10h25



En 2015, Valentino présentait pour le printemps-été 2016 une collection inspirée par l'Afrique. « *Primitive, tribale, spirituelle, mais royale* », décrivait la griffe italienne sur son compte Twitter. Sur le podium, des mannequins majoritairement blancs portent des tresses collées et des imprimés d'inspiration tribale.

Le tollé provoqué par cette collection a poussé alors la maison de haute couture à se montrer « plus inclusive » pour la campagne publicitaire. Un photographe immortalise les pièces de vêtements dans un parc national kényan, faisant poser des Masai aux côtés des mannequins – dont une femme noire. « *Si j'aime quelque chose qui ne fait pas partie de ma culture, mais que je l'aime, pourquoi ne puis-je pas l'utiliser ? Si je fais un défilé africain et que je n'utilise que des filles noires... C'est aussi quelque chose qui ne va pas* », déclarait, en 2016, la styliste Maria Grazia Chiuri au magazine *Time*.

Dans son livre *La mode est politique* (Hachette, 320 pages, 24,95 euros), la journaliste Mélody Thomas écrit que la directrice artistique de Valentino ne semble pas comprendre que le continent africain est composé de cinquante-quatre pays, chacun avec des cultures, des croyances et une histoire qui lui sont propres. « *On n'apprend pas non plus énormément de choses sur la culture des Masai, on ne sait d'ailleurs même pas si la tribu a reçu une compensation financière pour sa "participation" à la campagne publicitaire de l'une des maisons de mode italiennes les plus célèbres et les plus lucratives.* »

Des précédents mémorables

Dédié à « *toutes les femmes qui ont appris à se définir sans jamais se voir représentées* », l'essai de Mélody Thomas décrypte vingt-sept termes-clés pour mieux comprendre la mode et ce qu'elle raconte de notre société. Parmi les premières entrées figure « l'appropriation culturelle », une formule « *souvent mal comprise* ».

Si le concept semble nouveau à tout le monde, c'est sans doute parce que « *nos sociétés ont la mémoire courte, du moins sur les sujets qu'elles n'estiment pas dignes d'intérêt* », analyse Mélody Thomas, tout en rappelant que les premières polémiques sur l'appropriation culturelle ne datent pas d'hier. En 1994, déjà, [un bustier noir et argenté, sur lequel était écrite une sourate du Coran](#), créait des remous lors d'un défilé de haute couture de Karl Lagerfeld.

La notion trouve ses racines dans l'histoire de la colonisation, qui ouvre un nouvel imaginaire au sein des pays occidentaux et enrichit financièrement et culturellement la mode occidentale, et en particulier européenne.

Mélody Thomas retrace les frasques de Paul Poiret, célèbre couturier du début du XX^e siècle, connu pour son attrait pour « l'Orient ». Le 24 juin 1911, celui que l'on surnomme « le Magnifique » – clin d'œil direct au sultan Soliman le Magnifique – organise une soirée légendaire, « La mille et deuxième nuit », à laquelle il convie trois cents personnes, majoritairement des artistes. Il y vient déguisé en sultan arborant turban, cimenterre et fouet, tandis que sa femme porte une robe abat-jour.

« On ne peut plus travailler dans la mode dans le seul but de créer de beaux vêtements. Il faut réfléchir à ce que l'on fait et aux raisons qui nous motivent. » Maria Grazia Chiuri, chez Dior

Roi de l'orientalisme, Poiret « *donne le ton à la manière dont la mode usera et abusera du vêtement considéré comme "autre" tout en l'adaptant au goût européen* », et sans que cela ne change en rien la condition sociale des personnes issues de cette culture. « *L'appropriation culturelle renforce même souvent les stéréotypes, notamment raciaux* », souligne l'autrice, par ailleurs enseignante « *fashion criticism* » à la Parsons School Paris.

Les lignes commencent à bouger. [Maria Grazia Chiuri, passée chez Dior](#) en 2016, a réalisé sa collection croisière 2019 en collaboration avec une anthropologue spécialiste du wax qui lui a présenté des talents du continent africain. Interrogée par l'édition américaine de *Vogue*, la styliste italienne expliquait que, « *de nos jours, on ne peut plus travailler dans la mode dans le seul but de créer de beaux vêtements. Il faut réfléchir à ce que l'on fait et aux raisons qui nous motivent* ». La preuve, note Mélody Thomas, que les polémiques entourant l'appropriation culturelle ne sont pas un frein à la création, mais « *une manière de se montrer plus inventif, si l'on veut se montrer optimiste, et respectueux de l'histoire des autres* ».

25 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/mathieu-bock-cote-la-vitrification-de-la-vie-politique-francaise-20221223>

«La vitrification de la vie politique française»

Par [Mathieu Bock-Côté](#)

Publié le 23/12/2022 à 17:59, mis à jour le 23/12/2022 à 17:59



Mathieu Bock-Côté. *Le Figaro*

CHRONIQUE - Les institutions ont de moins en moins d'emprise sur un pays où les minorités radicales peuvent prendre en otage la nation, comme en témoigne la grève de fin d'année de la SNCF.

Rares sont ceux qui ont douté, en 2022, de la réélection d'Emmanuel Macron. Ce qui était plus difficile à prévoir, toutefois, était que son élection l'enfermerait dans une fonction quasi symbolique, dans la mesure où il fut privé quelques semaines plus tard d'une majorité, ce à quoi il ne s'était pas préparé psychologiquement. Sans être impuissant, Emmanuel Macron est affaibli et se demande comment renaître, pour ne pas être condamné, d'ici peu, à une existence ectoplasmique. L'exercice du pouvoir sous le signe du 49-3 ne fait que confirmer aux yeux de tous l'isolement d'un gouvernement fragilisé avant d'avoir engagé la moindre réforme d'envergure. La macronie semble plus que jamais enfermée en elle-même et tentée de confondre les intérêts d'une classe sociale retranchée dans ses privilèges avec ceux de la nation dans son ensemble.

Le déplacement du pouvoir de l'Élysée vers le Palais Bourbon représente un retour inattendu à l'esprit de la IV^e République dans les institutions de la V^e, qui n'étaient pas faites pour l'accueillir. L'Assemblée nationale avait pour fonction de représenter les différentes tendances composant le corps politique français: désormais seule en scène, elle incarne sa fracture intime, profonde, insurmontable, entre courants s'excluant mutuellement du périmètre de la légitimité démocratique ou nationale.

Le problème est vaste. Car ce n'est pas que la macronie qui s'est affaïssée au fil de l'année. Il en est de même de la gauche radicale, qui a connu un sursaut au moment des législatives, avant de se décomposer au fil des mois qui ont suivi. La séquence était étonnante. À travers la Nupes, la gauche radicale était parvenue à annexer politiquement la gauche «de gouvernement», dans une forme de Bad Godesberg à l'envers. On pouvait néanmoins s'attendre à ce que cet étrange attelage se dégingue: le programme commun était trop mince, et l'horizon du pouvoir, trop éloigné.

Mais c'est un choc encore plus violent qui a frappé le cœur de la Nupes. L'affaire Quatennens a souligné, à LFI, le contraste générationnel entre Jean-Luc Mélenchon, devenu d'un coup un vieux chef aux réflexes siciliens pour défendre les siens, et une jeune génération qui ne lui a pas pardonné la défense entêtée de son protégé. LFI s'est aussi révélée, ces dernières semaines, à la manière d'une structure politique autoritaire pratiquant la démocratie militante Potemkine et purgeant ouvertement ceux qui critiquent la ligne du chef ou voudraient l'empêcher de faire un dernier tour de piste en 2027.

Le général de Gaulle avait déjà noté que la France, pays vertical et régalien, à la différence des sociétés de culture réformatrice, a de temps en temps besoin d'un grand moment d'autorité, pour se ressaisir

À droite, le paysage n'est pas plus réjouissant. Son écartèlement en trois pôles n'est pas à la veille de se résorber, même si le rapport de force est nettement à l'avantage du RN, qui s'institutionnalise chaque jour un peu plus, sans parvenir à se faire accepter par la classe politico-médiatique, qui ne cesse de l'extrême-droitiser, même de la plus caricaturale manière, comme on l'a vu au moment de l'affaire Grégoire de Fournas. Les mécanismes de diabolisation du RN sont encore redoutablement efficaces au cœur de la vie politique.

Reconquête!, de son côté, fait preuve d'une vraie vigueur militante et doctrinale, mais est refoulé dans les marges de la vie politique et jouera son existence lors des élections européennes de 2024. Les LR, enfin, s'en tiennent encore aux règles du cordon sanitaire, même s'ils prétendent parler le langage de la «droite décomplexée». Ils s'entêtent à perpétuer le mythe d'une «extrême droite» qu'ils se jurent de combattre, même s'ils ne parviennent jamais vraiment à la définir. Dans une éventuelle union des droites, dont la forme demeure encore inimaginable pour l'instant, ils apporteraient pourtant la culture gouvernementale, essentielle à la conquête et l'exercice du pouvoir.

À travers cela, la vie politique française semble vitrifiée. Les institutions ont de moins en moins d'emprise sur un pays où les minorités radicales peuvent prendre en otage la nation, comme en témoigne la grève de fin d'année de la SNCF. Les grands mouvements qui traversent notre temps semblent aussi échapper au politique. L'affaire de l'*Ocean Viking* a montré à quel point l'immigration massive échappe complètement à l'État, empêtré dans une conception falsifiée de l'État de droit, qui l'empêche de défendre ses frontières et d'avoir la moindre emprise sur les changements démographiques qui modifient la composition de la population française.

Le général de Gaulle avait déjà noté que la France, pays vertical et régalien, à la différence des sociétés de culture réformatrice, a de temps en temps besoin d'un grand moment d'autorité, pour se ressaisir. Il faudrait redonner du pouvoir au pouvoir, et sortir des mythes incapacitants qui le paralysent. On ne voit pas qui, dans le présent contexte, est en position de donner cette impulsion nouvelle, avec la fermeté qui l'accompagne.

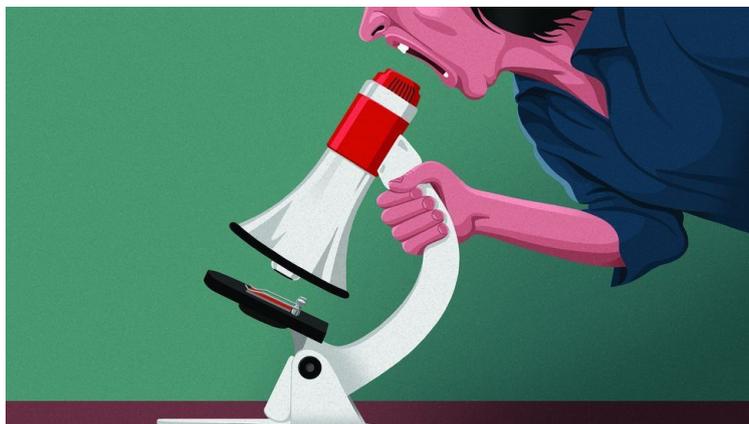
24 décembre (L'Express)

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/les-trois-dogmes-anti-scientifiques-du-wokisme-C5P5R6TMG5CPHGK7CLEVPGMIUE/>

Analyse

Les trois dogmes anti-scientifiques du wokisme

De plus en plus, militants, étudiants et même universitaires contestent des connaissances fondamentales en sciences, et notamment en biologie.



La science se voit instrumentalisée à des fins idéologiques.
Peter Reynolds

Par Thomas Mahler

Publié le 22/12/2022 à 16:00, mis à jour à 16:00



Article publié dans l'édition du 22 décembre

L'année dernière, L'Express consacrait son numéro de Noël aux liaisons dangereuses entre religion et science. Cette année, nous avons enquêté sur les menaces contre la rationalité qui proviennent non pas d'une croyance millénaire, mais d'une idéologie nouvelle, souvent résumée de manière hâtive par le terme "wokisme". De plus en plus, militants, étudiants et même universitaires contestent des connaissances fondamentales en sciences, et notamment en biologie. L'évolution de l'espèce ou l'idée de nature humaine se voient écartées. Les différences entre hommes et femmes deviennent taboues. Des disciplines entières, comme la génétique, sont frappées d'opprobre. Des figures aussi géniales que Charles Darwin se retrouvent dénigrées.

Comme dans le cas du créationnisme, des dogmes se heurtent ici à des acquis scientifiques. Premier dogme : l'être humain ne serait qu'une "page blanche", entièrement façonnée par la société. Deuxième dogme : l'égalité entre individus ne pourrait impliquer que leur similarité sur le plan biologique. Troisième dogme, hérité du postmodernisme : la science ne serait qu'une construction culturelle comme les autres, ce qui pousse des activistes à vouloir la "décoloniser", car trop "occidentale" ou "blanche".

L'erreur fondamentale de ces nouveaux obscurantistes ? Confondre science et morale, et vouloir abolir tout ce qui, dans la nature, semble s'opposer à leur credo progressiste (que nous partageons par ailleurs). Or, comme le résume bien le biologiste Jerry Coyne, nul besoin d'instrumentaliser la science et de brouiller l'observation de la nature pour aboutir à une société dans laquelle tous les citoyens, qu'importe leur orientation ou leur identité sexuelle, disposent de droits similaires.

Comme tous les animaux, les humains sont façonnés par l'évolution, des gènes et de leur environnement. Mais, en tant qu'individus dans une société libérale, ils peuvent s'affranchir de la nature et être ce qu'ils veulent.

24 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/le-maire-de-limoges-a-ose-souhaiter-joyeux-noel-a-ses-administres-benoit-rayski>

LA RÉPUBLIQUE EST EN DANGER ?

Le maire de Limoges a osé souhaiter Joyeux Noël à ses administrés...

Il faut qu'il soit châtié !

[Benoît Rayski](#)



Le maire de Limoges fait polémique après avoir souhaité "un joyeux Noël dans la joie du Seigneur".

Ainsi il a souhaité Joyeux Noël aux habitants de Limoges. Nous mesurons donc à quel point est grande l'indécence du personnage. Il a aggravé son cas en ajoutant de la provocation à son insolence.

Voici son message en entier et notre main tremble en l'écrivant : « je vous souhaite un très Joyeux Noël dans la paix et la joie du Seigneur ». « Seigneur » avec un grand « S » ! Il se pourrait bien que l'édile limousin appartienne à une secte dangereuse et inquiétante.

Du côté des mélenchonistes, ça hurle et ça proteste. Un certain Thomas Portes, député Nupes, sonne le tocsin. Il en appelle à Darmanin contre ce qu'il nomme un « séparatisme ». « Où est la République ? », se demande-t-il. Aux armes citoyens n'est pas loin ? Il nous semblait pourtant que le « séparatisme » concerne une autre religion que celle qui révere le Christ.

En 1905, les législateurs radicaux-socialistes n'ont pas été tendres avec les curés. Mais que l'on sache ils n'ont pas interdit Noël. Il s'agit, rappelons-le, d'une fête familiale qui peu à peu a perdu son aspect religieux.

Combien sont-ils encore à se rendre à la Messe de Minuit ? Quant au Père-Noël, que les enfants aiment tant, il n'a rien de catholique puisqu'il s'agit d'une invention commerciale américaine du 19e siècle.

Les mélenchonistes sont pétris de haine et de ressentiments. Si les bûchers étaient encore à la mode, ils entasseraient des fagots sous les pieds du maire de Limoges. A l'approche de Noël, nous vous disons amis lecteurs : « que le Seigneur soit avec vous ».

PS : Il apparaît clairement que le maire de Limoges est catholique. Est-ce un crime ?

24 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/faire-greve-le-seul-moyen-d-obtenir-des-droits-radioscopie-d-une-escroquerie-intellectuelle-francois-garcon-jean-francois-amadiou>

LES GRÉVISTES SNCF SE SACRIFIENT POUR VOUS (PARAÎT-IL)

Faire grève, le seul moyen d'obtenir des droits ? Radioscopie d'une escroquerie intellectuelle

Alors que la grève à la SNCF pour les fêtes fait beaucoup parler, ses défenseurs soulignent que la grève est le seul moyen d'obtenir des droits et que les grévistes défendent à la fois leur droit et celui des autres.

[Jean-François Amadiou](#) et [François Garçon](#)

Atlantico : Alors que la grève à la SNCF pour les fêtes fait beaucoup parler, ses défenseurs soulignent que la grève est le seul moyen d'obtenir des droits et que les grévistes défendent à la fois leur droit et celui des autres. Dans quelle mesure est-ce une escroquerie intellectuelle ?

François Garçon : Il est clair qu'en France, la grève, sauvage, perlée ou totale n'a rien d'une « escroquerie intellectuelle » pour les intéressés. Pour s'en persuader, il faudrait voir ce que ces grévistes arrachent à l'issue de leur mouvement. Est-on même certain que les jours de grèves ne sont pas payés, avec un échancier qui agréé aux grévistes. **Quand j'observe les droits sociaux (jours de congés, récupération, retraites, primes, comité d'entreprise, etc.) des salariés de la SNCF, de la RATP et d'Air France, j'incline plutôt à penser que les grévistes, chaque fois, font une excellente affaire. Une excellente affaire qui coûte cher à tous ceux qui n'appartiennent pas à ces monstres publics, gavés de subventions, de dotations en tous genres.**

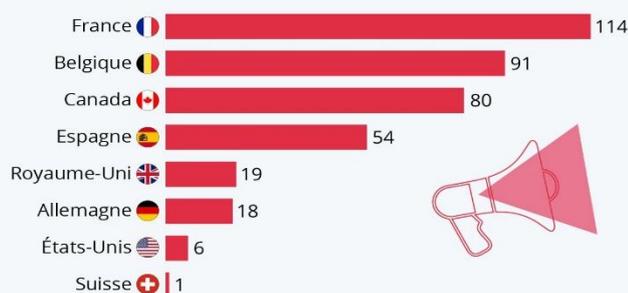
Je me permets ici un aparté : je note cette fois un changement dans les médias : habituellement, les micro-trottoirs nous abreuvent de témoignages ou l'empathie pour les grévistes l'emporte largement sur le mécontentement des cocus. Là, et ça me semble une première, notamment sur le service public radiophonique, les rôleurs sont en nombre et s'expriment en termes crus. Sans doute beaucoup de journalistes sont-ils personnellement impactés par ces grèves. Allez savoir....

Jean-François Amadiou : **Nous sommes prisonniers d'une culture française, celle de la « gréviculture », une culture du conflit plutôt que de la négociation. Dans les comparaisons internationales, nous sommes le pays avec le plus de conflits.** Tout le monde s'est habitué, depuis longtemps, au fait qu'on obtenait des résultats par la violence, le conflit, la grève. De la révolution aux Gilets jaunes, ça a été le cas. Il y a évidemment d'autres moyens de le faire dans l'absolu. **Mais le problème c'est que dans la situation française nous avons pris trop l'habitude de régler nos conflits ainsi. Les Français adorent les grèves, ils les soutiennent largement, sauf quand elles les concernent.** C'est pour ça que les grèves SNCF sont souvent impopulaires.

Selon les données de Statista, la France est championne du monde de la grève (114 jours de grève pour 1000 salariés par an), tandis que la Suisse est à 1 jour de grève par 1000 habitants. Y-a-t-il une corrélation entre jour de grève et acquis sociaux ?

La France, championne du monde de la grève

Nombre annuel moyen de jours de grève pour 1 000 salariés dans une sélection de pays *



* Moyenne entre 2009 et 2018, sauf France : 2009-2017. Le ratio pour la France ne concerne que le secteur privé.
Source : Fondation Hans-Böckler



statista

François Garçon : Je vais répondre en m'abritant derrière le propos très clair d'un ancien ambassadeur suisse à l'OCDE, Ulrich Lehner. Lors d'un récent colloque tenu au CNAM, il disait ceci : « La Suisse est la nation européenne qui fait le moins la grève, avec une seule journée de travail perdue par année pour 1000 actifs suite à un mouvement de grève. En France, le nombre serait de 139 jours perdus pour 1000 actifs »[\[1\]](#). En 2017, Médiapart écrivait : la Suisse « reste en queue de peloton des pays européens (pour les jours de grève). Avec une moyenne annuelle de deux jours de travail perdus pour 1000 salariés lors de la dernière décennie, elle est loin derrière le Royaume-Uni (23 jours de perdus), la Belgique (71) ou la France (123) »[\[2\]](#). **Si j'en juge donc par le différentiel entre jours de grèves en France (himalayen) et, par exemple, les salaires en Suisse (salaire médian brut mensuel : 5700 euros), j'en déduis qu'il n'existe pas de lien mécanique entre la grève et les acquis sociaux.** Les acquis sociaux sont la résultante de l'efficacité de l'économie et des compromis que font les deux parties en présence dans la salle de négociation pour se partager ces gains de productivité. **Je crains, qu'en France, les deux parties s'interdisent jusqu'à imaginer pouvoir faire un compromis, assimilé mentalement à un abandon de poste, à une retraite honteuse, à une capitulation.** Nous sommes gouvernés par des premiers de la classe, une élite scolaire arrogante, sûre d'elle en raison des diplômes qu'elle arbore comme autant de décorations. Cette engeance n'a guère de crédibilité face à des syndicalistes qui savent que dans un an leurs interlocuteurs auront changé. Pour les syndicalistes, le moteur de la grève n'est pas dénué d'intérêt. Mon directeur de thèse, Marc Ferro, avait étudié comment les permanents, dans les soviets, en 1915, 1916, poussaient à la radicalisation des revendications pour une raison très rationnelle : un compromis avec le patronat russe les aurait obligés à retourner devant leurs machines. Or, et on les comprend, eux n'y tenaient pas du tout. D'où leur radicalité extrême...

Jean-François Amadiou : **Il y a effectivement des pays en Europe qui ont des acquis sociaux sans faire la grève ou très peu : la Suisse, l'Allemagne, les pays nordiques.** La grève n'est pas le seul moyen d'obtenir des résultats, dans un système où il y a une culture et une pratique de négociation. **Il faut des syndicats et un patronat raisonnables.** En France, nous avons du mal à avoir cela. Historiquement, nous avons légalisé la grève puis les syndicats et la négociation dans un troisième temps seulement. **Que ce soit la Suisse ou l'Allemagne, ce n'est pas ou plus dans leur culture nationale de faire ainsi. Ce n'est pas un enjeu de mentalité des peuples eux-mêmes mais de mécanismes qui ont été mis en place différemment.** Le problème, c'est que chaque conflit confirme qu'on ne s'y prend pas comme il faudrait. Celui que nous vivons actuellement ne fait pas exception. Le gouvernement a insisté pour que les négociations prévues vendredi matin aient finalement lieu ce jeudi soir. C'est assez ridicule. Il y a eu le même problème chez Total. C'est une part du mal français, mais on peut le changer. Le problème, c'est qu'il faut changer plusieurs choses. **Nos syndicats sont divisés, politisés, faibles, etc.** Tout cela complique les choses et rend difficile d'arriver au même point que l'Allemagne ou la Suisse.

Comment s'y prendre autrement ?

Jean-François Amadiou : Il y a plusieurs idées simples. D'abord, on ne peut pas espérer changer les choses sans une vraie négociation. Heureusement, nous progressons, mais pas suffisamment. **La deuxième idée, qui n'existe pas en France, ce sont les clauses de paix sociales.** Un accord avec les syndicats qui fait que pendant plusieurs années il est garanti qu'il n'y aura pas de grèves, du tout. Les pays qui ont peu de grèves ont ce système. **Ensuite, les pays qui font peu grève sont aussi ceux qui ont des syndicats puissants. Nous en avons trop, ils sont en compétition les uns avec les autres, ont tous à peu près le même poids, mais ne sont pas sur la même ligne, ce qui complique significativement les choses. Il y a aujourd'hui quatre syndicats représentatifs à la SNCF, c'est impossible.** Donc il est tout à fait possible d'avoir des acquis sociaux en faisant disparaître la grève, mais pour cela il faut réunir des éléments qui ne sont pas en place en France.

La haute conflictualité sociale, comme en France, peut-elle être, à l'inverse, entraîner une perte de richesses ?

François Garçon : **Vous parlez de « haute conflictualité sociale » à propos de la France.** Si vous observez la statistique sur la longue durée (cinquante ans), la grève est un mode d'action en déclin. Est-ce lié à la disparition des activités industrielles et à l'évaporation des fortes concentrations de salariés en ateliers et en usines ? Très certainement. **Les métiers de services se prêtent mal à l'action collective. En revanche, il faudrait étudier les statistiques à la SNCF, à la RATP ou à Air France : je ne suis pas certain que ces secteurs ultra-protégés qui, pour les deux premiers échappent à toute réelle concurrence, soient affectés par le même déclin.**

Là encore, si les usagers avaient la possibilité de basculer sur un mode alternatif de déplacement, les grévistes perdraient de leur pouvoir de nuisance et donc de leur capacité à décrocher des avantages sociaux au motif que leurs métiers sont, nous disent-ils, si pénibles : **j'ai tendance à croire que les serveurs dans les bistrotts, les cuisiniers, les couvreurs, les maçons, les flics font des métiers à forte astreinte sans disposer d'armes de sur-nuisance. Et si les métiers à la SNCF ou la RATP étaient si pénibles, pourquoi donc les titulaires s'acharnent-ils à y placer leurs enfants ?**

Jean-François Amadiou : Les conflits sociaux, quand ils sont importants, ont un coût économique. Il faut raison garder. Si l'on regarde le nombre de jours perdus par an, ce n'est pas un chiffre ingérable. **Le problème c'est moins le coût économique que la concentration des grèves dans certains secteurs, les transports par exemple. Le principal problème à résoudre est donc d'assurer le service public pour éviter des désagréments aux usagers. Mais la multiplication des grèves nuit aussi à l'image de la France.** Malgré tout, il est certain qu'un modèle sans conflit sera plus économique, d'autant plus que les conflits sont longs et durs. Les conflits d'envergure, qui concernent beaucoup de salariés, comme cela pourrait avoir lieu pour les retraites, ont évidemment un coût irrattrapable et non anecdotique.

Ce qui est désespérant, c'est que comme la France fonctionne comme nous l'avons décrit, il va y avoir un accord, quelque chose va être conclu. Mais on a perdu du temps et on aurait pu éviter les problèmes de ce week-end. Total avait dit, après coup, « on aurait pu éviter cette grève » mais n'était pas prêt à négocier tout de suite. **Si l'on a le coût de la grève, les perturbations et que finalement la direction cède, à quoi bon ? On laisse pourrir la situation et finalement on cède, ce qui confirme les grévistes dans l'idée qu'il faut aller au conflit pour obtenir quelque chose.**

24 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/24/446579-depenses-publiques-et-redressement-economique-un-arbitrage-difficile>

Dépenses publiques et redressement économique : un arbitrage difficile

Claude Sicard

La France est un pays dont les dépenses publiques ne cessent de croître et le coût de la dette commence à peser lourd dans les budgets de la nation.



Bruno Le Maire, Minister of the Economy and Finance, France By: [Chatham House](#) - [CC BY 2.0](#)

Publié le 24 décembre 2022

L'heure est plus que jamais au redressement de notre économie. Mais la guerre en Ukraine ébranle les économies en Europe et les obstacles ne cessent de s'accumuler. Le [projet de budget pour 2023](#) est construit sur une croissance de 1 % mais tous les experts ne partagent pas cet optimisme : la plupart misent plutôt sur un taux de 0,5 %. Il est prévu un déficit s'élevant à 5 % du PIB et une dette se situant à 111,2 % du PIB. Le gouvernement ne pourra ramener le déficit budgétaire en dessous de la barre des 3 % que seulement en 2027. Pour parer à l'inflation il dresse des boucliers tarifaires et distribue des subsides pour soutenir le pouvoir d'achat. Nos dépenses publiques augmentent donc à nouveau, bien qu'elles se situent déjà à un niveau extrêmement élevé.

La France est un pays dont [les dépenses publiques ne cessent de croître](#) et le coût de la dette commence à peser lourd dans les budgets de la nation.

Progression des dépenses publiques (en pourcentage du PIB)

- 1912..... 12,6
- 1920..... 32,8
- 1947..... 40,8
- 1975..... 43,4
- 2000..... 51,4
- 2021..... 59,0

Les prélèvements obligatoires étant constamment insuffisants, la dette du pays ne cesse de croître.

Comment l'État doit-il arbitrer entre d'un côté l'augmentation des dépenses publiques imposée par la pression des événements et de l'autre les mesures à prendre pour redresser l'économie ?

Ce redressement passe par la reconstitution urgente du secteur secondaire qui a fondu depuis la fin des Trente glorieuses. Augmenter les dépenses publiques pour soutenir le pouvoir d'achat et satisfaire les exigences de la population qui ne cesse de réclamer davantage de policiers, d'infirmières et de

soignants, davantage d'enseignants, de juges et de gardiens de prisons, etc. et maintenant un renforcement de nos forces armées, est une exigence politique.

Encore faut-il pouvoir les financer.

La France est déjà celui le pays d'Europe avec [le taux le plus élevé de prélèvements obligatoires](#). Et néanmoins, depuis une quarantaine d'années il est contraint de recourir régulièrement à l'endettement pour boucler les budgets. Il serait donc raisonnable de ne pas aller plus loin en matière de dépenses publiques afin de consacrer les ressources financières dont dispose l'État au redressement de l'économie du pays.

L'excédent des dépenses publiques

Cette question est souvent débattue. Les libéraux s'élèvent vivement contre cet excès de dépenses publiques et y voient la cause même du déclin de l'économie.

Le Haut Conseil des Finances rattaché à la Cour des comptes ne cesse de s'inquiéter de la montée de des dépenses. Dans son dernier rapport, Pierre Moscovici a avancé prudemment le chiffre de neuf milliards d'euros d'économies à faire chaque année, qualifiant cet objectif d'« effort sans précédent ». De son côté, dans une étude datant de 2017 [France Stratégie](#) a proposé de les réduire de 3 points de PIB, soit 75 milliards d'euros si l'on s'en réfère au PIB de 2021. Il faut rappeler que nous en sommes à présent à 1475,5 milliards d'euros de dépenses publiques.

Pour évaluer l'excès des dépenses publiques les observateurs se réfèrent soit à la moyenne OCDE, soit à celle des pays de l'UE. Ces manières de procéder sont très grossières. Pour avoir une évaluation plus précise il faut procéder à des calculs économétriques. C'est ce que nous ferons en nous fondant sur un échantillon d'une dizaine de pays européens se situant à des niveaux de richesse très différents.

Et plutôt que des calculs en pourcentage des PIB nous nous en référerons aux dépenses par habitant, ce qui permet de procéder à une corrélation valable avec les PIB/capita.

PIB/capita Dépenses publiques/habitant

| | | |
|----------|--------|--------|
| Serbie | 9 215 | 4 117 |
| Bulgarie | 11 635 | 4 202 |
| Roumanie | 14 861 | 5 650 |
| Grèce | 20 276 | 12 253 |
| Espagne | 30 115 | 12 579 |
| Italie | 35 551 | 17 818 |
| France | 43 518 | 22 666 |
| Pays Bas | 58 061 | 25 142 |
| Suède | 60 239 | 29 092 |

Danemark 67 803 26 810

(Source :selon les données de la BIRD)

Les dépenses publiques ramenées au nombre des habitants augmentent à mesure que la richesse des pays augmente

Le PIB/capita français les dépenses publiques par habitant devraient se situer à 19 712 dollars, soit un excès de 14,9 %. Pour l'année 2021, cet excédent représente la somme de 220 milliards d'euros. Nous sommes donc très loin des 75 milliards d'euros avancés par France Stratégie et bien davantage encore des 9 milliards évoqués par Pierre Moscovici. Aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark, les dépenses publiques par habitant sont bien supérieures aux nôtres et leurs PIB/capita sont bien plus élevés. En somme, les dépenses françaises sont en avance sur son développement économique, d'où la nécessité de recourir à l'endettement pour y faire face.

Excès de dépenses publiques en milliards d'euros selon l'approche utilisée :

- Par référence à l'OCDE..... 452,7
- Par référence à l'UE..... 407,6
- Méthode économétrique..... 220,0

L'excès de dépenses publiques se monte à 220 milliards d'euros, sensiblement du même ordre tant en dépenses sociales qu'en dépenses de fonctionnement. Pour l'heure, l'État ne prévoit pas de les réduire mais de limiter leur croissance à 0,7 % par an. C'est ainsi qu'il entend redresser les comptes.

Réduire les dépenses publiques pour générer de la croissance ?

Réduire les dépenses publiques est une solution généralement proposée pour retrouver de la croissance. Certes, cela permet d'alléger la pression fiscale exercée sur les acteurs de la vie économique et donc de les rendre plus entreprenants.

Pour élucider cette question, il faut examiner s'il existe une liaison précise entre les dépenses publiques et la production des ménages. Pour cela, il convient de se référer aux ratios de « production par actif », c'est-à-dire aux PIB des pays divisés par le nombre d'actifs, les **PIB** exprimant par définition la valeur de ce qui est produit chaque année dans les pays. Puis on examinera les taux de dépenses publiques des pays.

Le taux des dépenses publiques dans les pays influe donc très peu sur la production des actifs : le nuage des points est très dispersé.

Il faut produire pour accroître la richesse du pays

La réduction des dépenses publiques ne génère pas de la richesse. Pour cela, il faut produire des biens et des services. Pour mesurer la richesse produite et suivre la façon dont elle progresse chaque année, les comptabilités nationales se réfèrent à [la notion de valeur ajoutée](#). On fait donc la somme de toutes les valeurs ajoutées produites. Dans le cas des administrations publiques aux activités non commerciales, leur valeur ajoutée s'exprime par ce qu'elles coûtent à la nation. Les valeurs ajoutées ne sont donc pas les mêmes selon les secteurs d'activité.

Valeur ajoutée/actif en euros pour l'année 2021

- Secteur primaire..... 85 000
- Secteur secondaire..... 115 000
- Secteur tertiaire..... 76 000

Le secteur secondaire, c'est-à-dire l'industrie, est celui où la valeur ajoutée par actif est la plus importante. C'est également le secteur où la productivité progresse le plus rapidement. C'est d'ailleurs sur ce critère que [Jean Fourastié a fondé sa classification des activités](#).

Pour redresser l'économie du pays, il faut reconstituer le secteur secondaire qui a fondu depuis la fin des années 1980 : il est passé de 6,5 millions d'emplois à 2,7 millions à présent.

Le secteur industriel ne contribue plus à la formation du PIB que pour 10 % seulement alors que ce taux devrait se situer pour le moins à 18 % du PIB ; l'Allemagne et la Suisse dont l'économie est très prospère ont des taux bien plus élevés. La France est devenue le pays en Europe le plus désindustrialisé, la Grèce mise à part.

Le redressement de l'économie française nécessite donc [la reconstitution rapide du secteur industriel](#) qui permettra de résoudre les problèmes du chômage et de la balance commerciale : en effet, un emploi créé dans l'industrie induit la création de trois emplois dans les services et les exportations d'un pays développé sont constituées aux trois-quarts par des produits manufacturés. Le développement de l'industrie générant de la richesse, le budget de l'État cesserait d'être déficitaire.

Et, comme on le voit aujourd'hui avec la guerre déclenchée par les Russes en Ukraine, l'industrie est un élément essentiel pour une grande nation si elle veut avoir les moyens d'agir dans le monde. Une forte industrie constitue indubitablement un élément de puissance pour un pays.

24 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/culture/jean-marc-rochette-pourquoi-j-arrete-la-bande-dessinee-23-12-2022-2502664_3.php

Jean-Marc Rochette : « Pourquoi j'arrête la bande dessinée »

EXCLUSIF. Face aux attaques des réseaux sociaux pour sa prise de position sur l'affaire Bastien Vivès, l'auteur à succès jette l'éponge. Il s'est confié au « Point ».

Par [Romain Brethes](#)

Publié le 23/12/2022 à 09h54 - Modifié le 23/12/2022 à 14h14



Dans le milieu de la bande dessinée, la crise n'a jamais été aussi forte ni les positions aussi tranchées qu'avec l'Affaire Vivès. Depuis la pétition qui réclamait la déprogrammation de l'exposition que le Festival d'Angoulême entendait consacrer à Bastien Vivès, chacun a son avis sur l'œuvre du dessinateur – sans en avoir toujours pris connaissance.

Devant le raz-de-marée des réactions, souvent virulentes, et malgré le soutien, même discret, de la ministre de la Culture Rima Abdul-Malak, le festival a décidé de retirer l'exposition de son programme à la suite de menaces précises ayant ciblé l'auteur et une partie de l'équipe du festival.

Depuis, les organisateurs de la pétition clament leur victoire, non sans en avoir changé les termes : Vivès n'est plus accusé de « faire l'apologie de la pédocriminalité et de l'inceste » mais de le « banaliser », ce qui n'est pas exactement la même chose. Au-delà de l'œuvre elle-même, ce sont souvent ses propos ou ses propres dérapages sur les réseaux sociaux qui ont mobilisé toute une frange d'artistes du 9^e art, pas forcément les plus connus, mais assurément les plus bruyants et militants, qui se sont notamment exprimés dans une tribune publiée par Mediapart.

Celle-ci, intitulée « Les raisons de la colère », réclame notamment au Festival d'Angoulême une charte « afin que les futures sélections et programmations soient réalisées dans le respect du droit des personnes minorisées ainsi que dans l'égalité de leurs représentations ».

Dans cette même tribune sont reprises, sans qu'il soit cité, des paroles de Jean-Marc Rochette. Ce dernier est l'un des très rares auteurs à s'être insurgés devant le « clouage au pilori » de Bastien Vivès sans que celui-ci puisse réellement se défendre contre tous les motifs d'accusation qui le visaient : misogynie latente de ses ouvrages, complaisance coupable sur la question de l'inceste,

prises de position incendiaires sur les réseaux sociaux, succès immérité construit grâce à la complicité des médias.

Rochette, l'auteur de *Transperceneige, du Loup* (Prix Wolinski de la BD du *Point* en 2019) et, plus récemment, de *La Dernière Reine* (Casterman, octobre 2022), a décidé, à la suite de cette affaire, d'arrêter la bande dessinée. Il s'en explique en exclusivité pour *Le Point*.

Le Point : Pourquoi l'affaire Vivès vous a-t-elle poussé à cette décision radicale d'arrêter la bande dessinée ?

Jean-Marc Rochette : Pour être tout à fait honnête, j'étais arrivé en partie au bout du chemin avec *La Dernière Reine*, qui m'a pris une énergie folle et qui a failli me coûter très cher [il avait été évacué par hélicoptère de son refuge des Écrins après une hémorragie en terminant son livre, NDLR]. Je ne suis pas du tout sûr de parvenir à faire mieux, un jour, que cette œuvre. Je me posais donc beaucoup de questions. L'affaire Vivès m'a conforté dans ce qui n'était alors qu'une hypothèse sérieuse. Je ne peux plus continuer la bande dessinée dans ces conditions.

Après les nombreuses critiques qui vous ont visé, regrettez-vous d'avoir pris la défense de Bastien Vivès ?

Je ne défends pas Bastien Vivès. C'est à un avocat de le faire. En revanche, je ne pouvais pas garder le silence devant ce que j'appelle une justice de rue, qui est le tribunal des réseaux sociaux. J'ai évoqué, sur mon compte [Facebook](#), que j'ai fermé depuis car c'était devenu ingérable, l'ambiance de lynchage généralisé autour de cet auteur. Le type s'est retrouvé au pilori, sans avoir la possibilité de parler ou de se défendre [Bastien Vivès a publié sur Instagram [un long message dans lequel il s'excusait](#) pour ses propos sur les réseaux sociaux et se défendait de promouvoir l'inceste et la pédophilie, NDLR]. Nous sommes encore dans un État de droit, que je sache. Vivès a écrit des horreurs sur les réseaux sociaux, mais je m'exprime exclusivement sur son œuvre. Je ne regrette pas du tout ma prise de position, même si mes propos ont été repris dans une tribune signée par de nouveaux commissaires politiques.

Voulez-vous parler de la tribune de Mediapart qui exige une charte de bonne conduite au Festival d'Angoulême respectant les personnes minorisées ?

Oui. C'est totalement délirant. Arrivera-t-on à cela avant de faire une bande dessinée ? À présenter votre travail à quelqu'un qui vous dira « ça, vous avez le droit de le faire, et ça, non » ? Imaginez-vous, en littérature, une sorte de charte qui imposerait la présence ou non de minorités dans un roman ? Qui interdirait de formuler telle ou telle opinion ou tel ou tel jugement à travers un personnage de fiction ?

Le droit est là pour juger de ces limites. Je ne suis pas le seul à penser ça. Riss s'est exprimé en des termes sensiblement comparables dans *Charlie Hebdo* qui évoque « une justice parallèle ». Bientôt, en bande dessinée, on trouvera soit du *Blake et Mortimer*, soit du politiquement correct. Et rien entre les deux.

L'association de protection de l'enfance Innocence en danger vient de porter plainte contre Vivès et deux de ses éditeurs pour « diffusion d'images pédopornographiques », « incitation à la commission d'agressions sexuelles sur mineurs » et « diffusion à un mineur de messages violents ». Qu'en pensez-vous ?

C'est très bien, car, comme cela, Vivès pourra s'exprimer et se défendre, et on discutera sur le fond de l'affaire.

Il semble que le conflit soit aussi générationnel...

C'est évident. Moi, je suis arrivé dans le milieu du dessin dans les années 1970. D'autres avaient fait le boulot avant nous pour balayer la censure. Je travaillais à *Actuel*, il n'y avait aucune limite. Je pense que Vivès a été éduqué avec Crumb et Gotlib, et il vient de se prendre un mur générationnel. J'ai 66 ans, j'ai ma carrière derrière moi, et je n'ai rien à perdre à parler alors que d'autres me disent *in petto* que j'ai eu raison d'ouvrir ma gueule. Le milieu est devenu soit hyperagressif, soit complètement tétanisé.

L'autre problème, c'est qu'on ne peut pas avoir un débat apaisé. Soit vous êtes pour Vivès, soit contre lui. Nous sommes dans un délire absolu. Je ne connais pas bien les ouvrages pornographiques de Vivès, qui ne m'intéressent pas. En revanche, je connais le reste de son œuvre et je pense que nous sommes en train de flinguer l'un des plus grands conteurs d'histoires de sa génération.

Dans son dernier livre, Régis Debray déclare : « Se sentir chaque jour un peu moins de son temps, un peu plus anachronique, n'a pas que des inconvénients. » Est-ce votre position ?

Si on me dit que cette affaire reflète les enjeux contemporains les plus essentiels et que je ne suis pas en mesure de les comprendre en raison de mon âge, alors oui, je préfère ne plus y prendre part. J'arrête la bande dessinée, même si je vais continuer la peinture, la sculpture ou même le livre illustré. Mais je finis en beauté, un peu comme l'alpiniste Walter Bonatti qui arrêta de grimper à 35 ans après avoir réussi l'ascension de la face nord du Cervin en hiver.

24 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/se-battre-et-retrouver-l-espoir-les-resolutions-de-la-generation-z-24-12-2022-2502734_420.php

« Se battre et retrouver l'espoir » : les résolutions de la génération Z

CHRONIQUE. Malmenés par le confinement, frappés par l'écoanxiété, soumis à la précarité, les jeunes utilisent les réseaux sociaux pour prendre soin d'eux et s'émanciper.

Par [Nora Bussigny](#)



Les vidéos partagées sur TikTok permettent aux jeunes utilisateurs de relativiser leur souffrance et de s'engager dans des combats militants. © Jakub Porzycki/NurPhoto via AFP

Publié le 24/12/2022 à 08h00

Alors que s'achève 2022, les traditionnelles résolutions de fin d'année relèvent, pour les jeunes, davantage du défi que de l'insouciance promise. Militantisme, sevrage des réseaux sociaux, émancipation financière ou santé mentale, la génération Z voit loin et parie sur un avenir qu'elle juge bien incertain.

Grâce à un filtre disponible sur l'application **TikTok**, les jeunes utilisateurs s'amuse à voir défiler aléatoirement leurs résolutions pour l'année 2023. L'occasion, pour eux, de revenir sur ce qui semble les préoccuper le plus : leur moral. Alors que **le hashtag #Dépression cumule, à lui seul, plus de 45 millions de vues sur l'application**, une étude de l'**Unicef**, parue l'année dernière, révélait **qu'un jeune Français sur quatre se disait déprimé**.

Perte d'insouciance

Des statistiques inquiétantes, qui justifient la priorité des adolescents et des étudiants. « Ma première résolution est de me faire confiance sur mes décisions, qu'elles soient relationnelles ou sur ma santé mentale et physique. Et la seconde est d'achever ma thérapie avant la fin 2023. Ça englobe le fait de finir ma reconstruction après mon traumatisme lié à une agression et de me motiver davantage sans me mettre la pression », confie Victoria, 19 ans, étudiante en journalisme.

Nawel, future professeure d'histoire et encore étudiante en licence, dresse un constat similaire : « J'ai de gros traumatismes familiaux au sujet de mon image. Je me mets une énorme pression sur mon apparence et mon poids. Je ne crois pas à la simple résolution de s'inscrire à la salle de sport, je veux mincir pour moi seulement. » **Pour Nawel, sa génération se préoccupe énormément de l'apparence, surtout à cause des réseaux sociaux, et ses troubles du comportement alimentaire reposent sur un besoin de combler un manque.**

Conscientes de leurs **traumatismes** qu'elles expriment librement, Victoria et Nawel ne sont pas les seules à s'en préoccuper. Pour la pédopsychologue Camille Lévine, qui exerce dans son cabinet à Antony (Hauts-de-Seine), mais aussi en clinique auprès d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes, **cette génération vit une perte de l'insouciance de plus en plus tôt.** « Je reçois de jeunes patients qui, dès 18 ans, ont de vraies inquiétudes liées aux discours anxiogènes auxquels ils sont exposés. L'actualité est abordée à chaque séance : le chômage, l'obtention des diplômes, ce qui explique leur volonté de se soucier d'eux-mêmes. »

Une « parenthèse dorée »

Si Victoria estime que les réseaux sociaux donnent envie à sa génération de se préoccuper de sa santé mentale, Joseph, étudiant en philosophie et histoire à Paris, s'inquiète au contraire des risques encourus. Pour le jeune homme, l'application TikTok est à double tranchant. Elle permet aussi bien de discuter, et même de rire, des troubles mentaux propres à la jeunesse que de les aggraver.

« Quand tu te sens seul, tu regardes des tiktoks où d'autres jeunes parlent de solitude ou de maladies mentales et tu te reconnais. Ça légitime tes sentiments et te fait relativiser. Avec TikTok, tu te sens relié aux autres, mais c'est vraiment addictif. J'ai reconnu les mêmes effets que la drogue au niveau de ma consommation de cette application », reconnaît Joseph avec lucidité, en comparant l'application à une « parenthèse dorée ».

Après avoir réussi à arrêter d'utiliser l'application, le jeune homme compte bien faire de ce sevrage sa résolution de 2023, préférant mettre à profit ce temps « perdu » à lire davantage. « J'ai envie de lutter contre ce sentiment de suffisance et d'oisiveté. C'est trop facile de céder à cette pulsion du divertissement, et j'ai vraiment envie de rééduquer mes désirs. **Mais toutes nos références sont liées à TikTok. J'ai l'impression qu'on délègue nos libertés et nos opinions à l'application »,** analyse Joseph.

« Acteurs grâce au militantisme »

Mais l'application TikTok apporte aussi son lot d'aspects positifs. Ramesh, lycéen dans le Gard, reconnaît volontiers que, sans l'application, il n'aurait pas su formuler sa résolution dont il est particulièrement fier. « **C'est sur TikTok que j'ai commencé à être éveillé aux questions écologiques.** J'ai même réussi à motiver ma mère pour qu'on fasse le tri et qu'on limite la consommation de viande. **Je suis pas mal de comptes qui proposent des recettes pas trop chères et végétariennes, c'est ce qui m'a décidé à sauter le pas. »**

Pour 2023, Ramesh compte devenir végétarien et a même prévu un dernier repas de réveillon composé de tous ses mets carnés préférés avant d'y renoncer définitivement. « J'ai aussi envie de militer un peu plus dans mon lycée pour sensibiliser les autres au bien-être animal. J'ai déjà commencé à trier des vidéos sur TikTok qui m'ont plu pour les montrer en classe », se projette Ramesh.

Selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès, près d'un jeune sur quatre entre 18 et 24 ans voit la notion d'engagement comme quelque chose de « très positif ». Pour la psychologue Camille Lévine, « il y a beaucoup de jeunes qui sont dans une sorte de fuite par les jeux vidéo, les réseaux sociaux, les séries Netflix. Une manière de ne pas affronter la dimension anxiogène de l'actualité, comme le Covid, la guerre en Ukraine, les problèmes climatiques ou l'économie. Ils ne savent pas

forcément comment se mobiliser et ont un sentiment d'inutilité. Mais il y a aussi des jeunes qui prennent position, et deviennent acteurs grâce au militantisme. Ils veulent se battre et retrouvent de l'espoir ».

Différences générationnelles

Victoria, qui milite elle aussi dans une association de son école, estime que les résolutions sont révélatrices de différences générationnelles évidentes. « **Nos parents avaient moins de soucis pour l'avenir, ils pouvaient changer de métier, de voie, sans avoir à se plier à Parcoursup, comme nous.** Nos résolutions sont plus profondes, **on est bien plus inquiets pour l'avenir.** Et nous avons à subir davantage **la précarité étudiante**, particulièrement depuis la crise sanitaire », déplore l'étudiante.

Pour Gwen, 19 ans, les résolutions de fin d'année sont à l'image du chamboulement auquel elle doit faire face. « Je ne pensais même pas avoir ces résolutions-là, il y a quelques semaines, mais **je trouve que notre génération est forcée de devenir adulte de manière très brutale.** Avant, on avait des résolutions adolescentes, comme ne pas reparler à son ex-petit ami, **maintenant on a des tracas d'adultes** », estime la jeune femme.

D'une voix posée, Gwen énumère ses résolutions, comme une liste de tâches à accomplir : se trouver un travail étudiant, un logement avec son compagnon et se réorienter dans ses études. Rien que ça ! « La fin de cette année 2022 a été marquée par une décision qui englobe ces trois résolutions. Et, pour moi, c'est à l'image de ma génération : s'émanciper des chemins tout tracés quitte à laisser tomber des études prestigieuses, prendre ses propres décisions et se laisser la chance d'être qui on est vraiment », conclut l'étudiante avec force.

24 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/covid-crise-de-l-energie-greves-sncf-la-france-est-elle-plongee-dans-le-chaos-20221223>

Covid, crise de l'énergie, grèves SNCF... la France est-elle plongée dans le chaos ?

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 17:45, mis à jour hier à 18:56



«Chaque peuple dispose d'un stock de représentations qui lui permet de s'appropriier le réel et de construire ainsi sa relation profonde à l'histoire.» SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Dans son dernier essai, Stéphane Rozès voit dans l'accumulation des crises que traversent les sociétés occidentales une forme de chaos. Pour l'analyser, l'essayiste propose une grille de lecture se fondant sur l'imaginaire des peuples.

Stéphane Rozès est politologue spécialiste de l'opinion et ancien patron de l'institut de sondage CSA. Il enseigne par ailleurs à Sciences Po et vient de publier Chaos - essai sur les imaginaires des peuples (éd. du Cerf).

FIGAROVOX. - Votre essai s'intitule «Chaos». Sommes-nous en train d'entrer dans une période de chaos ?

Stéphane ROZÈS. - Le chaos est le mot qui définit au plus près ce à quoi nous sommes confrontés. De manière inégale et diverse selon les civilisations bien sûr. **Mais nous assistons en Occident à des phénomènes d'anomie d'une très rare et très haute intensité.** Les crises ne se succèdent mais elles se sédimentent, se coagulent même : **crise économique et financière , crise environnementale, crise migratoire , crises géopolitiques dont l'Ukraine n'est que l'un des aspects, le tout dans des sociétés occidentales qui se liquéfient et où certains repères mêmes anthropologiques sont collationnés par des revendications sociétales et des ruptures techniques.** La remise en cause des identités (sexuelles, nationales, etc.) comme les attaques dont le projet universaliste est l'objet sont **renforcées par le marketing néo-libéral qui s'accommode très bien des «sociétés liquides».**

La crise de l'énergie, qui fait suite à la crise du Covid, s'inscrit-elle dans ce chaos que vous décrivez ?

Elle constitue un marqueur de cette configuration ; en ce sens qu'elle est constitutive d'un **désalignement entre la représentation que la société se fait de l'État , sa capacité à se projeter dans la durée pour protéger et préparer l'avenir, et le fonctionnement d'un État qui n'est plus qu'une variable d'adaptation aux différentes logiques de globalisation.** La crise énergétique que nous connaissons résulte d'un double processus : le marché européen de l'énergie d'une part , le marché des idéologies ensuite et c'est bien ce dernier avec la pression des Verts qui a conduit aux

errements de ces dix dernières années . **Le chaos surgit lorsqu'à toute idée de durée se substitue le seul réflexe du court terme.** C'est ce qu'a parfaitement expliqué entre autres l'ancien haut-commissaire du CEA devant les parlementaires qui l'auditionnaient sur **les raisons expliquant notre perte de souveraineté énergétique.**

La question à laquelle je m'efforce de répondre au travers de ma grille de lecture est la suivante : comment nous faisons peuple ? Comment nous nous assemblons ? Quel est le plus petit dénominateur commun qui fait que nous allons « faire commun » ?

Stéphane Rozès

Votre grille de lecture apparaît particulièrement originale puisque vous vous fondez sur les imaginaires des peuples pour décrypter la situation. Pouvez-vous définir plus précisément cette grille d'analyse «imaginariste» ?

Ce qui m'a frappé dans mes activités de sondeur ce sont derrière les oscillations inévitables des opinions **les grandes permanences qui sont souvent les mobiles des peuples. Au fond ce que j'appelle «imaginaire» c'est d'abord le mobile inconscient qui explique la dynamique profonde des peuples dans l'histoire.** Chaque peuple en fin de compte dispose d'un stock de représentations qui lui permet de s'approprier le réel et de construire ainsi sa relation profonde à l'histoire. C'est bien évidemment cette dernière qui fonde nos structures mentales. La question à laquelle je m'efforce de répondre au travers de ma grille de lecture est la suivante : **comment nous faisons peuple ? Comment nous nous assemblons ? Quel est le plus petit dénominateur commun qui fait que nous allons «faire commun» ?** Dans notre imaginaire français si singulier l'étiage à partir duquel nous échafaudons notre imaginaire **c'est d'abord le politique. D'où vraiment cette déception encore plus forte ici qu'ailleurs vis-à-vis d'une notion qui suscite une attente telle qu'elle est l'objet de toutes nos promesses, de bien de nos histoires et de nombre de nos disputes.**

Ce dont vous parlez, n'est-ce pas tout simplement l'identité nationale, le patrimoine immatériel des nations ?

L'imaginaire introduit une plus grande mobilité , il dispose d'une certaine plasticité au regard des mouvements de l'histoire. Il s'en nourrit , il a une dimension sociologique qui va notamment expliquer qu'il ne peut être réduit à une conception essentialiste. **Pas de fixité dans les imaginaires , ils sont en mouvement car ils métabolisent les marches de l'histoire.** Leur régime est foncièrement d'historicité ; ils sont travaillés certes par des invariants, des *«structures élémentaires»* comme diraient les anthropologues, **mais ils ne vont se réciter de la même manière selon les époques.** La narration française a pris des formes différentes au cours de l'histoire : **Tocqueville a parfaitement montré que la coupure «Ancien régime/révolution» si elle objective un changement de forme du rapport à l'histoire n'en demeure pas moins rivée à des continuités.** L'imaginaire est un concept qui autorise à penser la continuité mais à la penser dans le mouvement.

Comment définiriez-vous l'imaginaire français ?

«Notre héritage n'est précédé d'aucun testament», écrivait **René Char.** L'imaginaire français c'est existentiellement se chercher un point d'appui pour se retrouver et se rassembler par-delà nos divergences. **Ce point d'appui c'est l'État qui dans les plis lointains et enfouis du passé ordonne la société.** L'État précède la Nation, ici, contrairement à l'Allemagne ou à l'Italie par exemple. **D'où l'importance encore une fois du politique.** Mais pourquoi le politique justement ? Parce que le **politique** c'est ce qui organise, qui nous projette , qui nous incite à **la maîtrise «des choses et de la nature» pour reprendre la formule cartésienne.** Cette fabrique de la rationalité, cette passion pour comprendre, expliquer et maîtriser explique la domination du politique comme fait historique et social majeur de notre histoire. **Le politique est l'instrument que nous nous choisissons pour nous projeter, nous protéger, et nous réunir.** Elle est l'expression de ce besoin de **maîtrise que nous n'envisageons que dans une forme d'universalité** - ce qui n'exclut pas des disputes incessantes , une forme de distance ironique au pouvoir dont la caricature est en France l'une des expressions.

Cette indexation de la France à l'universalité, Malraux la formule d'un trait de génie : *«La France n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle parlait à tous les hommes...»*

Dans ce moment de dérégulation, nombre de peuples ont la tentation du repli et du souci de leur imaginaire.

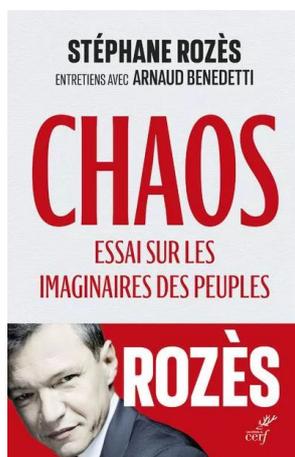
Stéphane Rozès

La dépression française, mais aussi occidentale, est selon vous liée au phénomène de la globalisation. Pourquoi ? En quoi la globalisation vient-elle percuter les imaginaires nationaux et en particulier l'imaginaire français ?

La globalisation est d'autant plus déstabilisatrice qu'elle cisaille le politique à la base puisqu'elle se nourrit d'une idéologie ontologiquement dérégulatrice, au travers du néolibéralisme. C'est l'idée de maîtrise qui est ici minée de l'intérieur. De l'intérieur car **les élites dirigeantes ont fait le choix de ce modèle ultra-libéral** auquel elles se sont ralliées depuis plus de quarante ans presque, **renonçant de la sorte à ce qui fait l'essence du pouvoir, son exercice à partir de la capacité à transcender le mouvement général du monde.** L'Occident en général et la France en particulier sont les espaces les plus bouleversés par cette marchandisation générale du monde car ils sont ceux qui ont aussi poussé le plus énergiquement la pensée rationnelle dont l'État est l'une des figures majeures. Dans ce moment de dérégulation, nombre de peuples ont la tentation du repli et du souci de leur imaginaire justement. **D'où entre autres ce que l'on appelle maladroitement les «populismes», désignation bien plus stigmatisante que scientifique.** **Le sommet de l'État en France relaie ce néolibéralisme qui est à l'opposé de notre imaginaire, de notre culture politique, de notre aptitude à nous projeter et à nous représenter l'avenir.** C'est cette contradiction qui fore toujours plus notre dépression nationale .

Comment sortir de ce chaos ?

Depuis la nuit des temps on n'a pas inventé d'autre levier pour se préserver et se perpétuer que le levier politique. **Ce retour du politique en France et en Europe est indissociable d'une reconquête par les peuples de leurs parts perdues de souveraineté.** C'est vrai en France et en Europe , à condition que l'on remette en marche le moteur universaliste qui n'est pas celui, éthéré de l'Union européenne, mais de la capacité à se projeter ensemble à partir de nos différences. L'Europe n'a de sens concret que si elle laisse vivre les imaginaires de chacun de nos peuples au travers des États-nation.



Chaos - essai sur les imaginaires des peuples, par Stéphane Rozès, éd. du Cerf, 2018 p., 20€. Editions du Cerf.

23 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/selenski-bei-biden-die-usa-retten-die-ukraine-und-damit-europa-ld.1718255>

KOMMENTAR

Amerika rettet die Ukraine – und damit auch Europa

Präsident Selenskis Empfang in den USA ist ein symbolstarkes Bild des Rückhalts, den die Ukraine in ihrem Abwehrkampf erhält. Doch das Land bekommt noch immer nicht genügend Unterstützung, vor allem aus Europa.

Andreas Rüesch

22.12.2022, 05.30 Uhr



Biden geleitet seinen ukrainischen Amtskollegen Selenski zum Oval Office. Erstmals seit Kriegsausbruch sehen sich die beiden Alliierten persönlich.

Andrew Harnik / AP

Wäre die Macht der Bilder die stärkste Waffe in diesem Krieg, so hätte Russland diesen längst verloren. Dem Helden-Empfang für den ukrainischen Präsidenten Selenski in Washington wohnt eine Symbolkraft inne, der die Moskauer Aggressoren nichts Vergleichbares entgegensetzen können. Mit seiner weiten Reise in die grosse Demokratie jenseits des Atlantiks demonstriert Selenski den Rückhalt bei der stärksten Militär- und Wirtschaftsmacht der Welt. Dieser Präsident, den die russische Führung einst als Witzfigur abtat und gleich zu Beginn ihres verbrecherischen Feldzugs liquidieren wollte, hält 300 Tage später dem Druck der Invasoren unvermindert stand und verkörpert dabei den Widerstandsgeist seines Volkes.

Putin – die Kontrastfigur

Sein Gegenspieler im Kreml hat die Waffe der Bilder nie auch nur annähernd so meisterhaft beherrscht. **Bringt Selenski in seinen Auftritten auch Qualitäten wie Menschlichkeit und Humor zum Ausdruck, wirkt Putin verbissen und distanziert. Zeigte sich Selenski am Dienstag unter dem Lärm von Granaten in der umkämpften Stadt Bachmut, so hat sich Putin noch nie an die Front zu seinen Soldaten begeben, die er wie Vieh zum Schlachthof schickt.** Selbst die russische Propaganda vermag Putin nur als Präsidenten zu inszenieren, der sich am liebsten in Konferenzräumen aufhält – allein oder, wie am Mittwoch, neben wenig inspirierenden Figuren wie dem stets verdriesslich dreinblickenden Generalstabschef Gerasimow.

Wenn der Kreml dem trostlosen Bild rund um den Krieg eine menschlichere Note verpassen möchte, geht es meistens schief. Als sich Putin jüngst vermeintlich mit besorgten Soldatenmüttern aus dem Volk traf, wurden diese alsbald als Statistinnen aus dem Umfeld des Regimes entlarvt. Blanken Zynismus verströmt ein neuer Werbefilm, der ökonomisch bedrängte Russen zum freiwilligen Kriegsdienst bewegen soll. Seine Botschaft lässt sich so zusammenfassen: Wenn du

einige Monate an die Front gehst, um Ukrainer zu töten, wirst du nachher deine Tochter mit einem neuen Smartphone beglücken können.

Aber die Macht der Bilder ist, auch wenn sie eine wichtige Rolle spielt, nicht der entscheidende Faktor im Krieg. Entscheiden werden die Waffen. Die Ukraine wird eine Niederlage in ihrem Abwehrkampf nur abwenden können, wenn sie mehr als bloss prestigeträchtige Empfänge und Worte der Aufmunterung erhält. Daher ist es ein erfreuliches Zeichen, dass die USA den Applaus für Selenski mit neuen Zusagen für Militär- und Wirtschaftshilfe verbinden.

Europa bleibt zurück

Das jüngste Paket umfasst erstmals auch ein Patriot-Flugabwehrsystem – eine hochmoderne Defensivwaffe, die etwas Linderung gegen den Terror der russischen Luftangriffe verspricht und zahlreichen Zivilisten das Leben retten wird. Hinzu kommt Präzisionsmunition für Artillerie und Flugzeuge, was die Wirksamkeit ukrainischer Gegenoffensiven erhöhen dürfte. **Die USA haben bisher Militärhilfe im Wert von rund 25 Milliarden Dollar geliefert oder zugesagt. Das ist mehr, als alle anderen Länder zusammen beitragen, und etwa doppelt so viel wie die gesamte Militärhilfe aus dem EU-Raum.**

Diese Relationen verdeutlichen, dass es nach zwei Weltkriegen und den Jugoslawienkriegen einmal mehr die Amerikaner sind, die in Europa die Kohlen aus dem Feuer holen. Dass sie der Barbarei eines Putin nicht einfach zuschauen, ist keineswegs selbstverständlich – sässe heute noch immer der Kreml-Bewunderer Trump im Weissen Haus, wäre Amerika kaum eine verlässliche Stütze der Ukrainer.

Energischer auf einen Sieg Kiews hinzuarbeiten, läge auch im Interesse der Europäer. Dabei führt an verstärkten Waffenlieferungen kein Weg vorbei. Es gilt aber auch, die Produktionskapazitäten der eigenen Rüstungsindustrie auszubauen, Transformatoren für das ukrainische Stromnetz zu liefern und das Land wirtschaftlich am Leben zu halten. **Das erfordert gewaltige Aufwendungen.** Aber sie verblässen im Vergleich zu den Kosten, die Europa auf Jahre hinaus zur Stärkung der eigenen Verteidigung schultern müsste, sollte Putins Kriegskurs auch nur teilweise Erfolg haben. **Selenski brachte dies in seiner Rede vor dem Kongress treffend zum Ausdruck: «Euer Geld ist keine wohltätige Spende. Es ist eine Investition in weltweite Sicherheit und Demokratie.»**

23 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/erleichterte-einbuengerung-was-progressiv-sein-soll-ist-naiv-ld.1718273>

KOMMENTAR

Schwyzer Avantgarde: Kein vernünftiges Land mit einem ausgebauten Sozialstaat verscherbelt sein Bürgerrecht

Der Ruf nach erleichterten Einbürgerungen gehört zu den Evergreens der linken Politik. Auch Deutschland will es den Ausländern einfacher machen. Aber wieso eigentlich? Was fortschrittlich sein soll, ist am Ende sogar schädlich.

Benedict Neff

23.12.2022, 05.30 Uhr



Illustration Simon Tanner / NZZ

In Schwyz, wo ich aufgewachsen bin, konnte man mit 18 Jahren mitbestimmen, wer Schweizer wird und wer nicht. Die Gemeinde schickte mit den Abstimmungsunterlagen immer auch kurze Lebensläufe. Ob Ivan Petrovic und Birte Rüdiger den Schweizer Pass erhalten sollen, wurde in Schwyz so behandelt wie die Schuldenbremse oder der Uno-Beitritt. Es waren politische Fragen. In ein viereckiges Feld konnte man «Ja» oder «Nein» schreiben oder gar nichts. Ich fand diese Praxis damals empörend, heute sehe ich es ein bisschen anders.

Im Jahr 2001, in dem ich zum ersten Mal abstimmen konnte, wurden 55 von 114 Gesuchen abgelehnt. Wer aus der Türkei kam oder aus Jugoslawien, hatte es schwer. Ihre Chancen an der Urne konnten sie mit dem Engagement im Fussballverein und mit Leserbriefen etwas verbessern. Im «Boten der Urschweiz» verbürgten sich jeweils einflussreiche Dorffiguren für ihre mustergültige Integration. Denn eine Einbürgerung war – wie jede andere Abstimmung auch – oft nur mit einer guten Kampagne zu gewinnen. Aber selbst dies reichte nicht immer.

2003 setzte das Bundesgericht dem Treiben ein Ende: Urnenabstimmungen über Einbürgerungen wurden verboten.

Viele Schwyzer zürnten dem Gericht, fühlten sich eines demokratischen Rechts beraubt. Mittlerweile behandelt in der Gemeinde eine Einbürgerungsbehörde die Anträge. Allerdings müssen die Gesuche immer noch im Amtsblatt publiziert werden. Die Bürger können schriftliche

Einwände machen, andernorts entscheidet die Gemeindeversammlung. Die Idee, dass Einbürgerungen nicht nur ein Verwaltungsakt, sondern eine öffentliche Angelegenheit sind, hat sich gehalten.

Kenntnisse zu «Ländler» als Voraussetzung

Bis heute ist der Kanton Schwyz für Ausländer ein hartes Pflaster geblieben. Wer Schweizer werden will, muss seine Integration in einem Test dokumentieren können, mündlich oder schriftlich. 2014 haben die Einsiedler einem emeritierten ETH-Professor den Pass verweigert. Der Amerikaner lebte zwar schon 39 Jahre in der Schweiz, aber er wusste nicht, wie viele Seen es im Kanton gibt. Auch über Freunde im Dorf hatte er kaum etwas Substanzielles zu berichten. Das gefiel den Einsiedlern nicht.

Für Schlagzeilen sorgte auch die Schwyzer Gemeinde Arth. Hier wurde 2017 einem Italiener, der damals seit 27 Jahren in der Schweiz lebte, die Einbürgerung verwehrt, weil er das Wort «Ländler» nicht kannte («Schwyzerörgeli» war ihm allerdings ein Begriff). Ebenfalls wusste er nicht, dass im nahen Tierpark Goldau Bären und Wölfe im selben Gehege leben. Schliesslich intervenierte das Bundesgericht und ordnete die Einbürgerung an.

Ein gesundes Gemeinwesen

Solche Entscheide sorgen jeweils für mediales Getöse. Schnell ist auch der Vorwurf des Rassismus und der Willkür da, manche Schweizer scheinen sich für ihre «rückständigen» Mitbürger zu schämen. Allerdings ist es deutlich komplizierter.

Als die Einsiedler zum Beispiel den amerikanischen Professor ablehnten, bürgerten sie gleichzeitig sechzehn Personen ein, die meisten von ihnen stammten aus Deutschland und dem Balkan. Die Herkunft des Professors hat beim Entscheid wohl kaum eine Rolle gespielt. Die Einsiedler dürfte eher die Arroganz geärgert haben, dass hier einer glaubte, den Pass einfach so zu bekommen. Die akademischen Meriten haben niemanden beeindruckt, im Gegenteil.

Einzelne Exzesse gibt es immer: Auskünfte über Tiergehege gehören bestimmt dazu. Allerdings zeigen die Einbürgerungs-Mikromanager in Schwyz vor allem, dass sie sich um das Wohl ihrer Gemeinde kümmern, dass es ihnen nicht egal ist, wer den Schweizer Pass und damit die gleichen Rechte erhält. Sie erwarten, dass sich Schweizer mit dem Land identifizieren, sich mit der Kultur auseinandersetzen. Dies spricht für ein gesundes Gemeinwesen.

Zu strenge und zu lasche Entscheide

Viele Journalisten und linke Politiker neigen dazu, die Mitsprache der Bevölkerung generell zu problematisieren. Je mehr die Einbürgerungen entpolitisiert werden, je mehr sie zu Verwaltungsakten werden, desto gerechter die Entscheide, so die Vorstellung. Wie die Kriterien für eine Einbürgerung zu streng ausgelegt werden können, können sie aber auch zu lasch interpretiert werden.

Wenn sich etwa ein Schweizer mit kosovarischen Wurzeln in einem Verfahren über Sozialhilfebetrug nur per Dolmetscher verständigen kann (es gab diesen Fall in Meilen 2011), ist

bei dessen Einbürgerungsprozess etwas schiefgegangen. Nicht nur eine Gemeindeversammlung kann politisch entscheiden, auch Beamte tun es zuweilen. Auch sie nutzen Spielräume, lassen sich von Sympathien leiten, drücken ein Auge zu. Wer glaubt, eine Behörde würde weniger Fehler machen als eine Gemeindeversammlung, der könnte sich täuschen.

Der Pass muss verdient werden

Dass heute nicht mehr brieflich über Einbürgerungen abgestimmt werden kann, ist trotzdem richtig. Damals war es zu einfach, anonym und oft allein basierend auf Vorurteilen Menschen den Pass zu verweigern. Das war auch der Grund meiner damaligen Empörung. Die Gemeinde benutzte die Abstimmungen, um ihren Unmut über die Zuwanderung zu äussern: Ex-Jugoslawen wurden oft einzig deshalb nicht eingebürgert, weil sie Ex-Jugoslawen waren. Manchmal kannte man die Familien, weil ihre Kinder zur gleichen Schule gingen. Man wusste, dass sie integriert waren.

Trotzdem sehe ich die verhältnismässig hohen Hürden in der Schweiz positiv. Von Bewerbern wird ein ernsthaftes Interesse erwartet. Integration ist nicht einfach eine leere politische Hülse, sie ist die Bedingung für den Schweizer Pass. Sie muss mit Sprachkenntnissen und Engagement dokumentiert werden können. Der Wissenstest geht weit darüber hinaus, was die meisten aus der autochthonen Bevölkerung über ihr Land wissen.

Die Schweiz signalisiert damit: Dieser Pass wird nicht verschenkt, er muss verdient werden. Diese Leistungsorientiertheit und auch der Stolz, den viele Gemeinden mit dem Bürgerrecht verbinden, irritiert vor allem die Linken. 2021 versuchten die Sozialdemokraten durchzusetzen, dass in der Schweiz geborene Ausländer automatisch die Staatsbürgerschaft erhalten sollen. Im März dieses Jahres lancierten die Grünliberalen einen Vorstoss, damit das Schweizer Bürgerrecht schon nach sieben anstatt zehn Jahren beantragt werden könnte. Beide Vorhaben scheiterten. Aber sie zeigen, worauf die Linke zielt: Von Ausländern soll weniger als bisher gefordert werden. Im Gegenzug hofft man, das Vorschuss-Vertrauen werde mit Integration belohnt.

Zweifel am Nationalstaat

Wer es im Zweifel mit der Integration nicht so ernst nimmt, gilt als progressiv. Als rückständig, wer ein klares Bekenntnis zum Gemeinwesen fordert. Das dürfte auch damit zu tun haben, dass viele Linke mit dem Nationalstaat fremdeln, dass sie ihn als eine Peinlichkeit empfinden, die es zu überwinden gilt. Wenn wir dereinst eh alle in einer friedlichen, globalen und grenzenlosen Gemeinschaft zusammenleben, kann man die Pässe auch heute schon verramschen.

Nicht nur in der Schweiz stellt sich immer wieder die Frage, wie hart oder weich die Kriterien für den Pass sein sollen. In Deutschland wollen nun auch die Sozialdemokraten «den letzten Staub der Kaiserzeit aus dem Einbürgerungsrecht» klopfen. Geht es nach dem Willen der SPD und ihres Kanzlers, so soll die Bedingung, mindestens acht Jahre in Deutschland zu leben, auf fünf Jahre reduziert werden. Eine doppelte Staatsbürgerschaft soll möglich werden. Und wer über 67 ist und immer noch nicht deutsch kann, soll den Pass trotzdem erhalten dürfen.

Ernüchterung eines Migrationsforschers

Was fortschrittlich sein soll, ist naiv und am Ende sogar schädlich. Der niederländische Migrationsforscher Ruud Koopmans war im Jahr 2002 angetreten, um die Überlegenheit der

niederländischen Integrationspolitik gegenüber der deutschen in einer Studie zu demonstrieren. Sein Heimatland vertrat eine Multikulti-Politik: Ausländer wurden schnell eingebürgert, Sprachanforderungen gab es kaum, die doppelte Staatsbürgerschaft war erlaubt, Ausländer hatten das kommunale Wahlrecht. Demgegenüber wirkte Deutschland wie eine Steinzeitnation.

Die Ergebnisse verblüfften Koopmans allerdings. In den Niederlanden war die Arbeitslosigkeit unter Zuwanderern viel höher als in Deutschland, noch drastischer war die Diskrepanz bei der Abhängigkeit von Sozialhilfe.

Die Quote der Erwerbstätigen war unter den Deutschtürken deutlich höher als unter den niederländischen Türken. Und dies obwohl fast alle Türken in der Niederlande sowohl die türkische als auch die niederländische Staatsbürgerschaft besaßen. Umso mehr wundert sich der Forscher in seinem Artikel in der «FAZ» von 2017 darüber, dass Forderungen an Zuwanderer immer noch als «Integrationsbarrieren» behandelt werden.

Die Avantgardisten

Mattias Tesfaye, ehemaliger Integrationsminister von Dänemark, Sozialdemokrat und Sohn eines äthiopischen Flüchtlings, sagte in einem Interview mit der NZZ, er wisse, dass manche Länder die Staatsbürgerschaft als Motivation nutzen wollten, damit sich Menschen integrieren. Dies sei aber der falsche Weg. «Die Staatsbürgerschaft sollte am Ende des Weges stehen, nicht am Anfang», so Tesfaye. Im Wesentlichen entspricht dies, trotz den rituellen Anfechtungen von Links, auch dem Schweizer Modell.

Wer glaubt, das Zusammenleben werde schöner, friedlicher und inniger, wenn erst die Erwartungen an die ausländischen Mitbürger gesenkt werden, der irrt. Kein vernünftiges modernes Land mit einem ausgebauten Sozialstaat sollte auf die Idee kommen, sein Bürgerrecht zu verscherbeln. Modelle, die darauf abzielen, dass sich Menschen assimilieren und das Identitätsangebot eines Landes annehmen, sind erfolgreicher. Im Grunde ist in der Schweiz das geforderte Sprachniveau B1 für eine Einbürgerung schon zu gnädig.

Und hier ist man wieder bei den Schwyzern, die wieder ein bisschen pingeliger sind: bei denen im Deutsch mündlich das Niveau B2 verlangt wird, bei denen Bewerber um den Schweizer Pass eine Charta unterzeichnen müssen, in der sie die demokratische und rechtsstaatliche Grundordnung der Schweiz anerkennen. Die Konservativen sind bei der Einbürgerungsfrage die Avantgardisten. In vielen Parteibüros, Ämtern und Redaktionen hat man das allerdings noch nicht begriffen.

23 décembre (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/the-gop-loses-the-plot-on-ukraine-volodymyr-zelensky-congress-aid-josh-hawley-kevin-mccarthy-11671749750?mod=hp_opin_pos_5#cxrecs_s

Republicans Lose the Plot on the Ukraine-Russia War

The benefits of helping Kyiv defeat Putin far outweigh the costs.

By [The Editorial Board](#) Follow

Updated Dec. 22, 2022 6:48 pm ET



Vice President Kamala Harris (L) and Speaker of the House Nancy Pelosi (D-CA) listen to President of Ukraine Volodymyr Zelensky addresses a joint meeting of Congress on December 21.

PHOTO: CHIP SOMODEVILLA/GETTY IMAGES

American support for Ukraine is “not charity,” Volodymyr Zelensky told Congress Wednesday night, and to put the return-on-investment plainly: U.S. aid is helping to degrade an enemy military without the death of a single American in uniform. The question is what some Republicans are thinking as they spent Thursday portraying Ukraine’s President as a grifter.

GOP leader Kevin McCarthy has said he doesn’t support “a blank check” for Ukraine, as if anyone does, and concerns over how the money is spent are now a central GOP objection. Sen. Josh Hawley skipped Mr. Zelensky’s speech and told reporters he didn’t go “because I didn’t want to be part of the photo-op asking for more money from the United States government when they haven’t given us a single piece of accounting on anything they spent.”

Congress’s spending bill includes about \$45 billion in security and economic assistance for Ukraine, and that could put the total north of \$100 billion. But plenty of the cash is flowing to core *American* priorities: almost \$12 billion in the latest round is for replenishing U.S. weapons stocks, and nearly \$7 billion for U.S. troops in Europe.

It’s important to be “good stewards of taxpayer money,” as Ohio Sen. Rob Portman put it this week, noting the World Bank provides reports and audits. The Pentagon inspector general told [Congress](#) in June the office is “fully engaged in ensuring comprehensive oversight of funds appropriated for assistance to the government of Ukraine.” The State Department IG in

September announced an audit of humanitarian assistance. The spending bill requires “end-use” reporting on U.S. military equipment. Congress can add to the list.

But war is destructive and some waste is inevitable, as the Pentagon regularly proves. One concern has been keeping the best U.S. weapons out of Russian hands, and the Ukrainians have so far been judicious users of the equipment. The humanitarian and economic assistance will certainly feature some lost or misused money, as all U.S. aid programs do.

Yet these costs are dwarfed by the benefits. Economist Timothy Ash [wrote in November](#) that Ukraine aid is “an incredibly cost-effective investment,” burning up Russia’s military power for a single-digit share of the Pentagon’s annual budget, though Moscow is one of America’s most formidable adversaries.

Wars are also, in Mr. Ash’s words, “shop windows for defense manufacturers.” Any country browsing a Russian tank or air-defense catalogue is having second thoughts and will want to buy American.

Many of the same Republicans sneering at Mr. Zelensky will claim the U.S. needs to abandon Ukraine to focus on China. But Beijing and Moscow are working together to undermine the West. The best step the U.S. could take to deter another assault like Mr. Putin’s is delivering to Ukraine more of the best long-range weapons, aircraft, missiles, tanks and other tools it needs to defeat the invasion.

23 décembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/12/23/446574-le-syndicalisme-liberal-francais-vient-de-naître-enfin>

23 décembre 2022

Le syndicalisme libéral français vient de naître : enfin !

Jacques Garello

Je crois qu'il est temps de se réjouir de l'émergence de ce syndicalisme en rupture avec la logique collectiviste des partenaires sociaux.

Je crains que les Français n'aient pas bien compris ce qui s'est passé au cours de cette grève des contrôleurs de la SNCF. La rumeur publique évoque un scandale, un chantage, des centaines de voyageurs pris en otages, la désorganisation généralisée, le gouvernement impuissant : tout cela n'est que l'écume de la vague.

Je professe un **libéralisme** absolu, celui qui ne s'accommode pas des combinaisons politiques ni des mots d'ordre venus d'en haut. Donc, je vous engage à mesurer à sa pleine valeur l'innovation institutionnelle qui s'est produite dans notre pays et nul doute que la **France** sera donnée bientôt en exemple dans tous les pays libres.

Comme dans certains autres pays, nous avons le privilège d'avoir des syndicats révolutionnaires dont la doctrine est la destruction du système capitaliste coupable d'exploitation des travailleurs par leurs employeurs. Chaque fois qu'un mot d'ordre de grève s'annonçait, on savait qui viser : Martinez et la **CGT**, avec Sud Rail pour appoint.

Or, voici que les syndicats habituellement incriminés n'ont pas donné un ordre de grève. Ils ont laissé la grève entre les mains des contrôleurs. Désormais ce sont les individus qui prennent les responsabilités et non pas les syndicats irresponsables. Le conflit du travail échappe donc à la logique **collectiviste** et il est revenu là où il n'aurait jamais dû cesser : au niveau des individus. Le principe libéral de la subsidiarité est parfaitement respecté : la décision appartient à celui qui en est le premier concerné, à celui qui a la compétence et l'information. Le contrôleur n'est-il pas le plus qualifié pour savoir si le train doit partir ou non ?

C'est sur le quai, au tout dernier moment, que l'on saura si le contrôleur donnera ou refusera le départ. Cette souveraineté et cette responsabilité sont d'ailleurs reconnues par l'employeur : la SNCF ne peut laisser partir un train sans contrôleur. La présence du contrôleur dans le train ne se limite pas à vérifier la validité des titres de transport, il est le vrai capitaine de la nef sur rail. C'en est au point que la SNCF prendra en charge financière les dommages et retards subis par les candidats au voyage.

Ce sacrifice (à charge supplémentaire du contribuable) démontre bien que le transport ferroviaire ne peut se concevoir simplement à partir de rails, de catenaires, de rames, de sièges, de compartiments. Il y a un élément humain indispensable. Or, le libéralisme est un humanisme.

Je reviens maintenant aux syndicats, volontairement absents de l'affaire. Il ne fait aucun doute qu'il y a un problème de représentativité pour ces syndicats, y compris pour la CGT. L'affaire des contrôleurs nous enseigne aussi que les syndicats ne peuvent prétendre être représentatifs de tout le personnel et surtout des contrôleurs : qui contrôle les contrôleurs ? *Quis custodiet custiodes ipsos ?* Je trouve très réaliste de la part des syndicats de renoncer à décréter une grève dont ils savent qu'elle sera impopulaire et de nature à compromettre leur mission.

En effet les syndicats français ont encore aujourd'hui une mission : ce sont des partenaires sociaux. Cela veut dire qu'ils sont les seuls interlocuteurs de la classe politique mais aussi de leur employeur. La CGT et Sud Rail sont ceux qui ont pour rôle de dialoguer avec la SNCF, leur employeur. De façon plus générale la France se vante d'avoir le syndicalisme le plus ouvert, le plus transparent (y compris du point de vue de son financement). N'ont-ils pas en face d'eux des syndicats patronaux puissants, la

reconquête sociale n'est-elle pas possible sans la pression continue entre partenaires sociaux, avec éventuellement le recours salutaire à l'État ? La CGT est à la tête de la croisade anti-patronale, elle a heureusement neutralisé un Medef dont on sait que le dialogue est la règle d'or et qui a tellement fait pour préserver la compétitivité des entreprises françaises.

Oui, je crois qu'il est temps de se réjouir de l'émergence de ce syndicalisme en rupture avec la logique collectiviste des partenaires sociaux. Une saine division du travail a finalement pu s'organiser : aux syndicats le partenariat social et les trains seront en grève générale mais ordonnée, au personnel le pouvoir dans l'entreprise, et les trains seront en grève ponctuelle et aléatoire.

23 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/hoersaal/deutsche-hochschulen-rund-ein-viertel-der-professuren-von-frauen-besetzt-18552179.html>

DEUTSCHE HOCHSCHULEN:

Nur ein Viertel der Professuren von Frauen besetzt

AKTUALISIERT AM 22.12.2022-09:24



Etwas mehr Frauen als Männer studierten zuletzt im ersten Semester an deutschen Hochschulen. Nicht nur mit Blick auf Professuren sieht es an der Uni aber ganz anders aus.

In akademischen Spitzenpositionen sind Frauen weiter deutlich unterrepräsentiert. Wie das **Statistische Bundesamt** am Donnerstag in Wiesbaden mitteilte, war im Jahr 2021 nur gut jede vierte hauptberufliche Professur (27 Prozent) an den Hochschulen in Deutschland mit einer Frau besetzt. 2020 seien es 26 Prozent gewesen.

Dabei sind Frauen zu Beginn der akademischen Laufbahn noch überproportional vertreten. **So waren den Statistikern zufolge im Wintersemester 2021/2022 über die Hälfte (52 Prozent) der Studierenden im ersten Semester Frauen.** Bei den erfolgreich abgeschlossenen Hochschulprüfungen (ohne Promotionen) lag der Frauenanteil im Prüfungsjahr 2021 sogar bei 53 Prozent.

Frauenanteil bei Promotionen 46 Prozent

In den weiteren Stadien der akademischen Laufbahn sind Frauen zunehmend unterrepräsentiert. Bei abgeschlossenen Promotionen lag der Frauenanteil 2021 insgesamt bei 46 Prozent. In der Fächergruppe Kunst, Kunstwissenschaft war er mit 69 Prozent am höchsten, in der Fächergruppe Ingenieurwissenschaften mit 19 Prozent am geringsten. Bei abgeschlossenen Habilitationen betrug der Frauenanteil 34 Prozent.

Am niedrigsten war er mit 27 Prozent bei den hauptberuflichen Professuren, auch wenn er sich in den vergangenen Jahren erhöht hat: Im Jahr 2011 hatte er noch bei 20 Prozent gelegen. **Den höchsten Frauenanteil hatten im vergangenen Jahr Professuren in der Fächergruppe Geisteswissenschaften mit 42 Prozent. Am niedrigsten war der Frauenanteil in der Fächergruppe Ingenieurwissenschaften mit 15 Prozent.**

23 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/munich-re-chef-torsten-jeworrek-macht-sich-fuer-strom-aus-der-wueste-stark-18553375.html?premium>

MUNICH-RE-CHEF JEWORREK:

Strom aus der Wüste? – „Unbedingt!“

VON [HENNING PEITSMEIER](#), MÜNCHEN

-AKTUALISIERT AM 23.12.2022-06:37



Strom aus der Wüste: Solaranlage in Marokko Bild: dpa

Mit Solarstrom aus der Sahara ließen sich die Energiekrise und der Klimawandel meistern, sagt der Vorstand des Rückversicherers Munich Re im Interview. Torsten Jeworrek erklärt aber auch: Dafür brauche es mehrere europäische Partner.

Herr Jeworrek, überall in der Welt gibt es immer mehr Naturkatastrophen in immer kürzerer Zeit. Ist das die logische Folge des [Klimawandels](#)?

Für die wetterbedingten Naturgefahren kann man das insgesamt so sagen, wenn auch nicht auf jedes einzelne Ereignis bezogen. Wichtig sind vor allem sich ändernde Risiken, zum Beispiel bei Hagel- und Gewitterereignissen oder Waldbränden in den USA, die man in der Schwere und Häufigkeit so nicht erwartet hat.

Die Schäden nehmen so oder so zu, auch für einen Rückversicherer wie die [Munich Re](#).

Was aber auch daran liegt, dass in den gefährdeten Regionen mehr Häuser gebaut werden und mehr Werte versichert sind. Typisch dafür sind die Hurrikane, die an den amerikanischen Küsten auf Land treffen. Ein einzelner starker Hurrikan wie Ian, der im Oktober über die Küste Floridas fegte, reicht für immense Schäden. Dabei sorgt der Klimawandel nicht für mehr Hurrikane. Es ist aber ein anderes Muster zu erkennen: Wenn Hurrikane entstehen, sind sie häufiger sehr schwer, also besonders starke Stürme mit extremen Niederschlägen.

Die Munich Re analysiert das Verhältnis von Klima, Naturkatastrophen und Schäden seit den 1980er-Jahren, sie betreibt die weltweit größte Schadendatenbank. Trotzdem werden Sie immer wieder überrascht, wie etwa von der Flutkatastrophe im Ahrtal?

Europäische Winterstürme oder Taifune in Asien sind bekannte Phänomene und gut modellierbar. Und selbst das Hochwasser im Ahrtal war aufgrund der Großwetterlage und der Geologie keine Überraschung, wohl aber sein Ausmaß. Wir als Versicherer passen unsere Modelle permanent an, um das Risiko zum aktuellen Zeitpunkt korrekt zu messen.

Also von der Versicherungsseite haben Sie den Klimawandel im Griff?

Im Prinzip schon, aber das ist nur die halbe Antwort. Wir laufen in die Gefahr, dass die Versicherung in manchen Regionen so teuer wird, dass sie sich viele Menschen nicht mehr leisten können. Einige Küstenregionen in Florida sind schon heute faktisch nicht mehr versichert.



Torsten Jeworrek :Bild: Imago

Ist der Klimawandel das derzeit dringendste Problem der Menschheit?

Das wage ich nicht zu beurteilen, schon gar nicht im Kontext eines Krieges, wie wir ihn in der Ukraine sehen. Aber langfristig ist der Klimawandel eines der gravierendsten und drängendsten Probleme. Er betrifft uns als Rückversicherer, der einen großen Anteil der weltweiten Naturkatastrophenrisiken in seinen Büchern hat, genauso wie die Gesellschaft. Wir haben das gleiche Interesse, und wir müssen alles tun, um auf den 1,5-Grad-Klimapfad von Paris zu kommen.

Haben Sie Verständnis für die Klimaaktivisten, die sich auf Straßen und an Kunstwerke kleben?

Nein, der Zweck heiligt nicht die Mittel, und wer gegen Gesetze verstößt, muss bestraft werden. Die Proteste tun auch dem Zweck nicht gut. Denn in einer Demokratie muss man die Mehrheit der Bevölkerung mitnehmen. Ich bin davon überzeugt, dass viel mehr Innovationen und technischer Fortschritt nötig sind, um den Klimawandel zu bekämpfen.

Was unternimmt die Munich Re gegen den Klimawandel?

Wir beschäftigen uns damit ja schon lange und haben bereits 1974 mit der Klimaforschung begonnen, als man noch dafür belächelt wurde. Im Prinzip haben wir drei Pfeiler. Zum einen sorgen wir dafür, dass unser eigener Betrieb klimaneutral wird, was zugegeben als Versicherer ohne große Produktion einfacher ist als bei einem Chemieunternehmen oder Zementhersteller. Zum anderen investieren wir in erneuerbare Energien mit Windparks und Solaranlagen in Deutschland, Spanien oder Italien. Und als Versicherer bieten wir Betreibern neue Produkte wie Performance-Garantien an, die beispielsweise die Leistungsfähigkeit von Photovoltaik- und Windkraftanlagen über 20 Jahre und mehr absichern. Zudem wollen wir uns nicht mehr in den fossilen Energieträgern engagieren, weder in der Versicherung noch in der Kapitalanlage. Das gilt für die Kohle schon jetzt, zunehmend aber auch für Öl und Gas.

Vor gut zwölf Jahren wollte die Munich Re Wegbereiter für **das Desertec-Projekt** sein. **Wäre es heute nicht an der Zeit, Wind- und Solarstrom aus der Sahara nach Europa zu holen?**

Unbedingt! Die Idee von Desertec müsste man wiederbeleben. Natürlich müssen wir aktuell eine durch Russland erzeugte Notsituation überwinden, müssen schauen, wie wir über diesen und den nächsten Winter kommen. **Aber wenn wir parallel nicht anfangen, groß zu denken, dann kommen wir nie aus dem Krisenmodus heraus. Wenn Europa etwas gegen den Klimawandel tun und gleichzeitig energiepolitisch unabhängiger werden will, dann sollte es eine Idee wie Desertec wieder auf die Agenda holen.**

Was würde das bedeuten?

Wir könnten sofort in Solar- und Windkraftwerke investieren, in der Sahara, aber vor allem in einem gesamteuropäischen Verbund. Wo sie errichtet werden können, das zeigen die zwei Standortkonzepte „Getting started“ der damals von uns mitgegründeten Gesellschaft Dii, der rund 20 Unternehmen aus der Energie-, Finanz- und Technologiebranche angehörten. So ein überregionaler Ansatz, in dem die besten Standorte für Wind und Sonne genutzt werden, würde auch helfen, sogenannte Dunkelflauten zu vermeiden. **Um das Desertec-Vorhaben umzusetzen, wäre ein Konzept der „Willigen“ nötig, also sechs, sieben oder acht Länder in Europa.**

Derzeit scheint sich schon in der Bundesregierung niemand mehr an Desertec zu erinnern.

Das weiß ich nicht. Es gab zumindest keine Wiederaufnahme des Projekts. **Stattdessen bemüht sich die Regierung um Kooperationen mit Qatar oder Namibia.** Das sind aber nur Einzelinitiativen. Wer fachlich nachdenkt und rational handelt, der müsste etwas wie Desertec verwirklichen. Leider verliert sich die Politik in Deutschland und Europa zu schnell im Klein-Klein und in Partikularinteressen.

Wieso ist Desertec letztlich gescheitert?

Die wirtschaftlichen Konzepte lagen vor, aber **letztlich ist Desertec politisch gescheitert.** Die Dii-Repräsentanten sind in Europa von Land zu Land gereist, um politisches Buy-In zu kriegen. Das war abstrakt immer positiv, ist faktisch aber ins Leere gelaufen. **Frankreich hatte seinen Atomstrom, Spanien wollte Strom lieber nach Marokko exportieren, als von dort zu importieren, Deutschland hat sich politisch zurückgezogen, und dann wurde irgendwann der Stecker gezogen.**

„Neugier und Bereitschaft für Veränderung“

Torsten Jeworrek hat 33 Jahre für die Munich Re gearbeitet, davon fast 20 Jahre als Vorstand des Rückversicherers. Zum Jahresende übergibt der 61 Jahre alte Manager den Posten an seinen vier Jahre jüngeren Nachfolger Thomas Blunck. Jeworrek wuchs in der damaligen DDR auf, studierte Mathematik an der Universität Magdeburg und heuerte direkt nach der Wende bei der Münchener Rück an, zunächst als Underwriter in der Abteilung Vertrag Feuer. „Neugier und Bereitschaft für Veränderung waren mir bei Munich Re immer wichtig, und das kann ich privat wunderbar fortsetzen“, sagt Jeworrek zu seinem Abschied. Künftig widmet er sich zwei Beratertätigkeiten, die eng mit Zukunftsthemen verknüpft sind, und zwar in den Bereichen Klimasysteme und Quantencomputer. „Bei letzterem verstehe ich die Mathematik ganz gut.“

23 décembre (FAZ)

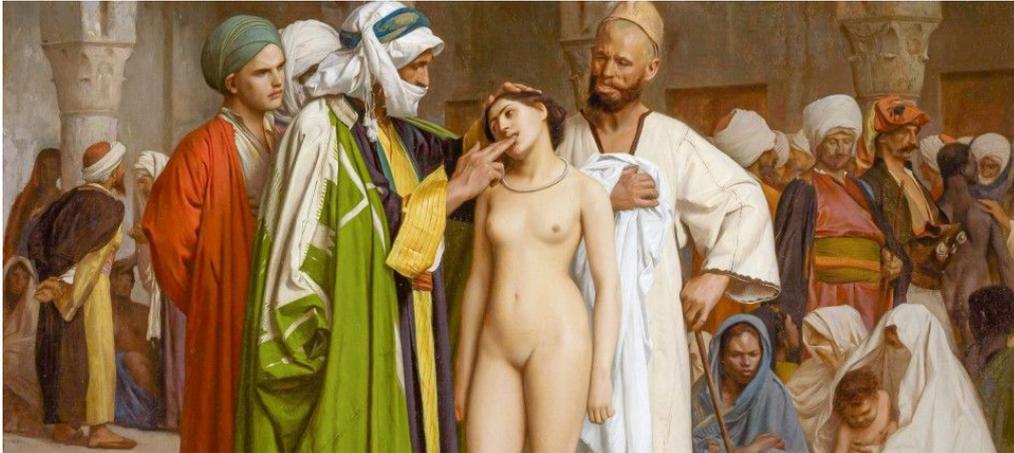
<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/kolonialismus-egon-flaig-antwortet-auf-rebekka-habermas-18458368.html?premium>

KOLONIALISMUSDEBATTE:

Wie hält es die Historie mit der historischen Wahrheit?

VON EGON FLAIG

-AKTUALISIERT AM 14.11.2022-07:54



So stellte sich das Abendland den Sex- und Menschenhandel in der arabischen Welt vor: Jean-Léon Gérômes Gemälde „Sklavenmarkt“ von 1866 Bild: Mauritius

Wenn Historiker in öffentlichen Debatten den Forschungsstand einfach ignorieren, dann ist das eine beunruhigende Aussage über den Zustand ihres Fachs. Eine Replik auf Rebekka Habermas.

Gegen meinen Aufsatz „Schuldig gesprochene Vergangenheit“ hat Rebekka Habermas, Historikerin an der [Universität Göttingen](#), in der „Zeit“ vom 27. Oktober Einspruch erhoben. Mein Thema, eine Kritik des Begriffs „Historische Gerechtigkeit“, ignoriert sie. Das Geschlängel ihrer Widerworte rät mir von einer Antwort ab. Nicht schweigen kann ein Historiker freilich zu zwei Behauptungen. Erstens leugnet Rebekka Habermas, dass die Abolition der Sklaverei eine europäische Errungenschaft ist. Sie nennt diese „die sogenannte Sklavenbefreiung“. Doch die Abolition kann nur leugnen, wer sämtliche Formen von Unfreiheit für Sklaverei hält – von der Schuldknechtschaft über die Leibeigenschaft bis zur Zwangsprostitution – gegen alle Regeln soziologischer Kategorienbildung und mit grotesker historischer Entdifferenzierung.

Meine Kritikerin übergeht die maßgeblichen Studien von Seymour Drescher (2009), Olivier Pétré-Grenouilleau (2017) und anderen, welche den Charakter dieser „abolitionistischen Revolution“ nochmals erörtert haben, eine Revolution, die einen tiefen Bruch in der Weltgeschichte darstellen dürfte. Wie kann eine Historikerin diesen dokumentierten und erforschten Sachverhalt bestreiten? Zweitens behauptet sie, dass die Sklaverei „durch die Europäer in Afrika eingeführt wurde“. Sie ignoriert also Claude Meillassoux ebenso wie Malek Chebel und wischt die Forschung zur afrikanischen Sklaverei vom Tisch. Wie kann eine Historikerin eine solche Unwahrheit propagieren? Kurzum, es fragt sich, wie fake history in der Geschichtswissenschaft hoffähig geworden ist.

Keine Republik erträgt zu viel Verlogenheit

Historische Wahrheiten sind jederzeit und allerorten bestritten worden. Naives Bestreiten gehört zur kollektiven Identitätskonstitution; diese erheischt, dass man die Narrative der „anderen“ als interessengeleitet und unwahr abtut. Auf dem intellektuellen Feld hingegen walten notwendigerweise die Wahrheitskriterien der Wissenschaft. Bewahrheitete Sachverhalte zu bestreiten, sie also zu

leugnen, ist ein diskursives Handeln eigener Art. Unter den vielen Formen des Lügens wird man für Notlügen immer wieder Verständnis aufbringen, nicht aber für die Pflichtlügen von Politikern. Keine Republik mit zivischer Partizipation erträgt zu viel Verlogenheit, denn diese entkräftet das Band zwischen dem öffentlichen Wort und der Rechenschaft, zu der es verpflichtet, jenes Band, welches Kant für unabdingbar hält, damit die Öffentlichkeit als Forum der Vernunft fungieren kann, jene Öffentlichkeit, in welcher nach [Hannah Arendt](#) das verantwortete Wort frei sein muss, damit Demokratien bestehen bleiben. Das Leugnen von historischen Tatsachen ist etwas wesentlich anderes. Es annulliert die Kriterien des Bewahrheitens und negiert die verbindlichen Regeln der globalen Mittelbarkeit von Wissen, Erfahrung und Argumenten. Aber was hat das mit Geschichtswissenschaft zu tun?

Beginnen wir mit einer Trennlinie, die der Althistoriker Alfred Heuß 1959 in seinem Traktat „Der Verlust der Geschichte“ scharf gezogen hat: Geschichtswissenschaft ist etwas anderes als kollektive Erinnerung. Diese – die Memorialtheorie Jan Assmanns bevorzugt das Wort „kulturelles Gedächtnis“ – ist immer das partikulare Gedächtnis von Gruppen, Gemeinschaften und Völkern; es ist bezogen auf eine konkrete Identität. Es dient der kulturellen Orientierung; es stabilisiert Normen und Erwartungen; und es hilft vor allem, die uns umgebenden Dinge zu bewerten. Es ist konnektiv; es integriert die Individuen in die Sozialdimension und in die Zeitdimension. Dieser Zusammenhalt benötigt eine fundierende Erzählung; Israel benötigt den Exodus aus Ägypten, die Schweiz den Rütlichschwur, das revolutionäre Frankreich den Sturm auf die Bastille.

Historie hat sich abgelöst von partikularen Interessen

Ob solche Narrative historisch wahr sind oder nicht, berührt nicht ihre fundierende Funktion, brems nicht ihre „Mythomotorik“ (Jan Assmann). Solche memorialen Haltepunkte sind identitätskonstitutiv, verlangen unbefragte Geltung, werden daher tendenziell sakralisiert. Das kollektive Gedächtnis dient mithin dem Leben von Gemeinschaften. Ebendas tut die Geschichte als Wissenschaft nicht. Sie strebt nach Erkenntnissen. Nur wenn diese sich vereinbaren lassen mit der Memorialkultur, nur dann vermag sie zur Orientierung beizutragen. Als Wissenschaft unterwirft sie sich dem Zwang zur Bewahrheitung.

Die Historie hat sich abgelöst von den Interessen der Nationen, bestimmter sozialer Klassen, Religionen, Geschlechter, Ethnien; und darum ist es möglich, sie entlang relativ autonomisierter Regeln und Fragen als Disziplin zu betreiben. Als solche kann sie keinem kulturellen Gedächtnis mehr gehorchen. Zwar kann es durchaus parteiliche Historie geben; denn notwendigerweise nimmt ein Historiker einen Standpunkt ein. Doch selbst der parteilichste Historiker wird, wenn er sich an die Regeln seines Handwerks hält, genötigt sein, vieles für falsch zu halten, von dem er wünschte, es wäre wahr. Und er wird vieles für wahr anerkennen, obwohl es ihm nicht behagt. Er wird regelmäßig genötigt, sich gegen das kollektive Gedächtnis von Gruppierungen zu stellen, mit denen er sympathisiert, ja sogar den Mythen seiner eigenen Gemeinschaft zu widersprechen.

Diese Verweigerung hat Nietzsche 1874 in seiner „Zweiten unzeitgemäßen Betrachtung“ herausgearbeitet: Als Wissenschaft diene die Historie dem Leben nicht und sei rundheraus zu verwerfen. In der Tat: Sie muss die orientierenden Mythen immer wieder destruieren, die Mythisierungen rückgängig machen und gegen „das Leben“ anschreiben. Das brachte Alfred Heuß 1959 in die griffige Formel, wonach die historische Wissenschaft „die Erinnerung vernichtet“, sich aber vergebens an deren Stelle setzen will, weil sie als solche eben nicht orientieren kann.

Feststellung einer Tatsache ist etwas anderes als ihre Bewertung

Im selben Sinne erklärte Pierre Nora 1984 in dem gigantischen Werk über die „Gedächtnisorte“ Frankreichs, die „Histoire“ zerstöre das Gedenken („mémoire“) aller Gruppen, Hand in Hand mit den Massenmedien; und er stellte die Historie unter Anklage wegen Mordes am Spontanen und am Leben überhaupt. Damals hatte Nora noch nicht gewahrt, wie allerorten Gedächtniskollektive aus dem Boden

schossen und wie in der sogenannten Dritten Welt Memorialkulturen von einer Intensität heranwachsen, an denen Nietzsche seine Freude gehabt hätte.

Als 1986 der „Historikerstreit“ in der Bundesrepublik ausbrach, verlief die Frontlinie bereits entlang der von Nora formulierten Opposition von „histoire“ und „mémoire“. Der im Nachhinein maßvoll anmutende Ton in Ernst Noltes Erwidern erklärt sich daraus, dass dieser sich in eine fachwissenschaftliche Diskussion verwickelt glaubte; er blieb sachbezogen. Sein Kontrahent, der Sozialphilosoph [Jürgen Habermas](#), verlangte, dass ein gedächtnispolitisch erzeugtes Bild von der Vergangenheit öffentlich zu gelten habe, unbehelligt von verstörenden Fragen aus der Fachdisziplin. Somit prallten zwei „völlig entgegengesetzte Wissenschaftskonzeptionen“ aufeinander, wie Mathias Brodkorb 2011 konstatierte. Für Nolte hatte Wissenschaft nichts zu tun mit Gedächtnispolitik; er beharrte er auf der fachlich konstitutiven Differenz: Die Feststellung einer Tatsache ist abzusondern von der Bewertung derselben.

Dagegen brachte [Hans-Ulrich Wehler](#) vor, die historische Forschung könne die „Disjunktion von Genese einer Frage und Geltung der Resultate“ schwerlich durchhalten. Doch diese Trennung ist nach Max Weber fundamental für die Interpretation historischer Phänomene; beide „mögen faktisch noch so oft und aus guten Gründen Hand in Hand gehen: Sie sind dennoch logisch grundverschiedene Vorgänge“; die „kausale Bedeutung“ eines untersuchten Gegenstandes ist scharf zu scheiden von seiner „universellen Bedeutung“. Träfe das zu, was Wehler sagt, wäre die Kategorie der Objektivität nicht mehr tauglich und die Historie schlitterte aus der Wissenschaft in die Gedächtnispolitik.

Der deutsche Historikerstreit ging um die Einordnung der Shoah und zerriss die Zunft. Anders der französische Historikerstreit von 2005/2006; in ihm bezog quasi die gesamte Fachdisziplin Front gegen antikolonialistische „groupes mémoriels“. Dabei ging es um die Sklaverei: Im Juni 2005 erhielt der Historiker Olivier Pétré-Grenouilleau den „Prix du Sénat du Livre d'Histoire“ für das Werk „Les traites négrières“, in welchem er neben dem transatlantischen Sklavenhandel den islamischen erörtert hatte. Zu diesem Anlass gab er ein Interview, in dem er die „Lex Taubira“ problematisierte, also jenes Memorialgesetz von 2001, das die europäische Sklaverei zum „Verbrechen gegen die Menschlichkeit“ stempelt, zur weitaus umfangreicheren Sklaverei anderer Kulturen jedoch schweigt. Daraufhin erhob ein afrofranzösisches *collectif* Anklage gegen ihn – wegen Leugnung eines Verbrechens gegen die Menschlichkeit.

Zu seiner Verteidigung mobilisierte sich die historische Zunft. Am 13. Dezember 2005 erschien unter dem Titel „Liberté pour l'histoire“ ein Appell, unterzeichnet von neunzehn reputierten französischen Historikern. Der Aufruf verwahrte sich gegen politische Eingriffe in die Historie und bestritt die Zulässigkeit juristischer Maßnahmen. Zudem verlangten die Unterzeichner, sämtliche Memorialgesetze zu abrogieren, weil diese die Freiheit des historischen Forschens einengten. Folgerichtig forderte Pierre Nora auf dem Amsterdamer Welthistorikertag im September 2010, die gedächtnispolitischen Gesetze zu suspendieren. Von diesem Historikerstreit nahmen die deutschen Fachkollegen keine Notiz. Leider. Denn sie hätten daran ermessen können, was auch auf sie zukommen sollte.

Die Wahrheit wird an die Erfordernisse des Krieges angepasst

Das Problem des Leugnens hat sich verschärft, weil fast alle gedächtnispolitischen Akteure sich dem „Antikolonialismus“ verschrieben haben. Nicht wenige unter ihnen befolgen unverhohlen die Wahrheitsregel von Frantz Fanon: „Wahr ist, was die Eingeborenen schützt und die Ausländer verdirbt [. . .] Und das Gute ist ganz einfach, was ihnen schadet.“ Diese Sätze dokumentieren, welchen Preis der antikoloniale Ethnopluralismus verlangt; nämlich die Moral hemmungslos zu politisieren und die Wahrheit an die Erfordernisse des Krieges anzupassen.

Fanons antiuniversalistische Absage wurde millionenfach von Intellektuellen gelesen. 2010 stellte Gilbert Achcar in seinem Buch „The Arabs and the Holocaust“ die Frage: „Sind alle Formen der Holocaustleugnung gleich?“ Und ergänzte: „Sollte man nicht zwischen einer Leugnung, die von

Unterdrückern kommt, und einer Leugnung aus den Mündern der Unterdrückten einen Unterschied machen, so wie der Rassismus der herrschenden Weißen vom Rassismus der unterdrückten Schwarzen zu unterscheiden ist?“ Der Autor leugnet die Shoah nicht. Er mahnt sogar die arabischen Intellektuellen, die Leugnung aufzugeben. Dennoch rechtfertigt er das Leugnen grundsätzlich: Schwarze, da per se unterdrückt, hätten das Recht, rassistisch zu denken, zu sprechen und zu handeln; und so wie ihr „antirassistischer Rassismus“ legitim sei, so legitimierten die berechtigte Wut und der gerechtfertigte Hass auf Israel auch das Leugnen.

Man erinnere sich an den deutschen Historikerstreit: Ernst Nolte wurde dafür gescholten, dass er es für die Aufgabe des Historikers erachtete, Hitlers Antisemitismus „zu verstehen“, da ja das Verstehen zum Metier der Geschichtswissenschaft gehöre. Es stand freilich für Nolte außer Frage, dass Verstehen und Bewerten auseinanderfallen. Achcar macht aus dem Verstehbaren ein Berechtigtes. Jene „Unterdrückten“ sind demnach befugt, identitätsbezogene Wahrheiten zu vertreten, die substanziell Unwahrheiten, ja sogar Lügen sind. Ihnen gebührt ein epistemologischer Sonderstatus, der sie dispensiert von Wahrheitszwängen und sie obendrein ermächtigt, über Schuld und Unschuld anderer zu verfügen.

Auf diesem Sonderstatus beruht die antikoloniale Identitätspolitik, hierauf auch die gedächtnispolitisch zugerichteten Bilder von der eignen kollektiven Vergangenheit, permanent aktiviert von einer unduldsamen Betroffenheitsindustrie. Hierauf beruhen Pseudowissenschaften wie die „Postcolonial Studies“; hierauf beruht die „Critical Race Theory“, die ein symmetrisches Gegenbild der NS-Rassenlehre von Alfred Rosenberg ist, aber trotzdem an unseren Universitäten gelehrt wird. Hieraus speist sich die exterminatorische Wut auf jene Geschichtswissenschaft, die es noch wagt, sich der Woge von universitär legitimierten Unwahrheiten entgegenzustemmen und sie als das zu bezeichnen, was sie faktisch sind: fake history.

Egon Flaig ist Emeritus für Alte Geschichte an der Universität Rostock.

23 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/kolonialismusdebatte-robert-heinze-verwirrt-in-seiner-replik-18550645.html?premium>

KOLONIALISMUSDEBATTE:

Historiker als Weltenrichter?

VON BURKHARD MEISSNER

-AKTUALISIERT AM 22.12.2022-20:35



„Der Sklavenmarkt“ von Jean-Léon Gérôme (1871) Bild: AKG

Der deutsche Historismus war kein Kernelement des kolonialen Projekts. Robert Heinze verwirrt in seiner Replik auf Egon Flaig die Begriffe und verfehlt das Ziel. Ein Gastbeitrag.

Unter dem Titel **„Für Freisprüche sind Historiker nicht zuständig“** trat Robert Heinze auf FAZ.NET am 11. Dezember der Kritik entgegen, die Egon Flaig an Einwänden gegenüber seinen eigenen Thesen zu Sklaverei, Kolonialismus und **„postkolonialen“ Positionen** am 14. November ebenfalls auf FAZ.NET artikuliert hatte. Anders als Flaig behauptete, unterwürfen postkoloniale Gerechtigkeitsmaßstäbe, so Heinze, das geschichtswissenschaftliche Urteil keineswegs einer moralischen, politischen oder ideologischen Fremdbestimmung.

In Flaigs Argumentation gegen eine derartige Fremdbestimmung historischer Urteile sieht Heinze einen Historismus am Werk, und der Historismus, so Heinze, sei wiederum seinerseits „ein Bestandteil des kolonialen Projekts“ gewesen. „Beeinflusst von Aufklärung und Abolitionismus“, habe der Historismus mit Hegel die „Geschichte als ‚Weltgericht‘“ betrachtet und so deren Phänomene als Ergebnisse konstatiert und zugleich legitimiert.

Daran ist die Beobachtung richtig, dass in der Zeit eines intellektuell und kulturell weit verbreiteten und tief gegründeten Historismus in Deutschland, im neunzehnten Jahrhundert, Abolitionisten, also Kritiker der Sklaverei und Proponenten ihrer Abschaffung wie **Alexander von Humboldt**, ebenfalls meinungsbildend und prägend waren; und zeitgleich gab es Kolonien und Kolonialismus. Die Zusammenhänge aber zwischen Kolonialismus, Historismus, Sklaverei und Flaigs Thesen sind doch ganz andere, als Heinze es glauben machen will.

Relativismus der Geschichte

Dem Historismus gebührt wohl das Verdienst, eine erste Theorie und Methodologie einer Geschichte als (vermeintlich wertfreier) Wissenschaft formuliert und mit der Methode historischer Kritik zur

Entdogmatisierung wichtiger wissenschaftlicher Disziplinen (Theologien, Rechtswissenschaft, Sprach- und Literaturwissenschaften) maßgeblich beigetragen zu haben.

Historisten haben sich dabei zwar gelegentlich auf Hegel bezogen, von Ranke über Dilthey und Burckhardt bis Troeltsch aber, anders als Heinze es darstellt, gerade die Idee der Geschichte als Weltgericht und Fortschritt in der Regel abgelehnt. So weist Burckhardt im Eingang seiner „Weltgeschichtlichen Betrachtungen“ (I 1) die Voraussetzungen und Absichten einer Geschichtsphilosophie im Sinne Hegels rundheraus ab: Geschichte im Sinne des Historismus sei demnach „Nichtphilosophie“, das Gegenteil von Hegels philosophisch betriebener Geschichte, und diese ihrerseits sei „Nichtgeschichte“.

Hegel wiederum hat in seinen „Grundlinien der Philosophie des Rechts oder Naturrecht und Staatswissenschaft im Grundrisse“ regelrecht versucht, den Historismus des Rechts, die historische Rechtsschule, der intellektuellen Lächerlichkeit preiszugeben: In § 3 seziert Hegel die Darstellung in Gustav Hugos verbreitetem Lehrbuch der Römischen Rechtsgeschichte. Was diese gar nicht vermöge, sei, den „Geist“ der römischen Gesetze zu erfassen. Dadurch, dass das „Geschichtliche“ des „Hervortretens“ von Rechtsnormen und Institutionen dargestellt werde, in einer Geschichte des Rechts im Sinne des Historismus also, komme das „wahrhaft Wesentliche, der Begriff der Sache, ... gar nicht zur Sprache“. Hegelianismus und der Historismus hatten nicht viel füreinander übrig und haben auch nicht viel gemeinsam, und dieses Wenige scheinen sie mit Flaig zu teilen: Heinze mag sie wohl nicht.

Moralismus und Historismus schließen einander wechselseitig aus

Der Historismus war für den Theologen Ernst Troeltsch ein Hauptkennzeichen seines Jahrhunderts. Die wichtigste Konsequenz des Historismus sah Troeltsch im historischen Relativismus, zu dem der Historismus führt: Wenn jede „Epoche unmittelbar zu Gott“ ist (Leopold von Ranke), dann lassen sich gültige Normen aus, mit und in der Geschichte schwerlich herleiten. Diesen Relativismus der Geschichte aber hielt der Religionshistoriker schon in den zwanziger Jahren des zwanzigsten Jahrhunderts für überholt: Unter dem Titel „Der Historismus und seine Überwindung“ publizierte er eine Vortragsserie, die in einer Ethik des Kompromisses und der Vermittlung kulminiert und in der der Historismus seinerseits als begrenztes, selbst historisches, endliches und vergehendes Phänomen begriffen wurde – ein Abgesang auf den Historismus, fast hundert Jahre vor Heazines Urteil, dieser sei „überlebt“.

Tatsächlich dürfte es heute kaum jemanden geben, der den Historismus nicht als überholt und unmaßgeblich ansehen und seiner ganzen geschichtsphilosophischen Enthaltensamkeit noch anhängen würde. Jemand gar, der, wie Flaig, geschichtliche Phänomene wie Sklaverei und Kolonialismus am Maßstab gegenwärtiger Freiheitsmaßstäbe bewertet (und dabei angeblich, so stellt es Heinze dar, den „Moralismus, den er anderen vorwirft“, selbst praktiziert), mag sich in seinen Sach- und Werturteilen zwar möglicherweise irren, ist aber eines ganz gewiss nicht: ein Historist.

Ein Historist würde diesen Werturteilen nämlich allenfalls eine beschränkte und nur relative Gültigkeit zuerkennen. Entweder also trifft Heazines Moralismusvorwurf gegen Flaigs Thesen zu oder aber Heazines Einordnung von Flaig als Historist, keinesfalls aber beides zugleich. Moralismus und Historismus schließen einander wechselseitig aus.

Sklavenhandel, Kolonialismus und Rassismus

Kolonialismus, ein Hauptgegenstand des Dissenses zwischen Flaig und Heinze, war eine Sache, an der Deutschland vor dem Ersten Weltkrieg einen vergleichsweise kleinen Anteil hatte. Wie immer man die Wirkungen und Nachwirkungen der kurzen, rund fünfzigjährigen deutschen Kolonialgeschichte bewertet: Andere europäische Mächte waren Kolonialmächte in ganz anderen Dimensionen als Deutschland (und andere Staaten der Zeit mit einem deutschsprachigen Kulturraum), und dies über

einen viel längeren Zeitraum, vom fünfzehnten bis ins ausgehende zwanzigste Jahrhundert hinein, fast zehnmal so lange wie die deutsche Kolonialgeschichte.

Mit dem Historismus verhält es sich nun aber genau umgekehrt: Dieser war in der deutschsprachigen Welt für viel längere Zeit kulturell bestimmend, und dies in viel bedeutsamerer Weise als in der romanischen und anglophonen Welt. Generell war außerhalb Deutschlands der Historismus als intellektuelle Strömung viel weniger einflussreich, und es gab schon früh wichtige Alternativen zum Historismus. Man wird in dieser Hinsicht neben die von Heinze etwas vereinfachend als französische Gegenbewegung gegen den Historismus angeführten „Annales“ auch deren direktes Vorbild, die mehr als ein Vierteljahrhundert ältere „Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte“, stellen müssen: In Deutschland deutlicher als in den vom Historismus weniger geprägten Wissenschaftskulturen war die Geschichte des Historismus immer auch eine Geschichte der Kritik des Historismus.

Kulturell bestimmend jedoch war der Historismus lange in Deutschland – und in den Wissenschaftssystemen der großen Kolonialmächte war er es nicht. Aufgrund dieser Asymmetrie ihrer Verteilung und Wirksamkeit dürften Kolonialismus und Historismus daher kausal und funktional viel weniger miteinander zu tun haben, als Heinze es offenbar meint und die von ihm gebrauchte Rede vom Historismus als „Bestandteil des kolonialen Projekts“ es suggeriert.

Heinzes Beitrag kulminiert in der Darstellung der französischen Debatte um die fortdauernde Abhängigkeit des frankophonen Afrika von der ehemaligen Kolonialmacht Frankreich. Diese Abhängigkeit wird wohl kein Zeitgenosse und Beobachter der subsaharischen Verhältnisse und Ereignisse in der Zeit zwischen Kaiser Bokassa und der Operation Serval in Mali irgendwie bestreiten wollen. Mit Flaigs Thesen über Kolonialismus und Sklaverei hat das alles aber wenig zu tun.

Im Kern hätte es in der Debatte eigentlich um die Frage der Wahrheit dieser von Heinze abgelehnten Thesen Flaigs gehen müssen. Diese Thesen fasst Heinze selbst wie folgt zusammen: „Transatlantischer Sklavenhandel, europäischer Kolonialismus und Rassismus seien keine historischen Sonderfälle, die Abolition und die ‚Zivilisierungsmission‘ dagegen schon.“ Zur Widerlegung dieser Thesen wird von Heinze aber wenig gesagt: Die Plantagenwirtschaft sei das Besondere und Einzigartige der modernen kolonialen Sklaverei, und die Haitianische Revolution gilt ihm als Beispiel für eine nichteuropäische Sklavenbefreiung. Plantagenwirtschaft mit Sklaven als historischer Sonderfall, römischer Latifundienwirtschaft zum Trotz? Die Haitianische Revolution ohne Revolutionäre und Revolution aus Paris?

Flaigs Thesen hätten es gewiss verdient, historisch-vergleichend genau geprüft zu werden. Heinze hätte, um zu demonstrieren, dass diese Thesen unzutreffend seien, zeigen müssen, dass Sklavenhandel, Kolonialismus und Rassismus europäische Singularitäten darstellen oder dass es umgekehrt eine Abschaffung der Sklaverei und die Ideologie eines zivilisatorischen Kolonialismus auch außerhalb Europas und seiner Moderne gab.

Dies hat er nicht gezeigt. Er hat vielmehr mit seinem Schuss auf den Historismus gar nicht auf Flaigs Thesen gezielt, sondern auf einen selbst gemachten Pappkameraden — halb relativistischen Historiker, halb dogmatischen Teufel — und daneben geschossen.

23 décembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/sncf-ratp-la-greve-est-ce-que-ca-marche-23-12-2022-2502642_28.php

SNCF, RATP... La grève, est-ce que ça marche ?

ANALYSE. Les grèves dans les transports, surtout pendant les fêtes, suscitent un fort mécontentement, mais ces mobilisations sont généralement efficaces.

Par Théo Sauvignet



Le mouvement de grèves actuel à la SNCF n'est pas parti des syndicats, mais d'un collectif de contrôleurs, rendant le dialogue plus difficile avec la direction. © Philippe de Poulpiquet / MAXPPP / PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

Publié le 23/12/2022 à 07h12

Des préavis de grève des contrôleurs SNCF sont encore déposés pour les week-ends de Noël et du Nouvel An. Parti mi-novembre d'un collectif de salariés sans l'appui initial des syndicats, le mouvement social risque « de punir deux fois les Français », selon les mots du PDG Jean-Pierre Farandou, qui dit ne pas comprendre cette grève, à laquelle aucun syndicat n'a appelé (tout en ayant déposé un préavis pour deux d'entre eux, toutefois). Les revendications des salariés grévistes vont de la revalorisation des salaires à l'amélioration des conditions de travail : ils estiment que les négociations annuelles obligatoires (NAO) de début décembre n'ont pas été concluantes.

Mais faire grève, est-ce bien utile ? « Beaucoup de grèves visent simplement à l'ouverture des négociations », note Jérôme Péliasse, professeur en sociologie et chercheur au CSO (Centre de sociologie des organisations) de Sciences Po Paris, qui vient de publier dans la revue *Travail et emploi*, avec Pierre Blavier, un article en exploitant l'enquête Reponse (Relations professionnelles et négociations d'entreprise) de 2017. Beaucoup d'entreprises, explique-t-il, ne mènent pas ces négociations, malgré leur obligation légale à le faire. En 2017 (chiffres les plus récents), environ 60 % des représentants du personnel et autant des représentants de la direction des entreprises interrogés affirment ainsi qu'aucune négociation n'a été menée l'année précédente.

«Montrer les muscles »

En cause : des acteurs qui ne s'estiment pas soumis à cette obligation, le renvoi aux décisions des branches en la matière, l'existence de négociations individuelles ou informelles ou le refus d'un certain nombre d'employeurs de reconnaître la légitimité de ces négociations. Jérôme Péliasse y voit aussi la méconnaissance du droit du travail, tant du côté direction que salariés : « Il y a eu de

« multiples rapports sur la méconnaissance du droit du travail, c'est un peu un marronnier dans la recherche », ironise-t-il. Avec son collègue, il montre par ailleurs qu'il n'est pas non plus si rare que directions et représentants du personnel ne soient pas d'accord pour dire s'il y a eu négociations ou non, les deux parties ayant des représentations différentes de la forme qu'elles doivent prendre, leur déroulement ou leur issue.

En revanche, rappelle le sociologue, si ces négociations s'ouvrent, il n'y a aucune obligation légale à accorder quoi que ce soit aux salariés à leur terme. Une bonne partie des grèves a donc lieu avant les négociations pour les déclencher ou pendant pour peser sur leur résultat. « C'est notre seul recours si on veut mettre tout le monde autour de la table », affirme Jean-Christophe Delprat, secrétaire fédéral FO Logistique et transports à la RATP, 38 ans dans l'entreprise. Pour lui, la direction ou l'État « attendent de voir quel est le rapport de force, et s'il leur est défavorable seulement, ils se mettent à faire des propositions ». Les grèves seraient nécessaires pour « montrer les muscles » avant les négociations et arriver en position de force.

Une mobilisation déclarée avant ou pendant les négociations est la variable qui a le plus fort effet sur le fait que la décision de la direction change. *Jérôme Pélisse, professeur de sociologie.*

Et ça fonctionne : « Lorsqu'une mobilisation est déclarée avant ou pendant les négociations, c'est la variable qui a le plus fort effet, toutes choses égales par ailleurs, sur le fait que la décision de la direction change (selon elle). On peut supposer qu'elle sera logiquement davantage en faveur des salariés que celle prévue initialement », explique le spécialiste, analyses statistiques à l'appui. La nature et l'importance de ces gains restent toutefois à définir, ce qu'il continue à explorer avec d'autres collègues, sans pouvoir encore avancer de résultats.

Doser le mécontentement des usagers

Les salaires ne constituent pas non plus la seule des revendications. Pour Didier Mathis, le secrétaire général d'Unsa-Ferroviaire, il faut aussi compter les protestations visant à l'amélioration des conditions de travail : « Les contrôleurs subissent l'agacement de la clientèle, il y a une recrudescence des actes de malveillance à leur encontre » lorsque le service est dégradé, avant même la grève, observe-t-il. À la SNCF ou la RATP par exemple, les syndicats pointent du doigt le manque de personnel qui serait provoqué par une baisse d'attractivité des métiers, alors que les directions respectives affirment déployer tous les moyens nécessaires pour recruter.

Didier Mathis précise que, dans l'autre sens, « le potentiel mécontentement des usagers » joue beaucoup dans le déclenchement ou pas de l'arrêt de travail pour son syndicat. Il s'agit de trouver un fin équilibre. Pas facile. Alors que les salariés des raffineries Total étaient en grève en octobre, créant des difficultés pour tous les usagers quotidiens de la voiture, plus de la moitié des personnes interrogées dans un sondage Cluster 17 pour *Le Point* estimaient que la direction devait céder, mais 45 % jugeaient qu'il fallait que « l'État intervienne pour déloger les grévistes et réquisitionner des salariés ».

« L'industrie et les transports constituent de fait les secteurs les plus conflictuels en termes de grève, explique Jérôme Pélisse. Cela se comprend bien : lorsque les conducteurs de bus décident de ne pas travailler, tout s'arrête, il y a un impact immédiat, et donc un pouvoir important de la grève pour peser dans un rapport de force. Elle est donc plus utilisée dans ces secteurs. » Les grèves de décembre 2019 avaient coûté plus de 690 millions d'euros à la SNCF et avaient « abîmé » l'entreprise, selon les mots de son président Jean-Pierre Farandou, outre les millions de Français et les transporteurs qui n'avaient pu se déplacer.

Au-delà des entreprises, les grèves intersectorielles les plus visibles ont constitué une bonne part de la protestation ces dernières années : entre la « loi Travail » en 2016 et la réforme des retraites en 2019, les salariés des transports se sont, entre autres, massivement mobilisés. « Au-delà de protéger nos régimes spéciaux dont on a déjà du mal à profiter au vu de la pénibilité de nos métiers, nous avons aussi défendu les droits des Français en général, tient à rappeler Jean-Christophe Delprat. Si le gouvernement a cédé sur cette réforme qui n'aurait été profitable à personne, c'est aussi grâce à la mobilisation du secteur des transports ! » Alors qu'une forte majorité de Français se déclarent contre une réforme du système, il note que son combat rejoint celui de l'opinion sur ce point, même si le soutien envers les grèves dans les transports est historiquement plutôt bas.

Quand les syndicats s'effacent

Lors des négociations, et des grèves s'il y en a, les syndicats sont des interlocuteurs de choix pour la direction : le délégué syndical permet d'agglomérer les revendications des salariés pour les formuler en une demande lisible et potentiellement acceptable. « Si les mobilisations peuvent partir de motifs variés, les revendications sont souvent traduites en termes salariaux », explique Jérôme Pélisse. En effet, « tout le monde veut être mieux payé », alors que les questions de temps, d'organisation ou de conditions de travail ouvrent sur des intérêts qui peuvent être différents, voire contradictoires entre les salariés.

La situation se complique lorsque la mobilisation naît en dehors des syndicats, comme c'est le cas à la SNCF depuis novembre. « C'est ça le vrai danger à venir, et tant pour les syndicats que pour la direction », s'alarme Jean-Christophe Delprat, pointant le manque d'encadrement et de clarté dans les revendications de tels collectifs. Pour lui, une part de la responsabilité des syndicats tient à écouter l'ensemble des salariés pour organiser de « vraies » grèves où tous sont mobilisés en même temps, les seules qui fonctionnent selon lui.

La syndicalisation recule depuis la fin des années 2010, s'accompagnant d'un recul des grèves. *Jérôme Pélisse*

Les syndicats font en fait face à une réduction de leur influence, aussi bien auprès du gouvernement – depuis 2017 et même un peu auparavant, ils sont bien moins pris en compte encore qu'avant par l'exécutif dans ses projets de réforme – qu'auprès des salariés. « La syndicalisation des salariés, qu'on estimait souvent autour de 8 % dans les années 2000 (dont 4 % dans le privé), a été réévaluée plutôt autour de 11 % (dont 8 % dans le privé), elle a d'ailleurs légèrement augmenté au moment des 35 heures (1998-2000). Mais depuis la fin des années 2010, elle repart à la baisse, s'accompagnant d'un recul des grèves ou de la participation aux élections », analyse Jérôme Pélisse. Si les revendications restent donc, voire repartent avec l'inflation et ses dégâts sur les salaires, les syndicats ne parviennent pas à beaucoup plus fédérer, et donc à faire valoir ces demandes de manière unifiée auprès des directions.

Jusqu'ici, le collectif de chefs de bord (contrôleurs) qui a lancé le mouvement de grève à la SNCF en novembre est plutôt soutenu par les syndicats qui ont déposé des préavis pour les week-ends de Noël et du jour de l'An, bien qu'ils ne lancent pas d'appel à la grève non plus. La mobilisation dure depuis novembre et les NAO ont eu lieu le 7 décembre, mais les propositions faites par la direction n'ont pas contenté les grévistes : seule la CFDT a signé la revalorisation salariale de 5,9 % en moyenne, dont 2 % d'augmentation générale pour tous, les chefs de bord poursuivent leur mouvement.

Janvier en embuscade

Le 8 décembre, la SNCF recevait le collectif de contrôleurs et a proposé à l'issue de cette entrevue d'augmenter leur « prime de travail » de 600 euros par an, dont une partie serait intégrée à leur salaire en 2024, ainsi qu'une indemnité supplémentaire de 600 euros brut par an. Mais ces annonces n'ont pas suffi : le collectif ne parvenant pas à organiser de vote en son sein, il a laissé le soin aux syndicats de se prononcer et CGT Cheminots et Sud Rail ont décidé de laisser leur préavis en place, sans pour autant appeler à la grève. Unsa Ferroviaire a retiré son préavis et la CFDT ne s'est pas encore prononcée.

Le mouvement pourrait reprendre de plus belle en janvier, cette fois avec l'appui des fédérations de syndicats, lorsque la réforme des retraites reviendra sur le devant de la scène.

23 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/23/la-securite-energetique-en-allemande-et-en-europe-centrale-et-orientale-est-capitale-pour-notre-avenir-economique_6155471_3232.html

« La sécurité énergétique en Allemagne et en Europe centrale et orientale est capitale pour notre avenir économique »

Tribune

Guntram Wolff, directeur du Conseil allemand des relations étrangères/DGAP

L'Allemagne et ses voisins de l'Est doivent, du fait de l'interruption du gaz russe, repenser les sources et voies d'approvisionnement énergétique, en coopération avec l'Union européenne, analyse, dans une tribune au « Monde », le chercheur Guntram Wolff.

Publié aujourd'hui à 08h00, mis à jour à 08h00 Temps de Lecture 4 min.

Depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, l'Allemagne et les pays d'Europe centrale et orientale subissent un choc énergétique extraordinaire. En l'espace de six mois, leur principal fournisseur de gaz naturel, la Russie, a presque totalement interrompu ses livraisons. Le gaz jouait un rôle central dans le mix énergétique primaire de la région, représentant plus de 20 % de ses approvisionnements.

Les analystes financiers prévoient désormais que les prix du gaz en Europe au cours de la prochaine décennie seront nettement plus élevés qu'aux Etats-Unis et par rapport à la période d'avant-guerre. Cette « militarisation » de l'énergie par la Russie a été globalement accueillie avec fermeté et, à quelques exceptions près, la région n'a pas cédé au chantage russe.

Au contraire, un ajustement massif du système énergétique est en cours. D'un point de vue macroéconomique, le choc des prix de l'énergie représente une détérioration massive des termes de l'échange de l'Union européenne (UE) et de l'Allemagne : l'excédent de la balance courante de l'UE s'est transformé en déficit pour la première fois depuis 2008, car l'Europe a dû importer de l'énergie à des prix beaucoup plus élevés et son taux de change s'est affaibli face au dollar, monnaie de règlement de la facture énergétique.

L'effondrement économique redouté n'a pas eu lieu

Un grand nombre de producteurs de matières premières à forte intensité de gaz en Europe centrale et orientale ont été gravement touchés. De nombreux processus industriels dépendent directement ou indirectement du gaz comme source d'énergie. L'industrie représente 27 % de la consommation totale de gaz dans l'UE, cette part étant encore plus élevée en Allemagne et en Europe centrale et orientale.

L'industrie allemande travaille avec des milliers de fournisseurs dans les pays voisins. La Pologne et la République tchèque sont des partenaires commerciaux fiables et des sources de stabilité en temps de crise. Le commerce avec les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) dépasse même le commerce avec la Chine.

La sécurité énergétique en Allemagne et en Europe centrale et orientale est donc d'une importance capitale pour notre avenir économique. En Allemagne, des économies d'énergie considérables ont été réalisées sans entraîner l'effondrement économique redouté, grâce à des ajustements de l'industrie et des ménages aux nouvelles conditions économiques.

Maintenir l'intégrité du marché européen de l'énergie

La région a également réagi en développant les approvisionnements alternatifs en gaz et les capacités d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL). Les flux de gaz se sont déplacés d'est en ouest à d'ouest en est. **A court terme, l'utilisation du charbon augmente. A moyen terme, les énergies renouvelables, et éventuellement le nucléaire en Europe de l'Est, joueront un rôle plus important.**

Mais la priorité absolue est de maintenir l'intégrité du marché européen de l'énergie et des flux énergétiques transfrontaliers. **L'Allemagne sert de plus en plus de plaque tournante pour le transit du gaz européen, car les importations mondiales de GNL, via la Belgique et les Pays-Bas, et le gaz de Norvège transitent par l'Allemagne pour remplacer les approvisionnements en provenance de Russie.**

Une étude du FMI montre que la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie seraient les plus touchées par des pénuries d'approvisionnement en raison de leur dépendance au gaz russe. Par conséquent, la sécurité des flux de gaz est également une composante essentielle du maintien de la stabilité économique.

Vers une nouvelle politique étrangère allemande

L'infrastructure des pipelines de Norvège est devenue une artère critique pour l'approvisionnement en gaz de l'Allemagne et de l'Europe centrale et orientale. Les attaques hybrides dont elle fait l'objet pourraient compromettre la sécurité énergétique de toute la région. Compte tenu des risques qui pèsent sur cette infrastructure, sa protection reste une priorité pour les militaires et les services de renseignement.

L'apparition de nouvelles installations et l'expansion de la capacité de GNL sur les côtes des Etats baltes et de Pologne vont faire jouer aux interconnexions nord-sud un rôle plus important dans l'approvisionnement des pays enclavés d'Europe centrale et orientale. Dans le même temps, les nouvelles capacités de gazoducs et de GNL en Europe du Sud-Est, associées à l'amélioration des interconnexions, contribueront également à la sécurité de l'approvisionnement dans la région.

Les investissements dans les infrastructures gazières sur l'axe nord-sud en Europe centrale et orientale permettront aux pays de diversifier leurs approvisionnements grâce aux infrastructures de gazoducs en provenance d'Azerbaïdjan et d'Algérie, entre autres, et du marché mondial du GNL. Cette nouvelle géographie de l'approvisionnement en gaz façonnera également la politique étrangère allemande.

La réduction de la demande reste une priorité

L'expansion des capacités en matière d'énergies renouvelables s'est accélérée grâce au signal fort donné par les prix. Par exemple, **l'UE a doublé ses importations de panneaux solaires au cours du premier semestre de 2022 par rapport au premier semestre de 2021.** Plusieurs gouvernements ont réduit les obstacles administratifs à l'expansion des énergies renouvelables.

Pourtant, il faudra des années avant que les énergies renouvelables puissent remplacer le gaz russe ou le GNL. Le développement de la capacité d'hydrogène vert contribuera à remplacer le gaz naturel dans les processus industriels qui nécessitent des températures élevées. **Les nouveaux risques et dépendances en matière de sécurité liés à cette expansion des énergies renouvelables, par exemple vis-à-vis de la Chine, doivent être intégrés dès le départ dans les considérations stratégiques.**

La sécurité de l'approvisionnement restera une priorité dans les années à venir. **Les deux prochaines années pourraient être encore plus difficiles que ce que nous connaissons actuellement. La concurrence féroce sur le marché mondial du GNL rendra l'approvisionnement plus difficile et plus coûteux, même si l'Europe dispose d'une plus grande capacité d'importation de GNL. La réduction de la demande reste donc une priorité pour la sécurité de l'approvisionnement.** Plus que jamais, la situation énergétique exige une action commune dans toute l'UE.

Guntram Wolff est professeur à temps partiel à l'Université libre de Bruxelles.

23 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/22/pap-ndiaye-pourquoi-nous-devons-reformer-l-ecole_6155360_3232.html

Pap Ndiaye : « Pourquoi nous devons réformer l'école »

[Tribune](#)

Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

Le ministre de l'éducation nationale expose les trois « exigences » qui conduiront son action afin d'améliorer le niveau des élèves, la mixité sociale et le fonctionnement de l'école.

Publié hier à 06h00, mis à jour hier à 10h20 Temps de Lecture 6 min.

Notre système scolaire est le symbole le plus vif et le pilier essentiel de notre République. Depuis la fin du XIX^e siècle, le travail des professeurs, le maillage des écoles, l'élaboration des programmes ont permis à des générations d'enfants de devenir des citoyens éclairés. Cette réalité s'est étendue progressivement à un nombre croissant d'élèves : les enfants du peuple sont entrés au collège, puis au lycée.

L'éducation nationale est une formidable institution, bien éloignée de la [fameuse caricature du « mammouth »](#). L'engagement de ses personnels est remarquable : au quotidien pour faire progresser les élèves ; lors de la crise sanitaire en préservant la mission d'éducation contre vents et marées ; face aux grands enjeux de notre monde, aux mutations de la société, à la remise en cause du principe de laïcité, aux demandes multiples de l'institution, des élèves, des parents, parfois face aux pressions et aux menaces.

Et pourtant, les constats sont durs. Ils concernent la crise du recrutement des professeurs, plus aiguë lors de chaque rentrée. Ils concernent le niveau des élèves, dont les comparaisons internationales révèlent les lacunes préoccupantes. Ils reflètent également l'expérience quotidienne des établissements, où les horaires annuels dans chaque discipline peinent à être couverts. Ils conduisent à la défiance générale, marquée par la montée en puissance du secteur privé et par le scepticisme exprimé d'une partie des parents. Un Français sur deux ne fait pas confiance à l'institution scolaire, bien que les trois quarts d'entre eux fassent confiance aux professeurs. A l'heure où pourtant le système scolaire conduit 80 % des élèves au bac, les Français doutent encore massivement de notre école.

Il y a bientôt quatre-vingts ans, le ministre de l'éducation nationale, Jean Zay, arrêté et incarcéré par le gouvernement de Vichy, se demandait de quoi « *l'enseignement humaniste* » avait manqué, en rigueur, en force de conviction, en fermeté, pour être ainsi battu par le fascisme. Depuis sa cellule, il en appelait à un « *équilibre nécessaire entre la générosité de [notre] tradition culturelle et les nécessités vitales du monde moderne* ».

Aujourd'hui, en des temps moins tragiques, nous devons d'une façon renouvelée défendre l'humanisme de notre école, pour former les citoyens de demain, tout en la rendant suffisamment efficace pour répondre aux besoins du pays, dans le contexte des bouleversements climatiques et du retour de la guerre sur le territoire européen. Nous avons plus que jamais besoin de connaissances solides, de raisonnements éclairés, pour tous.

Le niveau d'ensemble baisse !

Malgré des avancées majeures, qui ont notamment permis de soutenir les premières années de l'école primaire et qui montrent des résultats encourageants, le chemin est encore long pour affermir la promesse républicaine de l'école.

Des actions fortes ont d'ores et déjà été lancées depuis six mois : [les mathématiques ont été rétablies](#) pour tous les élèves de 1^{re} du lycée général, et elles seront valorisées tout au long du parcours scolaire ; le niveau de nos élèves en langues vivantes va être amélioré grâce à des mesures ambitieuses ; plus de confiance est accordée aux équipes pédagogiques, avec tous leurs partenaires, pour concrétiser sur le terrain [les principes](#)

[du Conseil national de la refondation](#) (CNR) souhaité par le président de la République et la première ministre. Mais nous avons encore beaucoup à faire.

Mon action répond à trois exigences.

La première exigence reste le niveau scolaire des élèves. Les résultats aux évaluations nationales et internationales ne sont pas satisfaisants. Disons-le clairement : le niveau d'ensemble baisse ! Nous devons progresser en fixant des objectifs ambitieux.

Les tests en orthographe, en lecture, en calcul, en langues vivantes indiquent qu'il faut encore insister sur les enseignements fondamentaux, en particulier en CM1, CM2 et 6^e. La rupture entre le CM2 et la 6^e est trop forte. Elle renforce les inégalités scolaires plutôt qu'elle ne les réduit. Il faut donc faciliter le passage de l'école primaire au collège, en proposant des choses simples : travailler régulièrement l'orthographe, la conjugaison et la grammaire, consolider encore ou approfondir le français et les mathématiques en 6^e.

Les évolutions des classes de 5^e, 4^e, 3^e feront l'objet d'une concertation. Elles intégreront notamment les engagements présidentiels relatifs à la découverte des métiers à partir de la classe de 5^e, aux deux heures de sport supplémentaires qui concernent d'ores et déjà 640 collèges. Elles prépareront les élèves pour aborder le lycée en ayant les connaissances nécessaires pour leur réussite et leur orientation.

Objectifs assignés

La deuxième exigence est l'égalité des chances. Notre système doit continuer à faire émerger l'excellence sous toutes ses formes, tout en permettant à tous de l'atteindre. Pour cela, nous devons lutter contre tous les déterminismes sociaux et toutes les assignations. Une école qui, tout en la promettant, n'accorde pas l'égalité produit non seulement des injustices, mais aussi une défiance et un sentiment de colère dans les classes populaires.

Nous avons récemment publié les [indices de positionnement social des collèges](#) et nous le ferons prochainement pour les lycées. Ils démontrent l'existence de forts écarts sociaux dans la carte scolaire, alors que nous savons que la mixité est un facteur de réussite pour tous.

J'annoncerai dans quelques semaines un éventail d'actions visant à favoriser la mixité. Des objectifs seront assignés aux recteurs d'académie, qui, en lien avec les collectivités territoriales, pourront notamment agir sur les affectations scolaires. L'enseignement privé sous contrat devra apporter sa contribution à cet effort. Dans le même temps, j'engagerai le chantier de la refonte de la carte de l'éducation prioritaire.

Le lycée professionnel doit faire l'objet d'une réforme en profondeur, conduite par la ministre déléguée à l'enseignement et à la formation professionnelle. Trop d'élèves décrochent encore, souvent mal orientés. D'autres maîtrisent aussi insuffisamment les savoirs fondamentaux. Favoriser à la fois l'insertion dans l'emploi, insuffisante à ce stade après le diplôme, ainsi que la réussite dans l'enseignement supérieur est une ardente obligation pour l'avenir des élèves mais aussi pour préserver la force économique du pays.

Tous les élèves sont concernés par cet objectif d'égalité des chances. Pour cela, nous allons poursuivre l'objectif d'une école pleinement inclusive en engageant une nouvelle étape, pour permettre à chaque jeune en situation de handicap de trouver une place à l'école. Augmenter la présence des filles dans des filières scientifiques et techniques. Permettre à chacun de réussir dans l'enseignement supérieur, voilà encore des enjeux fondamentaux. Il faut aussi donner à chaque jeune la possibilité concrète de s'émanciper, de se dépasser, d'envisager l'avenir sans fatalisme. C'est oser transcender la représentation des possibles, souvent trop restreinte et marquée par l'autocensure.

Un nouveau pacte

La troisième exigence est d'améliorer le fonctionnement de l'école. L'organisation du système scolaire amène aujourd'hui la perte d'environ quinze millions d'heures d'enseignement par l'incapacité du système à

remplacer les professeurs absents, qu'ils soient malades ou mobilisés par la formation ou les corrections d'examens.

L'attractivité du métier de professeur est en berne. Les inscriptions au concours de recrutement sont deux fois moins importantes qu'il y a deux ans. Nous répondons à cela d'une double manière, avec l'appui d'un budget de l'éducation nationale en hausse de 6,5 % pour 2023. D'abord par la revalorisation salariale qui interviendra en 2023 : elle sera importante et contribuera à redonner aux enseignants la place qui doit être la leur dans le pays, tout en attirant davantage de candidats. Ensuite par un changement structurel grâce à un nouveau pacte avec les professeurs, qui, par l'évolution de leurs missions, pourront mieux accompagner chaque élève, assurer des remplacements de courte durée, se former hors du temps d'enseignement, etc.

En outre, nous allons repenser les modalités de recrutement, pour mieux gérer le quotidien des professeurs, leurs carrières, leurs mutations, par une meilleure gestion des ressources humaines. Il faut aussi redonner les marges d'initiative qui manquent tant aux enseignants, cesser de les infantiliser dans un fonctionnement uniquement descendant. Les premiers projets issus du CNR sont encourageants pour atteindre cet objectif.

La crise sanitaire nous a suffisamment montré que l'école n'est pas un concept, que la transmission des savoirs n'est pas une abstraction dématérialisable : l'école est un espace physique, où le bien-être est une condition de la réussite. Là aussi, la promesse émancipatrice doit prendre en compte les inégalités entre les élèves si l'on veut leur permettre un accès égal à la connaissance. L'éducation à la sexualité et à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'éducation artistique et culturelle, l'éducation au développement durable doivent être ravivées, soutenues et promues.

L'émancipation voulue par l'école républicaine ne se négocie ni sous la pression religieuse ou politique ni sous l'influence préoccupante des réseaux sociaux. Donner à tous les élèves accès au savoir et à la culture, c'est être vigilant vis-à-vis des dangers et des défis de notre époque. [Les atteintes à la laïcité sont sanctionnées](#) et la loi de 2004 fermement appliquée. La laïcité est d'abord une liberté, celle de l'émancipation par le savoir et par le raisonnement. Les équipes éducatives sont soutenues et formées, les enseignants protégés, quelles que soient les menaces qu'ils peuvent subir.

« *Les maîtres d'école sont des jardiniers en intelligences humaines* », disait Victor Hugo. L'école doit être le lieu de leurs éclosions, j'y consacre toute mon énergie.

Pap Ndiaye(ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse)

23 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-vermeren-la-nouvelle-bourgeoisie-francaise-est-elle-a-la-hauteur-de-la-bourgeoisie-traditionnelle-20221222>

«La nouvelle bourgeoisie française est-elle à la hauteur de la bourgeoisie traditionnelle?»

Par [Pierre Vermeren](#)

Publié hier à 19:43, mis à jour hier à 19:43



Pierre Vermeren. JEAN LUC BERTINI/Le Figaro Magazine

TRIBUNE - L'universitaire répond à la tribune d'Olivier Babeau, «Éloge de la bourgeoisie», publiée dans nos colonnes le 14 décembre. Babeau jugeait que, en France, la haine du bourgeois est aussi répandue qu'injuste, et déplorait un ressentiment égalitaire. Sans être en désaccord complet, son contradicteur avance d'autres explications à cette situation.

Normalien, agrégé et docteur en histoire, ancien professeur d'histoire économique contemporaine en prépa HEC, Pierre Vermeren est l'auteur de nombreux ouvrages salués par la critique. Il a notamment publié «On a cassé la République. 150 ans d'histoire de la nation» (Tallandier, 2020), «L'Impasse de la métropolisation» (Gallimard, coll. «Le Débat», 2021) et «La France qui déclasse. De la désindustrialisation à la crise sanitaire» (Texto, 2022).

Olivier Babeau [a commis dans ces pages un plaidoyer pour la bourgeoisie](#). C'est assez rare pour attirer l'attention. Dans une société forgée depuis deux siècles par la bourgeoisie, et dominée par le groupe social des «cadres», en forte expansion depuis les années 1960, cela ne doit toutefois pas étonner: l'auteur pointe l'agressivité à l'égard de cette classe sociale dont s'abreuvent au quotidien les réseaux sociaux et toute une littérature politique.

Dans notre pays si prompt à la guerre civile et à la haine de classe, rappelons que cette hostilité n'est pas exclusive. Celle subie par l'aristocratie possède une solide histoire et ses cimetières. La prolophobie et le mépris envers les «ploucs» ont connu leurs heures de gloire jusqu'à ce qu'on les croie disparus: mais la crise des «gilets jaunes» a tôt fait de les ressusciter. La haine du petit-bourgeois fut si féconde que la gauche n'a jamais pardonné aux prolétaires français de s'élever dans la société. On vient de couronner un Nobel français de littérature qui a bâti sa carrière sur cette rage originelle. Que dire de l'hostilité viscérale de Roland Barthes pour les petits commerçants exposée dans *Mythologies*? Pascal nous avait prévenus: «*Tous les hommes se haïssent naturellement l'un l'autre.*»

À la fin de sa tribune, l'auteur souligne que la haine de la bourgeoisie est propagée par des bourgeois, ceux que Bourdieu appelait les «dominés des dominants», cette classe intellectuelle fonctionnarisée si prompte à invectiver ces «dominants», contre lesquels elle appelle à la révolution. Étant donné les utopies meurtrières épousées par les intellectuels au long du XX^e siècle, il est difficile de blâmer Babeau.

Mais ce que ne dit pas l'auteur, c'est que la position de bourgeoisie dans la société ainsi que l'idéologie dominante de ce groupe social ont considérablement changé depuis le XIX^e siècle.

D'abord, la bourgeoisie s'est à la fois agrandie et diversifiée. Avec une population de cinq millions de cadres, souvent mariés entre eux, leurs enfants et leurs parents, cette classe sociale représente un groupe dominant d'au moins dix millions de personnes.

Disons-le tout net, cette nouvelle bourgeoisie ne se sent investie d'aucune responsabilité nationale à l'égard des classes populaires et moyennes françaises

Pierre Vermeren

Les deux grandes bourgeoisies du XIX^e siècle, la voltairienne, d'origines religieuses et philosophiques diverses, et la catholique, proche du modèle culturel hérité de l'aristocratie, dont elle s'était plus ou moins rapprochée, n'ont certes pas disparu. Elles sont même dynamiques. Mais le socle commun sur lequel elles s'entendaient pour gouverner la France et la société, à savoir l'héritage catholique laïcisé, adapté à la société industrielle et démocratique, marqué par la conscience d'un devoir d'exemplarité et de responsabilité sociale, culturelle et civique à l'égard des classes populaires majoritaires, a volé en éclats.

C'est là que le bât blesse.

La nouvelle bourgeoisie française n'est plus homogène. En s'agrandissant, cette classe sociale s'est diversifiée quant à ses origines sociales, religieuses, nationales et culturelles. Si la bourgeoisie traditionnelle, dans ses deux composantes évoquées plus haut, existe et constitue de solides sous-groupes sociaux - pour schématiser, la bourgeoisie catholique versaillaise et des métropoles, versus la bourgeoisie intellectuelle libérale parisienne -, de nouveaux sous-groupes ont émergé et se sont renforcés.

Le capitalisme français, fécond et imaginaire pour explorer et développer de nouveaux métiers et secteurs économiques (les fameux entrepreneurs d'Olivier Babeau), a promu la bourgeoisie du loisir et de la sphère culturelle ; celle de l'industrie financière ; celle des milieux de la publicité et de la communication ; l'énorme secteur de la santé, qui a considérablement multiplié ses praticiens et de riches entrepreneurs afférents ; et plus récemment le groupe issu de la «culture Sciences Po», cette sphère internationalisée de communicants et de directeurs de projets à l'international, qui a créé une bulle hors sol, passée sans transition au globish, qui impose ses standards, ses critères et ses modes de communication à des secteurs en forte croissance (ONG, aide internationale, communication d'entreprises, accueil des migrants, organisations internationales, secteur culturel mondialisé, etc.). La France des bac + 5 se déploie dans ces domaines où se reconvertissent son inventivité et son internationalisme missionnaire.

Disons-le tout net, cette nouvelle bourgeoisie ne se sent investie d'aucune responsabilité nationale à l'égard des classes populaires et moyennes françaises.

Elle appartient au monde des «anywhere», bien documenté depuis les travaux de David Goodhart. Et l'extraordinaire croissance de l'État social français, qui redistribue le tiers du PIB sous forme d'allocations et de prestations sociales, a déculpabilisé les classes dominantes de leur mission d'encadrement et de direction de la société. Les administrations pourvoient.

Il en résulte une dévitalisation progressive des fonctions qui tenaient la société: la fonction publique peine à recruter ; la santé publique est en crise, tributaire d'un flux croissant de médecins issus du tiers-monde ou d'Europe orientale, tandis que la jeunesse médicale, désormais souvent issue de

milieux privilégiés, refuse de s'installer auprès des malades des régions pauvres ; il en est de même de l'Éducation nationale, qui a renoncé au dur métier d'inculquer les fondements de la langue et des mathématiques ; ou de tous ces services publics transformés en agences concurrentes qui suppriment à tour de bras les métiers de contact au profit d'ordinateurs mutiques et de téléconseillers non localisables. D'autres éléments d'ambiance existent: la rapacité du système bancaire, dur envers les pauvres et les faibles, sur lesquels il opère néanmoins une plus-value conséquente ; ou l'abandon du secteur productif français, bien documenté. Nul ne s'inquiète apparemment des pénuries de médicaments, y compris les plus simples, voire les plus essentiels, depuis trois ans maintenant.

Pour le peuple - 25 à 40 millions de Français selon les critères - qui se sent abandonné, la question n'est donc pas de regimber par principe contre la frange de la bourgeoisie qui a fait sécession, mais de se demander quel destin lui réserve l'avenir. La chute rapide de la natalité, qui n'intéresse personne - où est le Michel Debré de notre temps? -, est un symptôme du sentiment d'abandon des classes populaires, tout comme le discrédit de la classe politique ou le retrait de millions de citoyens du système électoral.

Observant l'individualisme jouisseur de certains néobourgeois tel qu'il se déploie dans les médias et sur les réseaux sociaux, les classes populaires s'interrogent: dérive individuelle, isolée et sans signification particulière comme il y en eut toujours ou fait de société, à savoir la fascination pour l'argent et les addictions d'une frange ostentatoire des nouvelles élites internationales? Il ne leur a pas échappé que Paris est devenue un des hauts lieux de consommation de la cocaïne voire de la prostitution de luxe internationale. Plusieurs scandales touchant de hautes personnalités dans des institutions estimées ont défrayé la chronique, comme la condamnation de l'ancien directeur de l'Institut Montaigne, Laurent Bigorgne, reconnu coupable par la justice d'avoir drogué une collaboratrice en vue de commettre «un viol ou une agression sexuelle». L'audience a jeté une lumière crue sur les addictions du prévenu. Par ailleurs, si les deux affaires sont naturellement très différentes, tout un chacun peut questionner l'étrange paradoxe qui consiste à enseigner doctement l'État de droit à la ville, tout en fréquentant des soirées cocaïnées qui impliquent des contacts avec des réseaux de délinquants (on se reportera à la biographie de Raphaëlle Bacqué, *Richie*, Grasset, 2015, consacrée à la vie de Richard Descoings, directeur de Sciences Po de 1996 à sa mort, en 2012).

L'extraordinaire croissance de l'État social français, qui redistribue le tiers du PIB sous forme d'allocations et de prestations sociales, a déculpabilisé les classes dominantes de leur mission d'encadrement et de direction de la société. Les administrations pourvoient

Pierre Vermeren

Comment les classes populaires peuvent-elles en outre comprendre l'indifférence des élites envers des entreprises criminelles qui détruisent des millions de jeunes, comme le déplorent tant de praticiens (qu'il s'agisse du libre accès à une pornographie de plus en plus sauvage, ou de l'accès très simple sur notre sol à tous les psychotropes)? Enfin, les thématiques du wokisme et les obsessions sexuelles qu'il charrie ne rassurent pas. Les gens du peuple savent que ce n'est pas leur monde.

De sorte que la question de ce temps n'est pas de rejeter par principe les classes dirigeantes, auxquelles tant de Français auraient aimé s'agréger. Elle interroge en revanche les sentiments et les œillères d'une fraction non négligeable de la bourgeoisie de ce temps qui a rejeté toute notion de patriotisme et de solidarité avec le peuple d'où elle est issue, quand ce même peuple, désormais sans utilité sociale évidente, souffre et s'inquiète. Cette question renvoie moins à des remugles ataviques ou haineux qu'elle ne repose le noble rôle du politique dans notre démocratie fatiguée.

22 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/forcer-les-chomeurs-a-accepter-un-emploi-sans-rapport-avec-celui-qu-ils-occupaient-avant-produit-un-resultat-heike-vethaak>

BONNE OU MAUVAISE IDÉE ?

Forcer les chômeurs à accepter un emploi sans rapport avec celui qu'ils occupaient avant produit un résultat...

Une étude réalisée par des chercheurs danois donne une idée plus précise de ce qu'il est judicieux... ou non de faire.

avec [Heike Vethaak](#)

Atlantico : Vous avez récemment publié : Empirical Evaluation of Broader Job Search Requirements for Unemployed Workers. Comment avez-vous mesuré l'impact de l'imposition d'une tâche de recherche plus large pour les chômeurs qui assistent à la réunion des assistants sociaux ?

Heike Vethaak : Nous avons des informations sur les réunions que les chômeurs ont avec leurs assistants sociaux de l'administration de l'assurance-chômage. Dans une partie de ces réunions, le travailleur s'est vu imposer la tâche de recherche plus large. Même si la tâche de recherche plus large a été imposée à un sous-échantillon sélectif de ces travailleurs, nous pouvons estimer l'effet causal en utilisant les informations sur les travailleurs sociaux.

L'idée est que si deux travailleurs sociaux ont des réunions avec à peu près la même composition de bénéficiaires de prestations, mais ont des taux différents d'application des tâches. Ensuite, certains bénéficiaires de prestations qui recevraient une tâche avec l'un des assistants sociaux ne la reçoivent pas lorsqu'ils sont affectés à l'autre assistant social. Ce qui est important, c'est que les chômeurs ont été assignés au hasard aux travailleurs sociaux. Cela fournit alors une variation aléatoire dans laquelle les chômeurs reçoivent la tâche, qui peut être exploitée lors de l'estimation de l'effet de l'imposition des tâches de recherche plus larges.

Quels sont vos résultats ? Est-ce positif ou négatif pour eux d'imposer aux chômeurs d'élargir leur recherche et d'accepter des emplois éloignés de leur emploi précédent ?

La tâche de recherche plus large réduit la recherche d'emploi et prolonge la période de perception des prestations d'assurance-chômage. Les caractéristiques de l'emploi après la période de chômage sont également moins favorables ; après la tâche, les individus sont moins susceptibles d'avoir un contrat à durée indéterminée et ils travaillent moins d'heures par semaine. En résumé, nous constatons que l'imposition d'exigences de recherche plus larges a aggravé les résultats sur le marché du travail.

Comment expliquez-vous que forcer les demandeurs d'emploi à effectuer des recherches sous-optimales semble diminuer la probabilité d'obtenir un emploi réussi ?

Les effets négatifs de l'imposition d'une tâche de recherche plus large semblent contredire les résultats d'études antérieures qui montrent des effets positifs de la stimulation d'une recherche d'emploi plus large, y compris une étude française de Daphné Skandalis. Une différence importante est que la tâche de recherche plus large fait partie d'un programme formel et obligatoire, alors que d'autres études ont considéré les « traitements de l'information ». Les traitements de l'information pourraient affecter principalement les croyances sur les rendements de la recherche d'emploi chez les chômeurs trop optimistes. Les chômeurs qui ont été sélectionnés pour recevoir une tâche obligatoire des travailleurs sociaux étaient probablement un groupe différent de ceux qui sont trop optimistes et réagissent aux traitements d'information.

De plus, nous montrons que les effets négatifs de la tâche sont les plus importants pour les chômeurs qui sont les plus susceptibles de la recevoir. Dans notre contexte, les intervenants confient la tâche principalement aux chômeurs qui cherchaient de justesse avant la rencontre. Il peut s'agir de travailleurs spécialisés qui profitent

le plus d'une recherche d'emploi étroite et qui optimisaient leur recherche d'emploi avant de recevoir la tâche obligatoire. En d'autres termes, la tâche de recherche plus large obligatoire les oblige à effectuer une recherche différente, différente de leur stratégie de recherche optimale.

Cependant, vous considérez que la restriction des opportunités de recherche d'emploi oblige les chômeurs à rechercher de manière sous-optimale, ce qui affecte négativement les résultats sur le marché du travail. Pourquoi est-ce ainsi ?

Voir aussi la réponse précédente. En termes simples, vous pourriez dire que les chômeurs ont été mandatés pour rechercher et accepter des emplois sans rapport avec leurs anciennes professions, mais les chômeurs qui ont dû le faire réussissent en fait mieux lorsqu'ils recherchent de manière étroite. Plus techniques, ces chômeurs recherchaient de manière optimale des emplois sans la tâche plus large de recherche d'emploi, mais la tâche les oblige à modifier leur comportement de recherche. En conséquence, ils effectueront une recherche sous-optimale, car ils ne peuvent plus effectuer une recherche optimale.

Pourquoi ces incitations à rechercher un emploi éloigné de ses compétences sont-elles si fortes, si elles ne se traduisent pas par des résultats efficaces en termes de retour à l'emploi ?

Des recherches antérieures ont montré que les croyances biaisées chez les demandeurs d'emploi au chômage sont une cause de chômage de longue durée, car les chômeurs sont trop optimistes et recherchent trop souvent un travail qui ressemble à leur emploi précédent. Par conséquent, un nombre croissant de pays de l'OCDE exigent des chômeurs qui risquent de connaître un chômage de longue durée qu'ils recherchent et acceptent des emplois au-delà de l'occupation de leur emploi précédent. De plus, plusieurs études ont montré que les traitements de l'information visant à stimuler une recherche plus large sont en fait efficaces.

Cependant, notre étude montre qu'il est difficile de traduire cette idée en une politique formelle. Nous soutenons que forcer les chômeurs pourrait ne pas leur être bénéfique. Au contraire, nous montrons que certains sont encore plus mal lotis. Une approche plus consultative et informative est probablement préférable.

22 décembre (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/volodymyr-zelensky-goes-to-washington-ukraine-vladimir-putin-russia-war-biden-administration-11671661698?mod=hp_opin_pos_1

REVIEW & OUTLOOK

Mr. Zelensky Goes to Washington

The U.S. would be far worse off today if Putin had conquered Ukraine.

By [The Editorial Board](#) Follow

Updated Dec. 21, 2022 8:22 pm ET



President Joe Biden (R) and President of Ukraine Volodymyr Zelensky walk down the Colonnade as they make their way to the Oval Office at the White House on December 21.

PHOTO: ALEX WONG/GETTY IMAGES

Volodymyr Zelensky's visit to Washington on Wednesday is a symbolically important moment after 10 brutal months of war in Ukraine. With his first trip abroad since the Russian invasion began on Feb. 24, the Ukrainian President is signaling how vital the U.S. is to his country's survival, as [Vladimir Putin](#) attempts to bomb Kyiv into submission, and maybe the Stone Age. Mr. Zelensky, in his trademark fatigues, met President Biden at the White House and addressed Congress. He has been a brave and charismatic wartime leader, and his speech was eloquent in explaining that Ukraine is fighting for its independence as Americans once did. He thanked Americans for their support, and he sought more aid as the war moves into the harsh winter months.

Mr. Biden announced another \$1.85 billion in military aid and hardware, including some long sought weapons that the U.S. has been reluctant to provide. The Pentagon will deliver a Patriot missile-defense battery to intercept more of Russia's assault from the skies against civilians and electric-power sites. The shame is this will take weeks to deliver and could be there now if the U.S. had acted sooner.

The aid package also includes more ammo for the Himars artillery missile systems as well as "precision aerial munitions." The latter are usually launched from fixed-wing aircraft, which makes us wonder why the U.S. has been reluctant to provide old F-16s.

The U.S. has so far provided some \$21.9 billion in total military or other aid, and Congress this week is voting on another \$45 billion in support that will be rolled out in the coming months. Some countries such as the Baltic states have donated more as a share of national GDP. But the U.S. has provided by far the most in dollars and military hardware.

Opposition to more aid is building in some U.S. quarters on the right and left. Ten months ago the fear was that Kyiv would lose in a rout and escalate the war against NATO if the alliance aided Kyiv. Now the worry is that Russia might lose and that could cause Mr. Putin to escalate against NATO.

There's no predicting what the willful Kremlin dictator might do, but one thing the war has taught is that Russia's military is far less formidable than most believed. Despite fewer men and less firepower, Ukrainians have imposed ferocious casualties and fought Russia to a stalemate. Ukraine's tenacity has also served America's interests as well as its own.

It's worth thinking about what the world would look like today if Mr. Putin had crushed Kyiv within days as he and U.S. intelligence services expected. Russian forces would now control nearly all of Ukraine and man the border of Poland and other frontline NATO states. If an insurgency broke out in Ukraine, Mr. Putin would be blaming those countries for aiding the "terrorists," whether they did or not, and threatening retaliation.

Moldova would have been next to fall to Russia, and one or more of the Baltic states would be in his sites. NATO would be divided over how to respond for fear of Mr. Putin's wrath, and forget about Finland and Sweden joining the alliance as they are currently doing. Germany would be especially conflicted, and all of Western Europe would be more vulnerable to Russia's energy blackmail.

The cost of shoring up NATO, with Russian tanks on its doorstep, would arguably have been even greater in the long run. U.S. credibility also would have suffered another blow, compounding the damage from the Afghanistan retreat. Critics who say helping Ukraine has hurt deterrence against China have it exactly wrong. China's Xi Jinping would have had greater cause to doubt U.S. resolve to defend Taiwan had the U.S. abandoned Ukraine.

Mr. Putin's strategy is to punish the Ukrainian people and impose economic costs on the West with a goal of outlasting the democracies. But Mr. Zelensky and Ukrainians deserve continued U.S. support, and the fastest way to end the war is to provide Kyiv with the weapons to win as soon as possible.

Some Republicans in Congress are now claiming there should be no support for Ukraine while the U.S. southern border isn't secure. But that argument is a non sequitur. There are enough

resources to do both. The problem at the border is Mr. Biden's failure of will to do anything to stop the migrant flood.

All wars end with some form of negotiation, and this one will too. But Mr. Putin betrays no willingness to do so on anything other than his terms. The faster and more decisively Ukraine regains its territory, the sooner Russia may reconsider its disastrous war.

22 décembre (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/brown-university-discriminates-against-south-asians-caste-india-affirmative-action-britain-census-court-11671634272?mod=hp_opin_pos_6#exrecs_s

COMMENTARY

Brown University Discriminates Against South Asians

Its prohibition of ‘caste oppression’ creates a new offense of which only one ethnic group can be guilty.

By Suhag A. Shukla



The seal of Brown University sits atop the Van Winkle Gates at the edge of the main campus in Providence, Rhode Island, Aug. 16.

PHOTO: BRIAN SNYDER/REUTERS

The Supreme Court is considering whether universities can legally discriminate against Asian applicants in the interest of assembling a “diverse student body.” Meanwhile **Brown University has adopted a policy that discriminates against certain Asian students in the name of non-discrimination.**

Brown [announced](#) Dec. 1 that it has “added a new provision to its non-discrimination policy that explicitly prohibits caste oppression,” which it described as “a subtle, often misunderstood form of structural inequality.” **There has apparently never been a “caste”-related complaint at Brown.**

While ending discrimination is a worthy goal, Brown’s policy is itself discriminatory, and therefore unlawful. As the announcement acknowledges, it applies only to students and faculty of “South Asian descent.”

What’s especially bewildering is that **Brown’s vice president of institutional equity and diversity, Sylvia Carey-Butler Brown, was quoted in the announcement as acknowledging that the policy is unnecessary: “The previous policy would have protected people experiencing caste discrimination.”**

The law, and Brown’s policies, already proscribed discrimination based on race, national origin, sex and more. These are facially neutral policies and completely appropriate as they apply to all kinds of discrimination without singling any group out with presumptions about who is subjugating whom.

Yet Ms. Carey-Butler said she and Brown “felt it was important to lift this up and explicitly express a position on caste equity,” **because (in the announcement’s paraphrase) “as the South Asian population in the**

U.S. increases, caste discrimination is a growing issue on college and university campuses across the country.”

In adding a specific category to its non-discrimination policy—one that categorically and uniquely applies to a single ethnic group, **Brown has created a policy that is discriminatory on its face. The policy change violates the Civil Rights Act (and, at a public university, would also violate the 14th Amendment’s Equal Protection Clause) by treating South Asian students disparately on account of their ethnicity under a presumption—for which no evidence is proffered—that South Asians on campus have a propensity to engage in a form of invidious discrimination, hitherto unknown on campus.**

Brown defines “caste” only as a South Asian affliction. It fails to specify how the university would decide which students or faculty members belong to “esteemed” or “oppressed” castes. Having a caste complaint lodged against a South Asian student or staff member could unleash a labyrinthine formal complaint process reserved only for South Asians, without any guidance as to how accusations would be adjudicated other than presumptions of guilt and negative stereotypes.

Caste is an administrative construct under Indian law that resulted from colonial British censuses from the late 19th and early 20th centuries. These laws institutionalized reductive British ideas about what was actually a diverse Indian society. **Interlaced with these ideas of caste was the theory that “higher” castes were lighter-skinned descendants of European progenitors and “lower” castes hailed from darker-skinned indigenous people.**

This theory racializing South Asians has been rejected by an overwhelming majority of scholars and scientists studying India and Indians. It is why caste is often conflated with race and why South Asians are often labeled today as “caste privileged” and “white adjacent.” **These colonialist misconceptions have placed “caste” into the lexicon of “diversity” and enforcement on college campuses across the country.**

That Hindus and many South Asians have a “caste system” is one of the most lasting stereotypes we face. Yet we know caste to be localized to certain communities in South Asia, and **surveys find that in the U.S. discrimination based on caste is rare.** The Carnegie Foundation’s 2020 [Indian American Attitudes Survey](#) found that only 5% of respondents had “personally felt discriminated against” because of their caste in the preceding 12 months.

The Carnegie survey also found that caste and other social and ethnic markers become less relevant to the identities of subsequent generations of Americans with South Asian heritage.

Caste discrimination does occur in South Asia, and it can be brutal. But how should American college campuses address this South Asian brand of discrimination? In the same way they would address discrimination faced by Ahmadis in Muslim communities or discrimination based on skin color among Latinos when it occurs on campus—through existing law. **Creating policies that apply to only one**

community of students and faculty is a dangerous precedent that institutionalizes biases no one should accept.

Ms. Shukla is executive director and legal counsel of the Hindu American Foundation. She represents two faculty members who are suing to challenge a similar policy at California State University.

22 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/the-americas/2022/12/18/argentina-clinch-the-world-cup-after-beating-france-on-penalties>

It was messy, but it's Messi

Argentina clinch the World Cup after beating France on penalties

The national team could teach its politicians a lesson



Dec 18th 2022 | BUENOS AIRES

They began the World Cup by losing to Saudi Arabia, one of the least fancied teams in the tournament. Argentina's footballers ended it as champions, beating France, the holders, in a penalty shoot-out after a thrilling 3-3 draw. When Gonzalo Montiel drove home the decisive spot-kick, millions of Argentines streamed onto Avenida 9 de Julio, in the centre of Buenos Aires, setting off firecrackers, chanting songs, and honking car horns. *La selección*, as the national team is known, took home Argentina's third cup, and the first in 36 years.

Argentina expected, and in the end got, a ferocious match. When France took home the World Cup in 2018, their team was younger and their players more expensive [than almost any other](#). Kylian Mbappé, then just 19, became the second youngest player ever to score in a World Cup final, after Pél  did so at 17 in 1958. This year the French squad is collectively worth over €1bn (\$1.1bn), compared with Argentina's more modest €645m, according to Transfermarkt, a website devoted to transfer fees.

Yet Argentina saw them off—eventually, having led 2-0 and then 3-2. Mr Mbappé had hauled France back into the game with a penalty and a goal in normal play and then another spot-kick in extra time, becoming only the second man to score three times in a World Cup final. But the glory will belong to Lionel Messi, Argentina's 35-year-old captain, who despite being widely regarded as the [world's best player](#) for many years had never managed to get his hands on the game's most desired trophy. Fittingly, Mr Messi scored two goals, and set up the whole team for another, netted after a flowing move by Ángel Di María, who finished coolly before bursting into tears.

Argentina's fans had already made this World Cup one about their country and its captain. Some 50,000 Argentine supporters descended on Doha for the final, compared with only 10,000 from France, a far richer, more populous country. Argentine *hinchas*, or fans, have a reputation for rambunctiousness. They pen new football songs almost as fast as Mr Messi can dribble through a triad of opposing players, and came armed with drums, giant flags in the national alabaster white and sky-blue stripe, and a whopping 500kg of *yerba mate*, the country's favourite herbal drink.

The final settled any debate, Argentines crow, about who the greatest living footballer is. Yet Mr Messi has had a chequered relationship with his home country, which he left at 13 to train in Europe. Compared with Diego Maradona, an Argentine midfield megastar of an earlier generation, Mr Messi,

who had to be given growth hormones as a child, was long deemed timid and lacking in passion. Maradona ([who died in 2020](#)) was overheard in 2016 saying that Mr Messi didn't "have enough personality to be a leader". Argentines resented the fact that he won often with Barcelona, his club in Spain, but not with the national squad. With Mr Messi at its helm, *la selección* lost two finals at the Copa América, Latin America's top football competition, and one at the World Cup. In frustration, he briefly retired from the national team in 2016.

All that changed last year, when Argentina won the Copa América trophy for the first time in 28 years. Since then, Messi-mania has gripped the country. His T-shirt, emblazoned with the number 10, has become a national uniform. He has started to sound more combative. Clips of Mr Messi asking Wout Weghorst, a Dutch striker, "What're you looking at, dummy?" after a nasty quarter-final match which threatened to descend into a brawl, have been remixed to electronic dance music, printed on mugs, and tattooed on the bodies of super-fans.

In Argentina, the beautiful game is more than a sport. "When they ask you who you are, you answer: I am a son, I am a father and I belong to such and such team," says Ariel Scher, a journalist who writes about football. "The construction of an identity in this country is unthinkable without some kind of link to football."

Football and national identity became intertwined after Argentina beat England in the 1986 World Cup quarter-final in Mexico, in which Maradona scored two goals, one famed for its beauty and the other—a handball not spotted by the referee—for vexing a generation of English fans. Coming on the heels of Argentina's humiliating defeat after invading the Falkland Islands, a British territory in the South Atlantic, it felt to many like a moment of national vindication. Maradona became, to some, a demi-God. A sect called the Church of Maradona boasts thousands of adherents, its own ten commandments and a newly opened branch in Mexico.

If football is a religion in Argentina, then a World Cup victory is its spiritual apotheosis—and this one comes at a time of [national agony](#). Argentina has been battered this year by record droughts, inflation reaching 100%, and fractious politics. The vice-president, Cristina Fernández de Kirchner, survived an [assassination attempt](#) when a gun held only inches from her face failed to fire; and earlier this month she was sentenced to six years in jail over [a corruption scandal](#).

Against this chaotic backdrop, the national team has spread joy and even temporary harmony. The deep-rooted *grieta*, or rift, in Argentine politics between Ms Fernández's followers and the liberal opposition has not been forgotten. But Ms Fernández's supporters were uncharacteristically quiet after her conviction on December 6th, perhaps because they were at home watching the football. Congress has had trouble reaching the quorum to hold a session, partly because some legislators are in Doha.

"World Cup fever has helped the government end a year that could otherwise have been explosive in a fairly peaceful way," says Andrés Malamud, an Argentine political scientist at the University of Lisbon. But as the country's politicians gear up for a general election in 2023, they cannot expect happy memories of the World Cup to save them. "All the research about the effects of sporting victories on elections shows that they are ephemeral—they don't last more than two weeks."

Still, Argentina's political class could learn from its sportsmen. The team is more close-knit than in previous World Cups, says Klaus Gallo, a historian who has written on football at Torcuato di Tella University in Buenos Aires. Mr Messi shone not only because of his talent but also because he could rely on the men around him. The country's divided government, in which the moderate president and the leftist vice-president go for months without speaking, could take note. So could the opposition, which has sometimes fomented the *grieta* at the expense of conciliation.

Much like some Argentines used to deride Mr Messi, Argentine politicians have a habit of undermining their best assets. Ms Fernández and much of her leftist wing of Peronism, the populist movement that

has dominated Argentina for seven decades, have vilified Argentina's agribusiness and the private sector more generally, though these are the motors of the country's economy. Argentina's political class could learn from its country's belated embrace of their star midfielder—if you've got it, appreciate it.

The final lesson comes from Mr Messi and *la selección's* modest manager, Lionel Scaloni. "In the past five World Cups, Argentina has done better with managers who were humble and focused on planning," says Mr Malamud. "And they fared badly with managers who were showmen and braggarts." The braggarts were Maradona in 2010, who, though an excellent player, was a terrible coach, and Jorge Sampaoli in 2018. The hard workers have been José Pékerman in 2006, Alejandro Sabella in 2014 and Mr Scaloni.

The prudence and professionalism of Argentina's manager and his star player offer a sobering contrast to the amateurism with which Argentina's economy is managed, with a dozen exchange rates and a host of price and currency controls. Argentina's political leaders talk a good game, but fail to deliver results. Unlike the quietly spoken, ruthlessly goal-focused Mr Messi.

22 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-bundesrat-will-kein-drittes-geschlecht-einfuehren-ld.1718261>

KOMMENTAR

Drittes Geschlecht: Jeder soll so leben können, wie er will, doch man kann es mit dem Minderheitenschutz auch übertreiben

Der Bundesrat zeigt sich konservativ. Er will am Mann-Frau-Geschlechtermodell festhalten und keine dritte Kategorie für «Diverse» schaffen. Das ist erfreulich.

Katharina Fontana

21.12.2022, 18.24 Uhr



Der Bundesrat sagt Nein zum dritten Geschlecht.

Ueli Maurer ist offenkundig nicht der einzige Bundesrat, der in Geschlechterfragen traditionell tickt. Sein Spruch bei der Rücktrittsankündigung, er wolle kein «Es» als Nachfolger, sorgte zwar für Unmut, doch hat er damit die Haltung des Bundesrates und speziell jene der bisherigen Justizministerin Karin Keller-Sutter vorweggenommen: In der Schweiz soll es kein drittes Geschlecht geben. Das hat der Bundesrat am Mittwoch mitgeteilt. Er will an der traditionellen Geschlechterordnung mit Mann und Frau festhalten und keine dritte rechtliche Kategorie für «Diverse» schaffen – für Menschen also, die sich nicht als Mann oder als Frau einordnen.

Jeder soll leben, wie es ihm gefällt

Man kann dem Bundesrat nur beipflichten, und das aus mehreren Gründen. Der erste Grund ist der naheliegendste: Die rechtliche Einteilung der Menschen in Mann und Frau stützt sich auf objektive Kriterien, auf natürliche Eigenschaften, und die riesengrosse Mehrheit im Land hat damit keinerlei Problem. Deshalb gibt es auch keinen schlüssigen Grund, von der traditionellen binären Geschlechterordnung abzurücken und zusätzlich ein weiteres Geschlecht offiziell anzuerkennen.

Zweitens: Der Einwand, dass man den nichtbinären Menschen ihren Platz in der Gesellschaft verweigere, wenn man sie rechtlich nicht anerkenne, überzeugt nicht. Jeder Person steht es frei, sich weder als Mann noch als Frau zu fühlen, sondern als ein Dazwischen, als etwas Einzigartiges, ein «Gendereinhorn», das sich jeder biologischen Kategorie entzieht. In einem freiheitlichen Land soll jeder so leben können, wie es ihm gefällt.

Eine andere Frage ist hingegen, welche Rolle dabei dem Staat zufällt und ob er den Genderfluiden, den Agender, den Bigender und den weiteren nichtbinären Gruppen ein eigenes Rechtsinstitut zur Verfügung stellen muss. Nein, das muss er nicht: Der Staat hat sich nicht in private Belange einzumischen, doch das heisst umgekehrt noch lange nicht, dass er auf jede noch so kleine Minderheit eingehen und sein Rechtssystem auf deren Bedürfnisse ausrichten muss. Sicher: Es gibt einzelne Personen, die sich mit den herkömmlichen Geschlechtern schwertun, aber das reicht noch nicht, um die binäre Rechtsordnung aufzugeben. Man kann es mit dem Minderheitenschutz auch übertreiben.

Drittens geht es beim dritten Geschlecht nicht nur um eine blosse Formalität, um eine harmlose Deklaration, um ein drittes Kreuz im Personenstandsregister und im Pass, bei dem «divers» steht. Vielmehr hätte die Drittgeschlechtlichkeit weitgehende Folgen für die materielle Rechtsordnung. Wie stünde es mit der Militärdienstpflicht für Diverse? Wie mit der Witwenrente? Auch die Gesetzessprache gälte es zu überdenken. Nicht zuletzt ginge es auch um die Regelung des Alltags, um den Zugang zu öffentlichen Gebäuden, um Spitalzimmer, um Garderoben, um Toiletten und vieles mehr. Wer argumentiert, dass man das Ganze nicht unnötig verkomplizieren und einfach alle Räumlichkeiten für sämtliche Geschlechter öffnen solle, macht es sich vor dem Hintergrund von #MeToo doch etwas zu einfach.

Obsessive Beschäftigung

Hinzu kommt noch etwas anderes: Aus irgendeinem Grund scheint man in der Gesellschaft, namentlich in den «progressiven» Kreisen und in den Medien, geradezu auf Geschlechterfragen und auf identitäre Nabelschau fixiert zu sein – alles, was mit Geschlecht, mit Mann, Frau und vor allem mit den Abweichungen davon zu tun hat, übt eine unglaubliche Faszination aus und erhält eine Wichtigkeit, die befremdet. Und man kann sich fragen, wie es um eine Gesellschaft bestellt ist, in der man sich derart obsessiv mit der Erforschung von geschlechtlichen Befindlichkeiten beschäftigt. Wohl nicht allzu gut.

22 décembre (Le Figaro)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/uni-stanford-mit-einer-liste-zum-sensiblen-sprachgebrauch-18550630.html?premium>

SENSIBLE SPRACHE:

Sie da!

EIN KOMMENTAR VON [THOMAS THIEL](#)

-AKTUALISIERT AM 22.12.2022-06:29



Sprachlich bereinigt: der Campus der Universität Stanford Bild: MAX WHITTAKER/The New York Timeslaif

Die Universität Stanford will, dass auf ihrem Campus keine verletzende Sprache mehr verwendet wird. Wer sich an die neuen Regeln hält, erkennt die Welt nicht wieder.

An der französischen Elitehochschule Sciences Po sorgte kürzlich eine Tanglehrerin für Aufregung, die weiter von Frau und Mann sprechen wollte statt von Leader und Follower, wie es die inklusive Sprache neuerdings vorsieht. Laut der neuen Version des Cambridge Dictionary sind Mann und Frau ja leicht verstaubte Bezeichnungen für Personen, denen das Geschlecht bei der Geburt mehr oder weniger willkürlich zugewiesen wurde und die nun unbesehen aller körperlichen Merkmale ganz allein über ihre Geschlechtsidentität entscheiden.

Man kann also nicht wirklich sagen, dass die schwarze Liste zur „harmful language“, die gerade an der Universität [Stanford](#) kursiert, überraschend kommt. Sie spitzt den Trend zu, die Welt von Wörtern zu reinigen, die den Verdacht aufkommen lassen, es könne auch so etwas wie unangenehme Dinge geben.

Wer sich an die auf zwölf Seiten ausgebreiteten Verbote hält, darf beispielsweise nicht mehr von Prostituierten sprechen, sondern nur noch von Sexarbeitern. Sklaven hat es nie gegeben, man spricht nun von Arbeitern. Auch das Ghetto verschwindet. Es wird zur Nachbarschaft. Die „Blindstudie“ erinnert daran, dass man körperliche Behinderungen für etwas Unnormales oder Schlechtes halten könne. Daher: Bitte vermeiden!

Es gibt nun auch keine Menschen mehr, die Suizid begehen, vielmehr sind sie an Suizid gestorben, denn ihre Erfahrung soll nicht mehr trivialisiert werden. Vorbei sind die Zeiten, in der man jemanden oder etwas diskriminierungsfrei „crazy“ oder „stupid“ nennen durfte. Die Zeit wird kommen, sagte Dostojewski voraus, in der man aus Gründen der Toleranz einen Idioten nicht mehr einen Idioten wird nennen dürfen. Er hat recht behalten.

Natürlich ist der Liste ein „trigger warning“ vorangestellt, die alten, bösen Wörter müssen ja noch ein letztes Mal benannt werden, bevor sie und ihre Welt verschwinden. Sie heißt aber nun „content note“ und löst hoffentlich keine negativen Gefühle mehr aus. Ganz wohl scheint sich die Universität in ihrer neuen Welt nicht zu fühlen. Die Liste wurde gesperrt, nachdem das „Wall Street Journal“ darüber berichtete.

Manche Dozenten an deutschen Universitäten haben übrigens ganz von selbst neue Anredeformen erfunden, um die Fettnäpfchen der postbinären Wirklichkeit zu umgehen. Man sagt nicht mehr Herr oder Frau, sondern: Sie da! Nennen wir es Fortschritt.

22 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/cinema/l-effarant-combat-d-une-documentariste-contre-les-censeurs-woke-20221221>

L'effarant combat d'une documentariste contre les censeurs woke

Par [Adrien Jaulmes](#)

Publié hier à 17:24, mis à jour il y a 1 minute



Meg Smaker, la réalisatrice du documentaire *Jihad Rehab*, à Oakland, en Californie, le 29 août. TAI POWER SEEFF/The New York Times-REDUX-REA

RÉCIT - Accusée d'islamophobie et de racisme pour son film traitant de la réhabilitation d'ex-djihadistes, Meg Smaker se bat pour qu'il soit diffusé.

Correspondant à Washington

Après une longue enquête et près de trois ans de tournage en Arabie saoudite, la documentariste américaine Meg Smaker avait toutes les raisons de se réjouir. Son film, *Jihad Rehab*, consacré au centre saoudien de réhabilitation pour anciens djihadistes, avait été sélectionné au prestigieux festival de Sundance, dans l'Utah, en janvier 2022.

Le documentaire met en scène cinq anciens membres d'al-Qaïda : un Saoudien et quatre Yéménites. Capturés par les Américains en Afghanistan, ils ont passé une dizaine d'années dans le centre de détention de Guantanamo à Cuba. Certains ont été torturés. Aucun n'a été jugé. La cinéaste les filme, transférés en Arabie saoudite, alors qu'ils suivent le programme de réhabilitation dans le centre semi-carcéral créé par le royaume pour réinsérer les anciens djihadistes dans la société. Elle les accompagne en cours, ou lors de leurs entretiens avec un psychologue. On les voit jouer au ping-pong, ou pratiquer la natation. Ils s'expriment souvent avec franchise, parfois en éludant certaines questions, discutant avec la documentariste de leur passé, et de leur avenir.

Je ne m'attendais pas à de telles attaques, de la part d'un monde qui prétend défendre la liberté d'expression et celle de l'artiste

Meg Smaker

Les premiers critiques saluent un document exceptionnel. Après la sélection de Sundance, le documentaire est programmé dans de nombreux festivals à travers le monde. Tout s'est effondré en quelques semaines. Au début de l'année 2022, une poignée de documentaristes d'origine arabe ou musulmane lancent une violente campagne sur les réseaux sociaux contre Meg Smaker et *Jihad Rehab*. Ils accusent la cinéaste, américaine blanche, de s'être rendue coupable d'islamophobie et de racisme. Avant même la diffusion du film, et sans que la plupart des critiques l'aient vu, le documentaire est taxé d'orientalisme, accusé de véhiculer des préjugés contre les Arabes et les musulmans, et de perpétuer la domination culturelle occidentale.

Certains vont jusqu'à dénier à une cinéaste occidentale toute légitimité à traiter d'un sujet consacré à des musulmans. D'autres l'accusent de ne pas avoir obtenu le consentement des personnages filmés, et de les avoir ainsi mis en danger, ou d'avoir violé la présomption d'innocence. Plus généralement, ils lui reprochent d'associer les musulmans avec le terrorisme.

Syndrome du sauveur blanc

L'une des plus virulentes est Assia Boundaoui, une documentariste algéro-américaine. Elle dénonce dans une tribune publiée sur le site de l'Association internationale des documentaristes l'empathie montrée par la cinéaste pour ses personnages comme une forme supplémentaire de mépris, le syndrome du sauveur blanc. « *Le titre malheureux du film est à la fois inexact et offensant : "Rehab" fait référence à un centre d'incarcération en Arabie saoudite et l'assimilation désinvolte du mot "Jihad" au terrorisme est offensante pour les musulmans*, écrit-elle. *Le manque d'intérêt pour la narration de sujets nuancés présentant un point de vue musulman... est un problème qui touche l'ensemble de l'industrie du film documentaire et de la fiction.* » Une non-musulmane, parlant l'arabe avec un accent, n'a tout simplement rien à dire sur le sujet.

Meg Smaker voit l'enthousiasme qui avait accompagné les premiers visionnages de son film se transformer en des critiques virulentes. Le monde du documentaire, qui avait salué son travail, l'abandonne aussitôt. Le festival de Sundance présente des excuses publiques pour avoir programmé le film : « *Nous avons écouté et réfléchi aux nombreux points de vue partagés sur la présence du documentaire de Meg Smaker, Jihad Rehab dans notre festival, explique l'organisation dans un communiqué. Comme pour chaque film que nous présentons, nous espérons engager un débat stimulant, susceptible d'apporter une valeur ajoutée à notre société. Dans ce cas, il est clair que la projection a blessé des membres de notre communauté, en particulier des personnes issues des communautés musulmanes et du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud, et nous en sommes profondément désolés.* »

«Un choc et une déception»

La productrice du film, Abigail Disney, se retire immédiatement de la production et de la distribution du film, et résilie le contrat signé avec la cinéaste. Elle publie une lettre d'excuses en forme d'autocritique. « *Un film dont j'ai assuré la production, Jihad Rehab, a déversé un torrent de haine contre des personnes que j'aime et respecte sincèrement* », écrit la productrice, descendante du célèbre dessinateur Walt Disney. « *Je sais que la façon dont il devait être reçu n'a aucune importance, car il a créé une peine profonde et inutile. J'en prends la responsabilité et je m'en excuse... Je m'engage à ne plus créer de souffrance, ne serait-ce que par accident ou par ignorance...* » « *J'ai échoué, échoué et absolument échoué à comprendre à quel point les musulmans sont fatigués et dégoûtés d'être perpétuellement représentés comme des terroristes, d'anciens terroristes ou des terroristes potentiels. C'était un manque d'empathie et de respect de ma part, et donc le plus grave des manquements.* »

Presque aussitôt, les distributeurs et festivals du monde entier annulent leurs accords de diffusion et retirent le film de leurs projections. Meg Smaker, qui s'attendait plutôt à être accusée de complaisance pour d'anciens terroristes, qu'elle filme avec une certaine empathie, est abasourdie.

« *Je ne m'attendais pas à de telles attaques, de la part d'un monde qui prétend défendre la liberté d'expression et celle de l'artiste* », dit aujourd'hui Meg Smaker. « *Ni que des institutions comme Sundance ou South by Southwest réagiraient ainsi, et capituleraient devant les attaques de six personnes sur Twitter et les réseaux sociaux qui n'ont même pas vu le film. Ça*

a été une surprise, un choc et une déception. » L'influence de ces festivals américains dans le monde du film documentaire fonctionne dans les deux sens. La cinéaste, qui a dépensé toutes ses économies dans son film, se retrouve seule.

Je fais face quasiment seule à une industrie énorme, mais aussi très peureuse

Meg Smaker

«Le retrait de Sundance a envoyé un signal dans le monde entier, et le film a été partout retiré de la diffusion et de la programmation, dit Smaker. Un seul festival en Nouvelle-Zélande a maintenu la projection. Les spectateurs ont beaucoup apprécié le film, et les organisateurs ont demandé où était le problème. »

«Après des années passées à étudier un monde salafiste, où l'on est considéré comme un infidèle si l'on ne suit pas rigoureusement telle ou telle pratique de l'islam, j'ai été sidérée de découvrir le même fondamentalisme intransigeant dans les milieux dits progressistes de mon propre pays », dit aussi Meg Smaker. « J'ai l'impression qu'il y a vingt ou trente ans, la liberté d'expression était considérée comme valant un peu plus d'engagement, comme quand on avait pris la défense de Salman Rushdie. »

Meg Smaker, qui s'est engagée chez les pompiers professionnels en Californie avant de se tourner vers le reportage, refuse de se laisser intimider. Quelques articles de soutien parus dans la presse américaine lui ont permis d'espérer que son film puisse être au moins diffusé et vu. Grâce à des fonds levés sur internet, elle essaye de le faire projeter dans quelques salles, condition pour qu'il soit sélectionné aux Oscars. *« Je fais face quasiment seule à une industrie énorme, mais aussi très peureuse », dit Smaker.*

22 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/sncf-la-greve-de-trop-qui-met-les-francais-en-colere-20221221>

SNCF: la grève de trop qui met les Français en colère

Par [Éric De La Chesnais](#)

Publié hier à 18:52, mis à jour hier à 19:40



Des usagers à la gare de Lyon, lors du mouvement social des agents de la SNCF, le 2 décembre. YOAN VALAT/EPA-EFE

RÉCIT - En annonçant un mouvement social pour Noël, les contrôleurs ont exacerbé la rancœur des Français pour le groupe ferroviaire.

Mouvements sociaux à répétition, trains bondés, en retard ou supprimés, défaut de signalisation ou accident voyageur... Les clients de la SNCF supportent de moins en moins ce calvaire qu'ils endurent bien souvent en silence. En annonçant une grève pour le week-end de Noël, un [collectif de contrôleurs à la SNCF](#), en dehors du contrôle des syndicats traditionnels, a semble-t-il franchi les limites du tolérable. Alors même que des augmentations de salaires conséquentes (près de 12 % entre 2022 et 2023) avaient été promises.

En famille ou entre amis, les langues se délient, et nombreux sont ceux qui ont de mauvais souvenirs d'un récent déplacement en train. «*La semaine dernière, j'ai passé vingt heures dans les transports pour seulement quatre allers-retours entre Paris et Goussainville, sur la ligne D du RER francilien*» (exploitée par la SNCF, NDLR), déplore Céline, cadre parisienne.

On est pris en otage avec la SNCF qui a le monopole du ferroviaire. Je ne pensais pas dire ça un jour, mais je suis devenue partisane de la privatisation
Céline, cadre parisienne

«*Tous les jours sans exception, les panneaux d'affichage indiquent "trafic perturbé" ou "ralenti". La qualité du service ne cesse de se dégrader. On voyage serrés les uns contre les autres dans du vieux matériel sans climatisation l'été ni chauffage l'hiver. J'ai voulu partir à Nantes pour aller voir ma famille à Noël et oublier cette galère. J'ai dû renoncer à cause de ce mouvement social. On est pris en otage avec la SNCF qui a le monopole du ferroviaire. Je ne pensais pas dire ça un jour, mais je suis devenue partisane de la privatisation.*»

Un sentiment partagé par bien des internautes sur les réseaux sociaux. «*Bravo SNCF vous êtes officiellement la honte du service public français. Priver des milliers de Français de Noël en famille c'est une super idée, s'insurge sur Twitter Antoine Soula, interne en pharmacie à l'établissement public de santé mentale de la Somme. Faudra pas venir pleurer quand on*

privatisera pour pallier votre incompetence», poursuit ce voyageur qui devait emprunter le TGV Lyria entre Paris et Bourg-en-Bresse ce week-end. Un ras-le-bol qui touche toutes les lignes, du RER au TER en passant par le TGV et les Intercités.

Le premier week-end de décembre, ce sont les aiguilleurs qui étaient en grève. De quoi perturber le réseau et entamer le capital confiance des usagers. «Je suis allé voir de très bons amis à Bordeaux, se souvient Louis, jeune cadre parisien dans la communication. Autant mon TGV a bien circulé à l'aller le vendredi soir. Mais au retour, c'était la croix et la bannière pour trouver un train. J'ai passé tout le samedi à rafraîchir l'application SNCF Connect pour finalement trouver un TGV à 6h50 le dimanche matin. Mon week-end s'est transformé en un aller-retour de vingt-quatre heures. La SNCF n'assure plus un service public fiable. Bien au contraire, il déraile.»

Au gré des conflits sociaux, non seulement l'image de la SNCF est écornée, mais celle de ses salariés en prend aussi pour son grade, eux qui sont parfois perçus comme privilégiés par rapport à d'autres employés, moins protégés. *«Ces conflits sociaux successifs sont l'expression d'un manque de compassion entre des salariés qui peuvent faire grève au nom d'intérêts corporatistes et bloquer une partie du pays pour obtenir des augmentations salariales. Et la majorité des clients qui subit et n'a pas les mêmes moyens de pression auprès de son employeur»,* déplore Roger Octave, un salarié dans l'édition en Dordogne qui se rend en moyenne trois jours par semaine à Paris.

Face à ce mécontentement croissant, les contrôleurs grévistes n'auraient-ils pas, cette fois, franchi une ligne rouge? Yves Crozet, professeur émérite à Sciences Po Lyon et membre du Laboratoire aménagement, économie et transport (Laet) n'en est pas certain. **«Il y a toujours des Français qui comprennent les grévistes de la SNCF, c'est culturel, explique-t-il. Dans l'inconscient collectif, tout ce qui est bon pour la SNCF est bon pour l'intérêt général. Quand elle fait grève, elle fait plier l'État et par ricochet les autres entreprises publiques en récoltent les bénéfices. Faites des pétitions contre la grève SNCF, peu de Français les signeront! Finalement, on la critique, on lui fait beaucoup de reproches mais personne n'ose trop y toucher.»**

À court terme, les contrôleurs non grévistes risquent de jouer le rôle de paratonnerre de tous ces ressentiments accumulés. Le pire est à craindre dans les trains bondés qui circuleront ce week-end.

«Je suis en colère. Non seulement je ne suis pas encore remboursé à 200 % de mon TGV Paris-Marseille supprimé, comme l'a promis le PDG de SNCF Réseau ce matin, s'énerve Jean-Marc, un cadre cinquantenaire résidant en Île-de-France. Mais en plus, mon nouveau billet échangé in extremis m'oblige à partir à 5h55 le jour de Noël, en seconde classe et avec un prix plus élevé que mon voyage initial, pourtant en première. Que les contrôleurs ne viennent pas nous embêter à bord!»

21 décembre (WSJ)

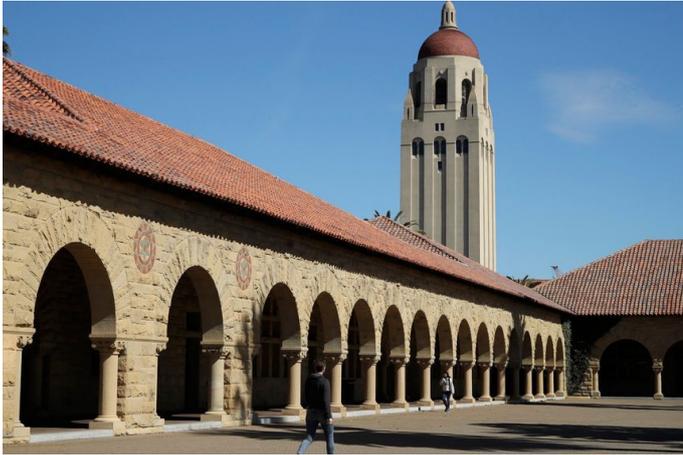
https://www.wsj.com/articles/the-stanford-guide-to-acceptable-words-elimination-of-harmful-language-initiative-11671489552?mod=hp_opin_pos_3#cxrecs_s

The Stanford Guide to Acceptable Words

Behold the school's Elimination of Harmful Language Initiative.

By [The Editorial Board](#)

Dec. 19, 2022 6:26 pm ET



Stanford University PHOTO: BEN MARGOT/ASSOCIATED PRESS

Parodists have it rough these days, since so much of modern life and culture resembles the Babylon Bee. The latest evidence is that Stanford University administrators in May published an [index of forbidden words](#) to be eliminated from the school's websites and computer code, and provided inclusive replacements to help re-educate the benighted.

Call yourself an "American"? Please don't. Better to say "U.S. citizen," per the bias hunters, lest you slight the rest of the Americas. "Immigrant" is also out, with "person who has immigrated" as the approved alternative. **It's the iron law of academic writing: Why use one word when four will do?**

You can't "master" your subject at Stanford any longer; in case you hadn't heard, the school instructs that "historically, masters enslaved people." And don't dare design a "blind study," which "unintentionally perpetuates that disability is somehow abnormal or negative, furthering an ableist culture." Blind studies are good and useful, but never mind; "masked study" is to be preferred. Follow the science.

"Gangbusters" is banned because the index says it "invokes the notion of police action against 'gangs' in a positive light, which may have racial undertones." Not to beat a dead horse (a phrase that the index says "normalizes violence against animals"), but you used to have to get a graduate degree in the humanities to write something that stupid.

The Elimination of Harmful Language Initiative is a "[multi-phase](#)" project of Stanford's IT leaders. The list took "18 months of collaboration with stakeholder groups" to produce, the university tells us. We can't imagine what's next, except that it will surely involve more make-work for more administrators, whose proliferation has driven much of the rise in college tuition and student debt. **For 16,937 students, Stanford lists 2,288 faculty and 15,750 administrative staff.**

The list was prefaced with (to use another forbidden word) a trigger warning: "This website contains language that is offensive or harmful. Please engage with this website at your own pace."

Evidently it was all too much for some at the school to handle. On Monday, after the index came to light on social media, Stanford hid it from public view. Without a password, you wouldn't know that "stupid" made the list.

21 décembre (The Economist)

<https://www.economist.com/finance-and-economics/2022/12/11/how-the-west-fell-out-of-love-with-economic-growth>

First-world problems

How the West fell out of love with economic growth

A serious, slow-burning malaise



Dec 11th 2022

This year has been a good one for the West. The alliance has surprised observers with its united front against Russian aggression. As authoritarian China suffers one of its weakest periods of growth since Chairman Mao, the American economy roars along. A wave of populism across rich countries, which began in 2016 with Brexit and the election of Donald Trump, looks as if it may have crested.

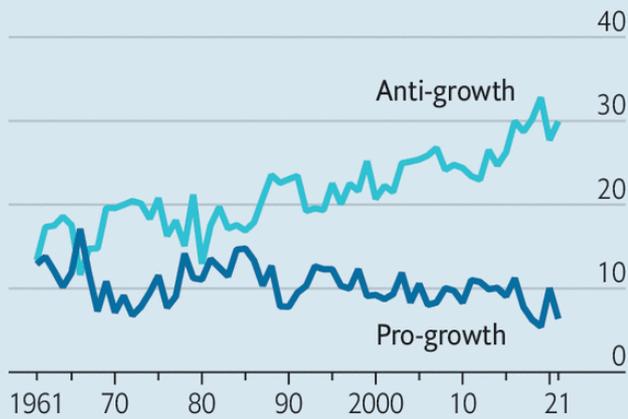
Yet away from the world's attention, rich democracies face a profound, slow-burning problem: weak economic growth. In the year before covid-19, advanced economies' gdp grew by less than 2%. High-frequency measures suggest that rich-world productivity, the ultimate source of improved living standards, is at best stagnant and may be declining. Official forecasts suggest that by 2027 per-person gdp growth in the median rich country will be less than 1.5% a year. Some places, such as Canada and Switzerland, will see numbers closer to zero.

Perhaps rich countries are destined for weak growth. Many have fast-ageing populations. Once labour markets are opened to women, and university education democratised, important sources of growth are exhausted. Much low-hanging technological fruit, such as proper sanitation, cars and the internet, [has been plucked](#). This growth problem is surmountable, however. Policymakers could make it easier to trade across borders, giving globalisation a boost. They could reform planning to make it possible to build, reducing outrageous housing costs. They could welcome migrants to replace retiring workers. All these reforms would raise the growth rate.

The finer things in life

1

Sentiment expressed in party manifestos, % of total phrases
OECD countries



Sources: Manifesto Project; *The Economist*

The Economist

Unfortunately, economic growth has fallen out of fashion. According to our analysis of data from the Manifesto Project, which collects information on the manifestos of political parties over decades, those in the oecd, a group of mostly rich countries, are about half as focused on growth as they were in the 1980s (see chart 1). Modern politicians are less likely to extol the benefits of free markets than their predecessors, for instance. They are more likely to express anti-growth sentiments, such as positive mentions of government control over the economy.

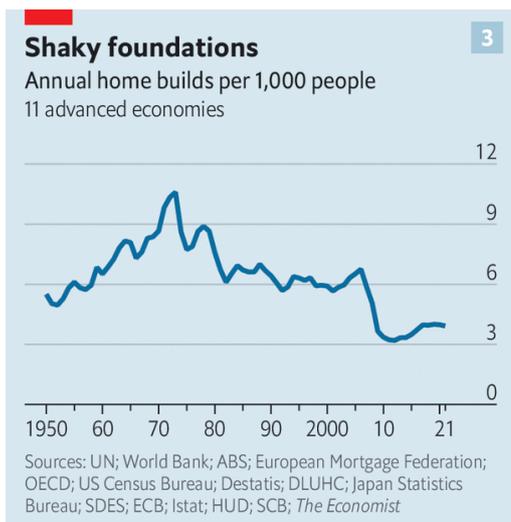
When they do talk about growth, politicians tend to do so in an unsophisticated manner. In 1994 a reference by Gordon Brown, Britain's shadow chancellor, to "post neo-classical endogenous growth theory" was mocked, but it at least indicated serious engagement with the issue. Politicians such as Lyndon Johnson, Margaret Thatcher and Ronald Reagan offered policies based on a coherent theory of the relationship between the individual and the state. gdp's small coterie of modern champions, such as Mr Trump and Liz Truss, offer little more than reheated Reaganism.

Apathy towards growth is not merely rhetorical. Britain hints at a wider loss of zeal. In the 1970s the average budget contained tax reforms worth 2% of gdp. By the late 2010s policies made half as much impact. A paper published in 2020 by the late Alberto Alesina, an economist at Harvard University, and colleagues at the imf and Georgetown University measured the significance of structural reforms (such as changes to regulations) over time. In the 1980s and 1990s politicians in advanced economies implemented a large number, making their economies sleeker. By the 2010s, however, they had lost their oomph: reforms practically ground to a halt.



The Economist

Our analysis of data from the World Bank suggests that progress has slowed still further in recent years, and may even have reversed (see chart 2). The American government introduced 12,000 new regulations in 2021, a rise on recent years. From 2010 to 2020 rich countries' tariff restrictions on imports doubled. Britain voted for and implemented Brexit. Other countries have turned against immigration. In 2007 almost 6m people, on net, migrated to advanced economies. In 2019 the number was down to just 4m.



The Economist

Governments have also become less friendly to new construction, whether of housing or infrastructure. A paper by Knut Are Aastveit, Bruno Albuquerque and André Anundsen, three economists, finds American housing “supply elasticities” — the extent to which construction responds to higher demand—have fallen since the housing boom of the 2000s. This is likely to reflect tougher land-use policies and more powerful nimbys. Housing construction across the rich world is about two-thirds its level in that decade (see chart 3).

Politicians prefer splurging the proceeds of what growth exists. Governments are spending a lot more on welfare, such as pensions and, in particular, health care. In 1979 the bottom fifth of American earners received means-tested transfers worth less than a third of their pre-tax income, according to the Congressional Budget Office. By 2018 the figure was more than two-thirds. According to a report in 2019, health spending per person in the oecd will grow at an average annual rate of 3% and reach 10% of gdp by 2030, up from 9% in 2018.

Politics is increasingly an arms race, with promises of more money for health care and social protection. “Thirty or 40 years ago it was taken for granted that the elderly were not good candidates

for organ transplantation, dialysis or advanced surgical procedures,” writes Daniel Callahan, an ethicist. “That has changed.” Greater wealth has enabled this. Yet politicians rarely ask whether an extra dollar on health care is the best use of cash. Britons in their 90s receive health and social care that costs the country about £15,000 (\$17,000) a year, about half Britain’s gdp per person. Must budgets rise year after year to meet growing demand, even as the price of providing that care is also likely to increase? If yes, where is the limit?

People may see spending on health care and pensions as self-evidently good. But it comes with downsides. More people work in an area where productivity gains, and therefore improvements in overall living standards, are hard to induce. Perfectly fit older people drop out of work to receive a pension. Funding this requires higher taxes or cuts elsewhere. Since the early 1980s government spending across the oecd on research and development, as a share of gdp, has fallen by about a third.

Much of the extra spending comes at times of crisis. Politicians are increasingly concerned with preventing bad things from happening to people or compensating them when they do. The enormous system of credit guarantees, eviction moratoriums and debt forgiveness introduced during the pandemic brought bankruptcies and defaults to a halt. This was radical, but also the thin end of the wedge.

In America, for instance, the federal government has assumed huge contingent liabilities. It guarantees an ever-larger quantity of people’s bank deposits; it forgives student loans; it offers a wide variety of implicit and explicit backstops to everything from airports to highways. [We have previously estimated](#) that Uncle Sam is on the hook for liabilities worth more than six times America’s gdp. This year European governments have fallen over themselves to offer financial support to households and firms during the continent’s energy crisis. Even Germany, normally Europe’s most disciplined spender, has allocated funding worth 7% of gdp for this purpose.

No one cheers when a company goes bankrupt or someone falls into poverty. But the bail-out state makes economies less adaptable, ultimately constraining growth by preventing resources shifting from unproductive to productive uses. Already there is evidence that fiscal help doled out during the pandemic has created more “zombie” firms—those which are going concerns, but which create little economic value. The huge implicit liabilities of governments also mean higher spending in times of trouble, which reinforces the trend towards higher taxation.

Why has the West turned away from growth? One possible answer relates to ageing populations. People who are not working, or are near the end of their working lives, tend to be less interested in getting richer. They will support things which directly benefit them, such as health-care spending, but oppose those that produce benefits only after they have gone, such as immigration or house-building. Their turnout at elections tends to be high, so their views carry weight.

Yet Western populations have been ageing for decades, including during the reformist 1980s and 1990s. Therefore the change in the environment in which policy is made may play a role. Before social media and 24-hour rolling news it was easier to implement difficult reforms. The losers from a policy—a business exposed to greater competition from abroad, say—often had little choice but to suffer in silence. In 1936 Franklin Roosevelt, speaking about opponents to his New Deal, felt comfortable enough to “welcome” his opponents’ hatred. Now the aggrieved have more ways to complain. As a result, policymakers have greater incentive to limit the number of people who lose out, resulting in what Ben Ansell of Oxford University calls “countrywide decision by committee”.

High levels of debt have also constrained policymakers’ room for manoeuvre. Across the g7 group of rich, powerful countries, private debt has risen by the equivalent of 30 percentage points of gdp since 2000. Even small declines in cash flows could make servicing the debt harder. This means politicians quickly intervene when anything goes wrong. Their focus is keeping the show on the road—avoiding a repeat of the global financial crisis of 2007-09—rather than accepting pain today as the price of a brighter future.

Quite what would push the West in a new direction is unclear. There is no sign of a shift just yet, beyond the misguided attempts of Mr Trump and Ms Truss. Would another financial crisis do the job? Will a change have to wait until the baby-boomers are no longer around? Whatever the answer, until growth speeds up Western policymakers must hope their enemies continue to blunder.

21 décembre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/plafonnement-des-prix-du-gaz-l-europe-s-enferme-dans-une-solution-en-trompe-l-oeil-damien-ernst-samuel-furfari-philippe-charlez>

COMPROMIS BOITEUX

Plafonnement des prix du gaz : l'Europe s'enferme dans une solution en trompe-l'œil

La décision annoncée par la Commission européenne ce mardi est porteuse de ses propres dangers pour la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE.

Damien Ernst, Samuel Furfari et Philippe Charlez

Atlantico : L'Union européenne s'est enfin mise d'accord sur un plafonnement des prix du gaz. Que faut-il penser de cette mesure ?

Damien Ernst : Ce price cap sur le gaz à 180 €/MWh, je n'y crois pas trop. Le prix du gaz en train de redescendre autour de 110-120 € grâce aux mécanismes de destruction de la demande liés au prix. Il est trop cher pour être consommé. En 2022, beaucoup d'entreprises qui étaient encore protégées concernant les prix du gaz grâce à des contrats à prix fixe. Sauf que ces contrats vont expirer et exposer les entreprises aux prix élevés dès 2023, ce qui va les forcer à réduire leur demande. Donc on va voir une accélération de la destruction de la demande. Je vois donc mal comment le prix pourrait revenir à 180€ pour le gaz. D'autant, que des solutions émergent pour supplanter le gaz (avec des générateurs diesel, du butane ou du propane par exemple). Donc le price cap ne sera normalement jamais atteint. Il est mis trop haut. Néanmoins, on peut toujours imaginer un scénario catastrophique : perte du reste d'approvisionnement russe, hiver très rigoureux et long. Un tel scénario extrême pourrait faire intervenir le price cap, mais avant il ne servira à rien.

Samuel Furfari : C'est une mesure que demandaient les pays du sud et que l'Allemagne et les Pays-Bas ont dû accepter pour qu'il n'y ait pas de clash et que des accords sur d'autres sujets puissent avoir lieu. c'est un marchandage. Il n'y a d'ailleurs pas eu que ce système qui a été abordé, il y a aussi eu des dispositions sur les énergies renouvelables. Donc c'était du donnant-donnant. Finalement, ça ne changera pas grand-chose. Le mécanisme fonctionne sur base de cliquets qui doivent tous se mettre en place au même moment pour déclencher ce système. Mais il y a encore beaucoup à définir. Qui va interdire à quelqu'un d'acheter à un prix supérieur ? Je vois mal comment le mettre en place. Le vrai problème et l'Europe ne le voit pas, c'est qu'on manque d'énergie fossile. On fait semblant que tout va bien car on a rempli les stocks. Mais qu'allons-nous faire l'année prochaine ? Cela va être terrible.

Philippe Charlez : Sauf à assister à une flambée soudaine et incontrôlée des cours, le plafonnement à 180 €/MWh devrait être un coup d'épée dans l'eau. Depuis début 2022, le prix du gaz a rarement dépassé cette limite de 180 € prix (et encore moins pendant trois jours consécutifs). Il y a eu certes un pic à 300 € en août dernier, mais dans les mois à venir, compte tenu de l'inflation et d'une possible récession économique, la consommation devrait diminuer. Le prix du gaz devrait donc se stabiliser autour de 100 € mais bien en dessous des 180 €. Cette décision de plafonnement arrachée aux forceps n'est destinée qu'à sauver la face et à se donner bonne conscience pour des pays qui fondamentalement n'en voulaient pas. Pour que cela fonctionne, il aurait fallu un seuil bien inférieur à 150€

Sur le principe, le price cap, est-il une bonne idée ?

Damien Ernst : Non ce n'est pas un mécanisme pertinent. Et c'est avant tout une mesure pour sauver la face. Mais sur le principe, cette mesure n'est pas bonne. Elle risque juste de créer des pénuries de gaz.

Samuel Furfari : Ce n'est pas la solution. Si vous devez acheter une pièce de viande chez le boucher et qu'il vous dit qu'elle va être plus chère que d'habitude, et qu'un policier vous dit, vous ne pouvez pas l'acheter. Vous ne l'achetez pas, mais vous repartez sans rien et le boucher pourra vendre sa viande ailleurs. Nous

n'avons jamais vu, dans une économie de marché, un pouvoir interdire la vente au-delà d'un prix donné. On manipule le marché. Ça ne peut durer qu'un temps.

Philippe Charlez : Bloquer ou plafonner les prix d'une commodité est une très vieille idée dont le principal risque est d'induire une pénurie. Elle n'est pas sans rappeler « la loi du Maximum Général » votée le 29 septembre 1793. En pleine terreur, la convention imposa le blocage des salaires et des prix. Son but était de satisfaire les « Sans Culottes » (Gilets Jaunes de l'époque) indignés par la flambée des denrées de première nécessité. Les résultats furent désastreux. Plutôt que de vendre à perte, les paysans dissimulèrent leurs récoltes. Aussitôt, les greniers et les magasins se vidèrent et s'ensuivit une terrible famine. Avec des prix bloqués en dessous des cours du marché, les distributeurs d'énergie soit refuseront de vendre à perte soit vendront ailleurs. Mais, en capant à 180 € on ne prend pratiquement aucun risque.

Qu'aurait-il fallu faire ?

Damien Ernst : Ils auraient pu faire que l'Europe achète via une centrale d'achat unique le gaz arrivant par gazoduc. L'UE aurait pu négocier et mettre la pression sur les vendeurs. L'Europe aurait pu ensuite revendre le gaz aux pays en faisant une marge bénéficiaire qui aurait pu permettre de mettre en place des plans d'aides aux entreprises ou aux ménages. On note que ce système de centrale d'achat est rendu possible de par le fait que les pays envoyant leur gaz en Europe par gazoduc ne savent pas, par manque de capacité de liquéfaction du gaz, l'envoyer dans d'autres pays du monde par bateaux.

Samuel Furfari : Il n'y a pas de stratégie immédiate. Tant que l'UE estime qu'il n'y a pas d'avenir pour le gaz et défend les énergies renouvelables, les solutions ne peuvent être développées. Personne ne va investir dans le gaz tant que l'UE dit qu'il n'y a aucun avenir là-dedans. Le problème ce sont les infrastructures et la confiance du marché. En même temps que cette décision sur le gaz, ils ont voté un texte dont la conséquence est que l'Etat doit faire fi des contestations aux projets d'installation d'éoliennes.

Philippe Charlez : En revanche, ce qu'il aurait fallu faire, c'est subventionner le gaz pour faire baisser le prix de l'électricité aujourd'hui aligné sur la source marginale c'est-à-dire le gaz. Comme l'on démontré les Espagnols et les Portugais, la mesure est efficace puisque l'électricité est trois fois moins chère dans la péninsule Ibérique que dans les autres pays de l'UE. Mais il était très difficile de trouver un tel accord à l'échelle européenne dans la mesure où le poids du gaz dans les mix électriques européens sont très différents. Ainsi les Italiens et les Allemands possédant une génération électrique beaucoup plus gazière auraient bien davantage subventionné que les autres pour un résultat identique sur le prix de l'électricité. Une telle mesure aurait inévitablement donné un avantage compétitif aux Français. Pour appliquer une telle règle au périmètre de l'Hexagone, la France devrait d'abord sortir du système électrique européen ce qui est pour l'instant impossible dans la mesure où elle est devenue fortement importatrice d'électricité au contraire de l'Espagne et du Portugal aujourd'hui électriquement indépendants.

21 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/afghanistan-die-taliban-verbannen-frauen-von-den-universitaeten-ld.1718118>

«Sie richteten Waffen auf uns und sagten, wir sollten nach Hause gehen» – Taliban verbannen Frauen aus Universitäten

Bei ihrer Machtübernahme im Sommer 2021 hatten die Taliban versichert, die Frauenrechte zu achten. Dieses Versprechen hat die islamistische Bewegung nicht lange gehalten.

Karin A. Wenger

21.12.2022, 12.19 Uhr



Ein Wandbild im afghanischen Bamian fordert, dass Frauenrechte im Land respektiert werden.

Nava Jamshidi / Getty

Die Liste der Verbote ist bereits lang. Fitnessstudios, öffentliche Parks und Rummelplätze: für Afghaninnen seit November verboten. Restaurants und Reisen über 72 Kilometer: nur in Begleitung eines nahen männlichen Verwandten. Sekundarschulen: geschlossen für Mädchen. Die Arbeit als Richterin und Anwältin ist ihnen untersagt. Fernsehsender dürfen Serien und Filme mit weiblichen Schauspielerinnen nicht mehr zeigen.

Am liebsten wäre es den Taliban, dass die Frauen im öffentlichen Leben unsichtbar bleiben. Deshalb sollen sie ausserhalb des Hauses unter einer Burka verschwinden. Und am Dienstagabend ist die Liste der Verbote noch etwas länger geworden. Per sofort sind Frauen von sämtlichen Universitäten im Land verbannt.

«Wir kamen gegen 7 Uhr morgens zur Universität. Sie richteten Waffen auf uns und sagten, wir sollten nach Hause gehen», erzählte Tamana Aref, eine Studentin an einer privaten Universität in Kabul, der Nachrichtenagentur Bloomberg. «Der letzte Rest Hoffnung ist verloren.» Eine andere Studentin berichtete Reuters, sie und ihre Kommilitoninnen hätten alle geweint, als die Taliban ihnen am Mittwochmorgen den Zutritt zur Universität verwehrten.

Eben schrieben Frauen noch Uni-Aufnahmeprüfungen

Vor knapp drei Monaten hatten noch Tausende von Afghaninnen die Aufnahmetests für die Universität absolviert. Viele wollen Lehrerinnen oder Ärztinnen werden. Mit dem Ausschluss der

Frauen von den Hochschulen zerschlagen sich die Hoffnungen, dass die neue Taliban-Regierung weniger radikal sein würde als ihre 2001 von den Amerikanern gestürzte Vorgängerin.

Nach ihrer Machtübernahme im August 2021 hatten die Taliban den Frauen unter strengen Auflagen erlaubt zu studieren. Diverse Vertreter der Taliban befürworteten Bildung von Mädchen und Frauen. Die Eingangstore und Vorlesungssäle der Universitäten waren strikt nach Geschlechter getrennt. Frauen durften nur von Professorinnen oder alten Männern unterrichtet werden.

Doch der radikale Machtzirkel hat sich durchgesetzt. Einer der konservativsten Vertreter ist Neda Mohammed Nadeem, Minister für höhere Bildung. Kürzlich sagte er, die Bildung von Frauen sei keine afghanische Tradition, sondern Teil der westlichen Kultur, die von den amerikanischen Truppen in das Land gebracht worden sei.

Der Uno-Hochkommissar für Menschenrechte Volker Türk, nannte das Verbot des Universitätsbesuchs für Frauen «einen erschreckenden und gemeinen Schlag». Es sei ein «zutiefst bedauerlicher Rückschlag für das ganze Land». Er denke an all die Ärztinnen, Anwältinnen und Lehrerinnen, die für die Entwicklung des Landes verlorengegangen sind und noch verlorengehen würden, sagte Türk in Genf.

Mädchen werden wieder früher verheiratet

Das neue Verbot dürfte die Bemühungen der Taliban-Regierung um internationale Anerkennung und die Aufhebung der Sanktionen noch weiter erschweren. Dabei geht es dem Land wirtschaftlich miserabel.

Zwei Drittel der Bevölkerung haben laut einem Uno-Bericht Probleme, genügend Essen zu kaufen. Millionen von Menschen sind auf Unterstützung und Lebensmittelpakete angewiesen. Unter dem wirtschaftlichen Druck verheirateten Familien ihre Mädchen bereits im Teenageralter. Väter sagten gegenüber der Nachrichtenagentur AFP, es sei besser, die Zukunft ihrer Töchter durch Heirat zu sichern, als dass sie zu Hause rumsässen.

Die lange Liste der Verbote verschlimmert die Wirtschaftslage zusätzlich. Das Entwicklungsprogramm der Uno berechnete, dass die verhängten Arbeitsverbote für Frauen die afghanische Wirtschaft jährlich bis zu einer Milliarde Dollar oder fünf Prozent des Bruttoinlandprodukts kosteten. Und wenn drei Millionen Mädchen im Teenageralter keine weiterführende Schulbildung erhielten, koste dies Afghanistan jährlich mindestens 500 Millionen Dollar an verlorenen Einnahmen.

21 décembre (Le Monde)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/wie-merkel-gegenueber-putin-scheiterte-emotionale-bindung-zu-russland-18546033.html?premium>

RUSSLANDPOLITIK:

Warum Merkel gegenüber Putin scheiterte

VON [MARKUS WEHNER](#), BERLIN

-AKTUALISIERT AM 20.12.2022-05:30



Zum Abschied Blumen: Putin und Merkel im August 2021 in Moskau Bild: AFP

Angela Merkel hat eine emotionale Bindung zu Russland. Das machte sich auch in ihrer Politik bemerkbar. Verpasste sie es deshalb, die nötige Wende in der Russlandpolitik einzuleiten?

Das größte Debakel ihrer Kanzlerschaft ist für [Angela Merkel](#) nach deren Ende eingetreten. Elf Wochen nachdem sie aus dem Kanzleramt ausgezogen war, überfiel Wladimir Putin die Ukraine. Seitdem wird die Russlandpolitik der Bundesregierung in den sechzehn Jahren ihrer Regierung mit anderen Augen gesehen.

Gefragt wird nun: Wie konnte sie nur? Und: Warum hat sie nicht? Die Kanzlerin a. D. reagierte bis zum Sommer gar nicht auf diese Fragen, seitdem äußert sie sich ab und zu, rechtfertigend, mit dem Hinweis, sie werde sich nicht entschuldigen. Wenn Diplomatie nicht gelinge, dann heiße das ja nicht, dass sie falsch gewesen sei, sagt sie.

Doch so einfach ist die Sache nicht: Merkel steht vor den Trümmern einer Politik, für die sie als exzellente Fachfrau galt. Denn niemand in der deutschen und europäischen Politik kannte Russland und seinen Präsidenten so gut und so genau wie sie – zumindest war das die allgemeine Annahme. [Putins](#) Krieg gegen die Ukraine kratzt zudem am Nimbus Merkels als Weltpolitikerin, die Dinge vom Ende her denkt. Am Ende ist es anders gekommen. Und am Ende ist immer der Kanzler schuld – oder eben die Kanzlerin.

Sie kennt Land und Leute

Merkels persönliche Nähe zu Russland ist bekannt. Sie spricht sehr gut Russisch, redete schon als Kind mit den Sowjetrekruten in Templin, wo sie aufwuchs. Einer stahl ihr Fahrrad, aber sie war ihm nicht böse. Als Schülerin in der [DDR](#) gewann sie eine Russisch-Olympiade, konnte deshalb nach Moskau fahren. Dort ging sie erstmals in eine Diskothek, kaufte ihre erste Beatles-Schallplatte. Später trampelte sie durch den Süden der Sowjetunion, lernte Land und Leute kennen.

Als Merkel 2005 Bundeskanzlerin wurde, setzte sie sich aber deutlich von ihrem Vorgänger [Gerhard Schröder](#) ab, wenn es um Russland ging. Dessen Kumpanei mit dem Ex-KGB-Mann Putin, die private Freundschaft mit Weihnachtsfeiern und Schlittenfahrten mit Eheleuten, all das wollte sie nicht.

Sie lehnte es ab, nur unter vier Augen mit Putin zu reden, wie Schröder es tat, wollte ein nüchternes Verhältnis mit dem Russen. Sie traf sich auf ihren Moskaureisen mit Oppositionellen, lud sie in ihre Berliner Wohnung ein. Sie äußerte offen Kritik an den Menschenrechtsverletzungen in **Russland**, der Unterdrückung der Opposition, den Morden an Politikern und Journalisten. Das war ein deutlicher Unterschied zu Schröder.

Sie fiel Steinmeier nicht in den Arm

Zugleich hielt Deutschland an der „strategischen Partnerschaft“ mit Russland fest, wobei nie klar war, ob sie ein künftiges Ziel sein sollte oder schon in der Gegenwart bestand. Als der sozialdemokratische Außenminister Frank-Walter Steinmeier 2006 seine Russlandstrategie namens Wandel durch Verflechtung entwarf und sie Jahre später als Modernisierungspartnerschaft mit Moskau sogar der EU verkaufte, war Merkel einverstanden. Zumindest fiel sie Steinmeier nicht in den Arm, der als Schröder-Freund sehr viel Beinfreiheit in Sachen Russland beanspruchte.

Den „Wandel durch Anbiederung“, wie einst die Union über die Russlandpolitik der SPD lästerte, machte Merkel zwar nicht mit, Orden und Ehrendoktoren aus Putins Reich lehnte sie ab – anders als führende Sozialdemokraten. Der fortwirkenden Schröder-Connection in der SPD stellte sie sich aber nicht beherzt entgegen.



Volkes Stimme? Das Foto entstand in Wetzlar :Bild: dpa

Deren Glaubenssätze, wie sie die Minister Steinmeier und Sigmar Gabriel verkündeten, ließ sie unwidersprochen. Sie lauteten: „Es gibt keine Sicherheit ohne Russland“ und „Russland hat noch immer zuverlässig Gas geliefert“. In vielem war Merkels Russlandpolitik also eher eine Änderung im Stil als in der Sache.

Und auch im Stil änderte sich manches, Vieraugengespräche eingeschlossen. Merkel hegte als nüchterne Politikerin wohl keine Sympathie für Putin, hatte keine emotionale Bindung an ihn. Aber sie wollte ihn besser verstehen, traf ihn so oft wie keinen anderen Regierungschef und gewann über die Jahre trotz allen Streits eine gewisse Nähe zu ihm.

Ein mit allen Wassern gewaschener Gegner

„Angela Merkel sah Putin kritisch, aber sie wollte nie die komplette Konfrontation mit Russland. Sie versuchte immer, eine Form des Ausgleichs zu finden. Sie war immer der Meinung, Putin müsse eingebunden werden“, sagt der CDU-Außenpolitiker Johann Wadephul der F.A.Z. Merkel habe geglaubt, dass man so Russlands „Gelüste im eurasischen Raum eindämmen“ könne. Wadephul warf

Merkel vor, sie habe Putins Ankündigungen nicht ausreichend ernst genommen. „Sie hat unterschätzt, dass Putin Dinge, von denen er geredet hat, auch wirklich machen würde.“

Merkel war überzeugt, dass sie Putin durch den ständigen Kontakt einhegen, das Schlimmste verhindern könne. Sie hat zuletzt bedauert, dass er im Zuge der Pandemie eine Phobie entwickelt und sich in Isolation begeben hatte, sodass über zwei Jahre kein Vieraugengespräch mit ihm mehr möglich war.

Merkel sah Putin als eine Herausforderung, als geschickten, mit allen Wassern gewaschenen Gegner, mit dem sie sich messen konnte. Ihr Blick auf die Ukraine und deren Politiker war anders. Zu ihrer Entscheidung, 2008 Kiew den Beitritt zur NATO zu verwehren, steht sie auch heute. Sie sah die Ukraine als ein auch politisch gespaltenes und von Oligarchen beherrschtes Land.

Kühles Verhältnis zu Selenskyj

Zum späteren Präsidenten Petro Poroschenko hatte sie ein leidlich gutes Verhältnis, unterstützte ihn auch kurz vor der Präsidentenwahl. Doch stand Poroschenko auch für einen eher hausbackenen Typ ukrainischer Politiker, mit dem sich Merkel schwerer tat als mit dem gewieften Mann im Kreml. Mit Poroschenkos Nachfolger, dem Schauspieler [Wolodymyr Selenskyj](#), wurde sie wohl nie so recht warm.

Den Bruch des Völkerrechts, den Putin mit der Krimannexion beging, hat Merkel klar gesehen und ihn – im Unterschied zu vielen SPD-Politikern – auch nicht schnell vergessen wollen. Ihre Antwort darauf waren Sanktionen. Sie setzte sie mit großem Einsatz in der EU durch, sorgte dafür, dass sie dort immer wieder verlängert wurden, gegen den Widerstand mancher Länder wie Italien, Österreich, Ungarn und anderer.



Von wegen sichere Energie: Leck an der Pipeline Nord Stream 2 :Bild: dpa

Und auch in Deutschland schlug ihr breiter Widerstand gegen die Sanktionen entgegen, angeführt von SPD-Politikern wie Schröder, Gabriel, den Ministerpräsidenten Stephan Weil, Manuela Schwesig und Dietmar Woidke und flankiert vom Ostausschuss der deutschen Wirtschaft. Dass Merkel eisern an ihnen festhielt, das war ein Einschnitt in der Politik gegenüber Moskau. Die Kanzlerin überraschte Putin damit. Dass die Sanktionen nicht weit genug gingen und vielfältig umgangen wurden, stimmt allerdings ebenso.

Die Sanktionen wollte Merkel durch eine diplomatische Offensive begleiten, den Minsker Prozess. Sie macht heute geltend, dass er der Ukraine Zeit gegeben habe. Das stimmt, denn die Verhandlungen verhinderten, dass die damals noch schwache ukrainische Armee aufgerieben wurde. Allerdings wurde schon bald klar, dass Putin nicht bereit war, Frieden mit der Ukraine zu machen.

Zwei-Prozent-Ziel nicht verwirklicht

Merkel aber scheute es, über die sanfte Macht der Diplomatie und über die Sanktionen hinauszugehen. Roderich Kiesewetter, Obmann der Unionsfraktion im Auswärtigen Ausschuss des Bundestages, sieht es so: „Nach der Krimannexion 2014 hat Merkel auf den Minsk-Prozess gesetzt, also auf Diplomatie. Sie hat es abgelehnt, die ukrainische Armee auszubilden und Waffen zu liefern.“ Nötig aber sei eine „militärische Unterfütterung“ gewesen, die Bereitschaft, neben „soft power“ der Diplomatie „hard power“ einzusetzen, sagte Kiesewetter der F.A.Z.

Zwar habe Merkel den russischen Präsidenten Wladimir Putin nüchtern und realistisch eingeschätzt, „aber aus heutiger Sicht falsche Handlungsschlüsse gezogen.“ Auch nach der Krim-Annexion durch Russland 2014 habe Merkel ihren Kurs nicht geändert. „Sie hat es abgelehnt, die ukrainische Armee auszubilden und Waffen zu liefern. Stattdessen setzte sie ausschließlich auf Diplomatie ohne militärische Unterfütterung, also den Minsker Prozess“, sagte Kiesewetter.

Zwar hat Merkel zusammen mit Steinmeier 2014 beschlossen, dem NATO-Ziel zuzustimmen, für die Verteidigung eine Summe in Höhe von zwei Prozent des Bruttoinlandsprodukts anzustreben. Doch die dafür erforderliche dramatische Steigerung des Verteidigungsetats setzte sie nicht durch. Von einer militärischen Abschreckung Russlands hielt Merkel wenig, zumindest sah sie Deutschland nicht in der Pflicht, dafür Entscheidendes zu tun.

Eine Aufrüstung der notleidenden Bundeswehr hätte zudem einen großen Streit mit dem Koalitionspartner SPD gebracht, der nicht einmal bewaffnete Drohnen für die Streitkräfte akzeptieren wollte. Und mehr Geld für die Bundeswehr war in der pazifistisch gestimmten bundesdeutschen Gesellschaft überhaupt nicht populär.

Warum Nord Stream 2?

Noch etwas kommt hinzu: Mit Geheimdiensten und Militär konnte Merkel wenig anfangen. Den Bundesnachrichtendienst, der regelmäßig vor Russlands neuer Aggressivität warnte, nahm sie nie so richtig ernst. Der Generalinspekteur der Bundeswehr, der BND-Chef, der militärische Berater hatten bei ihr nicht viel zu sagen. Mit allzu viril auftretenden Männern wie Putin oder Donald Trump musste Merkel in der Politik auskommen. Zu ihrer Taktik gehörte es, sich – so gut es irgendwie ging – auf sie einzustellen; in ihrer Umgebung litt sie solche Männer nicht.

Bleibt die Frage, warum Merkel auch nach der Krimannexion 2014 noch an Nord Stream 2 festhielt, dessen Bau ja nur ein Jahr später begonnen wurde? Verstehen kann man Merkels Haltung nur mit Blick auf ihren machtpolitischen Pragmatismus. Die Ostseepipeline kommt in Mecklenburg-Vorpommern an, sie gilt als wichtig in dem ostdeutschen Bundesland, in dem auch Merkel ihren Wahlkreis hatte.

In der Union machten sich die Wirtschaftspolitiker für Nord Stream 2 stark, Widerstand dagegen gab es nur bei einzelnen Außenpolitikern. Auch Merkels Wirtschaftsberater Lars-Hendrik Röller war für die Gasleitung, anders als ihr außenpolitischer Berater Christoph Heusgen. Die deutsche Energiewirtschaft wollte ebenfalls den Bau von Nord Stream 2. Vor allem bestand die SPD auf der Pipeline, und Merkel hatte kein Interesse, sich deswegen ernsthaft mit dem Koalitionspartner anzulegen. Und mit den Sozialdemokraten gab es wohl eine Art Deal. Wenn die SPD die von ihr ungeliebten Sanktionen gegen Russland weiter mittrug, dann ging Merkel nicht gegen Nord Stream 2 vor.



Abnabelung von Moskau: LNG-Terminal in Lubmin (Mecklenburg-Vorpommern) :Bild: dpa

Ein Nein zur Pipeline wollte die Kanzlerin auf jeden Fall nicht selbst verantworten. Das Kanzleramt wies zwar mehrfach gegenüber dem damaligen EU-Kommissar für die Energieunion, Maroš Šefčovič, darauf hin, dass Berlin sich beugen werde, falls Brüssel den Betrieb der Leitung aus rechtlichen Gründen untersagen würde. Doch dazu kam es nicht, auch die Pipeline-Befürworter waren in Brüssel unterwegs. Dass die Entscheidung, an Nord Stream 2 festzuhalten, ein Fehler war, wird Merkel wohl nie sagen. Bekenntnisse, sie sei an etwas schuld gewesen, gehören nicht zu ihren Stärken.

„Ungeheuerlicher“ Cyberangriff

Vor wenigen Tagen äußerte Merkel in einem Interview mit der „Zeit“ einen bemerkenswerten Satz: „Auch wir hätten schneller auf die Aggressivität Russlands reagieren müssen.“ Es ist der bisher kritischste Satz zu ihrer eigenen Politik. Gesehen hat Merkel diese Aggressivität sehr wohl. Gegen Ende ihrer Amtszeit im Mai 2020 ließ sie ihren Zorn und ihre Frustration im Bundestag deutlich erkennen. Sie sprach von der „Strategie der hybriden Kriegsführung“ Russlands, zu der „Cyberdesorientierung“ und „Faktenverdrehung“ gehörten.

Den Cyberangriff auf den Bundestag, von dem sie selbst betroffen war, nannte sie „ungeheuerlich“, erwähnte den Tiergartenmord durch einen russischen Geheimagenten. Und sie machte klar, dass ihr das Verhalten Russlands und damit Putins nahegeht. „Ich darf sehr ehrlich sagen: Mich schmerzt es.“ Schließlich bemühe sie sich „tagtäglich um ein besseres Verhältnis zu Russland“. Sie sprach von einem Spannungsfeld, in dem sie sich bewege, das entspringe „dem Wunsch nach guten Beziehungen zu

Wie sind diese Sätze zu verstehen? Merkel hat als eine nüchterne Politikerin wohl keine Sympathie für Putin, keine emotionale Bindung an ihn. Aber sie traf ihn so oft wie keinen anderen Regierungschef und gewann über die Jahre trotz allen Streits eine gewisse Nähe zu ihm. Merkel hat allerdings aufgrund ihrer Biographie eine emotionale Bindung an Russland. Vielleicht ist es – neben all dem Pragmatismus – auch diese Emotionalität, die es verhinderte, dass sie das tat, was aus heutiger Sicht notwendig gewesen wäre: einen ganz neuen Kurs gegenüber Russland einzuschlagen, den Hebel gegenüber dem Putin-Regime entschieden in Richtung Isolation, Härte und Abschreckung umzulegen.

21 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/21/le-nombre-de-democraties-liberales-estime-a-seulement-34-n-a-jamais-ete-aussi-bas-depuis-1995_6155234_3210.html

« Le nombre de démocraties libérales, estimé à seulement 34, n’a jamais été aussi bas depuis 1995 »

Chronique

Gilles Paris Editorialiste

Les démocraties libérales sont réduites à faire le dos rond en espérant que s'épuise la vague autoritaire, analyse, dans sa chronique, Gilles Paris, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 05h00, mis à jour à 08h16 Temps de Lecture 3 min.

Les défenseurs des normes démocratiques qui se retournent sur l'année écoulée ne peuvent que le constater : cela aurait pu être bien pire. Si l'armée russe s'était révélée aussi modernisée et dominatrice que Vladimir Poutine le professait avec assurance, un pouvoir fantoche serait aujourd'hui installé à Kiev à la place de celui, certes perfectible, qui accompagne l'affermissement dans la guerre d'une nation, et ce pouvoir serait actionné du Kremlin. Il serait aussi légitime que celui d'Alexandre Loukachenko à Minsk, c'est-à-dire qu'il ne représenterait rien des aspirations de son peuple et reposerait exclusivement sur les mêmes ressorts répressifs.

L'Ukraine ne serait plus indépendante, ni souveraine. Il lui serait intimé l'ordre de tourner le dos à l'Europe, alors qu'il s'agit d'une aspiration profonde, à l'origine de la révolution de 2014 à laquelle Vladimir Poutine ne s'est jamais résigné. La contagion autoritaire qui a saisi le monde depuis plus d'une décennie aurait avancé un peu plus. La Géorgie et la Moldavie y seraient plus exposées que jamais. Le discours devenu obsessionnel du Kremlin et de ses épigones d'un déclin irréversible du camp occidental aurait trouvé de nouveaux relais et de nouveaux idiots utiles pour le présenter comme une réalité.

Cela aurait également pu être bien pire, si, aux Etats-Unis, la fièvre de la contestation des résultats électoraux par une partie du camp républicain, lorsque ces derniers lui sont défavorables, n'avait pas reflué lors des élections de mi-mandat, le 8 novembre. Il y avait matière à inquiétude depuis qu'une minorité significative de ce camp justifie désormais le recours à la violence contre le parti adverse.

La [mise en garde de Joe Biden](#) à propos de cette dérive, à la veille de ces élections, a cependant rencontré un écho suffisant, y compris de la part d'électeurs républicains modérés. Ces derniers ont en effet refusé de soutenir certains candidats appuyés par Donald Trump, qui prétendaient occuper au niveau des Etats les plus disputés des postes stratégiques dans la perspective de la présidentielle de 2024.

Puissance du populisme d'extrême droite

Au Brésil, le retour au pouvoir de Luiz Inacio Lula da Silva a été obtenu de haute lutte. Comme l'ancien président républicain en 2020 aux Etats-Unis, le sortant, Jair Bolsonaro, qui se réclamait du même modèle populiste dédaigneux des règles démocratiques, a réussi, deux ans plus tard, à galvaniser son électorat malgré un mandat riche en controverses. Battu de peu, il s'est muré dans le silence avant de s'engager, lui aussi, sur la pente glissante d'un négationnisme électoral resté pour l'instant marginal. Si [l'alternance historique survenue en Colombie](#) a témoigné d'une maturité politique inattendue, les troubles qui ont saisi le Pérou après la tentative de [coup de force du président, Pedro Castillo](#), en décembre, ont souligné au contraire la fragilité de la démocratie dans cet Etat andin.

La pente autoritaire reste par ailleurs forte dans bien des pays devenus stratégiques avec l'émergence d'un monde multipolaire. C'est le cas de l'Inde du premier ministre Narendra Modi comme de [la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan](#), qui va s'efforcer par tous les moyens de prolonger son règne à la tête de l'Etat à l'occasion de l'élection présidentielle prévue en juin.

Désormais confrontée au retour de la guerre à ses portes, l'Union européenne ne peut que constater également la puissance d'un populisme d'extrême droite décidé à tirer profit dans les urnes d'un jeu politique qui préserve le pluralisme, en Suède, en Italie comme en France, où le Rassemblement national s'efforce de se présenter comme une autre solution acceptable. Les déboires des partisans du Brexit au Royaume-Uni ont pourtant souligné la vanité du projet de « *reprendre le contrôle* » d'un destin national présenté comme corseté par Bruxelles. Au discours stigmatisant des élites déconnectées, congédiées par

référendum, [la réalité britannique](#) oppose le déclassement accéléré de classes défavorisées abusées par le ressassement d'obsessions identitaires, qui ont donc voté en 2016 contre leurs intérêts.

Ambitions réduites aux fondamentaux

Si on ajoute [le cas israélien](#), marqué par la poussée de partis illibéraux lors des législatives de novembre, à la somme des glissements qui nourrissent l'autocratisation du monde, selon la formule de l'Institut V-Dem, un observatoire rattaché à l'université de Göteborg, en Suède, financé notamment par la Banque mondiale, l'année 2022 ne peut donc qu'alimenter la prudence. Selon le même observatoire, 70 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans une autocratie, et le nombre de démocraties libérales, estimé à seulement 34, n'a jamais été aussi bas depuis 1995.

A Washington, l'administration de Joe Biden en a pris acte. Au lieu de diviser le monde en deux camps comme le président l'avait fait en arrivant à la Maison Blanche, ce qui impliquait de se ranger au sein de celui minoritaire, elle s'efforce au contraire de bâtir des communautés d'intérêts aux ambitions réduites aux fondamentaux : le respect des règles d'un ordre mondial défini par la Charte des Nations unies : souveraineté et intégrité territoriales. *« Notre objectif n'est pas de forcer nos partenaires à s'aligner sur nous dans tous les domaines. Et nous ne découperons pas le monde en blocs rigides »*, a ainsi expliqué, en octobre, le conseiller du président à la sécurité nationale, Jake Sullivan.

Les démocraties libérales sont donc réduites à faire le dos rond en espérant que s'épuise la vague autoritaire. Leurs meilleures alliées restent, dans cette entreprise, les autocraties elles-mêmes. Car, de l'enlèvement russe en Ukraine à [la répression sauvage en cours en Iran](#) en passant par la gestion erratique de la pandémie par la Chine de Xi Jinping, les terres de l'autoritarisme offrent aujourd'hui à tous les regards le même paysage désolé.

21 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/langue-francaise/actu-des-mots/noel-jesus-pourquoi-ces-mots-disparaissent-au-moment-de-noel-20221221>

«Noël», «Jésus»: pourquoi ces mots disparaissent au moment de... Noël

Par [Dorian Grelier](#) et [Victoire Lemoigne](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 28 minutes



Image d'illustration: crèche de Noël. [239043230/manaemedia - stock.adobe.com](#)

ENQUÊTE - Peut-on encore dire que Noël est une fête chrétienne? Dans l'espace public, le vocabulaire religieux s'efface et laisse place à des détours absurdes. Comment l'expliquer?

Que restera-t-il de «Noël» à Noël? Début octobre, le sang des adeptes du traditionnel Christkindelsmärik de Strasbourg, «marché de l'enfant Jésus» en alsacien, n'a fait qu'un tour. Dans un courriel adressé aux commerçants de l'événement créé en 1570, mentionnant la liste des produits interdits et autorisés sur les étals pour l'édition 2022, la municipalité émettait une «réserve» quant à la vente de «croix de JC» (sic), au même titre que les tapis de souris, les paninis, les loukoums, la bière chaude, et autres produits qui ne respecteraient pas l'esprit de Noël. Traduction de cette novlangue strasbourgeoise: pas de crucifix à Noël.

Mais là n'est pas la raison de la colère. La vente de crucifix sur le marché étant assez rare, de l'aveu de Bernard Xibaut, chancelier de l'archevêché de Strasbourg, ce qui est mis en cause est avant tout l'utilisation d'une périphrase grotesque pour désigner cet objet symbolique de la chrétienté. «*Il ne faudrait plus nommer celui qui est à l'origine de la fête de Noël*», ironisait l'élus d'opposition Jean-Philippe Vetter (LR) avant que la mairie, représentée par Jeanne Barseghian (EELV), n'admette une erreur de communication. Y aurait-il donc une volonté de faire une croix sur «Noël»?

«Fantastique décembre»

Ces dernières années, le vocabulaire lié aux racines religieuses de la fête disparaît. En 2021, Helena Dalli, commissaire européenne chargée de l'Égalité, suggérait aux fonctionnaires de l'institution européenne de remplacer «Joyeux Noël» par «Joyeuses Fêtes». Formule jugée «*plus ouverte et plus inclusive*» pour les personnes ne la célébrant pas. Et les polémiques sur le sujet vont bon train. Elles sont par ailleurs propices à la récupération politique. «*À Besançon, grâce à la maire écolo, on ne dit plus "Joyeux Noël" mais plutôt "Fantastique décembre"*», s'indignait dans un tweet Eric Ciotti l'an passé, en réaction au nom de la campagne d'illuminations en vigueur depuis 2019, avant l'élection de la maire, et sur proposition de l'Office du Commerce et de l'Artisanat de Besançon.

C'est une volonté de se démarquer. C'est dire: j'en parle, mais comprenez bien que je ne partage pas cette religion

Abbé Martial Merlin, prêtre du diocèse de Fréjus-Toulon

«*Démarche politique, ou bien gêne personnelle?*», s'interroge l'abbé Martial Merlin, prêtre du diocèse de Fréjus-Toulon. Il faut bien dissocier la volonté de certains élus d'extraire le profane du religieux, et puis un malaise plus diffus, plus personnel aussi chez une certaine fraction de la population. Pour ce prêtre, président de l'Observatoire socio-politique de son diocèse, cette dernière gêne prédomine. Pourquoi certains préféreraient-ils donc parler de «*croix de JC*» plutôt que de «*crucifix*»? «*C'est une volonté de se démarquer*», explique-t-il au *Figaro*. «*C'est dire: j'en parle, mais comprenez bien que je ne partage pas cette religion*». Un flou sémantique qui, pour ne pas exclure, finit par ne rien inclure. «*On observe même cela chez les chrétiens*», poursuit l'abbé Martial. «*La bienveillance chrétienne qui ne veut pas blesser en devient souvent mièvre et tiède.*»

Du religieux au profane

Instituée au IV^e siècle le 25 décembre, comme fête de la nativité du Christ, Noël s'est progressivement diffusé par la christianisation de l'Europe et du bassin méditerranéen. Parfois venu remplacer différentes fêtes liées au solstice d'hiver, Noël a entraîné toute une série de traditions, de la messe de Minuit aux crèches, dès le XII^e siècle, et a permis d'en fixer d'autres. Notons l'adoption de sapins, symboles germano-nordiques de la nature vivante en hiver jusque dans les églises, ou la vente de santons sur des marchés allemands dédiés à partir du XV^e siècle.

L'époque moderne, caractérisée par la déchristianisation croissante de l'Europe, marque un tournant dans la manière de célébrer Noël, à laquelle s'ajoute une dimension profane d'abondance matérielle. Ainsi que l'observe Guillaume Cuchet, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I et auteur de *Comment notre monde a cessé d'être chrétien* (Le Seuil), qu'une fête religieuse admette un aspect profane, festif, gastronomique, n'a rien d'étonnant ou de choquant. «*Les catholiques ne sont pas des puritains*», explique-t-il au *Figaro*. «*Mais que la dimension profane, voire commerciale, de la fête dévore le reste est plus problématique. Sa dénonciation par le clergé est allée sans cesse croissant. En 1951 déjà, le clergé de Dijon avait brûlé sur le parvis de la cathédrale un Père Noël américanisé, considéré comme le cheval de Troie du paganisme moderne dans la fête de Noël.*»

Vacances de Pâques ou de printemps?

Mais peut-on extraire cette dimension culturelle et profane de ses racines religieuses? Pour l'abbé Martial, «*vouloir déconnecter la culture de la religion et surtout de la foi qui l'a forgée et formée, c'est tout sauf une culture, c'est empêcher le fait de se retrouver dans des principes communs*». La délicatesse de cet entremêlement n'est pas nouvelle, mais elle ressort avec une charge affective particulière à chaque fête de Noël. Culture, ou bien religion? L'une n'existe pas sans l'autre, car «*une culture déconnectée de ses racines n'irait nulle part*», renchérit le prêtre toulonnais. Et réciproquement, «*parler de Noël ne signifie pas pour autant qu'on croit en Jésus-Christ, c'est simplement s'enraciner dans la culture européenne.*»

Que la dimension profane, voire commerciale, de la fête dévore le reste est problématique. Sa dénonciation par le clergé est allée sans cesse croissant.

Guillaume Cuchet, professeur d'histoire contemporaine

La période de Noël cristallise donc les tensions, et les «*marchés d'hiver*», tels ceux organisés par des associations d'Amicales Laïques, remplacent les «*marchés de Noël*». Mais ces modifications sémantiques sont plus larges. L'Education Nationale a ainsi débaptisé, sans grand suivi de foule, les «*vacances de Pâques*» en «*vacances de Printemps*», pour finir par présenter l'alternative dans toutes les circulaires officielles. De même, l'expression «*avant notre ère*» a tendance à remplacer «*avant J.-C.*».

Quant aux causes de la disparition de ce vocabulaire chrétien, pour Guillaume Cuchet, elles sont moins à attribuer à «*la laïcisation volontariste, comme politique délibérée*» qu'à «*la sécularisation, comme mouvement social spontané*». Et de préciser: «*C'est le recul de la religion, les progrès de l'inculture religieuse, le souci de s'adapter à une société pluraliste marquée notamment par la montée de l'Islam etc., qui tend à rabattre les dénominations chrétiennes sur leurs équivalents saisonniers ou des fêtes purement civiles.*»

21 décembre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/21/enseignants-et-universitaires-menaces-il-ne-faut-pas-minimiser-les-pressions-emanant-des-ultras-qui-s-erigent-en-defenseurs-de-l-identite-francaise_6155253_3232.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/21/enseignants-et-universitaires-menaces-il-ne-faut-pas-minimiser-les-pressions-emanant-des-ultras-qui-s-erigent-en-defenseurs-de-l-identite-francaise_6155253_3232.html#xtor=AL-32280270-[default]-[android])

Enseignants et universitaires menacés : « Il ne faut pas minimiser les pressions émanant des ultras qui s'érigent en défenseurs de l'identité française »

[Tribune](#)

Collectif

Pourquoi, lorsque des intimidations à l'encontre de professionnels de l'éducation, proviennent de personnes qui revêtent le rôle d'inquisiteurs d'un ordre soi-disant républicain, les ministres de tutelle Pap Ndiaye et Sylvie Retailleau s'abstiennent-ils de toute prise de position ?, interrogent, dans une tribune au « Monde », les universitaires **Anne-Laure Amilhat Szary, Eric Fassin, François Héran et Nonna Mayer.**

Publié aujourd'hui à 08h30 Temps de Lecture 1 min.

[En mars 2021, les noms de deux collègues \[accusés d'islamophobie\] étaient placardés sur les murs d'un établissement universitaire de Grenoble, assortis d'injures graves.](#) La ministre de tutelle avait aussitôt publié une ferme condamnation, suivie d'une campagne officielle assurant leur défense. Cette réactivité est malheureusement à géométrie variable. Récemment, plusieurs collègues, enseignants ou enseignants-chercheurs, ont reçu des menaces de mort sans que la hiérarchie intervienne publiquement pour dénoncer la gravité des faits.

Le mode opératoire est désormais rodé : campagne diffamatoire en ligne, diffusion du nom et de la photo de la personne concernée, flot d'injures sur les réseaux sociaux, dans des courriers électroniques ainsi que dans une partie de la presse et de la télévision, avec, à la clé, des menaces de mort on ne peut plus explicites. Ces prises à partie ne mériteraient que le dédain, tant elles se nourrissent de fantasmes déconnectés du réel. **Mais nous savons, depuis l'atroce assassinat de Samuel Paty, que la machine infernale peut s'emballer jusqu'au passage à l'acte perpétré par un seul individu.**

On aurait tort de prendre au sérieux les seules menaces brandies au nom du terrorisme djihadiste, tandis qu'il faudrait systématiquement minimiser celles émanant des ultras qui s'érigent en défenseurs de l'identité française ou en inquisiteurs d'un ordre soi-disant républicain.

Obscurantisme

Pourquoi les autorités s'abstiennent-elles, dans ce deuxième cas, de toute prise de position dans les médias, en renonçant à défendre les fonctionnaires attaqués dans l'exercice de leur métier ? Pourquoi n'accordent-elles systématiquement pas aux collègues attaqués une protection fonctionnelle complète et systématique leur permettant le nécessaire soutien juridique et financier ? Cette frilosité laisse le champ libre aux calomniateurs qui polluent le débat public en dévoyant la liberté d'expression.

Nous nous adressons solennellement à nos ministres de tutelle – Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse –, aux rectrices et aux recteurs, aux dirigeants des organismes de recherche, aux présidentes ou présidents d'université : **n'attendez pas que le pire survienne pour accorder la protection nécessaire aux femmes et aux hommes menacés dans leur vie et leur honneur parce qu'ils assument pleinement leurs missions d'enseignement et de recherche dans le respect des libertés publiques.** Si vous opposez le silence et l'inaction aux outrages que nous subissons, ce sera autant d'encouragements à l'obscurantisme. Nous

comptons sur vous pour clamer haut et fort que le débat critique, si nécessaire, ne saurait déboucher sur la violence. Pour refuser la défaite intellectuelle et politique et clamer haut et fort la puissance de la pensée.

Anne-Laure Amilhat Szary, professeure à l'université Grenoble-Alpes ; **Eric Fassin**, professeur à l'université Paris-VIII ; **François Héran**, professeur au Collège de France ; **Nonna Mayer**, directrice de recherche au CNRS-Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée

21 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/impots-eleves-mais-services-degrades-ou-passe-donc-l-argent-public-20221220>

Impôts élevés mais services dégradés... Où passe donc l'argent public ?

Par [Marie-Cécile Renault](#)

Publié hier à 19:27, mis à jour hier à 20:19



Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes s'indignent des conditions de transport en région parisienne, et s'interrogent sur la destination des impôts payés par chacun. *AUORE MESENGE / AFP*

INFO LE FIGARO - Sur 1000 euros d'impôts et cotisations sociales payés par les ménages et par les entreprises, l'usage des deniers publics peut révéler des surprises.

Les recettes fiscales seront supérieures de 3 milliards d'euros aux prévisions en 2022 et la France encaissera 9 milliards d'euros de cotisations sociales et de CSG supplémentaires, s'est réjoui dans *Le Figaro* le ministre délégué aux Comptes publics, Gabriel Attal. Pourtant, les Français constatent chaque jour la dégradation de la qualité des transports collectifs - en particulier en Île-de-France -, les tensions à l'hôpital public, ou encore la formation express de contractuels pour pallier la pénurie d'enseignants.

Résultat, beaucoup se demandent où peut bien passer l'argent public. Ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco, site d'information sur les finances publiques, François Ecalte, s'est livré à un petit jeu de ventilation à partir des données 2021 de l'Insee, dont il a donné la primeur au *Figaro*.

Pour réaliser son étude, le patron de Fipeco s'est appuyé sur la décomposition des dépenses publiques réalisée par les statisticiens nationaux. Ceux-ci découpent le budget en «*fonctions*», qui «*correspondent pour la plupart à des politiques publiques*». Un moyen de constater à quoi sert l'argent public, «*en supposant que les prélèvements obligatoires et les autres ressources des administrations publiques, notamment l'endettement, financent les mêmes dépenses, ce qui constitue une approximation raisonnable*».

Sur 1000 euros de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) l'an dernier, plus de la moitié (57,3%) soit 573 euros, sert à financer le système de protection sociale tricolore. Sur cette somme, 248 euros sont affectés au paiement des retraites, qui s'affirment donc comme le premier poste de dépenses publiques. Vient ensuite la santé, avec 208 euros : 25 euros servent à acheter ou rembourser des médicaments et autres biens médicaux (appareillages...), 60 euros à rembourser les services de santé en ambulatoire, 63 euros vont aux hôpitaux (dont 38 euros pour couvrir leurs dépenses de personnel) et 51 euros sont des indemnités (arrêts maladie, invalidité...). Il faut aussi

compter 39 euros pour les allocations-chômage ou encore 37 euros pour le soutien aux familles (allocations familiales, aides à la garde d'enfants, crèches etc.).

30 euros pour la défense, 24 euros pour la culture et 18 euros pour l'environnement

Une fois la protection sociale financée, sur les 1000 euros de départ il ne reste plus que 427 euros. Ils sont affectés pour 117 euros au soutien aux activités économiques: très hétérogènes, celles-ci englobent tant les transports (construction et entretien des routes...) que les aides aux ménages et subventions aux entreprises (aides à l'emploi, à l'agriculture, aux énergies renouvelables...). Il faut aussi compter 72 euros pour les «*services généraux*» qui recouvrent les fonctions supports des administrations (Présidence, Parlement et services du Premier ministre, assemblées des collectivités locales...). À cela, il faut encore ajouter 26 euros d'intérêts de la dette publique.

Il reste ensuite 89 euros pour l'enseignement, dont 24 euros vont vers les écoles, 38 euros vers les collèges et lycées, 11 euros vers le supérieur et 11 euros vers les services annexes (cantines, résidences universitaires, bibliothèques...). La masse salariale représente 71 % du coût total de cette politique et ce ratio décroît du primaire au supérieur. Au final, il reste 30 euros pour la défense, 29 euros pour la «*sécurité intérieure et justice*», 24 euros pour la culture, le sport et les loisirs, et 18 euros pour la protection de l'environnement.

20 décembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/zeitenwende-der-unglaubwuerdigen-deutschlands-politischer-fuehrung-fehlt-die-gradlinigkeit-ld.1717217>

GASTKOMMENTAR

Zeitenwende der Unglaubwürdigen: Deutschlands politischer Führung fehlt die Gradlinigkeit

Katar, China, Identitätspolitik statt Umsetzung der Menschenrechte: Die Ampelregierung mäandert zwischen moralischen Ansprüchen und moralfreien Entscheidungen.

Susanne Schröter

20.12.2022, 05.45 Uhr



In Katar ist der Islam Grundlage von Recht und Ordnung: Bundeskanzler Scholz bei einem Treffen mit Katars Emir in Doha im vergangenen September.

Qatar News Agency / EPA

Im Dezember 2021 unterzeichneten SPD, Grüne und FDP in Deutschland einen Koalitionsvertrag, der versprach, Politik zukünftig am Primat der Gerechtigkeit, der Freiheit und der Nachhaltigkeit auszurichten. Jetzt, ein knappes Jahr später, ist der mahrend erhobene deutsche Zeigefinger international zum Gespött geworden. Im Innern der Gesellschaft erodieren die Freiheitsrechte. Und von Nachhaltigkeit ist man weiter entfernt als je zuvor.

Auffällig ist der Gegensatz zwischen grossspuriger politischer Propaganda und einer Realpolitik, die alles Gesagte widerruft und ins Gegenteil verkehrt. Zum Beispiel die Rhetorik: Bei ihrer ersten programmatischen Rede kündigte Annalena Baerbock im Januar 2022 eine feministische Aussenpolitik an; einen Monat später sprach Bundeskanzler Olaf Scholz von einer Zeitenwende. Beide meinten eine vorrangige Orientierung an den Menschenrechten und ganz besonders an den Rechten von Frauen, Mädchen und queeren Menschen. Ähnliches wurde auch als innenpolitisches Ziel definiert.

Wie sah die tatsächliche politische Praxis aus? Wegen einer sich anbahnenden Energiekrise nach dem Angriff Putins auf die Ukraine rückten Frauen- und Menschenrechte merkbar in den Hintergrund. Unvergessen ist die ikonische Verbeugung von Wirtschaftsminister Robert Habeck im Angesicht des katarischen Emirs, mit dem er eine Energiepartnerschaft einzugehen wünschte, um die deutsche Notlage zu beheben.

Die Beziehung zu Katar

In Katar ist der Islam Grundlage von Recht und gesellschaftlicher Ordnung. Frauen werden lebenslang unter die Vormundschaft ihres Mannes oder eines männlichen Verwandten gezwungen und aller Freiheitsrechte beraubt, die für uns selbstverständlich sind. Homosexualität ist illegal und wird mit drakonischen Strafen geahndet. Durch den Einsatz der Ölmilliarden und die Entsendung islamistischer Prediger versucht Katar zudem, auch in westlichen Ländern einen frauenfeindlichen Islam zu unterstützen. Das Land finanziert auch die antisemitische Hamas. De facto werden weibliche Hausangestellte versklavt und in Süd- oder Südostasien angeworbene Arbeiter unmenschlich behandelt.

Zu all dem hat man von der feministisch gesinnten deutschen Aussenministerin bislang keine Protestnote vernommen. Sie begnügte sich mit der Mahnung, dass die Menschenrechte beachtet werden sollten.

Ähnliche Diskrepanzen zwischen vollmundiger Rede und kleinlauter Politik konnte man auch beim Bundeskanzler beobachten, der sich im September 2022 in den Golf aufmachte, um Saudiarabien, Katar und die Arabischen Emirate zu besuchen – allesamt Länder, in denen die Menschenrechte nicht sonderlich hoch im Wert stehen. Noch kurz vor der Reise hatte Scholz in einer Rede vor den Vereinten Nationen wortreich die Menschenrechtsorientierung der deutschen Aussenpolitik und den systemischen Kampf der Demokratien gegen die Autokratien beschworen.

Dass derartig wohlklingende Worte des Bundeskanzlers offenbar nicht immer ernst gemeint sind, wurde auch im November ersichtlich, als Scholz trotz Kritik grünes Licht für die Übertragung von Anteilen des Hamburger Hafens an den chinesischen Cosco-Konzern gab. Auf der politischen Bühne dominiert dennoch die Rede, man wolle die Abhängigkeit von Diktaturen und besonders von China reduzieren und habe dabei besonders die kritische Infrastruktur im Blick.

Menschenrechte und Islam

Die Innenpolitik präsentiert sich nicht besser: Hier bestünde eine echte Chance, für die Umsetzung der Menschenrechte zu sorgen. Während aber Bundesministerin Nancy Faeser in Katar durch das Tragen der «One Love»-Binde Symbolpolitik betrieb, schweigt sie zu Frauen- und Queerfeindlichkeit, zu Antisemitismus und Rassismus in muslimischen Gemeinschaften in Deutschland.

Der Islamismus in muslimischen Organisationen, der von Katar, Saudiarabien, Iran oder der Regierung Erdogans finanziert wird, ist kein Thema ihres Ministeriums. Stattdessen wird hier der Kampf gegen Muslimfeindlichkeit als angeblich drängendes gesellschaftliches Problem ausgerufen. Symptomatisch für diese Haltung ist, dass der im Bundesinnenministerium angesiedelte Expertenkreis für Islamismus nach Amtsantritt der neuen Hausleitung unter Nancy Faeser umgehend aufgelöst wurde, während derjenige für Muslimfeindlichkeit bestehen blieb. Als Muslimfeindlichkeit gilt übrigens jegliche Kritik an islamistischen Umtrieben.

Das Ziel der bunten Gesellschaft

Dröhnendes Schweigen herrscht generell gegenüber Menschenfeindlichkeit, wenn die Täter einen migrantischen Hintergrund besitzen. Das gilt für islamistische Attentate ebenso wie für sexuelle Übergriffe und Morde an Mädchen, Frauen, Schwulen oder Transpersonen. Der jüngste brutale

Angriff auf zwei Schülerinnen in Illerkirchberg löste lediglich stereotype Betroffenheitsbekundungen aus und verschwand dann aus der medialen Öffentlichkeit. Eine politische Einordnung erfolgte nicht. Vielmehr warnte so manch einer, wie der grüne Ministerpräsident von Baden-Württemberg, vor voreiligen Schlussfolgerungen.

Offenbar möchte man das Ziel einer neuen bunten Gesellschaft, die mit der Förderung unregulierter Migration umgesetzt wird, nicht durch unschöne Befunde aus der bundesdeutschen Realität belasten. Naiv wirkt es, wenn die Regierung die Diskriminierung von Frauen in Afghanistan beklagt und als Massnahme die verstärkte Aufnahme afghanischer Zuwanderer empfiehlt. Schon jetzt sind diese überproportional an Delikten gegen die sexuelle Selbstbestimmung beteiligt.

Kritik ist unerwünscht

All das wird aus dem öffentlichen Diskurs mit dem Verweis verbannt, dass die Benennung der Probleme rechten Akteuren nützen, die Stigmatisierung von Migranten, Muslimen und anderen selbsternannten Opfergruppen oder ganz allgemein Menschenfeindlichkeit und Rassismus fördern könne. Letztgenannter gilt der Innenministerin als das eigentliche Problem.

Islamistischer Extremismus, Linksextremismus oder ausländischer Rechtsextremismus, wie er von den türkischen Ultranationalisten der «grauen Wölfe» vertreten wird, spielen in der Bundesregierung eine untergeordnete Rolle. Das, was man im Ausland bemängelt, erhält im Inland ein Folklore Gütesiegel. Mehr noch: Durch einen obskuren Rassismusbegriff, der an der Definition identitätspolitischer Aktivisten ausgerichtet ist, wird die einheimische Bevölkerung als Ganzes unter Generalverdacht gestellt.

Kritik an gesellschaftlichen Missständen wird wahlweise als rassistisch, islamfeindlich oder rechtsradikal abgestempelt und soll entsprechend geahndet werden. Das gilt auch für die Meinungsfreiheit. Islamistische Hetze schlimmster Sorte bleibt in den sozialen Netzwerken unbeanstandet, während Kritik der Migrationspolitik oder der Regierung schnell zu Löschungen führt.

Wer unter Gerechtigkeit Identitätspolitik versteht und auf die Wahrung der Menschenrechte in migrantischen oder muslimischen Communities verzichtet, macht sich unglaubwürdig. Aussenpolitische Inszenierungen deutscher Politiker, die schon durch die rhetorisch-pragmatischen Ungereimtheiten wenig überzeugen, wirken unter diesen Umständen noch unredlicher.

Abhängig statt nachhaltig

Auch beim im Koalitionsvertrag festgehaltenen Ziel der Nachhaltigkeit bleibt es bei Versprechen. Der Ausbau von Wind- und Sonnenenergie zementiert die Abhängigkeit von China. Das Regime, das allgemein als grösseres Problem eingeschätzt wird als Russland, produziert 80 Prozent aller Solarmodule, verfügt über Mineralien, die für die Energiespeicherindustrie benötigt werden, und dominiert die Fertigung von Batteriezellen.

Mit Katar und den Arabischen Emiraten soll bei der Herstellung grünen Wasserstoffs kooperiert werden. Eine Reduzierung ökonomischer Abhängigkeiten von autokratischen Regimen, von denen bei jeder passenden Gelegenheit wortreich schwadroniert wird, sähe anders aus.

Zur Überbrückung der Zeit, bis es mit den erneuerbaren Energien so weit ist, dass die Wirtschaft darauf bauen kann, wurden einstweilen Verträge über die Lieferung von Flüssiggas mit Katar sowie mit den USA geschlossen. Die USA gewinnen das Gas auf der Basis von Fracking, das in Deutschland verboten ist. Die Herstellung und der Transport von Flüssiggas sind zwar extrem energieintensiv und klimaschädlich, aber man hofft die grüne Basis zu befrieden, die Fracking im eigenen Land ebenso strikt ablehnt wie die klimaneutrale Atomkraft.

Zwischen Moral und Realpolitik

Die Bundesregierung mäandert aussenpolitisch zwischen moralischen Ansprüchen und moralfreien realpolitischen Entscheidungen. Sicher ist ihr Handlungsrahmen durch vielerlei Widrigkeiten begrenzt, doch stünde dem internationalen Ansehen Deutschlands etwas mehr Gradlinigkeit seiner politischen Führung gut zu Gesicht.

Innenpolitisch zaudert die Regierung, weil sie sich nicht eingestehen will, dass viele der Gruppen mit Teilhabeoptionen denjenigen gleichen, denen im Ausland Menschenrechte nichts zählen. Die Ideologie der Taliban wird nicht nur von Männern in Afghanistan, sondern auch von manch einem afghanischen Zuwanderer in Deutschland geteilt.

Wenn der Koalitionsvertrag nicht zur Makulatur werden soll, bedarf es einer sofortigen Aufkündigung der Doppelmoral in der Innen- und Aussenpolitik.

Susanne Schröter ist Professorin für Ethnologie an der Goethe-Universität Frankfurt und leitet das Frankfurter Forschungszentrum Globaler Islam. Zuletzt von ihr erschienen: «Politischer Islam. Stresstest für Deutschland», Gütersloher Verlagshaus (2019).

20 décembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/sciences/article/2022/12/19/origine-du-sars-cov-2-le-jeu-de-piste-continue_6155086_1650684.html

Origine du SARS-CoV-2 : le jeu de piste continue

Les deux principales hypothèses sur l'émergence du virus en Chine restent fortement débattues à ce jour. Entre une source naturelle, provenant des chauves-souris, et la fuite accidentelle d'un virus modifié en laboratoire, les scientifiques poursuivent leur traque.

Par [Stéphane Foucart](#) et [Hervé Morin](#)

Publié hier à 18h39, mis à jour à 01h42



Un ouvrier emporte une salamandre géante du marché de Huanan, qui a été fermé en raison de son lien avec les premiers cas de Covid-19, à Wuhan (Chine), le 27 janvier 2020. FUTURE PUBLISHING / GETTY IMAGES

Accusations de mauvaise foi, de manipulation ou de conflits d'intérêts : trois ans et **17,8 millions de morts** après le départ de l'épidémie de Covid-19 dans la ville de Wuhan, en Chine, **le débat sur les origines du virus SARS-CoV-2 tourne à l'aigre, y compris dans la communauté académique**. Sur les réseaux sociaux, où une part de la discussion se tient publiquement, hors du cadre des revues savantes, de distingués professeurs et directeurs de recherche s'empoignent avec d'autant moins de ménagement **qu'aucun consensus ne s'est, jusqu'à présent, imposé**.

« Débordement zoonotique » naturel apparu sur le marché de Huanan, à Wuhan, par le biais d'animaux contaminés ? Accident de laboratoire – avec ou sans manipulation préalable –, survenu précisément dans une ville qui concentre des recherches parfois risquées sur les coronavirus de chauves-souris, financées en partie avec des fonds américains ? Loin d'être tranchée, la controverse a en outre pour toile de fond une forte polarisation (géo)politique, **l'ancien président des Etats-Unis Donald Trump s'étant fait, dès le départ, le champion de la thèse de la fuite de laboratoire du « virus chinois »**.

La probabilité que Pékin œuvre à la résolution de l'énigme est faible. En Chine, la position officielle exclut l'une et l'autre des deux hypothèses qui l'incriminent pour leur préférer celle – politiquement commode, mais hautement improbable – d'une origine étrangère de la maladie, importée dans le pays par le biais d'aliments surgelés. Retour sur quelques points d'achoppement de trois années de débats acharnés.

Le marché, source ou amplificateur ?

Pour certains, c'était presque la fin de la controverse : **deux études internationales, publiées fin juillet 2022 dans la revue Science, ont été accueillies par une partie de la communauté savante comme des éléments de preuve majeurs et complémentaires en faveur d'une origine zoonotique du SARS-CoV-2, avec le marché de Huanan, à Wuhan, comme point de départ de l'épidémie.** [La première](#) a notamment consisté à dater et à

localiser les 155 premiers cas de Covid-19 répertoriés dans la ville de Wuhan, tous identifiés dans le courant du mois de décembre 2019. Elle conclut à une répartition globalement centrée sur le fameux marché. Ce n'est pas tout : les premiers cas humains répertoriés dans son enceinte se situent dans l'aile ouest, où se trouvaient aussi des animaux vivants.

La seconde étude enfonce le clou. A partir des données de séquençage disponibles, elle indique que deux lignées virales distinctes, baptisées « A » et « B », ont circulé de manière précoce, suggérant le scénario de deux franchissements successifs de la barrière d'espèce, à partir d'un même réservoir animal.

« A mon avis, il est désormais établi que le SARS-CoV-2 trouve son origine dans le commerce d'animaux sauvages », commente Robert Garry (université Tulane, La Nouvelle-Orléans, Etats-Unis), coauteur des deux études. Pour la biologiste Florence Débarre (Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris, CNRS), qui n'a pas participé à ces travaux, *« ce scénario est, à l'heure actuelle, le plus plausible ».*

« Il y a d'énormes lacunes dans les données, car il y avait bien plus de cas de Covid à Wuhan à cette période, dont la localisation n'a pu être prise en compte » Simon Wain-Hobson (Institut Pasteur)

Bon nombre de chercheurs interrogés par *Le Monde* considèrent toutefois que ces travaux sont peu concluants et soumis à une variété de biais. *« Il y a d'énormes lacunes dans les données, car on sait qu'il y avait bien plus de cas de Covid à Wuhan à cette période, dont la localisation n'a pu être prise en compte dans ces travaux »,* dit le virologue Simon Wain-Hobson (Institut Pasteur). Son collègue, le virologue Marc Eloit, formule la même objection. *« Ce que semblent montrer ces deux études est que le marché a joué un rôle dans l'épidémie, mais nulle part il n'est montré que le réservoir viral à partir duquel le SARS-CoV-2 s'est propagé était effectivement un réservoir animal »,* dit-il.

Dans une autre analyse des premiers cas répertoriés sur le marché de Huanan, publiée en novembre dans la revue [Environmental Research](#), la biologiste Virginie Courtier-Orgogozo (Institut Jacques-Monod, CNRS) soutient un scénario dans lequel les transmissions s'y sont plus probablement opérées entre humains, dans des lieux clos du marché, comme les salles de jeu de mah-jong, les toilettes ou les cantines, plutôt qu'à partir d'animaux infectés. *« Les premiers cas dans l'enceinte du marché ont été répertoriés sur des étals qui sont distants de plusieurs dizaines de mètres et parfois séparés par des murs, dit Virginie Courtier-Orgogozo. Les données épidémiologiques sur ces premiers cas sont cohérentes, avec une introduction unique sur le marché, compatible avec une origine animale, mais tout autant avec un vendeur qui aurait été infecté en dehors du marché. »* Une équipe chinoise avance aussi, [dans un preprint](#), l'hypothèse selon laquelle le marché n'aurait eu qu'un rôle d'amplificateur.

D'autant que, jusqu'à présent, aucun échantillon environnemental prélevé sur les lieux et positif au SARS-CoV-2 n'a été attribué à un animal. Absence de preuves qui n'est cependant pas une preuve d'absence : si de tels échantillons existent, ils ont pu ne pas être publiés, ou n'avoir pas été analysés.

L'énigme du « site furine »

Depuis le 16 février 2022 et une [publication dans la revue Nature](#), le virus RaTG13, trouvé en 2013 sur des chauves-souris dans une mine du Yunnan où des ouvriers étaient morts l'année précédente d'une mystérieuse pneumonie, n'est plus le plus proche analogue de SARS-CoV-2. Cet honneur échoit désormais à une famille de coronavirus de chauve-souris baptisée « Banal », prélevée dans les grottes des massifs karstiques du nord du Laos, et dont le taux d'homologie avec SARS-CoV-2 est compris entre 96,9 % et 97,4 %.

« Notre première grosse surprise a été de constater que ces virus avaient une forte affinité avec le récepteur ACE2 des cellules humaines, plus forte que les premières souches de SARS-CoV-2 isolées fin 2019 à Wuhan, raconte Marc Eloit, qui a coordonné ces travaux. C'était très inattendu et très intéressant, d'autant plus qu'il était parfois dit que l'affinité du SARS-CoV-2 avec les cellules humaines était telle que cela suggérait une adaptation préalable dans un labo. Avec ce que nous avons trouvé, cette idée tombait. »

En revanche, les chercheurs notent une différence de taille entre les Banal et leur cousin SARS-CoV-2 : l'absence de « site de clivage par la furine » (SCF). Sous ce nom barbare se cache la grande spécificité du SARS-CoV-2. Une sorte de passe-partout moléculaire qui permet au virus d'entrer facilement dans les cellules, et qui lui confère son infectivité et sa pathogénicité. Aucun autre virus de type SARS connu à ce jour ne dispose d'un tel « site furine » – pour reprendre le jargon virologique. **En l'absence de SCF, Marc Eloit et ses collègues émettent l'hypothèse que leurs virus Banal sont « peu transmissibles et peu pathogènes pour les vertébrés terrestres, donc pour l'homme ».**

L'hypothèse des chercheurs est alors que ces virus de chauve-souris peuvent circuler faiblement et discrètement dans la population humaine jusqu'à émerger lorsque l'un d'eux acquiert, par le jeu des multiplications successives dans des cellules humaines, un SCF susceptible de le rendre plus transmissible et plus pathogène. *« C'est ce qui se produit avec les virus de grippe aviaire faiblement pathogènes, qui circulent dans les populations d'oiseaux sauvages, explique M. Eloit. Ils peuvent acquérir un site furine lorsqu'ils se mettent à circuler intensément dans les élevages, devenant ainsi hautement pathogènes. »*

Pour tester leur idée de départ, les auteurs ont d'abord contrôlé la sérologie de populations laotiennes en contact très étroit avec des chiroptères : collecteurs de guano, chasseurs ou vendeurs de chauves-souris, etc. **« Même parmi ces personnes, nous n'avons trouvé aucune sérologie positive à nos virus de chauve-souris », explique M. Eloit.**

Seraient-ils malgré tout susceptibles d'évoluer vers des formes plus pathogènes et transmissibles, à l'image de leur cousin pandémique ? Pour le savoir, Marc Eloit et ses collègues ont cultivé l'un de leurs coronavirus – Banal-236 – et ils ont simulé sa circulation dans une population humaine, notamment sur des singes macaques et des souris « humanisées », dont les cellules disposent de la même porte d'entrée que celles des humains. Résultat ? Au laboratoire, les six passages successifs de Banal-236 dans les souris humanisées n'ont pas permis l'acquisition du fameux site furine. **« Non seulement ce virus, intestinal, n'est pas devenu plus pathogène, mais il n'a pas non plus évolué vers un tropisme respiratoire, conclut M. Eloit. Plus étonnant encore : au terme de ces six passages, son génome était plus éloigné de celui de SARS-CoV-2 qu'il ne l'était au début de l'expérience. »**

Alors qu'elle tentait de reproduire un mode d'apparition « naturel » du SARS-CoV-2 à partir de ses plus proches analogues connus, l'équipe franco-laotienne trouve des résultats opposés à ses hypothèses de départ... laissant ainsi entières les questions posées par le site furine du coronavirus pandémique.

Dernière pièce en date apportée au dossier furine, un récent article en preprint met en lumière sa forte analogie avec une séquence présente sur un variant du virus responsable du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS), obtenu par passage en culture sur des souris. Ce mutant artificiel du MERS-CoV **[avait été décrit en 2017 comme létal sur une lignée de rongeurs humanisés.](#)**

Pour l'auteur Andreas Martin Lisewski (université Jacobs de Brême, Allemagne), « cette analogie unique pourrait appuyer une origine artificielle du SARS-CoV-2 ». *« Cet article très intéressant met aussi le doigt sur le fait que les quelques acides aminés composant le site furine pourraient remplir plusieurs fonctions antinomiques, et que la seule manière de les acquérir toutes les trois serait de le faire en une seule fois »,* commente le spécialiste des coronavirus Bruno Canard (CNRS, Marseille), qui se dit curieux de la façon dont il sera analysé par la communauté scientifique. **Marc Eloit « avoue sa perplexité » face à des « résultats non conclusifs »,** quand Florence Débarre note que le site de publication du preprint offre un **« festival de complotisme »...**

Le troublant projet Defuse

M. Lisewski met lui-même en garde contre les connexions que certains pourraient être tentés d'établir entre ses travaux et une pièce spectaculaire apportée au puzzle de la fuite de laboratoire, mais qu'il juge *« brumeuse »* : le projet Defuse.

Cette révélation ne doit rien aux chercheurs du domaine, mais à une source anonyme. A l'automne 2021, le groupe de recherche indépendant Drastic publie sur son site **[un document de soixante-quinze pages,](#)** daté de

mars 2018 : l'organisation non gouvernementale EcoHealth Alliance y répond à un appel d'offres de la Defense Advanced Research Projects Agency (Darpa) et demande un financement de 14 millions de dollars pour conduire un projet de recherche sur le risque pandémique lié aux coronavirus de chauve-souris, caractéristiques du Sud asiatique. Piloté par EcoHealth Alliance, le projet impliquait des laboratoires américains – en particulier celui de Ralph Baric à l'université de Caroline du Nord – et l'Institut de virologie de Wuhan (WIV). Il n'a finalement pas été financé par la Darpa.

« Nous prélèverons intensivement des échantillons de chauves-souris sur nos sites de terrain où a été identifié un risque élevé de propagation de coronavirus de type SARS, est-il détaillé dans la demande de financement. Nous séquencerons leur spicule [ou protéine spike] (...), nous les insérerons dans les squelettes viraux (...) pour infecter des souris humanisées et évaluer la capacité de causer une maladie semblable au syndrome respiratoire aigu sévère [SRAS]. » Le projet inclut également, sous certaines conditions, *« l'introduction de sites de clivage spécifiques aux humains »* et l'évaluation du *« potentiel de croissance »* des virus chimériques ainsi construits dans des cellules humaines de rein et de tissu épithélial des voies respiratoires. Des manipulations de virus SARS-CoV comme de MERS-CoV sont envisagées. Une seconde partie du projet consiste à mettre au point des méthodes de vaccination de masse des populations de chauves-souris dans les zones jugées à risque.

La précision des informations fournies dans le document, notamment sur l'identité des « squelettes » viraux utilisés pour insérer telle ou telle protéine, permet d'exclure le fait que le SARS-CoV-2 proviendrait de ce projet spécifique, quand bien même il aurait été mené à bien ou entamé avant d'être rejeté. Il n'en a pas moins jeté le trouble.

« Je suis absolument stupéfait que Peter Daszak [président d'EcoHealth Alliance] et Ralph Baric n'aient pas rendu cette information publique », a déclaré le virologue australien Edward Holmes (université de Sydney, Australie) à la revue *Science*, quelques jours après la révélation du document. Habitué des collaborations scientifiques avec des chercheurs chinois, il précisait que cette révélation *« n'a pas changé [son] opinion d'une émergence du SARS-CoV-2 entièrement naturelle »*. Mais, ajoutait-il, *« c'est consternant du point de vue de la transparence, qui est clairement essentielle si nous voulons comprendre ce qu'il s'est passé »*.

Si Defuse n'a pas été financé, le projet décrit les intentions de la collaboration sino-américaine. Certains soulignent que les insertions de site furine dans des chimères étaient prévues dans le laboratoire de Ralph Baric, pas en Chine. Mais, pour Etienne Decroly, du laboratoire Architecture et fonction des macromolécules biologiques (Marseille), **il est clair, notamment à travers un article de *PLOS Pathogens* de 2017, que « toute la méthodologie permettant de construire des virus chimériques était en place au WIV » pour le faire.**

Son collègue Bruno Canard estime, lui aussi, que considérer que Shi Zhengli, « M^{me} Chauve-Souris » du WIV, *« ferait ses expériences “en aveugle” serait la prendre pour une imbécile »*. Il note que, pour la majorité des virologues, le projet Defuse, *« modèle d'hubris »*, constitue un sujet *« tabou »*, car cette communauté redoute qu'exposer au grand jour ce type d'expérimentation *« ne puisse conduire le législateur à les interdire en bloc »*.

L'absence de financement ne signifie pas que des travaux similaires n'ont pas été entrepris sur d'autres fonds, notamment chinois. *« Quand vous demandez des crédits, il n'est pas rare que vous ayez déjà fait un tiers des travaux, par peur de vous faire voler vos idées ou simplement pour conserver de l'avance, souligne Simon Wain-Hobson. Mais cela ne constitue pas une preuve que cela ait été le cas. »*

Une quête impossible ?

Comme nombre de ses confrères, Simon Wain-Hobson considère que l'origine du SARS-CoV-2 est encore indécidable. *« Les scientifiques doivent rester sur le mur qui sépare les deux hypothèses en présence. S'ils en descendent, ils deviennent partisans. » « La vérité, c'est que l'on ne sait pas », abonde Bruno Canard, pour qui « nombre de questions légitimes restent encore sans réponse ».*

Comment trancher ? « *Il faudrait échantillonner très largement les sarbecovirus [ils regroupent les coronavirus liés au syndrome respiratoire aigu sévère, dont le SARS-CoV-2] chez les chauves-souris, en Chine et dans les pays alentour ; avoir accès aux archives des laboratoires à Wuhan ; mener une enquête sérologique à très large échelle dans cette ville, sur les animaux commercialisés et sur les humains* », énumère Marc Eloit, qui s'étonne, comme Simon Wain-Hobson, que les données sur les virus de chauve-souris en Chine ne soient publiées qu'« *au compte-gouttes* ».

« La question de savoir si le virus a pénétré dans l'espèce humaine par un accident de laboratoire (...) relève d'une enquête de type criminel, non de spéculations scientifiques » Richard Ebright (Rutgers University)

« *La science, c'est-à-dire la séquence du génome du virus, les propriétés du virus et l'épidémiologie de la maladie, ne nous a pas appris grand-chose et n'a aucune chance de nous en apprendre davantage sur les origines du virus*, dit pour sa part le microbiologiste Richard Ebright (Rutgers University, Etats-Unis), procureur acharné de certaines expériences virologiques risquées. **La question de savoir si le virus a pénétré dans l'espèce humaine par un accident de laboratoire (...) relève d'une enquête de type criminel, non de spéculations scientifiques.** »

Certains craignent que la situation ne soit bloquée indéfiniment, car si **les Américains disposent de données sur les activités à Wuhan, ils pourraient les garder secrètes pour éviter de mettre en cause leurs capacités d'espionnage**. Ou pour ne pas braquer les projecteurs sur les recherches militaires liées au SARS-CoV-2 ? Un rapport des membres républicains du comité de la Chambre des représentants chargé de superviser l'activité des agences de renseignement américaines accuse celles-ci de manquer de transparence sur les relations du WIV avec le programme chinois de recherche sur les armes biologiques. Dans un document, publié le 14 décembre, **ces soutiens de Donald Trump demandent que la lumière soit faite sur les financements américains qui auraient pu alimenter les recherches au WIV, en lien avec un institut de l'Académie chinoise de sciences militaires**. Mais, en matière de publicité sur leurs programmes de biodéfense respectifs, il y a fort à parier que Chine et Etats-Unis se tiennent par la barbichette.

Les réponses pourraient-elles se trouver dans les laboratoires occidentaux ayant collaboré avec les chercheurs chinois et disposant de données inédites ? Les spécialistes notent que les pays en développement comme les laboratoires chinois sont très jaloux de leurs ressources biologiques, protégées par le protocole de Nagoya sur le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation. Des verrous sont généralement en place pour limiter au maximum l'échange de virus ou de leurs séquences génétiques, y compris dans les collaborations internationales.

Le WIV semble moins que jamais disposé à partager ces données : le 19 août 2022, [les National Institutes of Health \(NIH\) américains ont mis fin à une subvention octroyée à EcoHealth Alliance](#) parce que cette ONG avait été incapable d'obtenir les cahiers de laboratoire et les fichiers électroniques concernant les expériences conduites à Wuhan avec leurs financements. Un mois plus tard, EcoHealth Alliance revenait en grâce, avec [une nouvelle subvention des NIH](#) de 653 392 dollars pour analyser « *le potentiel d'émergence de coronavirus de chauve-souris* », mais, cette fois, en Birmanie, au Laos et au Vietnam.

Au Congrès américain, les républicains qui, avec Donald Trump, soutiennent sans nuance la thèse du laboratoire sont déterminés à mener l'enquête, un effort bipartisan semblant s'être ensablé : le 13 décembre, un comité d'investigation parlementaire a réclamé à une poignée de chercheurs et aux responsables des NIH et d'EcoHealth Alliance de lui livrer rapidement tous documents et correspondances en rapport avec l'origine de la pandémie.

En tout état de cause, l'incertitude sur celle-ci ne doit pas conduire à l'inaction, insiste Etienne Decroly. Le virologue du CNRS note que le risque de nouvelles zoonoses reste entier, si bien « *qu'il est important de surveiller la circulation des virus dans les élevages* ». Mais il souligne aussi que les dangers liés aux expériences de franchissement de barrière entre espèces et de gain de fonction « *appellent une discussion sur une réglementation internationale sur la biosécurité* ».

20 décembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/societes/electricite-pourquoi-le-redemarrage-des-centrales-nucleaires-a-pris-du-retard-20221219>

Électricité: pourquoi le redémarrage des centrales nucléaires a pris du retard

Par [Guillaume Guichard](#)

Publié hier à 20:20, mis à jour il y a 47 minutes



Le site de Civaux (Vienne), l'une des trois centrales nucléaires totalement à l'arrêt. *Thomas JOUHANNAUD/PHOTOPQR/POPULAIRE DU CENTRE/MAXPPP*

ANALYSE - EDF n'en a pas fini avec les problèmes d'entretien.

Des fissures de quelques millimètres, quasiment indétectables, menacent de plonger la France dans le noir en janvier. Ce phénomène de «corrosion sous contrainte» a fragilisé sans bruit des tuyauteries de secours au cœur d'au moins 16 réacteurs nucléaires d'EDF.

Un accident industriel qui est venu s'ajouter au lourd programme d'entretien des centrales. Résultat aujourd'hui, le parc nucléaire français ne tourne actuellement qu'aux deux tiers de ses capacités. C'est bien moins que lors d'un hiver habituel et c'est loin d'être suffisant pour passer sereinement la saison froide.

Soudeurs nord-américains

Depuis septembre, EDF est lancé dans une course contre la montre pour remettre en route ces réacteurs, une «*remontada*», dit-on dans le secteur. Placé sous la forte pression de l'État, l'exploitant avait promis à la rentrée de relancer, en l'espace de cinq mois, 26 réacteurs sur 56, arrêtés pour maintenance ou réparation. Quatre mois après, il en est loin. Seuls dix d'entre eux ont été reconnectés. «*Quand on rallume une de ces machines hyper complexes, on prie pour que tout se passe bien*», explique, compréhensif, un dirigeant du secteur. Ainsi à Penly, où les activités étaient sur le point de reprendre suite aux réparations des circuits affectés par la corrosion, l'analyse de nouveaux sondages par ultrasons a mis en évidence une «*indication*» (problème) supplémentaire sur une soudure, nécessitant réparation, indique une source syndicale.

Sur les 16 réacteurs concernés par le défaut de série, il faut découper et remplacer quatre tuyaux de plusieurs dizaines de mètres chacun. «*Sur le réacteur 1 de Civaux, nous avons dû changer les quatre lignes de tuyauterie de 50 mètres de long dits "RIS", une opération industrielle de très*

grande ampleur», détaillait ainsi début novembre Régis Clément, directeur général adjoint de la production nucléaire chez EDF. Chaque chantier nécessite 500 techniciens de très haut niveau. Certains éléments de tuyau, en plein cœur du réacteur, sont si difficiles d'accès que les opérateurs doivent réaliser de périlleux *«soudages par miroir»*, en suivant leur geste en inversé. Le tout, dans un environnement *«dosant»*, c'est-à-dire hautement radioactif. Or en France, les limites réglementaires sont près de deux fois plus basses qu'en Chine ou aux États-Unis. Il faut en conséquence faire tourner très régulièrement les intervenants. *«Une fois qu'ils ont atteint leur dose maximale, il faut qu'ils retournent au vert avant de pouvoir retravailler»*, explique un expert du nucléaire.

Je me consacrerai dès les premières heures de mon mandat à tenir les engagements de l'entreprise pour reprendre la production des réacteurs aujourd'hui à l'arrêt

Luc Rémont, nouveau PDG d'EDF

Comme les équipes d'EDF et les sous-traitants habituels n'étaient pas dimensionnés pour faire face à de tels travaux, l'électricien a fait appel depuis la rentrée à une centaine de soudeurs nord-américains. Le ministère de la Transition énergétique a accéléré leurs procédures de visa pour qu'ils puissent intervenir plus rapidement encore. L'électricien a aussi mobilisé les 1500 spécialistes de son unité de logistique et de maintenance (ULM), l'équipe d'élite de la maintenance nucléaire. *«Les salariés compétents sont mobilisés en mode "task force", avec heures sup', contraintes de déplacement d'un chantier à l'autre et annulations de vacances»*, pointe Alexandre Crétiaux, délégué syndical central de la CFDT chez Framatome.

Début novembre, six des chantiers pour corrosion étaient terminés. Mais le programme de réparation restera encore lourd en 2023, EDF ayant décidé la semaine dernière de changer les tuyauteries de six autres réacteurs.

Interpréter les analyses

Les agents qui ont les premiers détecté la corrosion sous contrainte (CSC) ne se doutaient pas de son ampleur. À la rentrée 2021, lors de la visite décennale sur le réacteur de Civaux 1, les techniciens effectuant les contrôles par ultrasons aperçoivent un beau jour sur leurs écrans un signal inattendu sur des circuits de secours, à proximité de soudures. *«Les indications figurant sur le film d'ultrasons étaient les plus importantes observées depuis ces dernières années ; une expertise a été décidée»*, témoigne un ingénieur d'EDF.

Le tronçon de tuyauterie est envoyé au centre d'ingénierie nationale d'EDF, à Tours. On y découvre, à l'automne 2021, des fissures sinueuses, caractéristiques de la «corrosion sous contrainte». Ce phénomène bien connu en métallurgie, était presque unimaginable jusqu'à présent sur de l'acier inoxydable utilisé sur les circuits pris en défaut. Personne ne sait alors comment la «CSC» a pu apparaître.

Le phénomène inexpliqué incite la direction d'EDF à appliquer le principe de précaution. Elle décide mi-décembre d'arrêter les autres réacteurs du même type, c'est-à-dire ceux de la centrale de Chooz, pour contrôle. Hélas, le simple sondage par ultrason ne suffit pas à mesurer le degré de corrosion. EDF doit découper les tuyauteries pour les analyser en laboratoire. Les résultats tombent au tournant fin 2021: les réacteurs de Civaux 2 et de Chooz souffrent du même mal. C'est le branle-bas de combat. Des réacteurs représentatifs des autres modèles, déjà à l'arrêt pour maintenance ou rechargement, sont auscultés. Début 2022, un autre modèle de réacteur est touché, dont EDF exploite 12 unités. **Il en ressort enfin au printemps 2022 que seuls les premiers construits en France sur modèle américain de Westinghouse, échappent au phénomène.**

Encore faut-il comprendre ce qui provoque les fissures, et à quel rythme elles fendent l'acier. Entre la mi-mai et début juillet, tous les ingénieurs d'EDF, les métallos de Framatome et les experts de l'ASN

(Autorité de sûreté nucléaire) planchent sur l'interprétation des analyses. *«Après un travail d'expertise titanesque, nous avons maintenant une relative bonne compréhension du phénomène»*, expliquait le 27 octobre le directeur du parc nucléaire d'EDF, Cédric Lewandowski devant les parlementaires. **En cause, selon l'expression du président de l'ASN, Bernard Doroszczuk, «la francisation du design» réalisée par les ingénieurs ayant conçu les réacteurs incriminés, afin de les rendre plus puissants que le modèle de base.** Les équipes d'EDF imaginent à l'époque des réacteurs plus gros, avec des tuyauteries plus longues, au dessin plus tortueux. C'est là, à proximité de soudures qui fragilisent l'acier inoxydable, qu'on décèlera fin 2021 la corrosion sous contrainte. Pourquoi n'a-t-on rien découvert auparavant? Pour trouver un phénomène, il faut le chercher, explique-t-on chez EDF. Or, seule la fatigue thermique était recherchée sur ce type de tuyauterie.

En plus de menacer la bonne alimentation électrique cet hiver, l'affaire aura coûté 32 milliards d'euros cette année à EDF, fait flamber les cours de l'électricité, et plombé l'économie française de 0,4 point de PIB, selon l'Insee.

Au vu de ces répercussions, certains s'interrogent encore sur le bien-fondé de la décision conjointe d'EDF et de l'ASN d'arrêter autant de réacteurs en même temps, entre 2021 et 2023. Les conséquences sont en effet désastreuses. *«Framatome a fait ses calculs: les circuits auraient tenu même s'ils n'avaient pas été réparés immédiatement»*, glisse une source proche du dossier. Seulement, la réglementation française impose de réparer tout défaut repéré, même s'il ne met pas en danger le fonctionnement de la centrale. Bernard Doroszczuk l'a martelé en novembre devant les parlementaires: *«Il s'agit d'un sujet sérieux parce que la fissuration par corrosion sous contrainte comporte de réels enjeux de sûreté, dès lors qu'en cas de brèche, nous serions dans une situation accidentelle avec des dommages à l'installation et une perte potentiellement durable du réacteur, avec un risque modéré mais existant de rejets radioactifs à l'extérieur du réacteur.»*

EDF n'en a pas fini avec la corrosion sous contrainte. *«D'ici vingt-trente ans, nous verrons probablement réapparaître ce problème»*, explique un expert du nucléaire. Mais l'exploitant sait maintenant où regarder, et à quoi s'attendre. L'électricien a déjà prévu de reprogrammer des contrôles réguliers.

19 décembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/dieser-winter-zeigt-das-problem-der-deutschen-energiepolitik-18539697.html?premium>

GAS UND KOHLE VERFEUERN:

Der Winter zeigt das Problem der deutschen Energiepolitik

EIN KOMMENTAR VON [PATRICK BERNAU](#)

-AKTUALISIERT AM 17.12.2022-15:14



Von der Kühltürmen des Kohlekraftwerks Neurath steigt Dampf auf. Bild: Reuters/Wolfgang Rattay

Deutschland verbraucht viel mehr Gas, als es müsste. Das liegt an der miserablen Planung der Energiewende.

Plötzlich leeren sich die Gasspeicher doch recht schnell. Seit die Temperaturen in Deutschland so tief gesunken sind, gehen die Füllstände so schnell abwärts, dass vorsichtige Leute aufmerken. Das liegt nicht nur daran, dass die Deutschen so viel heizen. Es liegt auch an der verfehlten Strompolitik.

An den kalten Tagen haben natürlich die privaten Haushalte viel Gas verbraucht. Aber auch die Industrie hat mehr von dem knappen Gut verfeuert – und zwar im Wesentlichen für Strom. **Denn das ist das Problem an diesem Wetter: Es ist nicht nur kalt, die Sonne bringt zu wenig Energie, und der Wind bläst flau. Der Anteil an erneuerbaren Energien ist verschwindend gering. Im Dezember gab es genügend Tage, an denen selbst die fünffache Zahl an Solarzellen und Windrädern den deutschen Strombedarf nicht gedeckt hätte.**

Nur den deutschen, wohlgerneht. Hier hält sich ja hartnäckig die Erzählung, französische Atomkraftwerke und ihre verschleppte Wartung wären das Problem im Stromnetz. Wahr daran ist nur, dass immer noch viele Atomkraftwerke nicht am Netz sind. Deutschlands Gaskraftwerke arbeiten trotzdem größtenteils für den inländischen Verbrauch. Im Dezember wurden zu keiner Zeit mehr als 5 Gigawatt an Strom nach Frankreich geliefert. Die Gaskraftwerke mussten aber bis zu 21 Gigawatt an Strom produzieren. Dazu kamen bis zu 14 Gigawatt aus Steinkohle und bis zu 17 Gigawatt aus Braunkohle. In Deutschland feuert gerade alles, was nur feuern kann.

Deutschland will zu viel auf einmal

Große Blackouts drohen in nächster Zeit nach menschlichem Ermessen nicht. **Aber zwischen Flensburg und Garmisch nimmt gerade niemand mehr Rücksicht. Nicht auf das Klima, denn gegenüber all diesen Kohlekraftwerken ist die Klimawirkung eines Tempolimits nur ein Rundungsfehler. Und die Gasspeicher interessieren in der Strompolitik auch niemanden wirklich.**

Nur auf zwei Dinge nimmt die deutsche Energiepolitik Rücksicht: auf die Befindlichkeit der Anti-Atom-Lobby. Und auf die der Stromkonzerne. Die beiden sind sich dummerweise einiger, als man denken würde.

Deutschland will gleichzeitig seine Energie CO2-neutral machen, sich von Russland unabhängig machen und auch noch aus der Atomkraft aussteigen. Das sind zu viele Ziele auf einmal.

Erneuerbare Energien allein reichen nicht

Die Deutschen wollen bald in das schöne neue Haus der erneuerbaren Energieträger einziehen. Aber kein verantwortlicher Bauherr würde sein altes Haus abreißen, noch bevor beim neuen der Rohbau steht. Genau das hat Deutschland aber getan. Und jetzt wird es kalt.

Dieser Winter zeigt: Erneuerbare Energieträger allein reichen nicht. Das Land braucht auch Energiespeicher, die im Winter zur Not auch mal mehrere Wochen überbrücken können. Dafür braucht Deutschland eine Wasserstoff-Infrastruktur, die Energie als Gas aus energiereichen Staaten importiert und zur Not bei Strommangel verfeuern kann.

Doch bevor diese neue Energiewelt aufgebaut ist, reißt das Land die alte ab. Buchstäblich. Selbst jetzt ist noch Beschlussstand, dass die Kernkraftwerke im nächsten Frühling ihren Betrieb beenden sollen.

Die Schuld liegt nicht nur bei der Bundesregierung. **Auch in den Stromkonzernen ist eine Generation von Managern am Werk, die gedanklich mit der Atomkraft schon längst abgeschlossen haben.** Um die Kraftwerke weiter zu betreiben, müssten sie Mitarbeiter aus der Rente zurückholen oder Kollegen aus dem Ausland anwerben. Sie müssten neue Brennstäbe besorgen. Die könnten nach ihrer Nutzung in das Endlager kommen, das Deutschland sowieso bauen muss. All das wäre nicht leicht, es wäre Arbeit, und zwar eine ganze Menge. Besser, man fängt sofort damit an.

Denn die Alternative ist düster. **Niemand kann heute sagen, ob Deutschland im kommenden Sommer die Gasspeicher wieder so weit auffüllen kann wie im vergangenen. Der aktuelle Winter ist darum noch vergleichsweise komfortabel. Wie schwierig der Winter 2023/2024 wird, weiß heute noch niemand. Nur eines ist sicher: Ohne Atomkraftwerke wird er härter, als er sein müsste.**